

Les Droits de l'Inventeur et le Dépôt des Brevets d'Invention en Droit Interne

Thèse pour le Doctorat

présentée et soutenue le 6 Mars 1939, à 14 heures

PAR

Marc LESŒUR

Président : M. PERCEROU, Professeur
Suffragants : M. ESCARRA, Professeur
M. HAMEL, Professeur

PARIS

ÉDITIONS A. PEDONE

LIBRAIRIE DE LA COUR D'APPEL ET DE L'ORDRE DES AVOCATS
13, rue Soufflot, 13

1939

Les Droits de l'Inventeur
et le Dépôt des Brevets d'Invention
en Droit Interne

*La Faculté n'entend donner aucune approbation
ni improbation aux opinions émises dans les thèses ;
ces opinions doivent être considérées comme propres
à leurs auteurs.*

Les Droits de l'Inventeur et le Dépôt des Brevets d'Invention en Droit Interne

Thèse pour le Doctorat

présentée et soutenue le 6 Mars 1939, à 14 heures

PAR

Marc LESŒUR

Président : M. PERCEROU, Professeur
Suffragants : M. ESCARRA, Professeur
M. HAMEL, Professeur

PARIS

ÉDITIONS A. PEDONE

LIBRAIRIE DE LA COUR D'APPEL ET DE L'ORDRE DES AVOCATS
13, rue Soufflot, 13

1939



IMPRIMÉ EN FRANCE

par

L'IMPRIMERIE MODERNE

- LANGRES - 1939 -

PREMIÈRE PARTIE

Les Droits de l'Inventeur et l'Institution du Brevet d'Invention

INTRODUCTION

I. — L'idée générale d'invention. — L'invention dans les domaines de l'art et de la littérature. — L'invention technique.

Le terme « invention » se comprend dans le sens d'activité inventive ou dans le sens de chose inventée. Nous lui attribuons ce dernier. D'après Littré, l'activité inventive peut se définir l'action de créer quelque chose de nouveau par la force de son esprit. Cette définition marque deux caractères nécessaires de l'invention et de l'activité inventive : la nouveauté de l'objet, l'intellectualité de l'effort créateur. Il faut en ajouter un troisième, l'invention doit être destinée à la satisfaction d'un besoin social (voir notamment : Boistel et les auteurs allemands, Kohler, Isay...).

L'activité inventive se manifeste dans les domaines de la littérature, de l'art et de la technique.

Dans les deux premiers, elle donne naissance à un produit matériel défini par sa forme : écrit, objet d'art, qui constitue réellement l'invention et qui est reproductible. La propriété littéraire protège « la forme et la disposition des idées » (Boistel). Le style, c'est l'homme, et le premier droit de la personnalité, son droit à la vie, c'est d'être distinguée. Ainsi se justifient les prérogatives de la « propriété » littéraire, limitées à la forme. Les idées, une fois émises, ne sont pas susceptibles d'appropriation individuelle, elles ne peuvent être soumises à la puissance souveraine d'une personne, elles dominent, au contraire, toutes les intelligences auxquelles elles ont été révélées. La propriété artistique est, de même, réservée, sauf pour la musique,

aux œuvres matérialisées (statue, tableau...) et ne porte ni sur les idées, ni sur les sujets.

Dans le domaine de la technique, par contre, il s'agit toujours d'une création de fond, d'un procédé, d'une idée. Même si l'invention paraît concerner un produit, il y a forcément — et c'est l'essentiel — un procédé d'obtention de ce produit. Sans quoi, ce serait la simple trouvaille matérielle, due au hasard de l'observation, d'un corps qu'on serait incapable de recréer. Les idées techniques sont susceptibles d'applications pratiques qui peuvent être interdites à autrui. C'est, en effet, l'avantage négatif de la « propriété » industrielle.

La science n'est pas faite d'inventions. Les découvertes scientifiques portent sur des phénomènes ou sur des théories. Les uns ou les autres se décrivent ou s'expriment le plus souvent par des idées pures, sans forme caractéristique, et sont, en tout cas, privés de résultat pratique. D'où la difficulté et peut-être l'impossibilité d'organiser la « propriété » scientifique en dehors de l'institution des récompenses nationales, honorifiques et pécuniaires. (Décret du 7 octobre 1937 portant création d'une médaille de la recherche scientifique).

En matière littéraire et artistique, la satisfaction procurée par l'invention est d'ordre spirituel. En technique, l'invention est utilitaire.

Ainsi, nous pouvons fixer l'idée générale d'invention : elle réside dans tout moyen nouveau, créé intellectuellement, en vue de satisfaire à un besoin social.

De l'invention technique, nous retiendrons qu'elle consiste toujours en un procédé intellectuel, ayant un but utilitaire.

II. — La récompense de l'inventeur est justifiée par l'intérêt de la Société au progrès.

La civilisation moderne est progressive. L'homme y cherche inlassablement de nouvelles satisfactions à des besoins changeants. Il ne se contente pas de l'équilibre statique assuré par la tradition, il tend vers le bonheur par l'effort et le mouvement. Si l'effort faiblit, si le mouvement se ralentit, le déséquilibre et la chute deviennent menaçants. L'activité inventive est le moteur d'une telle civilisation.

On a de tout temps accusé l'imagination malfaisante des inventeurs de ne provoquer que des perturbations économiques et sociales. Celles-ci ne sont-elles pas plutôt imputables au défaut d'organisation d'une société qui ne sait pas toujours profiter des richesses mises à sa disposition ? Il faut bien admettre que, dans l'ensemble, l'activité inventive est nécessaire à la marche du progrès et finalement féconde en bienfaits matériels. Peut-être conviendrait-il de mieux utiliser ses apports, ce n'est pas la tâche de l'inventeur, qui mérite cependant d'être reconnu et encouragé.

L'objection selon laquelle l'invention serait le produit fatal du milieu à un moment donné, sans qu'il faille y voir le fruit d'un génie individuel, a subi maintes fois la réfutation. Il est vrai qu'à certaines époques, certaines idées sont dans l'air. L'invention technique correspond à des besoins utilitaires. Les besoins se faisant sentir posent le problème à résoudre ; quoi d'étonnant à ce que plusieurs trouvent la même solution ? Une foule d'ingénieurs sont au même point de leur technique ; ils sont tous au départ ; aussi arrive-t-il que plusieurs prennent la même direction et parviennent au même but. Il n'est cependant pas permis de généraliser hâtivement et de proclamer, après avoir constaté la fréquence d'un tel concours, que, forcément, dans tous les cas, l'invention se serait fait jour, tôt ou tard.

En regard des inventions qu'on pourrait qualifier de « déduites », effectuées à la suite de recherches méthodiques (dans un bureau d'études, un laboratoire) sur un problème posé par un besoin général, il faut placer les inventions, surtout imaginatives, qui prennent naissance par un phénomène d'intuition, dans un esprit individuel, quelquefois désintéressé et souvent celui d'un amateur. Ces inventions, par leur nouveauté inattendue, suscitent les besoins, au lieu d'être provoquées par eux ; pourquoi seraient-elles fatales ? Produites par l'imagination ingénieuse ou géniale de l'auteur, elles portent la marque de sa personnalité. Sans cette personnalité, nul ne peut affirmer qu'elles seraient résultées, par une sorte de génération spontanée, ou de déterminisme inventif, du développement quasi-automatique de la technique anonyme. Le progrès ne grandit pas de lui-même. La Société n'a pas d'intelligence : c'est l'homme qui pense et qui trouve. Au sujet des inventions

intuitives, voir l'ouvrage de M. Ohnesorge, « Rainure en hélice, Histoire d'une invention » Berlin 1937, dont M. C. Blétry donne un brillant compte rendu dans Ann. 1938, p. 96. « Brusquement... ce fut l'étincelle divine ; l'idée complète se présenta à l'auteur en 1928 comme une illumination. Il n'y eut pas d'étape entre « problème » et « solution ». Le tout naquit du même coup, exactement comme une intuition d'art : musique, poésie, etc... ».

La Société intéressée au développement du progrès — qui ne saurait être automatique — est bien inspirée, afin de stimuler les chercheurs, d'offrir une récompense à quiconque lui apporte son invention. Celui qui garde son secret agit en égoïste qui ne doit rien attendre des autres. Lorsque la même invention aura été découverte par plusieurs, la récompense sera attribuée à celui qui, le premier, aura accompli son devoir social ; les autres ne font pas avancer le progrès.

III. — Tableau sommaire des droits de l'inventeur.

L'invention, dont les produits sont destinés à la satisfaction des besoins humains, est source de valeurs sociales ; c'est donc elle-même une valeur. Cette valeur résulte de l'effort personnel de l'auteur. Certes, il peut arriver qu'une invention s'offre soudain en pleine lumière à l'esprit, sans paraître provenir directement d'une recherche. Elle n'est alors que le fruit de peines antérieures : même si l'invention semble résulter de l'observation, il s'agit d'une observation particulièrement perspicace et complétée d'un travail intellectuel d'analyse et d'application. Dans tous les cas, même d'inventions intuitives, les qualités générales d'une intelligence, d'une personnalité, acquises ou développées par le travail, sont le point de départ nécessaire de l'activité inventive. L'homme ne crée rien sans peine ; l'invention est toujours une conséquence de l'effort, immédiat ou lointain. Et cet effort n'est pas ordinaire, c'est un effort original, proprement créateur d'une chose nouvelle. Ainsi l'activité inventive s'analyse en un travail créateur de valeurs sociales. « Travail créateur original », « valeurs sociales », ces deux notions font immédiatement apparaître que l'activité inventive aura, en droit positif, des conséquences de deux ordres : les premières, surtout morales, attachées à la personne de l'auteur,

les secondes, matérielles et pécuniaires, réglées par le droit des biens.

^T
Evidemment, partant de cette constatation, nous serons amenés à investir l'inventeur d'un complexe de droits, d'une part moraux, d'autre part pécuniaires. Certains auteurs, notamment dans le domaine de la propriété littéraire et artistique, se sont insurgés contre cette conception dite « du droit double ». Les uns ont voulu faire du droit d'auteur un droit de la personnalité : ils n'arrivent pas à faire cadrer les qualités pécuniaires et cessibles du droit avec sa prétendue nature unique. De même les juristes partisans de la théorie de la propriété sont obligés de faire une part aux prérogatives morales. Sans discuter en détail ces diverses opinions (voir, notamment, Léon Malaplatte : *Le Droit d'auteur*, Sirey, Paris 1931 et G. Michaelides-Nouaros : *Le Droit moral de l'auteur*, Rousseau, Paris 1935), nous voulons simplement marquer que, selon nous, l'inventeur ne peut pas recevoir un droit d'une nature unique. L'homme cherche à satisfaire ses besoins et pour cela il agit sur les choses du monde extérieur en vue de les rendre utiles. Cette action produit d'abord des conséquences juridiques dans le droit du patrimoine. Mais l'homme est conscient et responsable de ses actes. Chacun d'eux présente un aspect moral susceptible de se traduire par des prérogatives ou des obligations, des récompenses ou des peines pour l'auteur. Ainsi, l'activité humaine a, tout naturellement, deux ordres d'effets. C'est, en particulier, le cas de l'activité inventive : travail original, créateur de valeurs sociales.

L'invention est le produit des facultés proprement personnelles de son auteur, celui-ci doit être maître de son œuvre. Et cette maîtrise, qui constitue sa première prérogative, du simple fait de la création, se traduit par la faculté souveraine de divulguer l'œuvre, de la « mettre au monde », ou de la conserver secrète, ou de la détruire à jamais.

Si l'inventeur divulgue son œuvre, produit d'un travail original créateur, il doit en avoir l'honneur, la récompense morale. L'œuvre étant une valeur sociale, il doit également recevoir le profit, la récompense pécuniaire. Le droit à l'honneur et le droit pécuniaire résulteront, en même temps, de la divulgation de l'œuvre.

TITRE I

LES DROITS DE L'INVENTEUR

Nous étudierons successivement : Le droit à l'honneur de l'invention — Le droit au profit — La maîtrise de l'œuvre.

CHAPITRE PREMIER

LE DROIT A L'HONNEUR DE L'INVENTION

Il consistera dans la faculté exclusive de se dire et d'apparaître comme l'auteur de l'invention. Aucun autre ne pourra lier son propre nom à la découverte. (C. Lyon 17-6-1890. Ann. 1892, 153 ; Cass. 15-3-1899. Ann. 1899, 278).

C'est un droit de la personnalité. Il ne tombe pas dans le patrimoine ; il est inaliénable et perpétuel ; il n'a pas de valeur pécuniaire, mais sa violation, d'une part, cause un préjudice moral à l'auteur, d'autre part, rapporte un bénéfice à l'usurpateur. Le tribunal pourra donc condamner ce dernier à des dommages-intérêts, par application de l'article 1382 du Code Civil, comme la jurisprudence l'a fait maintes fois pour la violation d'autres droits de la même catégorie. L'action sera normalement portée devant le tribunal civil (C. Rennes 12-3-1855. Ann. 1855, 183). Si l'inventeur exploite industriellement la découverte, et que la violation émane d'un concurrent, l'action pourra être intentée devant le tribunal de commerce sous forme d'action en concurrence déloyale (C. Paris 10-11-1887. Ann. 1889, 115).

Il faut distinguer l'action destinée à faire sanctionner l'usurpation de la qualité d'inventeur de celle permettant à l'inventeur d'empêcher l'usage de son nom patronymique. Dans le premier cas, l'usurpateur applique son propre nom à l'invention d'autrui ; dans le second, il fait usage du nom d'autrui en vue de créer une confusion profitable.

L'action civile tendant à faire respecter le droit à l'honneur de l'invention étant strictement personnelle ne pourra être exercée que par l'auteur : les créanciers ne pouvant se substituer à lui par application de l'art. 1166 du Code Civil. Par contre, les héritiers, succédant à la personne du défunt, pourront défendre sa mémoire et obtenir réparation pécuniaire du préjudice causé tant à l'auteur décédé qu'à sa famille (C. Rennes 12.-3-1855 précité). Il semble que des amis pourraient même être admis à l'action, mais sans recevoir eux-mêmes de dommages-intérêts.

Le droit d'apparaître comme l'inventeur devra être notamment sauvegardé en cas de dépôt de brevet.

CHAPITRE II

LE DROIT AU PROFIT DE L'INVENTION

M. Louis Le Grand a essayé de déterminer le fondement économique du droit de l'inventeur. Selon cet auteur, l'invention immatérielle n'étant pas naturellement appropriable, puisqu'elle est à la disposition de tous dès sa divulgation, perd alors la rareté qui, avec l'utilité, fait la valeur d'échange des biens (théorie de Walras). Le problème consiste donc pour le législateur à maintenir à l'invention divulguée son caractère de rareté. C'est pourquoi le fondement économique de la propriété industrielle repose sur la notion de valeur d'échange, établie sur l'utilité et la rareté des choses, de même que la fonction essentielle de la législation est d'assurer et de conserver cette valeur à l'invention. Comment ? par un droit privatif, propriété ou monopole d'exploitation, mais l'auteur ne choisit pas ; il ne se prononce pas non plus sur le caractère temporaire ou perpétuel du droit. Nous ne sommes donc pas avancés pour la solution juridique du problème, que nous allons essayer de préciser.

SECTION I. — Le contenu du droit

Dans une époque où les Mécènes sont rares, c'est évidemment le droit essentiel. Certes, l'inventeur peut exploiter sa découverte. C'est le simple exercice de la liberté du travail et du commerce. Mais si les autres jouissaient de la même liberté, ils le concurrenceraient d'autant plus dangereusement qu'ils n'ont pas supporté de frais de recherches et qu'ils peuvent être économiquement plus forts ou plus aptes. La justice exige que l'auteur ayant tiré son invention de lui-même, sans rapport avec aucune autre personne, profite seul de son propre travail et qu'un veto soit opposé à la concurrence d'autrui. La récompense attribuée par le droit positif à l'inventeur pour son travail productif de valeurs sociales devra donc consister essentiellement en un droit exclusif et absolu sur sa création.

Quelle sera la prérogative fondamentale attachée à ce droit ? Le droit, vu du côté de son bénéficiaire, est un intérêt juridiquement protégé (Ihering). L'invention, procédé idéal, est susceptible d'applications sans fin. Son objet est reproductible indéfiniment, par répétition. C'est l'utilité propre de l'invention que de permettre la reproduction, source de profits. L'intérêt de l'inventeur consiste donc à recevoir cette utilité au moyen d'un droit exclusif et absolu de reproduction de l'objet de l'invention, par application de celle-ci. C'est, en effet, la solution commune à toutes les législations. Tirons-en, dès maintenant, la conséquence que l'invention, susceptible d'un droit exclusif, est incontestablement un bien.

SECTION II. — Le caractère temporaire du droit

Le Législateur, à la suite d'une longue évolution historique, a réorganisé sur le mode romain, individuel et perpétuel, la propriété des choses matérielles, mobilières, puis immobilières. La jouissance ou l'exercice en commun du droit de propriété n'ont été admis qu'à titre exceptionnel ou provisoire (Colin et Capitant, T. I., n^{os} 748 et s.).

La propriété individuelle et perpétuelle des choses matérielles se justifie entr'autres parce qu'elle assure la meilleure utilité et que le droit des biens doit être réglé de ce point de vue. Quand plusieurs personnes sont investies du même droit sur une chose matérielle, il y a risque de conflit et nécessité d'une réglementation, d'une limitation des diverses prérogatives, gênantes pour la jouissance et l'exploitation du bien. En outre, chacun des co-titulaires du droit est moins enclin à ménager la chose que si elle lui appartenait en propre. Plutôt que de la soigner et d'en jouir en bon père de famille, il est porté à en abuser, parfois jusqu'à la destruction, sous la poussée de ses besoins immédiats. Et cela serait encore plus à redouter de la part de propriétaires temporaires successifs. Ces inconvénients connus, rapidement schématisés, de la propriété commune et temporaire tiennent à la nature des choses matérielles. *Limitées dans l'espace*, elles présentent, de ce fait, une difficulté physique à l'exercice simultané d'un droit par plusieurs personnes. D'autre part, susceptibles d'usure ou de déprédation,

elles exigent d'être employées conformément à leur constitution et avec des soins particuliers. En somme, la nature même des choses matérielles les prédispose à une appropriation individuelle et perpétuelle.

L'invention technique, nous l'avons montré, consiste en un procédé idéal. Elle est immatérielle, sans limite dans l'espace. Elle n'est pas susceptible d'appréhension physique. Issue d'une intelligence, elle se communique à toutes les intelligences : elle est appropriée, au sens large du mot, par la compréhension intellectuelle de chacun et de tous. Dès qu'elle est divulguée, elle peut, sans difficulté, être comprise et utilisée simultanément par un nombre illimité de personnes, un nombre infini de fois.

Non seulement l'invention est susceptible de jouissance universelle, mais elle y tend. « La nature *expansive* des productions de ce genre fait qu'elles vont d'elles-mêmes au devant du public et se perdent dans ce domaine » (Allezard, p. 36). Par cette nature immatérielle expansive, l'invention répugne à subir un droit exclusif. Les uns en concluent hâtivement qu'il n'est pas possible au législateur d'accorder un tel droit à l'inventeur. La chose est certes possible, puisqu'elle est. Si tous les législateurs ont pu organiser pratiquement ce droit, c'est parce que la nature expansive de l'invention n'est pas irrésistible, mais se laisse vaincre assez facilement. D'autres tirent de la nature immatérielle expansive de l'invention la nécessité de limiter dans le temps le droit exclusif de l'auteur. (Les auteurs allemands et notamment Kohler, cité par Bonnet).

De fait, le caractère temporaire du droit est un phénomène général, constant dans toutes les législations. Ainsi que le remarque J. Bonnet « cette restriction du droit est la grande énigme dont une construction juridique bien faite doit nous fournir la clef ».

Pour l'expliquer, on a invoqué l'équité d'un partage avec la Société, l'inventeur n'étant qu'un perfectionneur du domaine public. A cela, on peut répondre que pour le perfectionnement l'inventeur ne doit rien au domaine public ; il n'y a donc pas de raison de limiter son droit sur le perfectionnement.

On a aussi fait valoir que le premier inventeur imprime une avance au développement normal de la technique ; c'est par

cette avance que se justifie et se mesure son droit privatif. L'invention, tôt ou tard, se serait produite et le premier a seulement droit de profiter exclusivement de l'avance qu'il a procurée au progrès. Son droit doit donc être temporaire. Nous avons déjà refuté cette théorie du déterminisme inventif. Même si on l'admettait, pourquoi et comment limiter la durée du droit à cette prétendue avance du progrès ? Comment fixer cette dernière ? Au cas d'inventions se suivant de très près, faudrait-il refuser toute récompense au second inventeur, parce qu'il n'aurait pas créé une chose nouvelle, et au premier parce qu'il aurait procuré une avance insignifiante du progrès ? C'est la malchance bien connue de Grey qui dépose son brevet pour le téléphone quelques heures après Bell. Le brevet de Grey a été refusé. Aurait-il fallu rejeter également la demande de Bell ?

Damme expose une théorie qui a l'ambition de mesurer quasi-mathématiquement la durée du droit. Selon lui, l'inventeur, en divulguant son idée, enseigne la nation. « Der Erfinder ist der Lehrer der Nation ». L'idée de l'invention, étant elle-même la conclusion d'une série d'idées antérieures résultant du travail du passé, ne doit pas être protégée perpétuellement, mais en fonction du temps nécessaire à l'enseignement de la nation. C'est, en général, le double du temps d'enseignement habituel, deux fois sept ans. La théorie est plus originale que juridique.

Selon M. P. Roubier, la propriété perpétuelle sur les choses corporelles s'explique parce que la matière est permanente ; rien ne se perd, rien ne se crée. L'œuvre intellectuelle, par contre, est créée à un certain moment ; « parce que l'objet auquel il s'applique naît à un moment de la durée, le droit est limité dans la durée ». En admettant que cette raison satisfasse — c'est évident — l'esprit pour le passé, pour la partie de la durée qui précède la création, elle ne prouve rien pour l'avenir ; et c'est bien cela qui importe, pourquoi le droit est-il limité dans la durée qui court depuis la création ?

Après l'exposé de ces explications toutes insuffisantes, revenons à notre point de départ : la nature immatérielle expansive de l'invention.

Pour Bonnet, l'invention « n'est pas susceptible d'une appropriation durable au service d'un seul ». Elle « tend irrésisti-

blement à échapper à la domination de l'individu pour entrer au service de la collectivité. Si le créateur peut la soumettre d'abord à sa domination exclusive, il semble qu'elle répugne du moins à une appropriation au profit d'un seul, à partir du moment où elle est vraiment entrée dans le patrimoine commun à tous ». Cette déclaration prudente — « il semble » — doit être éclairée par rapprochement avec la citation de Kohler qui la précise : « ce qui n'a été d'abord que la conception du seul créateur devient l'alphabet d'une partie de la technique, telle qu'on l'enseigne aux débutants. Mais, par cela même, l'idée s'évade du domaine de l'individu et il serait contraire à sa nature économique de la plier sous la domination du seul créateur, alors qu'elle est déjà entrée dans la chair et dans le sang des générations nouvelles et devenue pour elles comme un élément de vie ». Ainsi l'invention ne serait plus susceptible d'un droit exclusif, à partir du moment où elle est entrée dans la connaissance technique générale. Cela équivaut non pas seulement à limiter le droit dans le temps, mais à l'éteindre sitôt né, les inventions étant, en fait, très vite divulguées et appropriées intellectuellement par autrui. Il faudrait, pour que l'inventeur conserve son droit, qu'il garde son secret. Quel illogisme ! En somme Kohler prouverait trop, s'il ne prouvait trop peu.

Le droit exclusif admis, son caractère temporaire ne saurait être uniquement déduit de la nature immatérielle expansive de l'invention. Cette nature répugne, certes au droit exclusif, mais du moment qu'elle a été vaincue momentanément, on ne voit pas pourquoi elle ne le serait pas définitivement. Il faut, selon nous, se référer à la fonction sociale du droit. Sans doute le droit est d'abord destiné à profiter à son titulaire, mais il a aussi un fondement social. Le droit s'élabore par et pour la Société. Sans lui, elle n'existe pas, mais sans elle, il ne saurait s'appliquer. Tout droit comporte une double fonction tendant à la satisfaction de l'intérêt individuel et de l'intérêt social. La Société n'a pas d'intérêt — bien au contraire —, à ce que la propriété matérielle soit limitée dans le temps. Cette propriété remplit mieux son rôle social en produisant des effets individuels et perpétuels, limités seulement dans leur portée ou frappés de charges. L'invention, par contre, immatérielle, susceptible de jouissance universelle pourrait être mise gratuitement à la disposition de la Société tout entière. Elle pourrait, en un

mot, tomber dans le domaine public. Il s'agit de démontrer qu'il le faut au bout d'un certain temps.

Quelle est donc la fonction sociale du droit exclusif de l'inventeur ? C'est, en stimulant l'activité inventive, d'assurer la marche du progrès au bénéfice de la collectivité. Or, ce but ne pourrait être atteint si le droit de l'inventeur était perpétuel. Essayons de le mettre en lumière.

Le droit exclusif de l'inventeur se traduit économiquement par un monopole d'exploitation. Or, tout monopole exercé dans un intérêt particulier tend à réduire la production et à fixer haut les prix. Il est, pour ces deux raisons, un obstacle au progrès qui se trouve, bien sûr, dans une abondance sans excès et dans le bon marché. C'est pourquoi les monopoles doivent être réglementés en vue d'éviter des abus de leurs titulaires. Ainsi, en matière de brevets d'invention, à durée limitée, des sanctions consistant dans la déchéance ou la licence obligatoire ont été prévues par la Convention Internationale d'Union pour la protection de la Propriété Industrielle (art. 5) et par certaines législations intérieures, en cas d'abus de monopole, par exemple du fait de non-exploitation, ou de conditions excessives imposées aux licenciés ou aux consommateurs. L'application réelle de ces sanctions à tous les abus de nature à empêcher l'invention de servir, comme elle y est destinée, au bien commun, supposerait l'intervention incessante du pouvoir dans les affaires et dans les contrats privés. Déjà difficile en cas de monopole temporaire, elle nécessiterait en cas de monopole perpétuel le contrôle par l'autorité de chaque branche d'industrie, la taxation générale dans le commerce, toutes choses impraticables dans un régime non entièrement étatisé. Mais dans un régime étatisé y aurait-il encore des monopoles privés ? D'autre part, le progrès est l'œuvre des perfectionneurs. Or, ceux-ci dépendent de l'auteur de l'invention-mère, lequel pourrait être porté, afin de maintenir en fait son monopole, à se montrer trop exigeant dans ses conditions de licence. Il faudrait là encore que le pouvoir intervienne. Mais, surtout, cette sujétion sans terme, ces complications décourageraient dans une large mesure l'esprit de perfectionnement, stimulé par la certitude de la chute dans le domaine public de l'invention première. Ainsi apparaît l'impossibilité de sanctionner efficacement l'abus du monopole perpétuel à l'égard des consommateurs et

des perfectionneurs, c'est-à-dire d'en concilier l'existence avec le développement du progrès. Renouard a parfaitement condensé les inconvénients de la perpétuité. « La perpétuité de privilège sur les inventions rétrécirait le domaine de la pensée, grèverait de servitudes indéfinies le champ de l'observation et de la science, tuerait l'émulation et les perfectionnements, chargerait les consommateurs d'un impôt indestructible, leur interdirait à jamais l'espérance de se procurer à un prix de plus en plus bas les objets fabriqués, et fermerait ainsi les voies à la condition la plus désirable pour l'amélioration progressive de l'humanité ». Cette amélioration progressive de l'humanité, ou plutôt de son bien-être, étant précisément la fonction sociale du droit de l'inventeur, il nous est permis de conclure que celui-ci ne saurait être perpétuel.

En somme, nous avons déduit le caractère temporaire du droit exclusif de l'inventeur de deux notions :

1) la nature immatérielle expansive de l'invention la rend susceptible de jouissance universelle.

2) la fonction sociale du droit — servir le progrès — exige que cette jouissance universelle soit autorisée au bout d'un certain temps. Ce temps mesurera la durée du droit de l'inventeur. Comment la déterminer ? On pourra seulement s'inspirer de considérations d'équité et du souci de donner en moyenne à l'inventeur une récompense pécuniaire convenable. En fait, les divers législateurs tendent vers la durée de 20 ans. Certains font une distinction entre les inventions vraiment industrielles et les « petites » inventions concernant des objets d'utilité courante. Ainsi l'Allemagne connaît pour ces dernières, le *Gebrauchsmuster* (modèle d'utilité) d'une durée de 6 ans. La durée équitable moyenne du monopole une fois fixée, l'intérêt social est, en principe, satisfait et il serait normal de laisser le titulaire du monopole libre d'en user à sa guise, sans lui imposer en particulier aucune obligation d'exploiter. (L'évolution de la Convention d'Union pour la protection de la propriété industrielle tend, d'ailleurs, à supprimer cette obligation). A cela une seule réserve, commune à tous les droits exclusifs : la possibilité d'une expropriation, totale ou partielle, ou d'une licence obligatoire pour cause d'utilité publique, par exemple dans l'intérêt de la défense nationale (décret du 30 octobre 1935).

SECTION III. — La nature du droit

Nous avons montré comment le droit au profit de l'invention s'analysait en un droit exclusif, absolu et temporaire d'application de l'invention, celle-ci devant être considérée comme un bien. Inversement, si comme l'écrit E. H. Perreau (*Des droits de la personnalité. Rev. trim. de droit civil, 1909, p. 501-536*), « les droits patrimoniaux sont ceux qui portent sur les biens, ou, d'une manière peut-être un peu plus générale, ceux qui règlent l'usage des biens », alors il paraît évident que le droit de l'inventeur, portant sur l'application d'un bien, ait un caractère patrimonial. Quel est ce droit patrimonial ? Il ne saurait s'agir d'un droit de créance, puisque le droit de l'inventeur est absolu, non pas simplement relatif ; il porte sur un bien qui ne consiste pas en l'obligation d'un débiteur. Est-ce donc un droit réel et parmi les droits réels, un droit de propriété ?

§ 1^{er}. — LA THÉORIE DE LA PROPRIÉTÉ. — Elle fut adoptée, au moins en apparence, par notre première loi sur les brevets d'invention du 7 janvier 1791, rapportée par M. de Boufflers. C'est dans ce rapport que s'éclaire le sens de la théorie. « S'il existe pour un homme une véritable propriété, c'est sa pensée... l'invention, qui est la source des arts, est encore celle de la propriété... ». Nous pouvons remarquer tout de suite que la pensée d'un homme n'est pas sa propriété ; elle est lui-même ; il en est maître comme de lui-même, non pas comme d'une chose extérieure. Après ces affirmations péremptoires, M. de Boufflers impose à l'inventeur l'obligation inattendue, pour jouir de sa propriété, de contracter avec la Société. Pour obtenir la protection de la puissance publique il doit remplir deux obligations : 1^o) donner une connaissance exacte de sa découverte ; 2^o) partager avec la Société l'utilité de l'invention, et la forme la plus naturelle du partage consiste à limiter dans le temps son droit exclusif.

Conformément à ce rapport, la loi du 7 janvier 1791, après avoir proclamé dans un généreux préambule « que ce serait attaquer les droits de l'homme dans leur essence que de ne pas regarder une découverte industrielle comme la propriété de son auteur », consacrait le principe dans son article 1^{er} : « Toute découverte ou nouvelle invention, dans tous les genres d'indus-

tries, est la propriété de son auteur ; en conséquence, la loi lui en garantit la pleine et entière jouissance », mais elle ajoutait « suivant le mode et pour le temps qui seront ci-après déterminés ». La loi offrait une alternative à l'inventeur : — ou bien faire abandon immédiat de sa découverte à la Nation, contre une récompense sur les fonds destinés aux encouragements de l'industrie : — ou bien déposer un brevet dont la durée ne dépasserait pas 15 années, sauf prolongation par un décret particulier du Corps législatif. En outre, la loi du 25 mai 1791 instituait une taxe.

Voilà une propriété bien chargée de conditions et bien mutilée puisque réduite à une faible durée, alors que la propriété véritable est par nature perpétuelle. Nous savons que la durée temporaire du droit est motivée par sa fonction sociale et par la nature immatérielle expansive de l'invention ; la propriété perpétuelle du Code Civil n'ayant été prévue que pour les choses matérielles destinées par nature à une jouissance individuelle. La limitation du droit de l'inventeur dans le temps est foncièrement incompatible avec le caractère absolu du droit de propriété individuelle ; le propriétaire est véritablement maître de sa chose, il en a l'usus, le fructus et surtout l'abusus ; l'auteur, du fait du caractère temporaire du droit, n'est plus maître de son œuvre dès qu'il l'a divulguée, c'est-à-dire dès le moment où il acquiert le droit positif, puisque l'œuvre est, dès ce moment, livrée à la jouissance future de la Société (voir ci-après) ; l'auteur, s'il possède l'usus et le fructus au moins pendant un certain temps n'a donc pas l'abusus ; il n'est pas souverain absolu ; il n'est pas propriétaire.

§ 2. — LA THÉORIE DES BIENS IMMATÉRIELS. — Cette théorie est due au jurisconsulte allemand Kohler et elle paraît avoir été admise par la grande majorité de la doctrine de son pays. Nous avons nous-même considéré l'invention, procédé idéal ayant un but utilitaire, comme un bien d'une nature immatérielle et expansive. Voici les conclusions qu'en tirent, en général, les jurisconsultes allemands. Ces biens immatériels sont, comme les biens corporels, l'objet de la domination juridique de l'ayant droit. Les biens matériels et immatériels sont tous, les objets d'un droit absolu. La propriété ordinaire est le droit absolu sur les choses corporelles, la propriété intellectuelle, le droit absolu

sur les biens immatériels. Cette propriété intellectuelle n'a certes pas été prévue par le Code : il convient et il suffit d'y adapter les règles de la propriété ordinaire, toutes les fois que la nature immatérielle du bien n'impose pas une modification.

Nous voulons bien admettre cette division essentielle des droits en absolus et relatifs. Nous pensons également qu'il y a entre l'invention, immatérielle et expansive, et les choses corporelles, une différence de nature importante. Alors, au lieu de vouloir adapter à un bien les règles juridiques relatives à un bien d'une tout autre nature, pourquoi ne pas tout simplement élaborer des règles conformes à la nature de l'invention ? C'est ainsi que se pose le problème, étant entendu que, pour le résoudre, toutes les ressources de l'expérience juridique acquise dans d'autres domaines pourront et devront être utilisées.

§ 3. — LA THÉORIE DE LA PROPRIÉTÉ INCORPORELLE. — Elle a été construite par M. Josserand dans son cours de droit civil positif français.

Le savant juriste rappelle d'abord que les Quirites voyaient dans la propriété un droit matériel ne s'appliquant qu'aux choses corporelles. Puis cette propriété, ainsi matérialisée s'épura en se détachant dans une certaine mesure de son objet. D'autre part, est apparue une propriété incorporelle portant sur des biens immatériels. Cette forme de propriété était annoncée par la co-propriété indivise qui ne comporte que des droits incorporels et par l'usufruit, démembrement de la propriété, qui porte sur les biens de toute nature. « S'il en est ainsi du démembrement, pourquoi en irait-il autrement de la propriété elle-même envisagée dans sa plénitude ? » (1).

Et M. Josserand conclut : « Somme toute et pour qui, s'élevant au-dessus des contingences historiques, se libère un moment du joug des idées romaines, le droit de pleine propriété se caractérise par les trois faits suivants :

a) Il confère à son titulaire le maximum de prérogatives et d'avantages que peut comporter un bien ;

b) Il a un caractère d'exclusivité ; il fait obstacle à toute prétention rivale sur ce même bien ;

(1) L'idée de considérer la propriété intellectuelle comme un usufruit, a été récemment développée par Denise Chataignier — *Contribution à l'étude du droit des salariés sur leurs inventions*, Paris, 1931.

Mais alors si l'inventeur n'a que l'usufruit temporaire, il faut attribuer la propriété à la collectivité ! (Colin et Capitant, T. I, n° 695).

c) Son opposabilité est aussi complète que possible : il s'impose, à l'occasion, au respect de tous.

Tout droit qui répond à ce triple caractère réalise une appropriation et mérite d'être catalogué « droit de propriété ».

.....

Il n'y a pas une propriété : il y a des propriétés, parce que l'intérêt de la Société est que l'appropriation des biens comporte des statuts en harmonie avec les buts poursuivis ».

La conséquence d'une telle doctrine, c'est de faire rentrer dans le vocable « droit de propriété » non pas seulement tous les droits absolus, mais tous les droits patrimoniaux, y compris le droit de créance. Ce droit ne confère-t-il pas le maximum de prérogatives que puisse comporter l'obligation du débiteur ? N'a-t-il pas un caractère exclusif ? Son opposabilité n'est-elle pas aussi complète que possible, puisqu'il ne saurait être opposable aux tiers qui n'en ont pas eu connaissance ?

Nous ne pensons pas qu'il soit avantageux d'élargir une notion juridique précise comme la propriété jusqu'à une idée générale aussi vague. Le problème n'est pas résolu, il est seulement compliqué. Il faudra toujours établir le statut des diverses propriétés et, notamment, celui du droit de l'inventeur, en tenant compte du but poursuivi dans l'intérêt de la Société. C'est précisément la mise au point que nous nous efforçons de faire. Mais il nous paraît préférable de conserver dans leur netteté les institutions traditionnelles de notre droit et, plutôt que de les déformer en y faisant entrer à force des matières différentes, de créer, à côté, celles que les besoins modernes rendent nécessaires. C'a déjà été le souci des auteurs partisans de la théorie des droits intellectuels.

§ 4. — LA THÉORIE DES DROITS INTELLECTUELS. — Cette théorie a été exposée par Edmond Picard, dans le *Journal de Droit International Privé* (1883, p. 565) sous le titre « Embryologie juridique, Nouvelle classification des droits ».

L'auteur marque d'abord qu'une des caractéristiques des droits intellectuels, « c'est de n'être pas fixés à un lieu déterminé, ni même à un objet matériel unique qui ne peut se trouver en deux lieux à la fois ». « La production de l'esprit... a pour destination naturelle... de se répandre partout où va la civilisation. Elle est divisible à l'infini et reste toujours une ».

La classification romaine tripartite des droits comprend : — les droits réels portant sur les choses matérielles ; — les droits de créance, rapports entre personnes ; — les droits personnels ayant pour objet une qualité juridique s'appliquant à la personnalité. En essayant de faire entrer par force les droits intellectuels dans la catégorie des droits réels, des propriétés, on doit modifier les règles de la propriété — notamment en ce qui concerne la durée — jusqu'à une véritable hérésie scientifique. Pourtant, la nature d'une chose matérielle et celle d'une chose intellectuelle sont aux antipodes. Il faut donc créer une catégorie des droits intellectuels et rechercher sans gêne les règles appropriées à leur nature. Tous ces droits formeraient le « Droit d'Invention » qui s'appliquerait : aux brevets d'invention, aux modèles et dessins de fabrique, aux plans de travaux publics ou privés, aux productions artistiques, aux œuvres littéraires, aux marques de fabrique ou de commerce, aux enseignes.

Cette théorie des droits intellectuels a été également adoptée par MM. Escarra et Rault (*La Doctrine Française du Droit d'Auteur*). Selon ces auteurs « il faut avoir le courage de s'évader des catégories classiques et reconnaître qu'il existe une troisième variété de droits auxquels on peut donner l'appellation générale de droits intellectuels ». Le caractère commun de ces droits, c'est « d'être une forme d'appropriation de valeurs incorporelles » : faculté d'exploiter un brevet d'invention, clientèle et achalandage d'un fonds de commerce, droit au bail, exploitation d'une œuvre littéraire ou artistique, etc... Ces droits portent sur des éléments non tangibles et « ne peuvent avoir que le caractère de représentation de l'esprit. C'est la raison pour laquelle ces droits sont des droits intellectuels ». Ici, nous ne sommes plus d'accord avec les savants auteurs. Le caractère commun des droits intellectuels, c'est qu'ils portent sur des productions nouvelles de l'esprit ; leurs objets qui résultent d'un travail créateur original, intellectuel ou artistique, font avancer le progrès. D'ailleurs, les mêmes auteurs écrivent un peu plus loin : « Le droit d'auteur est un « droit intellectuel au sens propre du terme, qui s'oppose ainsi « à l'effort, essentiellement manuel, du salarié stricto sensu, « droit dérivé d'une création indépendante ». Nous croyons que là se trouve la vérité.

C'est à l'aide de la notion de travail original, créateur d'une

chose nouvelle faisant avancer le progrès que nous avons fixé le contenu du droit de l'inventeur. Il est remarquable et normal à la fois, qu'elle se retrouve dans tous les droits intellectuels. On peut établir une sorte de série : D'abord les choses matérielles produites par un travail courant ; ces choses sont l'objet de la propriété ordinaire : elles peuvent être reproduites librement par quiconque. Puis les choses matérielles, artistiques, produites par un travail créateur original ; elles supportent le droit de propriété ordinaire ; en outre, le droit de reproduction est réservé à l'auteur. Enfin, les choses immatérielles, musicales ou techniques, également produites par un travail créateur original, et susceptibles non de reproduction, mais d'application ; pour celles-ci, le droit d'application est réservé également à l'auteur. Les droits exclusifs de reproduction ou d'application portant sur les œuvres des deux dernières catégories constituent les droits intellectuels. Ils forment le Droit d'Invention : Brevets d'invention, dessins et modèles, propriété littéraire ou artistique. Les œuvres sur lesquelles ils portent sont destinées à satisfaire des besoins humains d'ordres différents : les inventions, des besoins utilitaires ; les lettres et les arts, des besoins esthétiques. Les unes et les autres servent le progrès. Nous excluons du droit d'invention les droits ayant pour objet les marques de fabrique, les enseignes, etc... qui ne sont pas des produits d'un travail créateur original, faisant avancer le progrès, mais simplement des signes distinctifs destinés à rallier la clientèle — toujours accessoires d'une exploitation commerciale.

§ 5. — LA THÉORIE DES DROITS DE CLIENTÈLE. — Nous n'avons pas mentionné, parmi les auteurs partisans de la théorie des droits intellectuels M. Paul Roubier qui, cependant, dans son importante étude publiée par la Revue trimestrielle de droit civil (1935, p. 251 et s.), paraît souvent bien près de s'y rallier, mais se résout finalement à une autre conclusion, assimilant les droits intellectuels à des droits de clientèle.

L'idée de considérer l'ensemble de la propriété industrielle, dans le sens large qui lui est communément attribué, comme l'ensemble des droits susceptibles de rallier la clientèle n'est pas neuve (voir notamment Thaller et Percerou), mais M. Paul Roubier va plus loin : il veut faire des « droits de clientèle » la

nouvelle catégorie juridique à insérer entre les droits réels et les droits de créance. Tous ces droits tendent « à la conquête de la clientèle, soit pour un bien immatériel (invention, œuvre d'art), soit à l'aide d'un bien immatériel (marque, nom, enseigne) » ; « la clientèle constitue une « valeur », c'est-à-dire un bien au sens juridique du mot » ; « la clientèle apparaît comme l'objet, plutôt que comme l'un des sujets de droit » ; ce sont des droits de clientèle. Cette conception met l'accent sur l'élément de l'exploitation économique contenu dans ces droits, puisque le facteur « clientèle » apparaît avec l'exploitation.

M. Paul Roubier se fait lui-même des objections et, notamment, la suivante : l'inventeur a des droits avant l'exploitation, avant même le dépôt du brevet. M. Roubier répond qu'en effet l'inventeur possède 1° un droit de propriété corporelle sur les plans, dessins... de l'invention, 2° « un droit moral, qui offre dans cette phase l'avantage important de réserver au créateur, et à lui seul, la décision sur le point de savoir si le moment est venu de briser le secret de la création »... « Mais en ce qui concerne le droit privatif d'exploitation ce serait un non-sens que d'en admettre l'existence avant le moment où la création est publiée ». Remarquons en passant que M. Roubier comprend dans le droit moral la maîtrise de l'auteur. Pour nous, cette maîtrise cesse à la divulgation, qui donne naissance, d'une part, au droit à l'honneur, d'autre part, au droit privatif. En ce qui concerne l'objection, elle n'est pas surmontée, car la divulgation, la publication de l'œuvre n'est pas forcément un acte d'exploitation. Le brevet est une divulgation de l'invention, mais l'exploitation peut n'intervenir que plus tard ou pas du tout ; inversement, il peut y avoir exploitation sans publication (secret de fabrique). Nous sommes donc bien d'accord avec M. Roubier lorsqu'il conclut : « Nous maintenons donc notre point de vue : le droit privatif d'exploitation de l'inventeur ou de l'auteur ne naît pas tant que la création demeure secrète ; il n'existe encore qu'à l'état de droit éventuel », mais nous nous séparons de lui lorsqu'il ajoute : « et le droit n'est acquis qu'au moment où apparaît le facteur de la clientèle » ; nous persistons à penser que le droit naît à la divulgation de l'œuvre, sans qu'il y ait à considérer l'exploitation possible et la clientèle à laquelle elle peut s'adresser.

La clientèle n'est pas un bien, elle ne saurait former l'objet

d'un droit qui peut exister sans elle et qui porte sur l'œuvre publiée, comme le droit de propriété porte sur la chose corporelle, quelle que soit la valeur économique que lui confère, ou non, l'usage, l'exploitation ou le délaissement du propriétaire.

L'argumentation et la conception de M. Roubier valent dans une certaine mesure pour les signes distinctifs : marques, enseignes,... dont la fonction est de rallier la clientèle, mais là encore, l'objet du droit ne peut être que le signe lui-même, employé dans un certain domaine de la concurrence économique. La différence avec les créations nouvelles est essentielle et M. Roubier la marque expressément. « Ici (pour les signes distinctifs) la législation est inspirée exclusivement par des considérations de police et de bon ordre » et il note que si le droit du brevet est opposable à tous et temporaire, le droit à la marque est relatif, il n'existe qu'à l'égard des concurrents (voir notamment Trib. civ. Lille 6-1-1933, C. Douai 6-2-1934 — Ann. 1935, 101) et n'est pas limité dans le temps. L'invention peut, certes, attirer la clientèle, mais ce n'est pas de son essence ; sans cette idée de clientèle et de commerce, la marque ne se conçoit pas. Inversement, sans création nouvelle, il n'y a pas d'invention ; la marque peut n'être qu'un signe banal, il suffit qu'il ne soit pas déjà employé par un concurrent dans le même domaine économique.

Il reste étonnant que M. Roubier, ayant si bien vu les différences des créations nouvelles et des signes distinctifs, ait voulu faire rentrer les unes et les autres dans une catégorie de droits de la clientèle qui ne saurait comprendre que les seconds.

§ 6. — PREMIÈRES CONCLUSIONS. — En somme les droits intellectuels sont caractérisés par l'origine et la fonction des œuvres qui leur donnent naissance : ces œuvres, destinées à faire avancer le progrès matériel ou idéal, sont le produit d'un travail créateur original. Les œuvres comme les droits sont des biens. Les œuvres artistiques sont matérielles, sauf les œuvres musicales. Elles sont meubles ou immeubles. Un tableau, c'est un meuble : un édifice architectural, c'est un immeuble. Les œuvres musicales ou techniques sont immatérielles. Elles sont assimilables, à ce point de vue, aux créances qui constituent également

des biens incorporels : elles doivent donc être rangées dans la catégorie des meubles. Quant aux droits intellectuels eux-mêmes, droits exclusifs de reproduction ou d'application de l'œuvre, ce sont toujours des biens meubles.

SECTION IV. — **La doctrine du Droit d'Auteur, Faculté personnelle**

§ 1. — **EXPOSÉ.** — Si les œuvres et droits intellectuels ont un caractère patrimonial, ils seront transmissibles à cause de mort, cessibles entre vifs, expropriables, saisissables par les créanciers. Ils tomberont en communauté, sauf les œuvres matérielles immobilières.

Ces conséquences soulèvent la quasi-indignation d'une certaine doctrine en matière de propriété littéraire et artistique qui se réclame des droits de la personnalité (Voir à ce sujet « Le Droit d'Auteur » de M. Léon Malaplatte). Pour M. Léon Bérard, notamment, le droit d'auteur est avant tout moral et fondé sur la responsabilité et la dignité de l'auteur. M. Palmade aboutit à une conclusion précise : « une faculté inséparable de la personne qui, en elle-même n'est pas un bien, mais qui est une source de biens, telle nous a paru être la notion juridique du droit de propriété littéraire ».

La jurisprudence s'est d'abord manifestée par un arrêt de la Cour de Paris rendu le 1^{er} février 1900, dans une affaire Lecoq — arrêt d'ailleurs cassé par la Cour Suprême. Il s'agissait d'œuvres musicales. La Cour constate que les auteurs de telles œuvres jouissent de « droits différents du droit absolu de propriété perpétuelle » : Elle déclare, en définitive, que ces droits n'ont jamais été et ne sont restés que « des privilèges exclusifs, d'une exploitation temporaire ; qu'ils demeurent donc à côté des classifications du Code Civil » et qu'ils conservent le caractère de privilèges personnels et par essence propres.

L'arrêt ci-dessus ne précise pas si du fait que le droit d'auteur échappe aux classifications du Code Civil, il faut conclure qu'il n'est pas un bien. Un jugement du tribunal civil de la Seine, rendu le 1^{er} avril 1936 (Ann. 36, 335), dans une affaire Canal/Jamin a pris nettement position à ce sujet, sur les conclusions de M. le Substitut Gavalda. Il paraît avoir voulu, pour répondre à l'invitation de celui-ci, réaliser la substance du

droit d'auteur « dans une formule décisive et définitive ». Il s'agissait encore d'œuvres musicales. Voici les attendus et la formule du Tribunal :

Origine personnelle de l'œuvre. — Attendu que la conception et l'élaboration des œuvres littéraires ou musicales mettent uniquement en jeu les facultés intellectuelles et les qualités personnelles de l'écrivain ou du compositeur ; que de telles œuvres ne sont que l'expression de la pensée et du génie propres de leur auteur ; qu'elles participent, dès lors, intimement à la personnalité de celui-ci, dont elles ne sont qu'une émanation ;

Maîtrise de l'auteur. — Attendu que l'auteur seul maître de sa pensée et, partant, des conditions et de la mesure dans lesquelles il lui convient de la révéler à autrui, doit nécessairement et par cela même être seul maître, non seulement de décider si son œuvre littéraire ou musicale doit ou non être publiée, mais encore de déterminer l'époque, les conditions et les limites dans lesquelles cette publication aura lieu ;

Attendu qu'en conséquence, de même que l'auteur ne peut, sauf renonciation de sa part, se trouver privé du droit de modifier ou même de supprimer son œuvre, de même il ne saurait être contraint de la faire ou de la laisser publier, reproduire, exécuter ou représenter sans son consentement exprès et formel, ni en dehors et au delà des conditions et des limites par lui fixées ;

D'où il suit, qu'après une première édition ou après une ou plusieurs exécutions publiques de son ouvrage — auxquelles il a pu d'ailleurs ne consentir qu'à titre d'essai — il doit demeurer à tout moment seul maître de décider s'il convient ou non d'autoriser de nouvelles éditions, auditions ou représentations, sans qu'il ait à discuter avec qui que ce soit de l'opportunité ou de l'intérêt de ces publications nouvelles, sauf, s'il s'agit d'une femme mariée, l'obligation pour elle d'obtenir, le cas échéant, l'autorisation maritale ;

Nature du droit. — Attendu que si l'auteur veut exploiter son œuvre pour en tirer un profit pécuniaire en même temps qu'un bénéfice moral, la loi lui en donne le droit ; qu'elle lui confère à cet égard un privilège exclusif d'exploitation ;

Attendu que le droit de disposer ainsi de son œuvre pour en tirer une valeur vénale et de passer dans ce but des contrats s'analyse en une simple faculté dont l'exercice est subordonné à un acte de volonté purement testamentaire ;

Simple faculté personnelle. — Attendu que cette faculté pour l'auteur de tirer un profit matériel de son activité intellectuelle et de cette émanation de sa personnalité que constitue son œuvre apparaît comme inhérente à la personne au même titre que celle qui appartient à tout homme de tirer profit de son activité physique et de son travail manuel, par exemple, en louant ses services ; qu'elle peut assurément, comme cette dernière, être, lorsqu'elle est exercée, créatrice de biens, mais que, pas plus que celle-ci, elle ne constitue en elle-même un bien au sens de l'article 516 du Code civil ;

Attendu, en conséquence, que la solution de la question soumise au Tribunal ne peut être trouvée dans les textes du Code civil relatifs à la classification des biens ni à la répartition de ceux-ci en biens propres et biens de communauté ;

Qu'elle doit donc être recherchée, en dehors de ces textes, à la lumière des principes exposés ci-dessus qui découlent du fondement, de la nature et du caractère particulier du droit de l'auteur sur son œuvre ;

Le droit d'auteur est un propre. — Or, attendu que, de même que cette nature et ce caractère ont amené la jurisprudence à reconnaître à l'auteur toute une série de droits qu'aucune disposition législative n'édicte ni ne consacre, de même il convient nécessairement de décider que le droit d'auteur consistant en la faculté d'exploiter l'œuvre dans un intérêt pécuniaire, de consentir à des reproductions, à des reprises ou à de nouvelles éditions, doit toujours demeurer propre à l'auteur et que, seuls, les produits de cette exploitation tombent dans la communauté entre époux.

Ce jugement a été confirmé par un Arrêt de la Cour d'Appel de Paris du 23-2-1938 rendu sur les conclusions de l'Avocat Général Mongibeaux (Gaz. Pal. 5-5-38) :

LA COUR, considérant que l'auteur d'une œuvre artistique ou littéraire, à qui la loi reconnaît un privilège exclusif d'exploitation, possède sur son œuvre une maîtrise absolue et que, par suite, s'il prend le parti de l'exploiter, il a seul le droit d'en consentir la publication, l'exécution ou la représentation, d'en autoriser la reproduction et qu'il reste toujours maître d'y apporter des modifications et même d'en décider la suppression ; que l'ensemble de ces prérogatives constituent le droit d'auteur qui prend naissance avec la création de l'œuvre et est antérieur à toute publication ;

considérant que ce droit, dont les premiers juges ont très exactement et très complètement dégagé les notions, s'analyse dans une simple faculté inséparable de la personne de l'auteur ; qu'il ne rentre dans aucune des classifications du Code civil et constitue un droit extra-patrimonial qui, de par sa nature et en l'absence d'un texte formel imposant une solution contraire, ne saurait tomber dans la communauté ;

considérant toutefois que le droit d'auteur, qui ne constitue pas en lui-même un bien, peut être une source de profits pécuniaires et que les biens qu'il engendre lorsqu'il est exercé tombent dans la masse commune, en tant que revenus sous le régime de la communauté légale, en tant que produits du travail sous le régime de la communauté d'acquêts ;

Ainsi le droit d'auteur ne serait pas un bien, mais une faculté rigoureusement personnelle. Il ne tomberait pas en communauté, ne serait pas saisissable, ni même cessible. L'excès d'une telle conception a été consacré dans un projet de loi sur le droit d'auteur et le contrat d'édition, déposé à la Chambre des Députés le 13 août 1936, sous le n° 1164. L'article 1^{er} dispose que le droit d'auteur est attaché à la personne et inaliénable. L'ar-

ticle 3 en fait un propre. L'article 4 limite même la saisissabilité des produits du droit, par analogie avec l'insaisissabilité des salaires. Sous prétexte de protéger les auteurs, on les dépouille donc, en fait, de leur bien et de leur crédit. Selon la juste conclusion de MM. Escarra et Rault, les dispositions de ce projet de loi auraient pour effet pratique « l'appauvrissement, la dépossession et l'incapacité juridique des auteurs ».

§ 2. — CRITIQUE. — Les résultats pratiques de la doctrine font pressentir son défaut théorique. Quels sont donc les arguments invoqués en sa faveur ? Ils se trouvent exprimés par les jugement et arrêt reproduits ci-dessus. L'un consiste en l'assimilation du droit d'auteur à la liberté du travail. L'autre, le seul repris par la Cour, résulte d'une extension de la maîtrise de l'auteur responsable sur son œuvre.

Tout d'abord, on assimile « la faculté pour l'auteur de tirer un profit matériel de son activité intellectuelle » à « celle qui appartient à tout homme de tirer profit de son activité physique ». Evidemment, le travail quel qu'il soit, est libre dans une Société civilisée ; il n'y a de travail forcé qu'en matière pénale. Evidemment aussi, chacun est libre de travailler gratuitement, ou de tirer profit de son activité, physique ou intellectuelle. Mais l'assimilation ne peut être poussée plus loin, pour deux raisons. La première, c'est que l'activité intellectuelle de l'auteur, originale et créatrice d'une chose nouvelle faisant avancer le progrès, est différente, dans sa nature comme dans ses effets, du travail ordinaire d'imitation, intellectuel ou manuel. C'est précisément cette différence qui justifie l'attribution d'un droit spécial à l'auteur. Ensuite et surtout, on oublie purement et simplement que la question du droit d'auteur se pose lorsque l'activité créatrice de l'auteur a déjà produit une œuvre. Il ne s'agit plus d'une activité considérée comme simple potentiel humain, mais du droit sur son produit, l'œuvre créée, qui porte certes la marque de la personnalité, mais n'en est pas moins distincte. Cette œuvre, nous le savons, est susceptible de satisfaire un besoin humain et d'être l'objet d'un droit exclusif. C'est un bien, et le droit exclusif est patrimonial.

L'autre argument, le plus sérieux, invoqué en faveur de la thèse de la faculté inhérente à la personnalité découle de la notion de la maîtrise de l'auteur sur son œuvre. En quoi consiste cette maîtrise ? On comprend que l'auteur ait seul le pouvoir de décider de la révélation et de la publication d'une œuvre qui

traduit parfois, en matière littéraire et artistique surtout, l'intimité de sa personnalité et qui provient toujours d'un travail original. La doctrine critiquée entend la maîtrise de l'auteur d'une manière totale. L'auteur a toujours la responsabilité morale de l'œuvre. Même s'il a décidé une première publication, il peut estimer qu'une nouvelle publication lui porterait tort, les choses et les hommes et lui-même ayant changé ; il peut regretter, par exemple, une œuvre de jeunesse ; il doit toujours rester maître d'autoriser une nouvelle publication. Ainsi chaque acte d'exploitation de l'œuvre suppose une manifestation de volonté expresse de l'auteur, limitée à cet acte. La mise dans le commerce d'une œuvre serait, comme le testament, toujours révocable et cette faculté de révocation serait inhérente à la personnalité. L'œuvre serait donc susceptible d'une simple faculté d'exploitation révocable arbitrairement. Il est évident qu'alors, ni l'œuvre, ni la faculté d'exploitation n'ont de valeur pécuniaire pour un tiers. Elles ne sont pas des biens. Elles sont inaliénables. L'auteur pourra seulement autoriser chaque fois un acte d'exploitation déterminé, dont les produits seront des biens. Le droit d'auteur serait donc une simple faculté personnelle, créatrice de biens lorsqu'elle est exercée, mais n'ayant elle-même aucune valeur pécuniaire

Le défaut de cette thèse réside dans l'extension, par principe, de la maîtrise de l'auteur au-delà de la divulgation de l'œuvre. La première divulgation suffit pour livrer juridiquement l'œuvre au domaine public, c'est-à-dire permettre l'exploitation libre par quiconque à l'expiration de la durée du droit exclusif temporaire de l'auteur. La volonté contraire de celui-ci n'y pourrait rien, à moins qu'il ne puisse, en fait, retirer l'œuvre de la possession et de la connaissance de tous ceux qui l'ont reçue. Lorsque l'œuvre a été révélée à la Société, elle ne peut être reprise : elle est donc un bien dans le commerce. Et la divulgation n'est-elle pas la condition nécessaire pour l'obtention du droit exclusif temporaire ? Jusqu'à ce moment l'auteur ne mérite pas l'attribution de ce droit : ne révélant pas la chose créée, c'est comme s'il n'avait rien créé. Il n'a pas non plus besoin de ce droit qui pourrait le copier, puisque son œuvre est restée secrète ? La doctrine critiquée sacrifie l'intérêt social, elle oublie que la satisfaction de cet intérêt est indispensable à la justification du droit d'auteur. La divulgation est l'acte par lequel l'intérêt social est satisfait, c'est en même temps l'acte par lequel l'œu-

vre est transformée en bien dans le commerce objet d'un droit intellectuel. Sans divulgation, il n'y a pas de droit d'auteur et dès que la divulgation fait naître le droit d'auteur temporaire, la maîtrise de l'œuvre passe en réalité à la Société à laquelle elle est finalement destinée. L'auteur ne conserve, dans l'ordre des prérogatives morales, que le droit à l'honneur de l'œuvre.

Après cette démonstration tirée du fondement même du droit d'auteur, nous voudrions réfuter la thèse de la responsabilité entraînant la maîtrise de l'auteur, sa vie durant. D'abord, on exagère beaucoup la responsabilité morale des auteurs littéraires ou artistiques. Les inventeurs eux-mêmes peuvent avoir une certaine responsabilité morale à divulguer, par exemple, en période de chômage, une nouvelle machine dont le premier et peut-être le seul résultat sera d'accroître la misère — ou bien à faire connaître un moyen de destruction terrible de leurs semblables. Et chacun de nous n'encourt-il pas, à chacun de ses actes, une responsabilité ? Et cela n'est-il pas juste et conforme à la morale ? Par conséquent, les auteurs ne sont pas, en somme, plus que d'autres responsables de leurs œuvres. Il suffit qu'ils aient la liberté absolue de rendre publiques les œuvres qui les désigneront au jugement de leur prochain. Mais, s'ils le font librement, leur décision est irrévocable, ils prennent leur responsabilité une fois pour toutes. Si plus tard, ils regrettent, tant pis. On peut toujours racheter son passé, il ne doit pas être permis de l'effacer ; c'est cela la véritable responsabilité morale.

§ 3. — CONCLUSIONS COMPLÉMENTAIRES. — Ainsi l'œuvre divulguée et le droit intellectuel qu'elle supporte seront bien, en principe, soumis au régime des biens dans le commerce ; ils seront transmissibles, cessibles, expropriables, saisissables, ils pourront tomber en communauté. Voilà les principes. Si, dans certains cas, une nouvelle publication forcée de l'œuvre, par exemple à la suite d'une saisie des créanciers, devait causer à l'auteur encore vivant un préjudice moral trop grave et qu'il n'ait pu prévoir lors de la mise au monde de l'œuvre, les tribunaux pourraient, tout en reconnaissant les droits des créanciers, imposer à leur exercice les tempéraments nécessaires afin d'éviter qu'une conscience fût blessée dans son intimité pour des intérêts strictement pécuniaires. Mais cela n'est qu'une exception, restreinte en tout cas à certaines branches de la propriété littéraire ou artistique et ne pouvant se présenter en matière technique ou commerciale.

CHAPITRE III

LA MAÎTRISE DE L'AUTEUR SUR SON ŒUVRE

L'étude critique de la doctrine du droit d'auteur, faculté inhérente à la personnalité, nous aura confirmé par une sorte de contre-épreuve, dans nos conclusions relatives aux droits intellectuels et concernant d'une part, leur caractère distinctif commun (ils portent sur des œuvres originales et nouvelles), d'autre part, leur naissance (la divulgation volontaire de l'œuvre). Elle nous a montré, en outre, que la maîtrise de l'auteur, limitée à la période de secret de l'œuvre, *consiste essentiellement dans la faculté, inhérente à la personnalité et inaliénable, de divulguer ou de ne pas divulguer l'œuvre*. Nous pouvons en déduire l'ensemble des prérogatives de l'auteur sur son œuvre avant la divulgation ou en l'absence de divulgation.

L'auteur peut exercer sa maîtrise en vue de la divulgation de l'œuvre, soit par lui-même, soit pas un tiers. Il révèle l'œuvre à ce tiers, à charge de divulgation. Etant donnée l'obligation assumée par le cessionnaire, le contrat est conclu intuitu personae.

L'auteur peut également exercer sa maîtrise en vue de la jouissance secrète, de l'usage personnel de l'œuvre, par lui-même ou par un tiers qu'il autorise, à charge par ce dernier de garder le secret. Pendant la période de secret, nous savons qu'il n'y a pas de droit intellectuel. L'œuvre elle-même est un bien puisqu'elle est susceptible d'utilisation exclusive, mais c'est un bien soumis à la maîtrise de l'auteur, attaché à sa personne. Il est insaisissable, il ne peut tomber en communauté, ni dans le fonds de commerce. La Cour de Colmar a jugé (13-5-1933, Gaz. Pal, 8-5-1934 ; Ann. 35, 336) qu'un procédé de fabrication, breveté ou non, était un bien incorporel susceptible d'appropriation, et qu'un secret de fabrication non breveté pouvait valablement être cédé.

La faculté de divulguer ou de ne pas divulguer doit pouvoir s'exercer pour chaque œuvre créée. Les œuvres futures ne peuvent donc, en principe, être cédées car cela équivaldrait à

l'abandon de la faculté inaliénable de divulguer ou non. L'auteur pourra seulement céder d'avance les œuvres qu'il déciderait de divulguer : il ne pourra s'engager à céder toutes ses œuvres, son engagement l'empêchera seulement de faire échapper au contrat de cession une œuvre qu'il divulguerait. Ainsi se trouve réglée la cession des œuvres futures et, notamment, des inventions de salariés. Ce principe permet également d'expliquer pourquoi les œuvres secrètes ne tombent pas en communauté, au moins du vivant de l'auteur ; bien que l'adoption du régime de communauté puisse être interprétée comme une cession générale de certains biens futurs, cette cession ne saurait porter que sur les œuvres divulguées pendant la communauté. Dans la communauté légale, toutes les œuvres divulguées pendant la communauté seront communes puisque ces sont des biens meubles, résultant, en outre, du travail d'un époux (art. 1401, C. civ.) ; dans la communauté réduite aux acquêts, seules les œuvres créées pendant le mariage le seront, les œuvres antérieures devant rester propres. La preuve du caractère propre du bien, c'est-à-dire de la date de création antérieure au mariage, devra être apportée par l'auteur, conformément à la présomption tirée des art. 1402 et 1499 du C. Civ.

Nous savons que la maîtrise de l'auteur ne cesse durant la vie de celui-ci que par la divulgation de l'œuvre de sa propre volonté. Il est évident que cette maîtrise, justifiée par le respect de la personnalité créatrice de l'auteur, disparaît à sa mort. L'œuvre secrète se détache de la personnalité et se transmet alors aux héritiers. Que se passe-t-il au cas d'un auteur marié sous le régime de la communauté ? Si l'auteur avait publié l'œuvre mobilière, elle serait tombée en communauté avec le droit intellectuel. L'œuvre secrète était donc un bien commun éventuel que seule la maîtrise de l'auteur retenait propre. La maîtrise s'effaçant, l'œuvre tombe tout naturellement en communauté, à moins que l'auteur n'ait manifesté une volonté différente. Bien évidemment, lorsque la communauté est rompue par le divorce, l'œuvre secrète reste propre, puisque l'auteur vivant conserve sa maîtrise. La Cour de Cassation a jugé le 30-3 1914 (S. som. 1,71) que :

1°) Un secret de fabrication, en tant qu'il présente les caractères d'une invention, ne peut, à ce titre, tomber dans la com-

munauté que du jour où il a été breveté ; jusque là, le droit qui en résulte, attaché à la personne de celui qui l'a découvert, demeure la propriété exclusive de ce dernier et, après sa mort, celle de ses héritiers.

2°) En cas de mise en vente d'une papeterie, dépendant d'une communauté dissoute par le divorce, le secret de fabrication découvert par le mari et non breveté ne peut être considéré comme l'accessoire du fonds et ne saurait être compris dans la vente de ce dernier à la requête de la femme.

La Cour de Paris (10-7-1931, Gaz. Pal. 15-10-1931 ; B.O.P.I. 1931, p. 105) a qualifié la maîtrise de l'auteur de « sorte de suzeraineté inaliénable ». Le professeur Chrétien, de l'Institut d'Optique, directeur technique de la Société Keller-Dorian, avait été chargé pour 5 années du service des recherches et du contrôle des fabrications ; l'autorité qui lui était conférée s'étendait à l'orientation scientifique des recherches à effectuer. La Cour a jugé qu'il avait, en conséquence, l'appréciation des résultats obtenus ; qu'il pouvait seul décider si ces résultats étaient suffisants pour permettre leur mise en valeur et les applications pratiques qui pourraient être faites, en vue d'une exploitation industrielle ; que, dans ces conditions, l'Administrateur-délégué de la Société ne pouvait pas s'emparer subrepticement, et sans l'assentiment du professeur, de travaux incomplets et annoncer des résultats encore prématurés. En somme, la Cour a reconnu l'auteur maître de fixer le moment où son œuvre est achevée et peut être divulguée.

TITRE II

L'INSTITUTION DU BREVET D'INVENTION

CHAPITRE PREMIER

LA THEORIE DU CONTRAT

L'inventeur, du fait de sa création est maître de son œuvre. Quant au droit à l'honneur il l'acquiert par la simple divulgation. Il n'en est pas de même en matière technique pour le droit intellectuel tel qu'il a été défini, savoir un droit exclusif, absolu et temporaire de reproduction de l'objet de l'invention, par application de celle-ci. Dans toutes les législations (et nous le justifierons plus loin), l'inventeur demande un brevet d'invention délivré par la puissance publique, pour une certaine durée. S'agit-il d'un contrat entre l'inventeur et la Société ?

Cette théorie du contrat a été exprimée dès 1790 par M. de Boufflers dans le Rapport qu'il a présenté à l'Assemblée Constituante lors de la discussion de notre première loi sur les brevets du 7 janvier 1791 :

« L'invention qui est la source des arts, est encore celle de la propriété : elle est la propriété primitive ; toutes les autres ne sont que des conventions... Tant qu'un inventeur n'a pas dit son secret, il en est le maître et rien ne l'empêche, ou de le tenir caché, ou de fixer les conditions auxquelles il consent à le révéler. Il est libre en contractant avec la société comme la société en contractant avec lui ; le contrat une fois passé, elle est engagée envers lui, comme il est engagé envers elle ».

La théorie du contrat de de Boufflers est dérivée de la doctrine de la propriété, d'ailleurs proclamée dans la loi de 1791 et que nous avons analysée. Elle suppose l'inventeur investi d'un droit naturel de propriété perpétuelle qu'il échange avec la société contre un monopole d'exploitation temporaire, mais garanti par la loi positive et par l'autorité sociale.

Selon Philippe Dupin, Rapporteur à la Chambre des Députés de la loi encore en vigueur du 5 juillet 1844, l'inventeur réclame surtout d'avoir seul le droit d'exécuter l'invention. Ce droit de veto sur le travail d'autrui — qui s'oppose au principe de la liberté du travail — n'est certes pas non plus une propriété. Ph. Dupin se préoccupe de trouver une autre justification, que voici : L'inventeur a rendu un service à la société qui lui doit une récompense. « C'est une transaction équitable, un véritable contrat, un échange qui s'opère entre les auteurs d'une découverte nouvelle et la société. Les premiers apportent les nobles produits de leur intelligence, et la société leur garantit en retour les avantages d'une exploitation exclusive de leur découverte pendant un temps déterminé ». Sous cette forme, la théorie du contrat a été assez généralement admise par les auteurs et la jurisprudence française, d'une manière un peu paresseuse peut-être, en raison de son caractère d'explication pratique. Chaque partie assumait des obligations : la société devait assurer et garantir le monopole de l'inventeur qui avait révélé loyalement sa création ; celui-ci devait payer la taxe et se livrer à une exploitation suffisante, faute de quoi le contrat était résilié et le breveté déchu de ses droits.

Cette théorie ayant séduit la plupart des juristes et des praticiens français parce qu'elle leur permettait de trouver commodément et dans tous les cas une explication pratique acceptable, ils n'ont pas senti le besoin de chercher mieux. Pourtant n'est-il pas dangereux de s'aventurer dans une matière aussi compliquée que celle des brevets d'invention sans avoir vérifié et consolidé la base de départ ? C'est notre but.

La théorie du contrat, visiblement inspirée à l'origine des idées de Jean-Jacques Rousseau et du contrat social, est foncièrement métaphysique. Nous ne l'examinerons pas de ce point de vue, nous voudrions seulement montrer qu'elle n'est pas transportable dans le domaine du droit positif et qu'elle perd de plus en plus sa vertu d'explication pratique. La société n'existe pas comme personne juridique capable de contracter. L'Etat contracte mais alors la convention ne produit effet qu'à son égard et non pas à celui de tous et de chacun. Or, le contrat dont on nous parle devrait être opposable erga omnes. En outre, il n'est pas possible de voir un contrat là où les volontés

ne sont pas également libres. En fait, malgré M. de Boufflers, l'inventeur ne peut pas discuter les clauses du contrat, fixées d'avance, impérativement, par une loi générale et impersonnelle car — et M. de Boufflers l'avait oublié — nous sommes ici dans le domaine du droit positif et de la réalité. La volonté de l'inventeur n'a aucune influence sur les effets du prétendu contrat qu'on pourrait qualifier de « collectif ». Il peut seulement y adhérer en apportant son invention. Soit ! dira-t-on, c'est un contrat collectif d'adhésion individuelle. Certes, mais nous pensons qu'alors la vérité est toute différente de l'apparence ; nous nous trouvons simplement en présence d'une situation institutionnelle. D'autre part, l'explication du contrat pour les obligations des parties, n'est ni nécessaire, ni exacte. Voyons d'abord les obligations de l'inventeur et du breveté : révéler son invention ? c'est la divulgation indispensable à la naissance du droit intellectuel (voir ci-dessus) ; payer la taxe ? cela résulte simplement de la nécessité d'assurer les frais administratifs de délivrance des brevets, c'est une explication d'ordre financier (voir d'ailleurs les travaux préparatoires de la loi) ; exploiter l'invention ? c'est la seule obligation qui pouvait être tirée du fameux contrat, de plus en plus, on s'aperçoit qu'elle est injustifiée et on tend à la supprimer (art. 5 de la Convention d'Union pour la protection de la propriété industrielle). Et l'obligation de l'Etat d'assurer la protection des inventeurs ? Elle s'inscrit dans le cadre de sa mission générale : organiser les institutions juridiques.

CHAPITRE II

L'INSTITUTION D'ORDRE PUBLIC

Les droits résultent des faits ou des actes juridiques. Les actes sont des faits dont les conséquences ont été voulues par leur auteur. Mais ces conséquences, ces effets, peuvent ou bien être déterminés souverainement par les auteurs (c'est le domaine de l'autonomie de la volonté et des contrats — la règle lorsque seuls des intérêts privés sont en présence) ; ou bien ils peuvent être réglés d'avance par la loi impérative, lorsque l'ordre public est touché : c'est le domaine de l'acte-condition, de l'institution.

La personne qui vend sa maison conclut un contrat dont elle a réglé les conditions et les effets avec son partenaire. La personne qui se marie, accomplit un acte-condition, qui la place sous l'empire de l'institution du mariage, dont les règles s'imposent à elle, du moment qu'elle a décidé de se marier et qu'elle se marie. L'institution est une organisation d'ensemble, dont les règles sont établies d'avance et impérativement par la loi, dans les matières relevant de l'ordre public, et dont les particuliers peuvent profiter, s'ils le veulent, mais sans y rien changer (Cours de Droit civil approfondi et comparé de M. Julliot de la Morandière, à la Faculté de Droit de Paris).

Or, le brevet d'invention constitue, d'une part, une exception au principe de la liberté du commerce et de l'industrie, d'autre part, le titre d'un droit absolu, sorte de « propriété » incorporelle ; l'ordre public est donc intéressé au brevet d'invention, comme il l'est au principe précité et à l'organisation de la propriété. Le législateur de 1844 l'a pensé puisque les actions relatives à la propriété des brevets sont communicables au ministère public (art. 36) et puisque ce dernier peut faire prononcer la nullité ou la déchéance absolue d'un brevet (Trib. civ. Seine. 29-11-1913 — Ann. 1919, 16 ; Paris, 18-6-1914 — S. 1918, 2, 255 ; Trib. civ. Versailles, 10-6-1936 — Ann. 1938, 199) ; selon nous, d'ailleurs, la nullité ou déchéance relative ne se justifie pas ; le brevet est valable ou il ne l'est pas, et cela, à

l'égard de tous. La jurisprudence a reconnu ce caractère d'ordre public, dans des litiges où il s'agissait de fixer la compétence des tribunaux français. Trib. de la Seine 26-7-1879 (S. 1880, 2, 218) : « La délivrance d'un brevet est un acte de la puissance publique »... « Un brevet constitue une loi d'ordre public, créant un privilège sur toute l'étendue du territoire, et s'imposant au respect de tous par les dispositions pénales qui répriment la contrefaçon »... « il est impossible d'admettre... qu'une autre justice que la justice nationale soit appelée à se prononcer sur le maintien ou la suppression d'un monopole concédé par les pouvoirs nationaux et sur l'applicabilité d'une loi répressive ». Trib. Civ. de l'Ain — 26-2-1930 (Ann. 1933, p. 291) : « Attendu... qu'il est en effet de doctrine et de jurisprudence que la délivrance d'un brevet étant un acte de la puissance publique, les tribunaux français sont exclusivement compétents pour connaître des contestations relatives aux brevets et aux délits de contrefaçon ; que l'ordre public étant engagé, la compétence des tribunaux français s'impose aux étrangers »... Ce jugement a été confirmé par la Cour de Lyon le 19-2-1931. Cour de Paris 11-6-1931, (Ann. 33, 37 ; S. 1933, 2, 73 — Note Niboyet) : « les lois sur les brevets sont des lois territoriales et touchant à l'ordre public ». Arrêt confirmé par Cass. Civ. 17-3-1936 (S. 1936, 1, 293). Enfin et surtout, la Cour Suprême Ch. Civ. a fixé la jurisprudence le 21-1-1936 — Gaz. Pal. 1936-I-445 — P. I. 1936, p. 189 ; S. 37, 1, 81 — Note Niboyet) par cassation d'un arrêt de la Cour de Poitiers du 20-12-1932 (Ann. 1933, p. 113), en décidant que la Convention franco-belge du 8-7-1899 « ne saurait porter atteinte à la compétence des tribunaux français saisis d'une demande intéressant l'ordre public français ; qu'il en est ainsi d'une demande en nullité d'un brevet d'invention délivré par les autorités françaises ». Le motif essentiel invoqué est la délivrance du brevet par la puissance publique ; nous pensons que les raisons profondes sont celles données ci-dessus ; ce sont, d'ailleurs, ces raisons, qui justifient la nécessité d'un brevet délivré par le gouvernement, comme nous espérons le montrer plus loin.

L'institution du brevet d'invention, d'ordre public, peut donc être définie l'ensemble des règles permettant d'assurer à l'inventeur industriel un droit exclusif, absolu et temporaire à l'application de l'invention ; ces règles seront déterminées

par le but de l'institution, favoriser le progrès, et non par l'interprétation d'un prétendu contrat. Elles devront fixer essentiellement :

1° les prérogatives conférées par l'institution, leur mode d'exercice et leur sanction à l'égard des tiers (monopole temporaire d'exploitation cessible en tout ou en partie et dont la contrefaçon est interdite).

2° les conditions à remplir par l'œuvre pour être considérée comme une invention brevetable, c'est-à-dire la nouveauté et la brevetabilité.

3° les conditions à remplir pour bénéficier de l'institution. Ces conditions se résument dans le dépôt d'un brevet.

Le dépôt est, par rapport aux autres branches du droit d'auteur, la caractéristique de l'institution du brevet. C'est à l'étudier que va être consacrée la suite de nos développements.

DEUXIÈME PARTIE

Le Dépôt des Brevets d'Invention

TITRE I

GENERALITES

SECTION I. — La nécessité et le contenu essentiel du dépôt en matière de brevets d'invention

Notre droit n'est pas formaliste. En principe donc, à première vue, du seul fait de la divulgation de l'invention, l'auteur devrait acquérir un droit complet juridiquement protégé ; et c'est, en effet, l'erreur commune qui empêche tant d'innovateurs de prendre les précautions nécessaires pour ne pas divulguer leur découverte avant de déposer régulièrement la demande de brevet. Pourtant, notre législateur, comme tous les autres, subordonne l'obtention de la protection légale à l'accomplissement du dépôt ; comment expliquer la nécessité du dépôt ?

Selon Etienne Blanc (L'inventeur breveté, Code des Inventions et des Perfectionnements — Paris 1852, p. 494). « Le brevet constitue une sorte de contrat d'échange entre la société et l'inventeur. Pour donner à ce contrat toute la solennité et l'authenticité que réclamait son importance, le législateur a imposé à ceux qui sollicitent la délivrance d'un brevet, l'obligation de remplir certaines formalités... Ces formalités sont rigoureuses et ne peuvent être suppléées par aucun équivalent ». En un mot, le brevet étant un contrat solennel doit être conclu avec des formes, mais lesquelles ? Nous préfererions voir dans le brevet une sorte de contrat d'adhésion et de contrat réel. Il faudrait que l'inventeur remette la chose : l'invention, et qu'il signe son adhésion ; d'où la nécessité d'un dépôt com-

prenant, essentiellement, un acte de volonté accompagné d'une description de l'invention. Ayant écarté la théorie du contrat, nous devons chercher autre chose.

Huard (Traité de la Propriété Intellectuelle. Paris 1906, Tome second, n° 220) pose que le droit de l'inventeur ne peut exister sans un titre, le brevet. C'est une différence capitale entre la propriété des inventions et celle des ouvrages de littérature et d'art. La nécessité du brevet résulte de deux raisons. D'une part, il n'est pas rare qu'à la même époque, la même découverte émane de plusieurs personnes (en art ou en littérature, où l'œuvre n'est qu'une création de pure forme, reflet de la personnalité de l'auteur, le même danger n'existe pas, ou plutôt existe dans une moindre mesure) ; il faut donc prévoir un moyen pratique d'attribuer la priorité. D'autre part, il faut donner à l'invention une large publicité et c'est le rôle de l'autorité gouvernementale, par le moyen du brevet. Nous voudrions préciser et compléter cette argumentation en montrant la nécessité d'une description de l'invention, d'un système de publicité et d'une procédure d'enregistrement attributive de date, toutes choses qui motivent la formalité du dépôt, justifié enfin par la nécessité d'une manifestation de volonté de l'inventeur.

L'institution du brevet a pour but d'assurer à l'inventeur un droit exclusif, absolu et temporaire à l'exploitation de sa découverte. Pour permettre l'exercice du droit exclusif il faut d'abord définir son objet, l'invention. Un bien ne peut être l'objet d'un droit exclusif que s'il est distinct des autres biens, objets d'autres droits. Les biens corporels sont matériellement distincts et limités les uns par rapport aux autres. Tandis que l'objet d'art et l'ouvrage de littérature, créations de forme, ont une existence concrète, l'invention, création de fond, consiste en une idée immatérielle, un procédé intellectuel. Pour être l'objet défini d'un droit exclusif, elle a besoin d'une limitation abstraite par la description de son contenu technique (Isay). Cette description devra être publiée pour trois raisons : a) Elle devra l'être au plus tard à l'expiration du droit temporaire puisqu'à ce moment l'invention tombe dans le domaine public, quiconque doit être mis en mesure de l'exploiter ; b) La publicité immédiate est même imposée par la fonction sociale de l'invention : servir le progrès. L'invention n'est qu'une étape

dans la marche du progrès, qui ne doit pas subir de ralentissement. Il faut qu'elle entre le plus tôt possible dans le domaine des connaissances, afin d'y susciter les critiques et les perfectionnements. Or, à l'inverse du littérateur et de l'artiste, l'inventeur se préoccupe surtout d'exploiter, non de publier : il faut lui en faire une obligation, ou mieux se substituer à lui ; c) L'invention étant l'objet d'un droit absolu, opposable à tous, doit être connue de tous. Dans tous les domaines du droit, la publicité est indispensable lorsqu'il s'agit de l'acquisition ou de la transmission de droits opposables aux tiers, à moins que le droit soit basé sur un fait public par lui-même, comme l'occupation ou la possession. L'appropriation de l'invention au sens large du mot, nécessite une prise de possession publique. L'invention doit donc être décrite et publiée dès sa naissance officielle ; comment constater enfin celle-ci autrement que par une procédure d'enregistrement attributive de date ? Il importe de fixer cette date à deux égards. D'abord, l'invention, pour justifier un monopole, doit être nouvelle ; c'est à sa date officielle de naissance qu'on la comparera à l'état de la technique pour apprécier son caractère de nouveauté. En outre, entre plusieurs inventeurs, la société préférera celui qui, le premier, aura révélé sa découverte et lui assurera la priorité. Enfin, la mesure du monopole dans le temps (point de départ et point d'expiration) dépendra de la date ainsi déterminée.

Nous avons montré la triple nécessité d'une description de l'invention, de la publicité de cette description, et d'une procédure d'enregistrement attributive de date. Or, un bon système d'enregistrement et de publicité, pour présenter les avantages pratiques et les garanties nécessaires à l'égard des tiers, doit normalement être centralisé auprès d'une administration publique, et il postule la formalité préalable du dépôt. Ainsi l'inventeur est justement astreint à remettre entre les mains de l'administration une description de son invention prétendue car l'administration doit constater la date et assurer la publicité du dépôt.

Enfin, l'institution du brevet d'invention est offerte à tous, mais elle n'est pas obligatoire, l'inventeur pouvant toujours apporter gratuitement son œuvre à la société ou la garder secrète. Le dépôt sera donc l'acte de volonté unilatéral,

acte-condition, par lequel l'inventeur demande à bénéficier de l'institution du brevet, en même temps qu'il se soumet à ses prescriptions. En fait, la volonté de l'inventeur sera exprimée par une requête à l'administration — exactement au Ministre du Commerce — tendant à obtenir la délivrance d'un brevet. Cette requête indispensable constituera, avec la description de l'invention, le contenu essentiel du dépôt de la « demande de brevet », qu'aucun autre acte ne pourra remplacer pour acquérir la protection légale. (Ainsi, le dépôt chez un notaire, auprès d'une société savante..., l'enveloppe Soleau, le dépôt d'un dessin ou modèle... pourraient seulement être pris en considération par les tribunaux comme modes de preuve de la date de la création, mais sans conférer aucun droit privatif sur l'invention technique).

SECTION II. — **La réception du dépôt par l'Administration, la délivrance et la publication du brevet**

L'Administration dresse sur-le-champ, contradictoirement avec l'intéressé, un procès-verbal constatant la date du dépôt et elle en remet un récépissé au déposant. Ainsi est atteint le premier but du dépôt, acte attributif de date.

Le second but du dépôt, c'est la délivrance et la publication du brevet. Comment est prononcée la délivrance ? On conçoit que certaines conditions de forme soient prescrites pour la présentation de la demande de brevet et surtout de la description de l'invention qui devra être publiée. En second lieu, comme toute manifestation de volonté, l'acte de dépôt suppose une certaine capacité. Enfin, pour bénéficier de l'institution du brevet il faut apporter une invention véritable et nouvelle, soumise à diverses conditions de fond. Il peut paraître logique que l'Administration vérifie la réalisation de toutes ces conditions de forme, de capacité, de fond, avant de donner suite au dépôt. C'est le système de l'examen préalable pratiqué dans la plupart des pays étrangers. Lorsque cet examen complet a été favorable, le brevet est délivré et publié ; sinon la demande est rejetée.

En France, conformément à l'art. 11 de la loi du 5-7-1844, les brevets d'invention, dont la demande a été régulièrement formée, sont délivrés sans examen préalable de la capacité du dé-

posant ni de la réalité ou de la nouveauté de l'invention. L'Administration doit borner son contrôle aux conditions de forme. Si les formes ont été régulièrement observées, le brevet est délivré par arrêté du Ministre du Commerce et sans garantie du Gouvernement. Ainsi la délivrance consiste en un acte administratif consacrant simplement la régularité de forme du dépôt. Il faut seulement signaler les exceptions prévues par l'art. 3 de la loi de 1844 et concernant, d'une part, les remèdes de toute espèce, d'autre part, les plans de finances, qui ne sont pas susceptibles d'être brevetés ; il en est de même pour les inventions dont la publication serait contraire à l'ordre public et aux bonnes mœurs. Le brevet délivré sans examen, sera donc un titre de pure forme, soumis quant au fond à l'appréciation souveraine des tribunaux.

La délivrance du brevet est, pour l'inventeur, le but du dépôt ; elle lui confère le bénéfice de l'institution. La délivrance est obligatoire pour l'Administration lorsque les conditions légales sont remplies. L'institution du brevet doit profiter à tous, à la différence des privilèges de fabrication accordés arbitrairement par le pouvoir avant 1789, en vue de récompenser les inventeurs, mais surtout de favoriser certaines industries d'intérêt national. Les opérations de délivrance demanderont forcément un certain temps, six mois environ ; d'autre part, le déposant lui-même peut requérir l'ajournement à un an de la délivrance (loi du 7-4-1902 modifiant l'art. 11 de la loi du 5-7-1844). Pendant cette période, le déposant est investi d'un droit éventuel qu'il doit pouvoir défendre ; c'est pourquoi, à défaut de texte, la jurisprudence tend à lui accorder une certaine protection, à la vérité fort limitée. La délivrance du brevet entraîne, par les soins même de l'Administration, la publicité de l'invention. La publicité est obligatoire pour l'inventeur ; elle apparaît comme une conséquence forcée de l'acte de délivrance auquel elle est intimement liée. C'est, pour la collectivité, la fin essentielle de la procédure du dépôt et de la délivrance. A ce moment, la divulgation, faite confidentiellement par l'inventeur à l'Administration lors du dépôt, est étendue au public tout entier, qui doit respecter le brevet et bénéficier gratuitement de l'invention après l'expiration de celui-ci. Ainsi apparaît le caractère essentiel de l'acte de dépôt : acte de divulgation et de publicité légale de l'invention.

PLAN

En conclusion, la « physionomie » du dépôt d'un brevet d'invention peut être ainsi présentée :

1° le dépôt est un acte d'enregistrement, attributif de date, fixant la priorité, le rang légal de l'invention.

2° le dépôt est un acte de publicité légale de l'invention, dans l'intérêt des tiers qui devront la respecter momentanément et en profiter plus tard.

Il est malaisé de séparer l'acte d'enregistrement de celui de publicité ; les deux choses sont liées. Nous étudierons, au titre second, le dépôt, « acte d'enregistrement et de publicité légale ».

3° Le dépôt est l'acte d'acquisition du droit intellectuel, soit au profit de l'inventeur, soit à celui d'un ayant cause.

Le troisième titre sera consacré à la faculté et au droit de déposer, exercés par l'inventeur ou son ayant cause, par une personne physique ou une personne morale.

4° Le dépôt est soumis à certaines formes. S'il est régulier, il donne droit à la délivrance du brevet.

Nous exposerons, au titre quatrième, les formalités de dépôt, leurs sanctions, ainsi que les effets et les avantages juridiques que confère la demande de brevet régulière.

TITRE II

LE DÉPÔT, ACTE D'ENREGISTREMENT ET DE PUBLICITÉ LÉGALE

Le dépôt est attributif de date. Cette date sera déterminante dans deux sortes de conflits : conflit entre le brevet et une antériorité ; conflit entre deux brevets successifs. Un premier chapitre sera consacré à l'antériorité et à la preuve de sa date, le chapitre suivant à la question du brevet antérieur.

Le dépôt est l'accomplissement de la publicité légale. Quelle est la sanction du vice ou du défaut de publicité ? Le vice de publicité consiste dans la divulgation pure et simple de l'invention. Quelle en est la conséquence ? Le brevet peut-il être déposé ultérieurement ? A ces questions répondra le chapitre 3. Le défaut total de publicité c'est l'invention gardée secrète. Quels seront alors les droits de l'inventeur à l'égard de ceux qui auront violé son secret, usurpé son invention, ou déposé un brevet pour la même invention découverte par eux ? Autant de problèmes que nous essaierons de résoudre dans le chapitre 4.

CHAPITRE PREMIER

L'ANTERIORITE ET LA PREUVE DE SA DATE

Pour mériter sa récompense l'inventeur doit apporter à la société une œuvre inconnue d'elle, absolument nouvelle ; il ne suffit pas que l'invention soit originale, c'est-à-dire nouvelle pour son auteur. Le dépôt fixe la date de naissance officielle de l'invention, date à laquelle il conviendra de se placer pour déterminer si l'invention fait déjà partie du domaine des connaissances techniques, ou autrement dit, s'il existe une antériorité. L'art. 30 de la loi de 1844 déclare nul et de nul effet, le brevet délivré dans le cas où la découverte, invention ou application ne sera pas nouvelle, c'est-à-dire aura reçu, en France ou à l'étranger, et antérieurement à la date de dépôt de la demande, une publicité suffisante pour pouvoir être exécutée (art. 31). Il faut donc, pour que l'antériorité soit destructive de nouveauté : une condition de fond, qu'elle concerne la même invention : une condition de date, qu'elle soit antérieure au dépôt (Cass. 12-3-1864. Ann. 65,28). Il n'y a pas d'autres conditions, notamment, de lieu (l'art. 31 dit expressément « en France ou à l'étranger »), ni de forme : que l'antériorité soit restée dans le domaine des connaissances (par un livre, une conférence), ou bien ait été réalisée pratiquement, il faut simplement qu'elle « ait reçu une publicité suffisante pour pouvoir être exécutée ».

Les diverses conditions d'application de l'art. 31 sortent du cadre de notre étude, sauf la condition de date. Deux dates se trouvent en présence : celle du dépôt du brevet, celle de l'antériorité. La première est constatée à la minute près, par l'Administration ; elle est authentique ; elle fait pleine foi. Comment devra donc être prouvée la date de l'antériorité ? Faudra-t-il exiger la preuve de date « certaine » ? La date certaine à l'égard des tiers est établie, en matière civile, pour les actes sous-seing-privé, par l'enregistrement, la mort du signataire, ou le constat de leur substance dans un acte dressé par un officier public (art. 1328, C. Civ.). Cet article s'applique à des actes dépourvus

de toute publicité et à des actes juridiques proprement dits. L'antériorité résulte non pas d'un acte, mais d'un fait public purement matériel. Sa date, comme son contenu, peut donc être prouvée par tous moyens, conformément au principe généralement admis. Au premier rang de ces moyens se trouve un brevet antérieurement publié ; puis toute publication imprimée, toute conférence publique dont la date, comme l'objet, est connue sans aucun doute. Quid s'il s'agit d'une exploitation publique antérieure, sans aucun écrit ? La preuve de la date pourra être administrée par des factures, des livres de commerçants, une correspondance commerciale, des témoins, des indices et présomptions « graves, précises et concordantes » (art. 1352, C. Civ.). Bref, en principe, tout mode de preuve est admis, mais la question de savoir si l'antériorité peut être considérée comme établie par les preuves fournies reste soumise à l'appréciation souveraine du juge ; on ne saurait trop l'encourager à la sévérité lorsqu'il s'agit de témoignages ou de faits ayant pu être concertés entre un contrefacteur et un compère.

Une jurisprudence récente paraît, à première vue, contraire à notre opinion. Un jugement du Trib. civ. de la Seine du 14-10-1935 a décidé, selon le résumé analytique publié par les Ann. (1936, 146) que « ne peuvent établir la divulgation prétendue d'une invention brevetable que des documents ayant date certaine à l'époque des faits de divulgation, c'est-à-dire avant la prise du brevet, étant de jurisprudence que les attestations qui ne sont pas appuyées par des factures ou des documents ayant date certaine ne peuvent constituer antériorité opposable à un brevet d'invention qui est un titre délivré par l'autorité ministérielle auquel provision est due ». Ce résumé est suivi d'observations, et notamment, la suivante : « Il est évident qu'il est dû provision à un titre comme le brevet qui est un arrêté ministériel et qui ne peut être attaqué que par des documents certains, incontestables, ayant la même valeur, au point de vue de la date, que lui » (voir la jurisprudence citée). Antérieurement, un jugement du trib. civ. de Marseille du 18-7-1929, confirmé par la C. d'Aix le 18-5-1931, avait déjà donné la définition suivante de l'antériorité : « Pour qu'une antériorité soit opposable à un brevet et en détruise la nouveauté, il est indispensable : 1° qu'elle décrive de façon précise l'appareil dont elle est l'objet ; 2° qu'elle ait date certaine ; 3° qu'elle ait été rendue publi-

que ; 4° qu'elle porte, enfin, intégralement sur tous les moyens, objet du brevet allégué ». Cette définition groupe les conditions de fond (1° et 4°), de date (2°), et de publicité (3°).

En exigeant des documents ayant date certaine et la même valeur que le brevet au point de vue de la date, on rendrait, dans certains cas, pratiquement impossible la preuve de l'antériorité, on commettrait, en tout cas, — nous pensons l'avoir démontré — une erreur juridique. Il est probable que les décisions rapportées ci-dessus ont entendu l'expression « date certaine » dans le sens large, et non pas dans le sens bien déterminé de l'art. 1328, C. Civ., qui ne saurait s'appliquer ici. La règle à suivre est bien celle que nous avons indiquée : La publicité antérieure résultant d'un fait matériel, la date de ce fait peut être prouvée par tous moyens, mais le juge apprécie souverainement la force démonstrative des moyens fournis dans chaque espèce et il doit se montrer très exigeant lorsqu'il ne s'agit pas de documents ou de faits dont la date est vraiment incontestable. Dans ce sens, Trib. civ. Seine, 21-4-1936 (La Loi, 26-5-1937) ainsi résumé dans Ann. 1938, p. 224 : « Il n'y a pas lieu de s'arrêter à l'argument que la divulgation ne résulterait pas d'écrits et n'aurait pas date certaine ; en effet, si le brevet confère une présomption d'invention à son titulaire, celle-ci peut être combattue par la preuve contraire, puisque le brevet ne fait qu'enregistrer les déclarations du requérant ; s'il convient, en raison des intérêts matériels engagés, de se montrer particulièrement circonspect et exigeant sur la moralité des témoins et le degré de confiance qu'ils méritent, en raison des circonstances de la cause, la preuve testimoniale ne peut cependant être écartée de la matière ».

CHAPITRE II

LE BREVET ANTERIEUR

L'antériorité-type, c'est le brevet antérieur publié. Quid en ce qui concerne le brevet antérieurement déposé, mais délivré et publié après le second dépôt ?

Pendant le délai inévitable qui sépare le dépôt de la délivrance et de la publication, l'Administration garde, en fait, l'invention secrète. Cette considération a conduit certains auteurs (Couhin, II, 186 ; Allart, n° 55 bis ; J. Escarra, Ann. drt. com., 1937, n° 1), et une partie de la jurisprudence a considérer que le dépôt n'était pas un acte de publicité au sens de l'art. 31 de la loi de 1844. Cass. Crim., 20-6-1895 et Orléans 21-1-1896. Ann. 96, 55. Brevet pris le 21-7-1891 par l'industriel inventeur ; brevet pris le 11-5-1891 par un usurpateur à la suite d'une communication frauduleuse d'un ouvrier. La Cour d'Orléans a jugé sur renvoi que le premier brevet (de l'usurpateur) ne pouvait être considéré comme constituant une antériorité aux deuxième brevet puisque celui-ci avait été demandé à une date où le premier n'étant pas encore délivré, ne pouvait constituer la publicité telle que la dépeint l'art. 31 de la loi de 1844 — Cass. 17-12-1873 — Ann. 74, 35. Le titulaire d'un brevet principal nul avait pris le même jour, successivement, un certificat d'addition et un brevet pour le même perfectionnement. La Cour a jugé que l'antériorité du certificat d'addition, nul comme le brevet principal, ne pouvait être opposée au deuxième brevet. Dans le même sens : Cass. 12-1-1891. Ann. 92, 141 ; Cass. 30-11-1894. Ann. 95, 105 ; Toulouse, 29-12-1894, Ann. 95, 101. Dans toutes les espèces ci-dessus, les brevets en conflit étaient pris par le même inventeur ou pour son invention ; on peut donc penser que la jurisprudence s'est, au fond, laissé guider par un sentiment d'équité, analogue à ceux que nous pourrions déceler dans une partie des décisions rendues sur la question de la divulgation antérieure au dépôt. Si les deux brevets avaient été pris par des inventeurs différents, la Cour de Cassation aurait peut-être jugé autrement (voir Cass. 5-6-1921, cité ci-après).

A défaut de l'art. 31 on a fait appel aux articles 1 et 8 de la loi fixant, le premier, le droit de l'auteur de l'invention et, le second, le point de départ de sa durée : « La durée du brevet courra du jour du dépôt prescrit par l'article 5 ». On fait dire à ces articles qu'une même invention ne peut être brevetée deux fois, ce qui est juste. On en tire deux ordres de conséquences. D'abord, le deuxième brevet ne sera invalidé que si le premier est valable (Huard, n° 243, p. 85, Allart, n° 55 bis, p. 66). Si ce premier brevet est nul, le second sera valable. (La jurisprudence ci-dessus peut également être invoquée, au moins quant au résultat, à l'appui de ce système, puisque, dans tous les cas le brevet ou certificat d'addition antérieur était nul). On peut même dire qu'à l'expiration du premier brevet, le deuxième produira ses effets jusqu'à sa propre expiration sauf à l'égard du premier breveté. Ainsi, le premier brevet paralyse le second tant qu'il existe : à l'égard du domaine public, l'invention est protégée par deux brevets aussi respectables l'un que l'autre, le premier brevet ne pouvant être opposé au second breveté que par son propre titulaire, mais non par les contrefacteurs.

Voilà un système bien compliqué. L'art. 8 ne concerne que le point de départ de la durée du brevet. Il est vrai qu'on ne peut faire breveter deux fois la même chose, mais pourquoi ? parce que, dès le premier dépôt, la société acquiert la connaissance de l'invention ; dès ce moment, l'invention n'est plus nouvelle. Sans doute, on peut prétendre que la publicité réelle selon l'art. 31 n'est pas réalisée, mais il y a une véritable publicité légale. Seul le temps nécessaire aux opérations administratives de délivrance retarde la publicité réelle. Juridiquement, l'acte de dépôt est un acte de publicité destructif de nouveauté, à condition seulement d'être suivi de la délivrance du brevet. Une demande de brevet retirée n'invalidé pas un brevet postérieur (Paris 29-7-1848, S. 48, 2, 468). La délivrance n'a qu'un effet déclaratif, la publicité qu'elle entraîne en fait est réputée exister en droit depuis le dépôt. N'est-il pas vrai que le brevet produit ses effets à dater du dépôt ? Comment concevoir un système d'enregistrement et de publicité prévu pour l'acquisition d'un droit, qui n'assurerait pas la préférence à celui qui, le premier, accomplit les formalités ? En conclusion, la véritable nature du dépôt, acte de publicité légale, permet de déduire

que dans le cas de deux brevets successifs, le second doit être nul pour publicité tardive, c'est-à-dire, au fond, pour défaut de nouveauté et puisqu'il faut un texte, pourquoi ne pas appliquer l'art. 31 ? Cette nullité pourrait être invoquée par tous, y compris les contrefacteurs (Pouillet, n° 406, p. 509). A l'opinion tirée de la nature du dépôt, acte de publicité, on a fait (Jean Escarra, op. cit) l'objection suivante : Si le dépôt du brevet est une publicité destructive de nouveauté, le brevet étranger antérieurement déposé sera une cause de nullité du brevet français. Nous n'admettons pas cette conclusion relative au brevet étranger, et l'explication de la différence est bien simple . Le dépôt en France est une publicité légale, par la rétroactivité de la délivrance, acte de la puissance publique interne ; par contre, la délivrance du brevet étranger n'est qu'un fait sans force juridique en France ; de même pour le dépôt étranger : il ne constituera donc antériorité qu'à la date où il a entraîné une publicité de fait. La jurisprudence récente se rallie en majorité à la thèse de la nullité. La C. de Cass. a décidé (5-6-1921, Ann. 24, 122) que le brevet second pris dans le délai de priorité prime les brevets déposés par des tiers dans l'intervalle. La C. de Paris, s'est prononcée dans le même sens. Arrêt du 21-7-1930. Ann. 31, 249. Le brevet d'un tiers pris dans l'intervalle du délai de priorité « perd toute valeur au regard du premier inventeur à partir du deuxième dépôt effectué par ce dernier » car le droit de priorité fait remonter les effets du deuxième dépôt à la date du premier, et le premier inventeur a seul le droit de poursuivre les contrefacteurs. Il en est ainsi même si le brevet second du premier inventeur est par la suite tombé dans le domaine public, « cette circonstance n'ayant pu restituer au brevet une valeur que l'exercice, par le premier inventeur, du droit de priorité lui a définitivement fait perdre ». — Arrêt du 27-3-1934. Ann. 34, 382. — Certificat d'addition nul en raison de la nullité du brevet ; 2° brevet du même titulaire, pour le même objet que le certificat d'addition, déposé après celui-ci mais avant sa délivrance et sa publication. Le deuxième brevet a été déclaré « **sans valeur** » à l'égard d'un prévenu en contrefaçon. Le jugement confirmé par la Cour se base sur les art. 4 et 8 de la loi, qui fixent la durée du brevet : admettre la validité du deuxième brevet serait prolonger, en fait, la durée du premier ; l'art. 15 aurait même pu être invoqué, qui ne permet la prolon-

gation que par une loi. Pourtant la C. de Lyon (13-1-1937. Ann. 38, 70) a jugé en sens contraire : « attendu qu'on ne peut assimiler à cette divulgation (publicité de l'art. 31), le simple accomplissement des formalités prescrites pour assurer la protection de la loi à l'invention dont la même loi a voulu réserver le bénéfice à l'inventeur primitif ; attendu qu'abstraction faite de tout autre mode, la publicité requise ne peut résulter que de la délivrance même du brevet ». Le brevet attaqué avait été déposé le 18-4-1931 ; le brevet d'un tiers, invoqué comme antériorité, avait été déposé le 9-4-1931 et délivré le 21-9-1931. Avec cette jurisprudence la protection de la loi n'est pas conférée, au contraire, à l'inventeur primitif, par le simple accomplissement des formalités, mais elle dépend de la date de la délivrance, plus ou moins tardive, par l'Administration ! La C. d'Amiens a également jugé (26-7-1938, voir Sous-Note, sous Cass. 30-11-1938, Gaz Pal, 23-12-1938) qu'un brevet de seconde date est valable même dans le cas où le brevet antérieurement déposé est déchu pour défaut de paiement des annuités : cette déchéance ne fait donc pas tomber l'invention dans le domaine public, elle ne profite qu'au second breveté.

Le projet de réforme en instance devant le Parlement, d'accord avec l'opinion soutenue ici, comporte la disposition suivante à l'art. 39 qui énumère les cas de nullité : « Seront nuls et de nul effet les brevets délivrés dans les cas suivants : 1° Si la découverte, invention ou application n'est pas nouvelle ou si la demande a déjà fait l'objet d'un brevet français ou d'un certificat d'addition demandé antérieurement ». Ainsi ce cas de nullité est assimilé au défaut de nouveauté.

CHAPITRE III

LA DIVULGATION ANTERIEURE AU DEPOT

La divulgation de l'invention faite dans les formes du dépôt de brevet, en conférant le droit intellectuel temporaire, entraîne une mise à la disposition du domaine public différée, à terme. Pendant toute la durée du brevet le droit intellectuel du titulaire, pour lequel les formes de publicité légale ont été accomplies, est opposable aux tiers. C'est la sanction normale de l'accomplissement d'une publicité. Inversement, si les règles de la publicité n'ont pas été observées, si l'invention a été divulguée purement et simplement, les tiers sont fondés à méconnaître le droit et à conclure que l'invention est tombée immédiatement dans le domaine public. Comme il n'est pas possible de reprendre au domaine public ce qu'il a reçu, le brevet déposé après la divulgation serait nul à l'égard des tiers. L'intérêt des tiers est le même, quel que soit le déposant du brevet : le premier inventeur, ou bien un nouvel inventeur. La sanction étant édictée uniquement dans leur intérêt, elle doit donc être la même dans les deux cas. Or, l'une des situations ne soulève aucune difficulté, l'autre est plus délicate.

Si le brevet émane d'un nouvel inventeur postérieurement à la divulgation par le premier, aucun doute : l'invention du second est dépourvue de nouveauté (art. 31 de la loi de 1844) et le brevet est nul (art. 30) ; cette sanction étant prise, nous le répétons, non pas dans l'intérêt du premier inventeur, mais seulement dans celui des tiers. Et quels sont les tiers dans ce cas ? aucun doute non plus : l'art. 34 donne l'action en nullité à toute personne intéressée. Ainsi le mot « tiers » reçoit ici le sens le plus large, comme lorsqu'il s'agit de sanctionner la publicité des transmissions du droit (voir Simoni, p. 86).

Si le brevet émane du premier inventeur, conformément à la raison d'être de la sanction, elle devrait être la même : nullité, et au profit des mêmes : toute personne intéressée. Cette situation a pourtant provoqué de vives réclamations. Nous examinons successivement l'art. 31 de la loi de 1844, la jurisprudence

de la Cour de Cassation, celle des Cours d'appel, et, après avoir proposé une solution, l'évolution de la doctrine internationale, puis deux cas particuliers ; enfin, nous concluerons.

SECTION I. — L'article 31 de la loi de 1844

Le projet de loi du 10-1-1843 comportait un art. 31 déclarant nuls et de nul effet les brevets délivrés, notamment dans le cas où « la découverte, invention ou application n'est pas nouvelle ». Et l'art. 32 du projet était ainsi libellé : « Ne sera pas réputée nouvelle toute découverte, invention ou application qui, en France ou à l'étranger et antérieurement à la date du dépôt de la demande, aura reçu (soit par la voie de l'impression, soit de toute autre manière), une publicité suffisante pour pouvoir être exécutée ». L'exposé des motifs le justifiait en ces termes : « Lorsqu'une invention est entrée dans le domaine public, on ne peut l'y ressaisir pour en attribuer l'exploitation exclusive, même à l'inventeur. Dès ce moment, en effet, l'industrie s'en empare, les établissements se forment, la prise de possession s'accomplit, et la loi ne pourrait, sans avoir un effet rétroactif et sans opérer une véritable spoliation, en déposséder la Société ». L'art. 32 fut adopté à la Chambre des Pairs sans discussion, avec la suppression du membre de phrase entre parenthèses, reconnu inutile. Devenu à la Chambre des Députés l'art. 30, il est commenté de la manière suivante dans l'exposé des motifs : « La généralité de ces termes embrasse tous les modes de publicité, soit que cette publicité résulte de l'usage qui aurait été fait de l'invention, soit qu'elle provienne de la publication des procédés ou de tout autre mode ». Et dans son rapport, M. Ph. Dupin explique : « En effet, les avantages du monopole accordé au breveté sont le prix d'une révélation industrielle dont il dote la Société. Mais la Société ne doit rien si elle ne reçoit rien de lui. Le brevet serait alors un effet sans cause ». Lors de la discussion à la Chambre des Députés, M. Marie aurait voulu remplacer l'expression « aura reçu une publicité suffisante » par « aura été industriellement pratiquée ou décrite d'une manière technique dans un ouvrage imprimé et publié ». Il voulait qu'on soit « favorable autant qu'il est nécessaire de l'être aux brevetés ». Il trouvait bien rigoureux de frapper le

brevet de nullité lorsqu'il n'y a eu que « quelques essais », ou « une pratique peu importante qui n'a produit aucune espèce de résultat sérieux au point de vue du commerce et de l'industrie ». Il voulait une pratique ayant un caractère industriel et commercial ; alors seulement l'industrie est en possession de la chose brevetée ultérieurement. M. le Rapporteur a répondu qu'on ne pouvait accorder le brevet qu'à une condition : « c'est que celui qui prend le brevet dote la société d'une invention inconnue, d'une découverte qui n'était pas dans la circulation ». La loi a posé, en termes généraux, le principe de la publicité ; les tribunaux l'appliqueront. D'ailleurs, outre les deux cas limitativement cités par M. Marie, il y a un grand nombre d'autres moyens de publicité et le Rapporteur donne l'exemple d'une machine ayant figuré à une exposition ou déposée dans un Conservatoire d'arts et métiers. N'y a-t-il pas là une publicité « complète » ? En conclusion de cette discussion l'amendement de M. Marie n'a pas été adopté. Des travaux préparatoires il apparaît donc que la publicité destructive de nouveauté au sens de l'art. 31 de la loi de 1844 peut résulter d'un mode quelconque. Du moment que l'invention était connue avant le dépôt du brevet, celui-ci est nul. Le premier exposé des motifs déclarait expressément que l'exploitation exclusive n'en peut plus être ensuite attribuée même à l'inventeur, et le Rapporteur a cité deux cas de publicité émanant normalement de l'inventeur : objet exposé ou déposé dans un conservatoire.

SECTION II. — La Jurisprudence de la Cour de Cassation

La Cour de Cassation, s'inspirant des travaux préparatoires de la loi, s'est toujours refusée à faire une distinction selon l'origine ou le mode de la divulgation. Même lorsqu'elle émanait de l'inventeur, elle l'a considérée comme une cause de nullité du brevet, sans vouloir examiner si, en divulguant, l'inventeur avait manifesté l'intention d'abandonner son œuvre au domaine public ou au contraire de s'en réserver l'exclusivité.

Par un arrêt du 18-1-1864 (Ann. 64, 117) la Chambre des Requêtes confirme l'annulation d'un brevet, l'inventeur ayant abandonné et laissé son procédé à la disposition d'un tiers sans faire aucune recommandation pour en prévenir la divulgation.

La Chambre Civile adopte la même solution dans un arrêt du 19-1-1866 (Ann. 66, 289) cassant une décision rendue le 23-2-1863 par la Cour de Pau. Il s'agissait d'un objet divulgué à une exposition avant le dépôt du brevet. La Cour Suprême relève que « l'arrêt attaqué ne signale dans l'espèce, aucune circonstance particulière de nature à détruire ou atténuer le caractère et les effets de cette divulgation et que les considérations générales sur lesquelles il s'appuie, tirées surtout des intentions des exposants, sont impuissantes pour écarter, dans ce cas, l'application de l'article 31 de la loi du 5 juillet 1844 ». La Cour de Bordeaux désignée comme Cour de renvoi se conforma à la doctrine de la Cour de Cassation (25-6-1867 — Ann. 68, 281).

La Cour Suprême s'est également prononcée dans le même sens, à trois reprises, concernant un même brevet. M. Joly avait déposé un brevet français après que le brevet pris par lui pour la même invention en Belgique eût été mis à la disposition du public. La Cour de Paris avait refusé, le 3-4-1864, d'admettre l'exception de nullité opposée de ce fait par le prévenu en contrefaçon. La Cour de Cassation (Crim.) a cassé cet arrêt le 12-1-1865 (S. 65, 1, 99) en invoquant la disposition « générale et absolue » de l'art. 31 de la loi de 1844, et les travaux préparatoires, notamment le rejet de l'amendement Marie. L'affaire fut renvoyée à la Cour d'Amiens qui, le 29-3-1865, s'y conforma. Sur nouveau pourvoi, la Cour de Cassation (Crim.) confirma le 1-6-1865 l'arrêt d'Amiens (S. 65, 1, 1865). Un autre contrefacteur du même brevet Joly, avait également fait admettre l'exception de divulgation par la Cour de Rennes le 9-1-1865. Le breveté s'étant pourvu en Cassation, la Chambre des Requêtes a confirmé la décision le 9-12-1867 (S. 68, 1, 77). La cause était donc bien entendue.

Nous devons cependant signaler une décision de la Cour Suprême (Req.) du 8-3-1865 — S. 66, 1, 360. Une demande de brevet anglaise avait été déposée le 25-9-1846 et pouvait, dès lors, être communiquée au public. Le brevet français correspondant du même titulaire n'avait été pris que le 1-10-1846, soit 5 jours après. La Cour de Paris (1-12-1863) avait considéré qu'il n'y avait pas eu publicité suffisante. La Cour Suprême confirme, attendu « qu'il n'est pas établi que, pendant ce temps (5 jours) des communications en aient été prises par des tiers,

et qu'un délai aussi court n'a pu entraîner une publicité suffisante pour l'exécution de l'invention »; que, d'ailleurs, cette appréciation des faits échappe à la censure de la Cour. Cet arrêt, qui exige une publicité effective, est resté isolé. Il doit en être de l'antériorité résultant d'un brevet étranger publié comme de toute autre : il suffit que l'invention ait été mise à la disposition du public, il n'est pas nécessaire de prouver qu'en fait, quelqu'un en a pris connaissance. Pourtant, la décision est remarquable parce qu'elle paraît la seule qui traduise une faiblesse de la Cour Suprême à l'égard de sa doctrine, faiblesse provoquée surtout par la considération du court délai de 5 jours séparant les deux dépôts. Evidemment, dans ce cas, l'inventeur a fait vraiment diligence et la sanction apparaît beaucoup plus rigoureuse que s'il s'était écoulé plusieurs mois.

Le 9-3-1883 (Ann. 83, 103 — S. 83, 1, 281 — Note Lyon-Caen). La Cour de Cassation, confirmant un arrêt de la Cour de Paris du 8-6-1882, maintenait sa première doctrine, avec identité presque littérale de motifs, dans une espèce où la demande de brevet étrangère publiée antérieurement avait été déposée en Allemagne.

Citons encore l'arrêt du 9-7-1884 (Ann. 85, 59) dont les motifs sont forts clairs. « Si la divulgation de l'invention, lorsqu'elle est antérieure à la date du dépôt de la demande de brevet, soit que cette divulgation ait été volontaire, soit qu'elle ait été involontaire de la part de l'inventeur, fait tomber la découverte dans le domaine public, en rendant le brevet nul et de nul effet, sans que l'intention constante dudit inventeur de réserver la propriété de son invention puisse faire obstacle à la nullité édictée par l'article 30, § 1 de la loi du 5 juillet 1844, il résulte, toutefois, de l'article 31 de cette même loi que la nullité ne peut être encourue que lorsque la publicité a été suffisante pour rendre l'exécution de l'invention possible ». Il s'agissait d'essais faits dans plusieurs usines sans recommandation de secret. La Cour de Toulouse (28-6-1882 — Ann. 82, 288), dont la décision sera commentée tout à l'heure, n'y avait vu qu'une publicité nécessaire commandée par la force des choses et non destructive de nouveauté.

Dans une espèce où l'objet de l'invention avait été vendu en grande quantité avant la prise du brevet, la Cour d'Amiens

(14-12-1899) avait prononcé la nullité du brevet pour divulgation antérieure. La Cour Suprême a confirmé cette décision le 4-11-1901 (S. 1902, 1, 132) en déclarant au surplus « que l'appréciation de la Cour d'Appel relative à la divulgation échappe au contrôle de la Cour de Cassation ». Enfin, la Chambre des Requêtes confirmait le 10-12-1928 (Ann. 29, 41) un arrêt du 24-6-1926 par lequel la Cour de Paris avait prononcé la nullité d'un brevet pour exploitation publique de l'invention avant le dépôt.

Sauf une exception, la doctrine de la Cour de Cassation s'est ainsi affirmée nettement dans des espèces diverses (divulgation du procédé sans recommandation ; exposition ; brevet étranger publié avant le dépôt du brevet français par le même titulaire ; essais ; exploitation). Elle paraît définitivement établie. Toute divulgation de l'invention par l'inventeur antérieurement au dépôt est une cause de nullité du brevet. Du moment que la publicité suffisante à l'exécution de l'invention est réalisée matériellement, il n'y a pas lieu de rechercher et de tenir compte d'autres circonstances, comme les intentions réelles de l'inventeur. Il faut bien reconnaître qu'en cela la Cour Suprême est parfaitement d'accord avec l'art. 31 de la loi de 1844 qui ne fait aucune distinction, et avec les travaux préparatoires.

SECTION III. — La Jurisprudence des Cours d'Appel

Si la Cour de Cassation qui juge le droit se maintient dans les hautes sphères de la règle juridique, les Cours d'Appel sont directement influencées par les arguments de circonstance et leurs décisions traduisent souvent les objections, même les révoltes de la vie réelle contre le caractère abstrait et absolu du droit écrit. M. Marie voulait déjà, lors de la discussion de la loi, qu'on « soit favorable autant qu'il est nécessaire » au breveté ayant divulgué son invention avant la prise du brevet. Il est bien certain que l'équité souffre de voir une dépossession aussi totale de l'inventeur, non seulement pour l'inobservation d'une formalité, mais pour un simple retard dans son accomplissement. Des préoccupations d'équité se trouvent exprimées plus ou moins nettement dans de nombreux arrêts des Cours d'Appel, bien qu'en définitive celles-ci soient presque aussi sévères que la Cour Suprême.

Certaines décisions de Cours d'Appel sont absolument conformes à la doctrine de la Cour Suprême. Douai 18-2-1861 (Ann. 61, 271) : le produit avait été vendu quinze jours avant la prise du brevet, qui fut annulé. Paris 8-6-1882 (Ann. 83, 11) ; un brevet allemand publié avant le dépôt du brevet français du même titulaire, de nationalité allemande, entraîne la nullité de celui-ci (confirmé par Cass. 9-3-1883 ; voir ci-dessus). La solution est identique s'il s'agit d'un brevet belge publié antérieurement : Amiens 29-3-1865, confirmé par Cass. 1-6-1865 ; Rennes 9-1-1865, confirmé par Cass. 9-12-1867 ; (voir ci-dessus, affaire Joly). Amiens 26-3-1901 (Ann. 03, 66) ; le produit avait été divulgué et livré au commerce fin décembre 1895, le brevet n'avait été pris que le 11-2-1896. De même la Cour d'Orléans (27-7-1897 ; Ann. 1902, 63) et la Cour de Paris (26-1-1906 ; Gaz. Trib. 14-2-1906) ont considéré que l'exhibition de l'objet dans une exposition publique avant le dépôt du brevet était une cause de nullité. La Cour de Paris (24-6-1926 Ann. 26, 265 ; arrêt confirmé par Cass. 10-12-1928, voir ci-dessus) a prononcé l'annulation d'un brevet pour exploitation industrielle de l'invention par son titulaire en Angleterre avant la date de priorité revendiquée.

D'autres décisions, tout en statuant dans le même sens, font appel à d'autres éléments que la divulgation matérielle. Ainsi le tribunal de Rouen (24-7-1862 ; Ann. 63, 418) cherche l'intention de l'inventeur ayant vendu sa machine avant le dépôt du brevet. Voici les motifs du jugement (d'ailleurs confirmé par C. Rouen 16-2-1863 et par Cass. 18-1-1864 ; voir ci-dessus) : « Attendu qu'il suffit que M. ait, pendant un temps assez long, abandonné la possession de son appareil et l'ait laissé à la discrétion d'un étranger, pour qu'il doive être réputé avoir renoncé au privilège que la loi permettait d'acquérir... que toute sa conduite indique que, dans le principe, soit qu'il doutât de la réalité de son invention, soit qu'il y attachât peu d'importance, il ne songeait nullement à prendre un brevet, et que ce n'est qu'après avoir livré au public son invention qu'il a voulu, mais trop tard, s'en réserver la propriété ». La Cour de Paris (22-1-1929 ; Ann. 29, 212) s'est refusée à rechercher si l'inventeur avait manifesté l'intention d'abandonner l'invention dans une espèce où l'objet de l'invention avait été « longuement exposé » aux regards du public et où le brevet avait été pris « bien postérieurement ».

D'autres décisions se sont montrées favorables au breveté, notamment Paris 3-4-1864, dans l'affaire Joly, arrêt d'ailleurs infirmé par Cass. 12-1-1865 (voir ci-dessus). L'indulgence de la Cour s'est également manifestée dans le cas où le dépôt étranger immédiatement publié précédait de très près le dépôt du brevet français. Outre l'arrêt du 1-12-1863 confirmé par Cass. 8-3-1865 (voir ci-dessus), la Cour de Paris a rendu le 28-1-1879 (S. 81, 2, 55) un nouvel arrêt précisant sa conception de la publicité effective. Le brevet français en litige avait été déposé le 24-5-1865. L'invention avait fait l'objet d'une demande anglaise du même titulaire déposée et communicable au public le 22-5-1865, mais le 23 était un dimanche, le 24, l'anniversaire de la naissance de la reine et il ne paraissait pas que la spécification anglaise eût reçu une publicité effective. Le brevet français n'a pas été annulé. La Cour motive ainsi sa décision : « Attendu que ces termes (publicité suffisante pour être exécutée) ne peuvent s'entendre que d'une publicité de fait et non d'une publicité de droit ; qu'en effet, celle-ci ne saurait admettre ni suffisance ni insuffisance, qu'elle est ou n'est pas ; que, sans doute, elle peut constituer un élément important de la publicité réelle et faire présumer cette dernière ; mais qu'il ne s'agit point là d'une présomption légale ; qu'il s'agit seulement d'une présomption simple susceptible d'être détruite par la preuve contraire... ». Il paraît évident que la Cour ne se serait pas imposé un tel raisonnement si elle n'avait pas été frappée par la dureté de la sanction, étant donné le peu de temps (2 jours) séparant les deux dépôts. Diverses autres décisions ne se contentent pas de la divulgation de fait. Même lorsque celle-ci est réalisée, elles refusent d'annuler le brevet en l'absence d'un élément moral constitué par l'intention de l'inventeur d'abandonner la découverte au domaine public. Pau 23-2-1863 (Ann. 63, 239) : Il s'agissait d'un objet ayant figuré à une exposition. La Cour motive ainsi son arrêt : « Attendu qu'elle (l'exposition) ne peut être considérée comme un abandon du brevet qu'il se proposait de solliciter et une renonciation aux avantages matériels considérables qu'il pouvait en retirer pour la prospérité de son industrie... que donner aux études du jury et, après ses opérations, à l'arrivée du public et à ses observations, la portée d'une saisie de l'idée, et son application au profit de l'intérêt général, contre la volonté

des intéressés, serait porter une atteinte des plus graves au droit de propriété, fausser la pensée qui a inspiré l'établissement des concours et leur préjudicier en éloignant, par cette menace, jusqu'après l'obtention du brevet, toute une catégorie d'industriels qui peuvent en rehausser l'éclat ». (Cet arrêt a été cassé par la Cour Suprême le 19-6-1866 : voir ci-dessus). Paris 19-1-1872 (Ann. 72, 204) : Dans cette espèce qui concerne le fameux fusil Chassepot, des essais publics avaient été effectués par la troupe. L'arrêt est intéressant en ce qu'il marque nettement que la nullité est prescrite dans l'intérêt des tiers dont la foi a pu être trompée, mais il en tire cette conclusion douteuse que si les tiers ont pu se rendre compte du but de la divulgation, celle-ci ne fait pas tort à la validité du brevet. Il argumente ainsi : « Considérant que cette nullité décrétée par l'article 31 de la loi du 5 juillet 1844, repose sur le double fondement que l'auteur d'une invention par lui divulguée est censé en avoir abandonné le bénéfice au domaine public et que la foi des tiers a pu en être trompée ; — mais qu'une présomption de ce genre ne saurait s'appliquer à de simples essais ou à des expériences que l'inventeur ne fait qu'en vue de s'éclairer ou d'éprouver la valeur de son invention ; — que de pareilles expériences dont les tiers ont dû connaître le but et qui n'ont pu les tromper ne sont point la divulgation prévue par l'article 31 ci-dessus visé, de laquelle doit dépendre la nullité du brevet... ». Toulouse 28-6-1882 (Ann. 82, 288) : C'est l'arrêt cassé par la Cour Suprême le 9-7-1884 (voir ci-dessus). En voici les motifs : « Attendu que C. a dû livrer à un mécanicien le système qu'il avait découvert pour le faire fabriquer, et en vérifier la valeur d'application, qu'il n'a pu garder le secret de son invention vis-à-vis du mécanicien et des ouvriers employés à la fabrication de son appareil ; que des révélations commandées par la force des choses, ne peuvent porter atteinte au droit privatif attaché par la loi à toute découverte ; que l'inventeur qui ne fait que ce qu'il est obligé de faire pour donner un corps à son invention et en expérimenter le fonctionnement et qui ne dépasse pas les limites d'une publicité nécessaire, ne peut être présumé renoncer à la propriété de son invention ; qu'il importe peu que C. n'ait pas recommandé le secret... pendant la période des essais ou expérimentations... ou pendant la fabrication... qu'en supposant qu'on pût trouver

dans cet ensemble de faits la publicité suffisante pour la reproduction de la machine, il n'y aurait pas divulgation dans le sens de la loi ; que la divulgation repose sur une présomption d'abandon par l'inventeur de la propriété de sa découverte ; que non seulement cette présomption n'existe pas dans l'espèce mais que la présomption contraire ressort de ce double fait que C. qui avait pris un premier brevet en 1873, a eu le soin de prendre un brevet de perfectionnement la veille même de l'expiration de l'année courue depuis le brevet primitif ». Ainsi la publicité ne serait pas destructive de nouveauté lorsqu'elle aurait un caractère de nécessité. D'autre part, la divulgation par l'inventeur lui-même ferait présumer l'abandon de sa découverte, cette présomption pouvant être renversée par la preuve contraire. Pourtant ne s'agit-il pas d'une présomption sur le fondement de laquelle la loi annule le brevet sans avoir réservé la preuve contraire ? Dès lors, l'art. 1352 C. civ. ne doit-il pas s'appliquer, qui dispose que nulle preuve n'est admise dans ce cas contre la présomption de la loi ? Paris 17-2-1887 (Ann. 87, 31). La Cour donne de la divulgation la définition suivante : « La publicité antérieure à la demande d'un brevet doit, pour être une cause de nullité, réunir la double condition, d'abord qu'il paraisse avec certitude que l'auteur de l'invention a entendu alors y renoncer, ensuite que cette publicité ait été suffisante pour que tous aient pu découvrir, exécuter et reproduire l'objet de l'invention ». Paris 10-12-1935 (Ann. 36, 119). La Cour donne encore une définition analogue de la divulgation : La « caractéristique » de la divulgation « est d'être faite avec une publicité suffisante pour permettre la réalisation de l'invention et de révéler chez l'inventeur un abandon et l'intention de la laisser tomber dans le domaine public ». Dans les deux dernières espèces, la divulgation n'avait d'ailleurs pas le caractère de publicité suffisante, au sens matériel de l'expression.

En somme, la jurisprudence des Cours d'Appel s'est montrée sévère en cas d'exploitation commerciale (Douai 18-2-1861 ; Rouen 16-2-1863 ; Amiens 26-3-1901 ; Paris 24-6-1926). Les Cours de Rennes (9-1-1865), d'Amiens (29-3-1865), de Paris (8-6-1882) ont prononcé la nullité d'un brevet français déposé après publicité du brevet belge ou de la demande allemande correspondante (contra Paris 3-4-1864). En cas d'exhibition à une expo-

sition, la Cour de Pau 23-2-1863) avait d'abord été favorable au breveté, mais la Cour d'Orléans (27-7-1897) et la Cour de Paris (26-1-1906) se sont ensuite ralliées à la rigueur de la loi et de la Cour Suprême. Dans des cas où le dépôt étranger immédiatement publié (Grande-Bretagne) précédait de très près le dépôt français (Paris 1-12-1865 et 26-1-1879) et pour des essais publics antérieurs, (Paris 19-1-1872, et Toulouse 28-6-1882), les Cours d'Appel se sont réellement écartées des intentions certaines du législateur, sainement interprétées par la Cour de Cassation. Il se trouve que les raisons d'équité sont particulièrement fortes dans ces deux espèces. Les décisions citées en dernier lieu ont marqué le désir d'être favorables au breveté et elles ont sanctionné, implicitement en considérant le temps écoulé, ou explicitement par leurs motifs mêmes, la conception double de la divulgation comprenant, outre l'élément matériel, l'élément moral qui révèle chez l'inventeur l'intention d'abandonner son œuvre au domaine public. Récemment encore la Cour de Paris (10-12-1935) faisait sienne cette définition de la divulgation. Dans une décision précédente (22-1-1929) elle n'avait refusé de rechercher l'intention de l'inventeur qu'en raison de l'importance du temps écoulé entre la divulgation et la prise du brevet. On peut donc déceler une certaine opposition des Cours d'Appel à la conception inscrite par le législateur dans l'art. 31 de la loi de 1844. Cette opposition pourrait fournir les bases d'un nouveau système législatif : la divulgation devrait, pour entraîner la nullité du brevet, non seulement comporter l'élément matériel de publicité destructive de nouveauté, mais aussi l'élément moral consistant dans l'intention d'abandon de la part de l'inventeur compte tenu du temps écoulé entre la divulgation et le dépôt. La loi poserait le principe et fixerait le délai ; la recherche d'intention serait laissée à l'appréciation du tribunal.

SECTION IV. — Essai d'un système

Le système qui vient d'être exposé d'après la jurisprudence des Cours d'Appel ne nous paraît cependant pas souhaitable. La recherche d'intention qu'il suppose serait fort délicate et, surtout, le système ne donnerait aucune sécurité aux tiers dans l'intérêt desquels le dépôt, acte de publicité, est exigé. Si l'on

veut se montrer, comme le désirait Marie, favorable aux brevets, inventeurs imprudents ou impécunieux n'ayant pas pensé ou n'ayant pas pu déposer le brevet avant de communiquer l'invention, qu'on accorde un délai pour accomplir la publicité.

Dans d'autres domaines du droit (les sociétés) il est permis de réparer l'omission d'une formalité de publicité. Il suffirait de prévoir un délai relativement bref (six mois) et de réserver les droits acquis par les tiers dans l'intervalle. Le dépôt du brevet rend le droit de l'inventeur opposable aux tiers, étant entendu par là toute personne intéressée : de même, toute personne intéressée pourrait demander la nullité du brevet, lorsque la divulgation de l'invention par son auteur a précédé de plus de six mois le dépôt. Si la publicité a eu lieu dans ce délai de six mois et si l'inventeur prouve qu'elle émane de lui, le brevet sera valable, mais certaines personnes, sur la foi de la première divulgation, auront pu croire l'invention tombée dans le domaine public et accomplir des préparatifs importants et coûteux pour son exploitation : elles auront acquis un droit à l'exploitation de l'invention auquel la prise ultérieure du brevet ne pourra porter préjudice : le brevet leur sera inopposable, elles seront investies d'un droit de possession personnelle antérieure. En dehors de cette hypothèse, le brevet sera opposable à tous. En tout cas, ses effets légaux ne partent qu'à dater de son dépôt et il pourrait être invalidé par tous faits de publicité intervenus antérieurement, même après la première divulgation de l'inventeur. Si un autre inventeur divulgue sa découverte dans l'intervalle, le brevet doit être considéré comme nul. De même, si cet inventeur dépose dans l'intervalle un brevet pour le même objet ; mais alors le brevet du deuxième inventeur est également nul en raison de la divulgation du premier. En somme, le délai accordé doit seulement permettre de réparer l'omission de l'acte de publicité légale (le dépôt) sous réserve des droits acquis par les tiers et des faits de publicité émanant d'autres inventeurs qui se sont produits dans l'intervalle (droits acquis par le domaine public). Le danger pour l'inventeur ayant divulgué, c'est qu'un tiers s'empare de la découverte, soit pour la publier, soit pour déposer le brevet à son nom : dans les deux cas le brevet postérieur de l'inventeur sera nul, mais l'inventeur devra s'en prendre à lui puisque le préjudice qu'il subit vient de sa négligence. Pourquoi n'a-t-il pas déposé le brevet en temps utile ?

La loi allemande du 5-5-1936 sur les brevets contient un art. 2 ainsi conçu : « N'est pas nouvelle l'invention qui au moment du dépôt de la demande, a déjà été décrite dans des imprimés rendus publics datant de moins d'un siècle ou utilisée dans le pays d'une manière assez publique pour que l'usage en paraisse par là possible pour des tiers experts en la matière. Une description ou une utilisation faite dans les six mois qui précèdent le dépôt de la demande ne sera pas prise en considération si elle est basée sur l'invention du déposant ou de son auteur ». Ainsi, l'inventeur est protégé contre sa propre divulgation dans les deux cas (description et utilisation) qui constituent des faits destructifs de nouveauté, cela est nécessaire et suffisant. En France, où la loi n'énumère pas ces faits, il convient de ne pas distinguer non plus selon les cas de divulgation. Avec cette différence la formule allemande pourrait être adoptée. Remarquons, dès maintenant, qu'elle concerne toute divulgation basée sur l'invention du déposant ou de son auteur. La règle protège donc non seulement l'inventeur mais aussi l'ayant-cause auquel il a cédé le droit de déposer le brevet, et c'est juste ; en outre, elle protège non seulement contre la divulgation émanant du déposant ou de l'inventeur, son auteur, mais contre toute divulgation basée sur l'invention. La portée de cette disposition sera expliquée et justifiée tout à l'heure.

SECTION V. — L'évolution de la doctrine internationale

Le système que nous proposons est ainsi rattaché directement aux principes et exceptions généralement admis en matière de publicité ; sa portée est exactement limitée en conséquence. Pourtant d'éminents spécialistes en propriété industrielle ont voulu faire plus et accorder à l'inventeur un véritable droit de priorité dès sa première divulgation. Le brevet déposé dans le délai légal et basé sur cette priorité ne pourrait être invalidé ou limité par les faits de publicité ou d'exploitation ou les dépôts accomplis dans l'intervalle. On aperçoit immédiatement l'importance juridique de ce système, c'est un renversement total des principes régnants en matière de dépôt de brevets. En effet, de deux choses l'une : ou bien, comme nous pensons l'avoir

démontré, le dépôt du brevet est l'acte d'enregistrement et de publicité indispensable pour faire acquérir le droit intellectuel, et le maximum possible en faveur de l'inventeur c'est l'institution d'une sorte de délai de grâce lui permettant de réparer le défaut de publicité, sous réserve des droits des tiers et des faits de publicité accomplis dans l'intervalle ; — ou bien le dépôt n'est pas la forme de divulgation nécessaire pour acquérir le droit intellectuel, il existe d'autres modes de divulgation susceptibles de la suppléer et il reste à déterminer lesquels. C'est là que commencent les difficultés. En effet, pour que la première divulgation soit justement opposable aux tiers, il faut qu'elle présente pratiquement les caractères essentiels du dépôt : certitude de date et d'objet, mention de son origine et même déclaration à l'Administration. Alors, pourquoi ne pas déposer le brevet ?

La question a été longuement étudiée par l'Association Internationale pour la protection de la Propriété Industrielle à ses Congrès de Berlin (Juin 1936) et de Prague (Juin 1938). Voici le vœu adopté par cette Association : « 1) Le Congrès est favorable au principe d'après lequel l'inventeur pourra divulguer son invention au cours d'un certain délai avant sa demande de brevet, sans que cette divulgation soit opposable à la validité du brevet déposé ultérieurement, mais à la condition que cette réforme soit incorporée dans la Convention d'Union.

« 2) Il est d'avis qu'il y a lieu d'autoriser, dans le délai qui sera fixé et pour lequel il propose six mois, tous les modes de divulgation, c'est-à-dire toute communication et tout usage de l'invention.

« 3) De plus, le Congrès précise que, par divulgation de l'invention non opposable à la validité du brevet déposé ultérieurement, il faut entendre non seulement la divulgation faite par l'inventeur lui-même, mais encore la divulgation faite par l'ayant-cause de l'inventeur ou par des tiers qui tiendraient directement ou indirectement leurs renseignements de l'inventeur ou de son ayant-cause.

En ce qui concerne la question des droits de priorité qui pourraient être attachés à une divulgation et la question de l'extension à l'article 11 (protection aux expositions) de dispositions

analogues, le Congrès décide d'en renvoyer l'examen à un prochain Congrès.

Il est toutefois spécifié que les dispositions ci-dessus reproduites sous les chiffres (1), (2) et (3) ne seront pas remises en discussion ».

Ce vœu a été adopté après une discussion au cours de laquelle se manifestèrent trois tendances (voir Propriété Industrielle de Berne, Juillet 1938, p. 124) l'une hostile à toute disposition de faveur (Belgique, notamment), l'autre favorable à l'institution d'un véritable droit de priorité (France, notamment), la dernière distinguant entre le remède à la divulgation antérieure et la création d'un droit de priorité spécial (Tchécoslovaquie, notamment). La majorité du Congrès se prononça contre le droit de priorité.

La Convention d'Union pour la protection de la Propriété Industrielle, qui s'était saisie la première de la question à la Conférence de Londres de 1934, n'a pu aboutir qu'au vœu suivant (n° VII) : « La Conférence émet le vœu que les futures réformes des lois nationales sur la protection de la propriété industrielle des pays de l'Union s'inspirent de l'idée de la protection des intérêts des inventeurs en tenant compte des propositions discutées dans la présente Conférence, notamment en ce qui concerne les inventeurs employés et la nécessité d'un délai pendant lequel la communication et l'usage de l'invention par son auteur, n'empêchent pas la délivrance et n'entraînent pas l'invalidité du brevet demandé par lui ultérieurement ». Le vote avait finalement porté sur quatre propositions émanant des Etats-Unis, des Pays-Bas, de la France et amendées par l'Italie ou le Portugal. Les plus favorablement accueillies furent :

1°) La proposition de la délégation des Etats-Unis amendée par la délégation italienne — pour, 16 v. ; contre, 5 ; abstentions, 9. En voici le texte : « Sans préjudice de l'application des règles de la Convention d'Union sur le droit de priorité, l'emploi de l'invention et la vente publiques des produits de l'invention même, ailleurs que dans le pays où la demande de brevet sera déposée, ne constitueront dans cet autre pays aucun obstacle à la délivrance et à la validité dudit brevet, pourvu que le dépôt de la demande soit fait dans le délai de six mois à partir de la date de l'emploi ou de la vente ».

2°) La proposition de la délégation française amendée par la délégation portugaise : pour, 15 v. ; contre, 6 ; abstentions, 9. En voici le texte : « Ne pourront être destructives de la nouveauté de l'invention, antérieurement au dépôt de la première demande formant la base du droit de priorité, les communication émanant de l'inventeur devant une société savante, ou devant une corporation ou une association technique ou professionnelle, reconnue comme telle dans le pays d'origine ; et ce, dans un délai de six mois précédant ledit dépôt, sous condition qu'avis préalable d'une telle communication soit donné à l'autorité interne compétente, laquelle en tiendra registre ouvert au public.

Dans ce délai, toute révélation par écrit consignée dans les recueils d'une société savante, et revêtue de la mention « Tous droits d'inventeur réservés » ou autre équivalente préservera l'inventeur du risque de divulgation, dans les conditions qui seront déterminées par la législation intérieure ».

Les différences fondamentales existant entre les deux propositions sautent à l'œil. La proposition française est trop restreinte et trop compliquée. La proposition américaine est à peu près conforme à l'opinion défendue ici ; il suffirait de l'étendre à toute divulgation autre que l'emploi et la vente ; il ne serait peut-être pas non plus inutile de la rédiger plus clairement. La discussion ne pouvait conduire à un résultat parce qu'entre autres raisons, elle était faussée par l'idée d'accorder un véritable droit de priorité et, en conséquence, de limiter la règle aux modes de divulgation susceptibles de présenter un minimum de certitude de date et d'objet. On est ainsi amené à distinguer entre les diverses divulgations et à imposer même une notification à l'Administration. Sur la détermination des modes de divulgation permis, l'accord est d'autant plus difficile à faire qu'il dépend des prescriptions des lois nationales concernant les causes de nullité. En adoptant le système que nous proposons, il suffit de poser une règle générale qui s'appliquera dans chaque pays aux divulgations qui, d'après la loi de ce pays, seraient destructives de nouveauté. En outre, la déclaration à l'Administration de la date et de l'objet de la divulgation serait pour l'inventeur une formalité analogue au dépôt régulier, sans présenter les mêmes garanties pour les tiers ;

facultative ou non, elle n'est pas défendable (voir à ce sujet l'Exposé Introductif des questions à l'ordre du jour du Congrès de Prague, par M. le Directeur Drouets — La Propriété Industrielle, Juin 1938, page 103).

Il reste à espérer que la question sera mieux reprise par la prochaine Conférence de révision de la Convention d'Union, de manière à inscrire la règle dans le texte même de la Convention. Ce serait évidemment la meilleure solution pour les Pays de l'Union. Toutefois, il n'y aurait pas d'inconvénients à ce que certains de ceux-ci l'introduisent d'abord dans leur législation nationale. Sans doute les ressortissants de ces pays devraient ne pas oublier que la règle n'est pas générale et déposer autant que possible le brevet en bon temps. Mais dans le cas où ils n'auraient pu le faire, mieux vaut pour eux être protégés seulement dans leur pays que nulle part.

SECTION VI. — Cas particuliers

La question de la divulgation antérieure au dépôt offre deux aspects particuliers : l'exhibition à une exposition et la publicité du brevet étranger antérieur, que nous voudrions étudier maintenant.

§ I. — EXPOSITION. — La jurisprudence s'étant prononcée pour la nullité du brevet pris après l'exhibition par l'auteur de l'objet de l'invention à une exposition publique, une loi du 13-4-1908 (décret d'application du 17-7-1908) a organisé la protection temporaire de la propriété industrielle dans les expositions, au moyen du certificat de garantie. Le certificat de garantie est un titre délivré gratuitement à l'exposant sur sa demande, pour constater qu'il a fait figurer à l'exposition un objet dont il fournit la description. Ce titre lui donne un délai de priorité de douze mois à dater de l'ouverture officielle de l'exposition pour effectuer le dépôt régulier d'une demande de brevet. C'est sans doute l'institution du certificat de garantie qui inspire les partisans du système faisant naître un droit de priorité de la première divulgation. Nous faisons au certificat de garantie en particulier les objections dressées contre le système de la déclaration à l'Administration en général. Nous y ajoutons deux considérations : d'abord, celui qui fait les frais d'un stand et qui

accomplit les formalités du certificat de garantie peut déposer le brevet. Ensuite, du point de vue international, bien que l'art. 11 de la Convention d'Union oblige depuis 1911 les pays adhérents à organiser la protection temporaire de la propriété industrielle dans les expositions, ceux-ci ne sont pas encore parvenus à s'entendre sur un mode de délivrance des certificats de garantie qui les rendent valables dans tous les pays de l'Union. De sorte que, pratiquement, le fameux droit de priorité accordé par le certificat de garantie n'est guère efficace que dans le pays où s'est tenue l'exposition. Selon la loi précitée, seules les expositions bénéficiant du patronage de l'Administration peuvent être autorisées par arrêté du Ministre du Commerce à profiter de l'institution du certificat de garantie ; pour les expositions internationales tenues à l'étranger, l'autorisation doit être donnée par décret et le certificat délivré par l'autorité française à l'exposition (voir Titre IV, ch. 1, section I, sous-section B). Sinon le certificat délivré par l'autorité étrangère n'a aucune valeur et le brevet postérieur est nul en raison de l'exhibition à l'exposition. (Trib. civ. Seine, 3^e ch., du 20-7-1937, Sihne-Dianor). Cette restriction est parfaitement normale, car l'intérêt des tiers exige que les certificats, attributifs de priorité, soient délivrés avec toutes les garanties désirables ; mais elle nous fait souvenir, encore une fois, que seul le dépôt du brevet satisfait complètement et simplement les intérêts des uns et des autres. L'expérience du certificat de garantie devrait bien conduire à sa suppression pure et simple plutôt qu'à son extension à d'autres divulgations que l'exhibition à une exposition.

§ 2. — PUBLICITÉ DU BREVET ÉTRANGER. — Chaque pays possède sa législation propre sur les brevets d'invention et le brevet délivré par la puissance publique conformément à cette législation ne produit effet qu'à l'intérieur des frontières nationales. Le brevet est territorial. Lorsqu'un inventeur veut être protégé dans divers pays, il doit donc déposer le brevet dans chacun d'eux, et cela avant que la découverte ait perdu son caractère de nouveauté, notamment par la publicité d'un brevet étranger antérieur. Or, certains pays délivrent les brevets sans examen préalable et les publient quelques mois seulement après le dépôt des demandes. Pendant ce court délai, l'inventeur n'a souvent ni le temps matériel, ni l'argent pour déposer tous ses brevets. En ce qui concerne la France, le législateur de 1844 a supprimé le bre-

vet d'importation. Le brevet déposé en France après publicité du brevet étranger du même auteur est donc nul ; la disposition de l'art. 29 de la loi n'empêchant pas de jouer celle de l'art. 31 (voir Note Lyon-Caen sous Cass. 8-5-1895. S. 95, 1, 431 ; voir également la jurisprudence citée ci-dessus).

Pour parer notamment à cette situation, la plupart des pays industriels se sont constitués à l'état d'Union pour la protection de la propriété industrielle par la Convention de Paris du 20-3-1883, révisée à Bruxelles en 1900, à Washington en 1914, à La Haye en 1925, à Londres enfin en 1934. Selon l'art. 4 de cette Convention, le dépôt régulier d'un brevet dans un pays de l'Union continue à ne produire ses effets que dans ce pays, mais il fait courir un délai de priorité de douze mois pendant lequel peuvent être déposés valablement des brevets correspondants dans les autres pays de l'Union. Les faits de publicité, quels qu'ils soient, accomplis dans l'intervalle, ne peuvent être opposés aux brevets seconds. En outre, les tiers ne peuvent non plus acquérir aucun droit dans cet intervalle. (Cette conséquence du délai de priorité n'avait pas été généralement admise du fait d'une mauvaise interprétation de l'expression « sous réserve des droits des tiers », contenue dans l'art. 4 de la Convention ; la Conférence de Londres a supprimé la réserve). La question qui nous occupe est donc pleinement résolue par la Convention. Celle-ci a même une portée beaucoup plus étendue puisqu'elle institue un droit de priorité. Cela s'explique par la nature de l'acte qui donne naissance à ce droit de priorité : c'est un dépôt régulier de brevet. L'idée qui vient tout de suite à l'esprit, c'est de faire produire à ce dépôt des effets internationaux complets, en un mot d'instituer le brevet international. Cela étant impossible par suite des différences considérables non seulement dans les formalités mais dans les conditions de fond et les modes de délivrance prescrits par les divers pays, il a fallu se limiter au réalisable ; à cet égard, le délai et le droit de priorité constituent une solution quasi-parfaite. En France, la loi de 1844 ne contient naturellement rien sur le droit de priorité mais la convention y est applicable, même dans les rapports entre Français (lois du 1-7-1906 et du 4-4-1931). L'exercice du droit de priorité est réglé par l'arrêté du 23-1-1914 et par l'arrêté du 29-12-1927 modifiant l'art. 6 de l'arrêté du 11 août 1903.

La Convention d'Union n'est pas conclue par tous les pays. Pour les pays étrangers à l'union, la question reste posée. Elle trouverait une solution dans le système général que nous avons défini.

SECTION VII. — Conclusion

L'inventeur est protégé contre la divulgation de sa découverte de son propre fait dans deux cas seulement : 1° lorsqu'elle résulte du dépôt d'un brevet dans un pays de l'Union, ce dépôt lui faisant acquérir un droit de priorité pendant un délai d'un an (art. 4 de la Convention d'Union) ; 2° lorsqu'elle consiste dans l'exhibition de l'objet dans une exposition à l'occasion de laquelle il a pu se faire délivrer un certificat de garantie, celui-ci lui conférant également un droit de priorité pendant un an, mais dont l'effet international est pratiquement inexistant (loi du 13-4-1908 et décret du 17-7-1908).

En dehors de ces hypothèses, conformément aux art. 30 et 31 de la loi de 1844 et à la jurisprudence de la Cour de Cassation, toute divulgation de l'invention antérieure au dépôt et suffisante pour permettre l'exécution par un homme de l'art est une cause de nullité du brevet. C'est la sanction normale de l'omission du dépôt, formalité de publicité essentielle pour faire naître le droit intellectuel à l'égard des tiers. Toutefois, pour des raisons d'équité il serait bon de prévoir un délai assez bref (six mois) pendant lequel le défaut de publicité pourrait être réparé, sous réserve des droits acquis dans l'intervalle par des tiers ayant exploité ou fait des préparatifs importants. C'est la solution inscrite dans la loi allemande. Elle pourrait être introduite, à peu près dans les termes suivants, dans l'art. 31 de la loi de 1844, à la suite de la définition de la nouveauté : « Toutefois, et sous réserve des droits acquis par les tiers, la publicité ne sera pas opposable au brevet déposé dans un délai de six mois à dater de cette publicité, si elle est basée sur l'invention du déposant ou de son auteur ». Nous avons adopté cette formule élargie par anticipation, car nos explications précédentes ne concernent que la divulgation faite volontairement par l'inventeur ou son ayant droit. Nous envisagerons ci-dessous la divulgation faite contre la volonté de l'inventeur et nous justifierons ainsi complètement notre conclusion.

CHAPITRE IV

LA PROTECTION DE L'INVENTION SECRETE

Pour acquérir le droit intellectuel opposable erga omnes, l'inventeur ou son ayant droit ne possède qu'un moyen : le dépôt du brevet. A défaut de brevet, l'invention divulguée par l'auteur tombe dans le domaine public ; quant au retard dans la prise du brevet, nous avons vu tout à l'heure ses conséquences. Nous voudrions considérer maintenant le cas où l'inventeur a gardé son œuvre secrète. L'auteur est absolument maître de son œuvre, il n'est astreint au dépôt du brevet que s'il désire obtenir un droit exclusif opposable aux tiers. Par conséquent, en l'absence d'une formalité de publicité qui n'est pas absolument obligatoire, l'invention secrète, bien attaché à la personne de l'auteur, mérite cependant d'être protégée d'une manière en quelque sorte négative, dans toute la mesure compatible avec l'intérêt du public et des tiers, parmi lesquels il faut distinguer le tiers inventeur qui prend un brevet à son nom. Nous examinerons d'abord la protection du secret de l'invention contre la divulgation ou l'usurpation par un tiers non-inventeur, puis le conflit entre l'inventeur secret et l'inventeur breveté.

SECTION I. — La protection du secret de l'invention

Le secret de l'invention court les plus grands risques dans deux cas : la confidence et l'exploitation. Il peut, en outre, être surpris frauduleusement. Nous nous placerons dans ces trois hypothèses. Puis nous examinerons la situation des tiers ayant acquis des droits sur l'invention d'un autre que l'auteur. Enfin, nous étudierons l'usurpation de brevet.

SOUS-SECTION A. — LA CONFIDENCE

§ 1. — PROTECTION DE DROIT COMMUN. — a) *La confidence est une convention.* Les inventeurs, les créateurs ne sont que trop enclins — et c'est humain — à parler de leurs découvertes.

Certes, les inventions constituent un bien personnel à l'auteur tant qu'elles n'ont pas été formellement aliénées (trib. civ. Lille 25-1-1900 ; C. Douai 1-8-1900 ; Gaz. Pal. 1900, 1901). En outre, la communication d'une invention, à la charge du secret, n'est pas une divulgation destructive de nouveauté même si le confident a été autorisé à exploiter (voir notamment : Cass. 19-8-1853, S. 54, 1, 152 ; Cass. 22-4-1854, S. 54, 1, 491 ; Poitiers 17-2-1855, S. 55, 2, 539 ; Paris 10-4-1858, S. 59, 2, 701 ; Paris 16-8-1866, Ann. 67, 273 ; Aix 31-12-1885, Ann. 87, 217 ; Paris 20-6-1900, Ann. 1901, 163 ; Paris 24-6-1904, Ann. 1904, 301). Mais les confidents manquent souvent de discrétion ou de loyauté. Ils peuvent, volontairement ou par négligence, rendre publiques les indications reçues. Ils peuvent les utiliser à leur profit, et même prendre le brevet à leur nom ou le faire prendre à celui d'un compère. Pourtant « lorsqu'une personne se livre à un confident, il y a, sous-entendues ou exprimées, chez celui qui se confie, la demande du secret et chez celui qui s'apprête à écouter ou à voir, la promesse du silence » (note Roux sous Cass. 5-11-1903, S. 1905, 1, 297) ; la confiance est une convention, tacite ou expresse. Peut-on faire respecter cette convention ? Comment faire réparer ses violations ? Comment faire la preuve de la convention ?

b) *La violation de la confiance donne droit à des dommages-intérêts.* Si le respect du secret dépend du confident sans qu'on puisse imaginer aucun moyen préventif pour l'obliger à observer la convention, en cas de violation, la partie lésée peut obtenir des dommages-intérêts réparateurs du préjudice causé, conformément aux art. 1146 et suivants du Code civil. Toutefois, la nécessité d'une mise en demeure spéciale ne se comprendrait pas ; le confident est soumis à une obligation de ne pas faire, et la mise en demeure de garder le secret résulte, comme l'obligation, de la confiance. Les règles du droit commun s'appliquent. Les dommages-intérêts seront dûs, même à défaut de mauvaise foi, sauf si la divulgation résulte d'un cas fortuit et de force majeure. Ils seront calculés d'après la perte subie et le gain manqué. Ils ne comprendront que « ce qui est une suite immédiate et directe de l'inexécution de la convention » (art. 1151). Ils seront, en outre, limités à ce qui a pu être prévu lors du contrat, sauf si le confident a agi par dol, c'est-à-dire s'est fait communiquer l'invention par des manœuvres frau-

duleuses, des affirmations mensongères ou des artifices analogues. Dans ce cas, le préjudice doit être réparé dans sa totalité, même dans ce qu'il pouvait avoir d'imprévisible. Le préjudice dépend de l'acte de violation commis par le confident. La violation peut affecter la maîtrise de l'auteur, le droit à l'honneur et le droit au profit de l'invention. Des dommages-intérêts seront dûs même pour le préjudice moral subi dans les deux premiers cas. Cette solution, certaine en matière de délits civils (art. 1382 C. Civ.) doit également être admise, sauf controverse, en matière de contrats, pour identité de motifs. Le droit au profit peut être touché, soit par la divulgation, soit par l'usurpation de l'invention. L'usurpation peut être opérée d'une manière publique ou secrète : ou bien le confident prend le brevet à son nom, ou bien il exploite la découverte à son compte et en secret. En outre, l'usurpateur peut concéder des droits sur l'invention à des tiers dont il faut régler le sort. Cette dernière question, ainsi que celle du brevet usurpé sont réservées (Sous-Sections D et E).

c) *La divulgation pure et simple par le confident.* Le confident qui divulgue une invention porte une atteinte à la maîtrise de l'œuvre : préjudice moral et matériel à la fois. L'inventeur désireux de profiter de la découverte se trouve devant un choix. Il peut prendre le brevet, ce qui lui assure tout de suite un monopole, mais limite ses avantages exclusifs à la durée assez courte du brevet (20 ans dans les pays les plus généreux à cet égard). Or, certaines inventions naissent à une époque où les conditions économiques, ou politiques, ou sociales sont défavorables à une exploitation rentable. A quoi bon prendre le brevet ? L'inventeur pourra préférer conserver sa découverte secrète et attendre des temps meilleurs. D'autre part, certaines inventions peuvent être exploitées sans trahir leur secret ; alors, l'inventeur aura peut-être avantage à ne pas donner son secret par le brevet, puisqu'il possède un monopole de fait, sans limite de temps. Il est évident que dans ces dernières hypothèses, les intérêts de l'inventeur sont gravement lésés par la divulgation du fait du confident qui, en outre, met, en principe, l'invention dans le domaine public, conformément à l'art. 31 de la loi de 1844. (Toutefois, on pourrait soutenir que le brevet pris postérieurement resterait valable à l'égard du confident, celui-ci ne pouvant acquérir un droit par une violation de con-

trat ; voir C. Paris 10-5-1856, analysé ci-après, sous-section B, § 1). Le préjudice matériel subi par l'inventeur comprend, en somme, non seulement la perte du monopole temporaire du brevet, mais aussi celle du temps de jouissance différée ou prolongée qu'il pouvait espérer de l'invention secrète. Cet élément est, certes, aléatoire et difficile à évaluer, mais pas plus que le préjudice moral. Le tribunal devra l'invoquer au moins pour calculer au plus haut prix les dommages réparateurs du premier. Evidemment, pour qu'il y ait préjudice, il faut que l'invention soit nouvelle à la date où elle a été divulguée. Le poursuivi devra donc être admis à prouver le défaut de nouveauté de l'œuvre. S'il y parvient, il sera libéré des dommages-intérêts (voir Sous-section E, a) usurpation). L'inconvénient réside dans l'insolvabilité du confident. Alors, n'est-il pas rigoureux de considérer sa divulgation comme entraînant la nullité du brevet pris postérieurement par l'inventeur ? ne pourrait-on conserver à celui-ci la validité du brevet ? C'est, au fond, la raison d'équité invoquée déjà dans les cas de divulgation par l'inventeur lui-même. La réponse doit être la même. La publicité destructive de nouveauté, au sens de l'art. 31, est une notion de fait. L'inventeur choisit ses confidents, même s'il s'agit de préposés. Il en est responsable comme de lui-même. La seule solution possible, quoique forcément imparfaite, se trouverait dans l'institution d'un délai de six mois préalable au dépôt du brevet pendant lequel toute publicité « basée sur l'invention » serait inopposable audit brevet. Cette formule comprend la publicité émanant de l'inventeur ou de toute personne ayant reçu confiance de l'invention, ou même l'ayant dérobée (voir Sous-section C).

d) *Les actions en concurrence déloyale, en interdiction, en contrefaçon.* Si le confident est un concurrent de l'inventeur et si la violation de contrat commise par lui (par exemple l'usurpation de la qualité d'inventeur, l'exploitation de la découverte à son nom...) peut être matériellement qualifiée d'acte de concurrence déloyale, l'inventeur jouira de l'action du même nom, portée devant le tribunal de commerce. Evidemment, le juge devra toujours prononcer l'interdiction de continuer à l'avenir la violation du droit de l'inventeur. En outre, s'il s'agit d'usurpation sous forme d'exploitation secrète, le brevet pris postérieurement par l'inventeur restera valable et les

actes accomplis à partir de son dépôt seront des actes de contrefaçon (voir jurisprudence citée en cas d'usurpation par un ancien employé).

e) *La preuve de la violation de la confiance.* Dans tous les cas, l'inventeur devra prouver :

1° Le fait de divulgation ou d'usurpation reproché ; 2° que son auteur tenait la connaissance de l'invention d'une communication confidentielle. Le premier fait sera démontrable par tous moyens, mais la confiance étant une convention, exigera, conformément à l'art. 1341 C. civ., la preuve par écrit au-delà d'une valeur de 500 francs. On aperçoit immédiatement la difficulté d'apporter une telle preuve, et complète, car il faudra établir l'identité d'objet de la confiance et de l'acte incriminé. Bien sûr, l'aveu pourrait être admis, mais il n'y faut guère compter. Cependant, la jurisprudence basée sur l'art. 1348 C. civ., a écarté la nécessité de la preuve par écrit des conventions, lorsque, par suite de certaines circonstances, il était matériellement ou moralement impossible de dresser cet écrit (dépôts nécessaires, dépôts de bagages, visites de médecins, gages de domestiques...). Il appartiendra au tribunal de s'inspirer de cette règle pour apprécier dans quelles circonstances la confiance d'invention pourra être prouvée autrement que par écrit. On peut penser que l'inventeur, communiquant sa découverte, déjà au point, à un industriel pour lui permettre d'en étudier l'intérêt en vue d'un achat éventuel, peut et doit se ménager une preuve écrite datée et signée de la communication. Par contre, d'autres situations semblent excuser le défaut d'écrit ; confiance à un ami, à un spécialiste éminent afin d'obtenir son avis désintéressé ; communication nécessaire à un préposé, collaborateur, pour la mise au point, les essais, la fabrication, ou à l'employeur pour l'exercice de son droit d'option, ou à un ingénieur-conseil pour le dépôt du brevet. Il faut, en définitive, laisser au tribunal la liberté d'admettre, dans chaque espèce, les modes de preuve suffisants, en se souvenant pourtant qu'il s'agit d'une convention.

§ 2. — PROTECTION PÉNALE DE LA CONFIDENCE. — Divers textes du Code pénal peuvent s'appliquer à certains cas de violation de secret. Nous étudierons brièvement, l'application possible des art. 378, 408, 405 relatifs au secret professionnel, à l'abus de

confiance et à l'escroquerie. L'art. 418 concernant le secret de fabrique sera examiné dans la Sous-section suivante.

a) *Secret professionnel*. — L'art. 378 du C. pénal, modifié par la loi du 16-2-1933, est ainsi libellé : « Les médecins, chirurgiens et autres officiers de santé, ainsi que les pharmaciens, les sages-femmes et toutes autres personnes dépositaires par état ou profession par fonctions temporaires ou permanentes, des secrets qu'on leur confie, qui, hors le cas où la loi les oblige à se porter dénonciateurs, auront révélé ces secrets, seront punis d'un emprisonnement d'un mois à six mois, et d'une amende de 100 à 500 francs ».

Il faut déterminer quelles personnes sont punissables par cet article. Aucun doute ne paraît permis pour les fonctionnaires de tous ordres, les officiers publics, pourvu qu'il s'agisse de confidences à eux faites en raison de leur qualité (Cass. Civ. 23-11-1932 — S. 1933, 1, 43 ; Cass. crim. 3-3-38 — S. 1938, 1, 209 ; il s'agissait de notaires). Par contre, l'art. 378 C. P. ne s'applique pas aux personnes ayant révélé des secrets dont elles n'étaient pas dépositaires forcées par leur état ou leur profession (Cass. 13-3-1897 — S. 98, 1, 425 ; Cass. 23-12-1910 — S. Som. II, 1, 44). La question a été posée et longuement controversée devant les tribunaux pour un comptable. L'affaire, d'abord jugée par le Trib. Corr. de Boulogne-sur-Mer (19-2-1930 — S. 30, 2, 79), puis par la Cour de Douai (26-7-1930, — S. 32, 1, 37), avait été portée en cassation (27-6-1931, — S. 32, 1, 37), puis renvoyée à la Cour d'Amiens (4-12-1931, — S. 32, 2, 19). Enfin, la Cour de Cassation criminelle a rendu l'arrêt du 14-1-1933, (S. 33, 1, 118) ainsi motivé : « Attendu que la révélation par les personnes énumérées à l'art. 378 C. pénal, des secrets à elles confiés, n'est punissable qu'à la condition que lesdits faits soient parvenus à leur connaissance à raison de leur état ou de leur profession ; attendu que si l'énumération de cet article est simplement énonciative elle ne saurait être étendue aux personnes n'ayant pas aux yeux de la loi une situation qui les désigne aux tiers comme des confidents nécessaires de leurs secrets et qui sont simplement des mandataires ordinaires »... « Mais attendu que les comptables, simples mandataires de leurs employeurs, n'exercent pas une profession aux actes de laquelle la loi dans un intérêt général et d'ordre public, a imprimé le caractère confidentiel et secret ; que par suite, ils ne sont pas assujettis

à garder le secret sur les actes de leurs fonctions ; que ces actes ne sont pas secrets par leur nature... ». Le pourvoi faisait valoir que le comptable était un confident nécessaire du fait du peu de connaissances de l'employeur et des difficultés et complexités de la législation fiscale. A l'appui de la même jurisprudence nous pouvons ajouter un jugement du Trib. Corr. de la Seine (28-4-1938 — Gaz. Pal. 1938, 2, 252) : « Attendu tout d'abord que les comptables des particuliers ne figurent pas au nombre des personnes astreintes au secret professionnel, qui sont désignées dans l'article 378 ; qu'ensuite la jurisprudence, encore qu'elle soit incertaine sur le point de considérer les comptables comme liés par le secret professionnel, paraît être orientée vers la négative, ainsi qu'il appert d'un arrêt de la Cour de Cassation en date du 14 janvier 1933 ; que dans de telles conjectures, B. n'a pu, comme comptable de la Sté D., commettre le délit qui lui est imputé ».

Avec une telle jurisprudence les agents de brevets devraient, par analogie, échapper aux pénalités de l'art. 378 C. P. L'argumentation présentée pour les comptables s'applique rigoureusement à eux. De même les autres confidents habituels des inventeurs, autres que les fonctionnaires, ne pourraient être soumis à ces pénalités. L'art. 378 ne sera donc pratiquement d'aucun secours aux inventeurs.

b) *Abus de confiance*. — L'art. 408 du Code pénal (Décret du 8-8-1935) est ainsi libellé : « Quiconque aura détourné ou dissipé, au préjudice des propriétaires, possesseurs ou détenteurs, des effets, deniers, marchandises, billets, quittances ou tous autres écrits contenant ou opérant obligation ou décharge, qui ne lui auraient été remis qu'à titre de louage, de dépôt, de mandat, de nantissement, de prêt à usage, ou pour un travail salarié ou non salarié, à la charge de les rendre ou représenter, ou d'en faire un usage ou un emploi déterminé, sera puni des peines portées en l'article 406 (emprisonnement de deux mois à deux ans, amende de 1.000 à 10.000 francs)... Si l'abus de confiance prévu et puni par le paragraphe premier a été commis par un officier public ou ministériel, ou par un domestique, homme de service à gages, élève, clerc, commis, ouvrier, compagnon ou apprenti au préjudice de son maître, la peine sera celle de la réclusion. Le tout sans préjudice de ce qui est

dit aux articles 254, 255 et 256, relativement aux soustractions et enlèvement de deniers, effets ou pièces, commis dans les dépôts publics ». Pour qu'il y ait abus de confiance, il ne suffit pas que les objets détournés aient été remis à un titre quelconque, il faut encore que la remise en ait été faite en exécution d'un des contrats limitativement énumérés à l'art. 408 C. pén. (Cass. Crim. 3-3-1934 — S. 1934, 1, 353 ; Cass. crim. 20-6-1931 — S. 1933, 1, 35 ; Cass. Crim. 15-3-1917 — S. 1920, 1, 234 ; Cass. Crim. 26-2-1904 — S. 1906, 1, 379) C'est au juge du fond qu'il appartient souverainement de constater l'existence des contrats civils dont la violation est invoquée (Cass. Crim. 25-4-1929 — S. 1932, 1, 120). La Cour de Cassation contrôle si la qualification donnée ne repose pas sur une dénaturation du contrat (Cass. Crim. 25-4-1929 ci-dessus).

Dans notre domaine, nous pouvons invoquer un arrêt de Cassation du 29-4-1848 (S. 48, 1, 654). Selon cet arrêt, les communications qu'un individu a faites à un autre de procédés industriels dont il serait inventeur, ne constituant pas un dépôt, l'abus, par ce dernier, du secret dont il lui avait été fait confidence, ne constitue pas le délit d'abus de confiance réprimé par l'art. 408 C. pén. « qui ne punit que l'abus de confiance résultant du détournement d'effets, deniers, marchandises, billets, quittances ou écrits contenant ou opérant obligation ou décharge » ; l'art. 408 ne peut « être appliqué à la violation d'un secret ». Pourtant, si la simple confidence n'est pas soumise à l'art. 408, on peut se poser la question en ce qui concerne la remise de pièces relatives à l'invention (description, dessins...), soit à titre de dépôt (par exemple, au jury d'un concours), soit à titre de louage (licence d'exploitation), de mandat ou pour un travail, salarié ou non (communication à un agent de brevet). Ces pièces ne peuvent, selon nous, être considérées comme des effets, deniers, marchandises, billets, quittances. Toutefois, on peut imaginer des cas où l'inventeur aurait remis un écrit contenant ou opérant obligation ou décharge relative à sa découverte ; alors l'art. 408 C. P. s'appliquerait.

La peine est aggravée pour les préposés et pour les officiers publics. Faut-il comprendre les fonctionnaires parmi ces derniers ? (pour l'affirmative, Garraud ; pour la négative, Garçon).

c) *Escroquerie*. — L'art 405 du C. P., modifié par le décret du 16-7-1935, punit d'un emprisonnement d'un an au moins et de cinq ans au plus, et d'une amende de 1.000 francs au moins et de 10.000 francs au plus « quiconque, soit en faisant usage de faux noms ou de fausses qualités, soit en employant des manœuvres frauduleuses pour persuader l'existence de fausses entreprises, d'un pouvoir ou d'un crédit imaginaire, ou pour faire naître l'espérance ou la crainte d'un succès, d'un accident ou de tout autre événement chimérique, se sera fait remettre ou délivrer des fonds, des meubles ou des obligations, dispositions, billets, promesses, quittances ou décharges, et aura, par un de ces moyens, escroqué ou tenté d'escroquer la totalité ou partie de la fortune d'autrui ».

Le délit d'escroquerie suppose la réunion de trois éléments : 1° l'emploi des moyens frauduleux indiqués ; 2° la remise ou la tentative de se faire remettre, les fonds ou valeurs également indiqués ; 3° le détournement de ces derniers, même s'il n'en résulte pas de bénéfice pour l'auteur. Si la remise n'a pas été obtenue par les moyens frauduleux énumérés, il n'y a pas escroquerie. L'article précité ne concerne que les choses mobilières corporelles : il ne pourrait donc s'appliquer à la confiance d'une invention provoquée par des moyens frauduleux, sauf si la confiance s'était concrétisée par la remise de description et de dessins (meubles corporels). Il s'appliquerait également en cas de remise par l'inventeur d'un acte contenant obligation, disposition, promesse ou décharge relative à la découverte.

SOUS-SECTION B. — EXPLOITATION DE L'INVENTION

§ 1. — PROTECTION DE DROIT COMMUN. — Si la confiance constitue une convention au moins tacite de secret, l'exploitation est un simple fait. Quiconque a eu connaissance du fait et de son objet, peut le rapporter, le divulguer, à moins qu'il n'y ait eu recommandation expresse contraire. L'exploitation comporte deux phases, la fabrication et la vente. La vente, lorsqu'elle permet de se rendre compte de l'invention, fait tomber celle-ci dans le domaine public ; c'est, au sens concret du mot, l'acte par excellence de mise à la disposition du public. La fabrication, au contraire, a généralement lieu dans des locaux privés,

non accessibles au public. Le secret de l'exploitation devra donc être protégé, d'une part, contre les confidents extérieurs (voir ci-dessus), d'autre part, contre les préposés à la fabrication même. Ceux-ci, comme tous les collaborateurs ou associés de la fabrique, sont des confidents quasi-nécessaires implicitement tenus au secret par leur contrat. La divulgation de l'invention par l'un d'eux sera une violation de contrat, susceptible d'entraîner la résiliation et faisant naître une créance en dommages-intérêts. Il en sera ainsi, que l'invention soit en cours d'exploitation ou non, ou encore à l'état d'étude ou dans la phase des essais. La divulgation du fait d'un préposé ou d'un associé tenu au secret est selon nous destructive de nouveauté, conformément à l'art. 31 de la loi de 1844, du moment qu'elle constitue une publicité matériellement suffisante. Il faut signaler, à ce sujet, un arrêt de la Cour de Paris (10-5-1856 — S. 56, 2, 531). L'objet de l'invention avait été exploité publiquement et vendu par un ouvrier de l'inventeur, avant le dépôt du brevet par ce dernier. Cet ouvrier et son complice avaient été condamnés par ailleurs, pour révélation et divulgation de secret de fabrique, aux peines portées par l'art. 418 C. P. et la Cour de Paris était saisie d'une action en contrefaçon dirigée contre les mêmes, lesquels opposaient la publicité antérieure. Si la Cour avait annulé le brevet à l'égard des poursuivis, ceux-ci tiraient bénéfice de leur délit puisqu'ils recevaient la liberté d'exploiter l'invention. Il est vrai que la Cour pouvait leur imposer des dommages-intérêts réparateurs du préjudice causé à l'inventeur par l'annulation du brevet, mais le paiement de ceux-ci était subordonné à la solvabilité des débiteurs, et ne valait-il pas mieux éviter le préjudice, dans toute la mesure du possible, en maintenant la validité du brevet à l'égard de l'ouvrier infidèle et de son complice ? La Cour de Paris l'a pensé, elle a considéré que la divulgation étant le résultat d'un délit, l'art. 31 de la loi de 1844 ne pouvait recevoir d'application. On a fait un sort excessif à cette décision. La doctrine a étendu la portée du principe, en oubliant le cas d'espèce et la circonstance essentielle que la divulgation antérieure était opposée par celui-là même qui l'avait commise frauduleusement. Il est permis de penser que si la divulgation avait été opposée par un tiers, la Cour aurait appliqué l'art. 31. Dans cette opinion, le brevet sera donc nul à l'égard des tiers, mais cette nullité ne

pourra être invoquée par celui qui l'a causée frauduleusement. Celui-là devra, d'une part, respecter le brevet, d'autre part, acquitter les dommages-intérêts représentant le préjudice causé par la nullité. La décision qui vient d'être analysée est la seule, à notre connaissance. Les autres jugements ou arrêts habituellement cités à l'appui du même principe ont été rendus dans des espèces où il n'y avait pas publicité (voir, notamment, Cass. req. 26-10-1885 — S. 87, 1, 317) ; de toute façon, il ne pouvait donc y avoir nullité.

Au cas où le préposé ou l'associé usurperait l'invention pour l'exploiter à son profit, il pourrait être actionné en concurrence déloyale (trib. com. Seine 13-5-1909 D. P. 1909, 5, 52 — voir également Paris 13-4-1878 — Ann. 78, 102 ; Caen 17-2-1887 — Ann. 87, 31 ; Grenoble 1-8-1887 — Ann. 90, 33 ; trib. civ. Seine 30-12-899 — Ann. 02, 52 ; Riom 5-4-1900 et Cass. 29-4-1901 — Ann. 01, 106 et 02, 34). La prise du brevet à son nom ou la cession de droits à des tiers sont réservées. (Sous-Sections D et E).

Le fait de divulgation ou d'usurpation sera prouvé par tous les moyens : le contrat de travail ou de société selon les règles qui le concernent.

§ 2. — PROTECTION PÉNALE DU SECRET DE FABRIQUE. — L'art. 418 du Code Pénal modifié par la loi du 13-3-1863, punit d'emprisonnement et d'amende tout directeur, commis, ouvrier qui aura communiqué ou tenté de communiquer des secrets de la fabrique où il est employé. L'application de l'art. 418 suppose (voir notamment : Cass. crim. 30-12-1931 — Ann. 32, 170 ; Trib. Corr. Seine 19-12-1932 — Ann. 34, 27 ; C. Paris 18-7-1934 — Ann. 34, 401) :

1° — *La qualité d'employé.* — Un jugement du trib. corr. de la Seine du 24-7-1915 (D. 1915, 2, 48) avait estimé nécessaire qu'au moment de la communication l'ouvrier soit toujours employé de la fabrique. Dans cette opinion, l'ouvrier ayant quitté la fabrique n'était plus soumis à l'art. 418. D'autres décisions (Cass. crim. 24-4-1863 — Ann. 63, 356 ; C. Paris 31-7-1872 — Ann. 76, 197) avaient étendu les sanctions de l'art. 418 au cas où l'employé avait commencé avant son départ des relations avec le nouveau patron auquel il divulgua le secret. Enfin, la Cour de Cassation, Ch. crim., dans un arrêt du 6-12-1923 (Ann. 25, 125) affirme qu'il y a lieu d'appliquer l'art. 418 du moment

où il est constant que l'ouvrier a connu le secret de fabrique comme employé du premier patron. Dans ce sens, C. Paris 13-1-1937 — Ann. 38, 113.

2° — *Le fait matériel de la communication ou de la tentative accompagné de l'intention frauduleuse.* — Il n'y a pas délit dans le fait, par des ouvriers, d'user personnellement des secrets de fabrication d'un ancien patron (Paris 30-6-1876 — Ann. 76, 199). Toutefois, l'ouvrier qui, en vue de fabriquer pour son propre compte, emporte de chez son patron des documents ou dessins (les eût-il confectionnés lui-même, ils appartiennent au patron) s'expose à des dommages-intérêts pour concurrence déloyale (Trib. Com. Seine 13-5-1909 D. P. 1909, 5, 52). Lorsqu'il y a doute sur l'existence du délit prévu par l'art. 418, il est souvent possible de prouver le délit de corruption d'employé puni par l'art. 179, § 2 du Code Pénal, modifié par la loi du 16-2-1919. (C. Paris 17-3-1933 — Ann. 34, 123 ; Cass. crim. 12-4-1935 — Ann. 37, 347).

3° — *L'existence d'un véritable secret de fabrication.* — Constitue un secret de fabrique au sens de l'art. 418 (Cass. crim. 30-12-1931) tout procédé de fabrication offrant un intérêt pratique ou commercial, mis en usage par un industriel et tenu par lui caché à ses concurrents, qui ne le connaissaient pas.

Le procédé peut être brevetable ou non, (voir, notamment : Paris 20-2-1863 — Ann. 63, 363 ; Paris 31-4-1872 — Ann. 76, 197 ; Trib. Corr. Seine 22-2-1926 — Ann. 26, 225 ; Cass. crim. 27-11-1931 — S. 33, 1, 197), mais il faut qu'il ait un caractère secret, qu'il ne soit pas connu des concurrents Une invention brevetable nouvelle est donc comprise dans la définition, mais si le brevet a été délivré le secret disparaît. Il faut, en outre, qu'il y ait fabrication industrielle. Notamment, de simples expériences de laboratoire ne suffisent pas (C. Paris 18-7-1934). Quid si la fabrication est pratiquement possible mais si, pour une raison quelconque, le procédé n'a pas encore été mis en usage lorsque la révélation frauduleuse en a été faite par un employé ? En particulier une telle révélation portant sur une invention brevetable parfaitement au point mais non encore appliquée dans l'usine ne tombe-t-elle pas sous le coup de l'art. 418 ? Nous le pensons, bien qu'en matière pénale l'expression « secret de fabrique » s'interprète restrictivement.

SOUS-SECTION C. — LA SURPRISE FRAUDULEUSE DU SECRET
DE L'INVENTION

La connaissance d'une invention par un fait quelconque n'impose pas le secret, ni le respect d'aucun droit exclusif à l'exploitation, sauf convention contraire tacite ou expresse (confiance, contrat de travail ou de société...). La nature expansive des inventions les prédispose à la circulation. Qui-conque aura connu une invention sans obligation particulière, pourra donc, en principe, la divulguer ou l'utiliser ; à cela, une seule exception, qui se justifie d'elle-même, lorsque l'invention a été surprise frauduleusement.

La protection de droit commun contre une telle surprise sera la même que dans les autres cas : action en dommages-intérêts civils ou en concurrence déloyale (l'examen de l'usurpation du brevet et des droits acquis par les tiers étant toujours réservé pour les sous-sections D et E) ; en outre, en cas de divulgation, l'institution du délai préalable de six mois prévu ci-dessus serait fort utile, à condition qu'il vise toute divulgation « basée sur l'invention », sans en distinguer l'auteur (l'inventeur lui-même, un confident ou un fraudeur). Il n'y a pas de contrat préexistant ; la fraude consistant en un fait de nature exclusivement délictuelle, pourra être établie par tous moyens, même par témoins (Paris 25-11-1885 — Cass. 24-6-1886 — Ann. 88, 217). En outre les dommages-intérêts sont basés sur l'art. 1382 C. Civ. ; ils devront donc toujours représenter le montant intégral du préjudice, prévu ou imprévu.

L'inventeur est-il protégé pénalement contre la surprise frauduleuse ? L'art. 379 C. Pén. dispose que « quiconque a soustrait frauduleusement une chose qui ne lui appartient pas est coupable de vol ». La soustraction suppose l'appréhension et l'enlèvement de la chose par le voleur, la dépossession du volé ; elle ne peut donc s'appliquer qu'aux choses mobilières matérielles : les choses immatérielles ne peuvent être l'objet d'un vol. Ainsi, lorsque le secret d'une invention est surpris et dérobé, il n'y a pas délit de vol puni par l'art. 379. Il en serait différemment pour la description et les dessins, meubles corporels.

SOUS-SECTION D. — LA SITUATION DES AYANTS-CAUSE
DE L'INVENTEUR APPARENT

a) *Généralités.* — Le confident, le préposé ou l'associé, ou toute personne ayant acquis, par un moyen quelconque, la connaissance de l'invention secrète, peut se faire passer pour l'inventeur et céder à un tiers des droits sur sa prétendue découverte. Ce tiers sera, en quelque sorte, un usurpateur secondaire. Quelles seront les actions mises à la disposition de l'inventeur véritable contre cet usurpateur secondaire ? Si ce dernier est de mauvaise foi, il doit être traité comme l'usurpateur primaire ; l'inventeur aura, sans aucun doute, contre lui, les mêmes actions en dommages-intérêts ou en concurrence déloyale (voir notamment, Cass. Req. 26-10-1885, S. 87, 1, 317 — Lyon 1-7-1870, Ann. 83, 99 — Grenoble 12-5-1885, Ann. 86, 10 — Paris 4-7-1856, Ann. 56, 290) ; en outre, le tiers pourra être soumis aux peines de la complicité, lorsqu'il aura participé à un délit pénal commis à l'occasion de l'usurpation. Quid si l'ayant-cause de l'usurpateur primaire a pu, de bonne foi, le considérer comme l'inventeur authentique ? Autrement dit, quelle sera la situation du sous-acquéreur de bonne foi à l'égard de l'inventeur véritable ; celui-ci devra-t-il respecter les actes accomplis par l'inventeur apparent ?

La question n'est pas particulière à l'invention, elle se pose pour la protection de tous les biens et de tous les titulaires de droits, compte tenu de l'intérêt des tiers acquéreurs de bonne foi. On a pu soutenir qu'en dernière analyse, les biens sont les droits ; en tout cas il n'y aurait pas de biens s'ils n'étaient pas l'objet de droits, relatifs ou absolus. Les droits relatifs s'exercent entre deux personnes, le créancier, le débiteur ; ils sont, la plupart du temps, constatés par un titre écrit indiquant le nom des deux parties ou au moins du débiteur ; leur transmission suppose certaines formalités (formalités de l'art. 1690 C. civ. pour les créances ordinaires ; endossement ou transfert pour les titres à ordre ou nominatifs) qui garantissent à la fois le titulaire et les tiers. Enfin, l'art. 1240 C. civ. répute valable le paiement fait de bonne foi au possesseur de la créance, encore que celui-ci en soit par la suite évincé ; cette règle qui s'applique notamment à l'héritier apparent, est de nature à sauvegarder les intérêts des tiers de bonne foi. Quant aux titres

au porteur, ils sont assimilés à des meubles corporels ; l'art. 2279, « En fait de meubles, la possession vaut titre », protège suffisamment les tiers.

Les droits absolus portent sur des choses matérielles, meubles ou immeubles, ou sur des choses immatérielles. L'acquéreur de bonne foi d'un meuble corporel est protégé contre la revendication du propriétaire par les art. 2279 et 2280. « En fait de meubles, la possession vaut titre » ; la revendication n'est permise qu'au cas où la chose a été perdue ou volée et, si le possesseur l'a achetée dans des conditions normales (dans une foire ou un marché, dans une vente publique ou chez un marchand), le revendiquant doit lui rembourser le prix qu'elle a coûté. Selon la jurisprudence de la Cour Suprême, l'art. 2279 « ne s'applique qu'aux meubles corporels susceptibles d'une tradition manuelle et ne s'étend pas aux meubles incorporels » (Civ. 26-1-1914 — S. 1920, 1, 27 ; voir aussi Req. 4-11-1902 — S. 1903, 1, 173). Les Cours d'appel avaient jugé différemment en ce qui concerne les fonds de commerce, avant la loi de 1909 (Paris 13-3-1909 — S. 1920, 1, 27 ; voir aussi Paris 23-5-1901, 27-6-1904, 11-7-1904 et 22-11-1904 — S. 1905, 2, 121, Note Wahl ; D. P. 1903, 2, 97. Note Percerou). On pourrait songer à reprendre, dans l'intérêt des tiers ayant traité de bonne foi avec l'inventeur apparent, les arguments présentés dans ces occasions, mais nous pensons avoir mieux.

L'acquéreur de bonne foi d'un immeuble n'est protégé par aucun texte contre la revendication du véritable propriétaire. Notre code est basé sur le respect le plus absolu de la propriété immobilière, mais il suffit à l'acheteur éventuel de s'assurer que la chaîne des titres de propriété successifs remonte au moins à trente ans en arrière et il en a le moyen, d'autant plus que les transmissions immobilières sont soumises à publicité. En outre, une jurisprudence ancienne et ferme a préféré, sans même pouvoir s'appuyer sur un texte, l'intérêt de l'acquéreur à celui du propriétaire dans une hypothèse ; elle concerne les actes accomplis par l'héritier apparent. Il faut citer, notamment, l'arrêt de la Cour Suprême, Ch. Civ. du 26-1-1897 — S. 1897, 1, 313 : « Dès que l'erreur commune et invincible, ainsi que la bonne foi des tiers sont établies, les aliénations consenties par l'héritier apparent échappent à toute action en résolution dirigée par l'héritier véritable » (voir aussi Cass. Req. 20-5-1935, D. P.

1935, 1, 97). Cette jurisprudence se base surtout sur « des considérations d'ordre public et d'intérêt général ». Il nous semble que les mêmes considérations valent pour refuser à l'inventeur véritable une action quelconque contre le tiers ayant acquis de bonne foi des droits de l'inventeur apparent. Nous y ajouterons des arguments tirés du défaut de publicité légale, de l'intérêt même du crédit des inventeurs, et de la nature de l'invention.

b) *La doctrine de la validité des actes de l'inventeur apparent à l'égard des tiers de bonne foi.* Le devoir de l'acheteur éventuel est de s'assurer qu'il contracte bien avec le titulaire du droit. Comment peut-il le faire en l'espèce ? La personne qui révèle une invention ne doit-elle pas être considérée a priori comme l'auteur ? C'est le système admis par le législateur lui-même en matière de dépôt de brevet ; on ne saurait être plus rigoureux pour le tiers acquéreur. D'ailleurs, l'inventeur véritable jouit d'un moyen légal d'acquérir un droit intellectuel opposable aux tiers, c'est le dépôt du brevet. En l'absence de cette formalité de publicité, l'invention est inopposable par son auteur négligent à l'acquéreur de bonne foi. N'ayant pas utilisé le moyen mis à sa disposition, l'auteur devait au moins prendre les précautions nécessaires pour protéger le secret de son invention et, notamment, dans le choix de ses confidents, de ses préposés ou associés. En outre, si l'inventeur véritable conservait pendant trente ans une action contre le tiers de bonne foi ayant acquis à non domino, faute de pouvoir s'assurer du droit de l'inventeur, les acquéreurs préféreraient souvent ne pas contracter : le crédit des inventeurs recevrait un coup très grave. Ces raisons nous paraissent d'autant plus déterminantes qu'en la matière nous ne sommes pas liés par les principes régnants dans d'autres domaines du droit. L'invention, bien immatériel, et les droits de l'auteur ont toujours été ignorés de l'ancien droit : il faut établir leur statut en pleine indépendance, conformément à la nature des choses et des intérêts. Et, d'ailleurs, la protection des tiers de bonne foi n'est-elle pas une règle implicite du droit ? Pourquoi ne trouverait-elle pas ici son application ?

En principe donc, l'inventeur véritable n'aurait aucune action contre le tiers ayant traité de bonne foi avec l'inventeur apparent, la jurisprudence ayant à apprécier les circonstances de chaque espèce. Il semble pourtant nécessaire d'apporter un

tempérament concernant l'acquéreur de bonne foi à titre gratuit. Qu'il soit libéré pour le passé suffit ; il n'y a pas de raison pour qu'il ne respecte pas à l'avenir les droits de l'inventeur véritable.

En somme, l'inventeur pourrait toujours exercer ses droits sans limitation contre le sous-acquéreur de mauvaise foi et interdire au sous-acquéreur de bonne foi, à titre gratuit, de les violer à l'avenir ; mais il devrait respecter les droits acquis à titre onéreux par un tiers de bonne foi. Tel est le système que nous croyons pouvoir être adopté en l'absence de texte, compte tenu des principes régissant l'institution du brevet d'invention et surtout le dépôt, acte de publicité, prévu dans l'intérêt des tiers.

c) *La doctrine et la jurisprudence actuelles.* — La doctrine a cependant toujours enseigné, dans le cas d'usurpation de brevet qui sera étudié ci-après, que l'action en revendication admise contre l'usurpateur devrait produire des effets même à l'égard des tiers de bonne foi ; elle applique les principes de droit commun qui veulent que personne ne puisse transférer un droit qu'il n'a pas ou que la résolution des droits de l'auteur entraîne celle des droits de l'ayant-cause. Nous pensons avoir montré que le principe dominant ici c'est celui qui sanctionne le défaut de publicité (dépôt de brevet) par l'inopposabilité (de l'invention) aux tiers. Un arrêt ancien de la Cour de Paris (4-7-1856, Ann. 56, 290) a paru conforme à la doctrine générale. Il s'agissait d'un associé ayant pris, pour l'invention appartenant à la société, un brevet à son nom et cédé ce brevet à un tiers, lequel avait fait régulièrement enregistrer son titre à la Préfecture, conformément à l'art. 20 de la loi de 1844. Le Tribunal de la Seine, dont les motifs furent confirmés par la Cour, avait ainsi raisonné : « Attendu que le cessionnaire ne peut avoir plus de droits que le cédant ; que ce principe du droit commun n'a reçu aucune exception dans la loi spéciale qui régit les brevets d'invention ; que si cette loi établit, au profit des cessionnaires lorsqu'ils ont rempli les formalités de dépôt et d'enregistrement une présomption de propriété contre les tiers, en général, c'est-à-dire contre les cessionnaires postérieurs ou contre les contrefacteurs qui n'excipent d'aucun droit provenant du cédant, cette présomption n'a aucune force contre ceux qui revendiquent vis-à-vis du cédant

lui-même la propriété ou la co-propriété de l'invention primitive dont ils prétendent avoir été dépouillés par lui ; que s'il en était autrement l'usurpateur d'une invention pourrait facilement se mettre à l'abri de toute poursuite en cédant son brevet immédiatement après la faute qu'il aurait commise pour se l'approprier ; qu'il est impossible de croire, en l'absence d'une disposition expresse, que le législateur ait voulu consacrer un tel privilège au profit des cessionnaires de brevets, contrairement aux principes généraux du droit ». Cette argumentation omet l'essentiel selon nous : en l'espèce, si la société voulait acquérir sur l'invention lui appartenant un droit opposable aux tiers, elle devait accomplir avec diligence la formalité de publicité prévue par la loi, le dépôt du brevet à son nom. Faute de quoi, le cessionnaire ayant traité avec l'inventeur apparent devait être préféré, s'il était de bonne foi. Or, il ne l'était justement pas et il est permis de penser que cette circonstance a été prépondérante. En effet, les premiers juges relèvent de l'examen du contrat de vente que le cessionnaire reconnaissait implicitement n'avoir d'autres droits que ceux de son cédant vis-à-vis des anciens associés de ce dernier. Il ne nous paraît donc pas que cette décision puisse fonder une jurisprudence définitive qui serait en opposition avec la nature du dépôt, acte de publicité.

SOUS-SECTION E. — LA PRISE DU BREVET PAR L'USURPATEUR

L'usurpation de l'invention prend le plus souvent la forme du dépôt du brevet. Le brevet ne peut être valablement pris que par l'inventeur ou son ayant-cause, entre vifs ou à cause de mort (Art. 1^{er} de la loi de 1844 et jurisprudence). L'inventeur n'est d'ailleurs pas obligé de prendre le brevet. Il est maître de l'œuvre ; il peut la garder secrète ou la mettre gratuitement à la disposition du domaine public. Lorsque le brevet aura été pris par un usurpateur, l'inventeur aura le choix entre plusieurs actions selon qu'il désire ou non se réserver le profit de l'invention.

a) *L'action en dommages-intérêts et l'action en subrogation.*
Dans le premier cas, il pourra obtenir, en principe, les dommages-intérêts réparateurs du préjudice pécuniaire causé par l'usurpation. Une forme convenable de réparation, qui pourra remplacer totalement ou partiellement les dommages-intérêts,

consistera dans l'attribution du brevet à l'inventeur, qui sera substitué au titulaire frauduleux. Une telle substitution, ou subrogation, n'est certes pas prévue expressément par la loi de 1844, mais peut, cependant, être tirée de l'art. 1^{er} précité. En outre, c'est un procédé de technique jurisprudentielle assez classique que de prescrire la forme de réparation la mieux appropriée au préjudice, au lieu de dommages-intérêts. La subrogation paraît parfaitement justifiée dans le cas où le brevet est pris dans de bonnes conditions pour protéger l'invention, (Paris 29-1-1859, Ann. 59, 131. Paris 25-11-1885 et Cass. 24-6-1886. Ann. 88, 217. Paris 24-6-1904, Ann. 04, 301, confirmé par Cass. 17-10-1905, S. 1906, 1, 320. Paris 14-1-1898, confirmé par Cass. 26-4-1900, S. 01, 1, 100. Trib. Seine 6-5-1931, Ann. 33, 36). Si l'invention est mal décrite dans le brevet, le préjudice est diminué et l'inventeur pourra préférer demander la nullité du brevet (Trib. Civ. Seine 9-12-1864, Gaz. Trib. 23-12), soit pour usurpation (voir ci-après), soit pour un motif invoquable par tout le monde, comme l'insuffisance de description (art. 30), quitte à déposer lui-même un nouveau brevet.

Le titulaire du brevet d'invention ne pourrait invoquer la déchéance ou la nullité du brevet pour repousser momentanément l'action en subrogation jusqu'à ce que la question de validité du brevet soit tranchée. Il faut cependant signaler en sens contraire un jugement du Tribunal civil d'Avesnes, du 3-4-1874, Ann. 74, 382, selon lequel le demandeur doit justifier non seulement de son droit, mais de son intérêt ; or, il n'aurait pas d'intérêt à revendiquer le brevet si celui-ci était nul ou déchu. Nous ne pensons pas ainsi : en cas de déchéance (non rétroactive), la subrogation peut présenter de l'intérêt pour la période de validité comprise entre le dépôt et la date de déchéance ; dans tous les cas, l'inventeur peut avoir un intérêt moral à se faire substituer au titulaire du brevet : enfin, et surtout, le brevet est un titre de forme et l'intérêt de l'inventeur consiste à se voir attribuer ce titre, quelle que soit sa valeur au fond.

Toutefois, l'usurpateur doit être, en principe, admis à prouver le défaut de brevetabilité ou de nouveauté de l'invention à la date de l'usurpation, afin d'éviter les dommages-intérêts destinés à réparer le préjudice pécuniaire subi par l'inventeur. Il est vrai que ce préjudice peut exister en fait même en cas de nullité du brevet ; alors il est inutile d'admettre le poursuivi a

établir la nullité. Ainsi décidé par Cass. 16-12-1901 (S. 1906, 1, 486) : le brevet avait été pris à son propre nom par un mandataire chargé d'effectuer le dépôt à celui de l'inventeur. En outre, le mandataire avait conservé et exploité pendant deux années deux machines construites par l'inventeur et qu'il refusait de restituer. Les premiers juges avaient condamné le mandataire à des dommages-intérêts représentant uniquement le bénéfice que l'inventeur aurait retiré pendant les deux années de l'exploitation des machines. Dans ces conditions, la Cour Suprême a déclaré qu'il n'y avait pas lieu d'examiner, comme l'avait demandé l'usurpateur, si le brevet n'était pas nul à raison d'antériorités, du moment que sa validité n'avait, en fait, pas été contestée pendant le temps de l'usurpation et que, par suite, il avait produit tout son effet utile.

Le brevet étant un titre de forme valide *a priori*, l'inventeur devra prouver l'usurpation contre le titulaire du brevet (Lyon 2-1-1906, La loi 18-6-1906 ; Paris 28-5-1867, Ann. 67, 372 ; Lyon 1-3-1933, Ann. 34, 135 ; Cass. 13-2-1934, Ann. 35, 77). Si elle résulte d'une convention, on appliquera, en principe, les règles valables en cette matière (voir ci-dessus) ; émane-t-elle d'une surprise frauduleuse, celle-ci pourra être établie par tous moyens (Cass. 24-6-1886, Ann. 88, 217). Nous signalons un jugement du tribunal civil de Rouen du 7-3-1846 (S. 1848, 2, 582). Le tribunal pose d'abord le principe : « Attendu que s'agissant de faits de fraude et de vol, la preuve de ces faits reste en dehors de toutes les règles ; qu'il ne suffit pas sans doute de simples allégations, mais qu'il y a lieu de recourir aux présomptions dont la gravité, la précision et la concordance peuvent opérer la conviction, et tenir lieu d'une autre preuve impossible ». Puis il tire ces présomptions de divers indices : en premier lieu de l'association ayant existé entre les parties pour l'exploitation de l'invention ; en suite — ceci est savoureux — de l'embarras extrême de l'usurpateur à exposer sa prétendue invention autrement qu'en phrases inintelligibles, montrant ainsi son ignorance et la fraude, devant l'aisance et la clarté du véritable inventeur. En conclusion, il ordonne la substitution du nom de ce dernier à celui du titulaire du brevet, sans préjudice des dommages-intérêts dus pour exploitation frauduleuse. La Cour Royale de Rouen (28-1-1847) a confirmé le jugement, sauf en ce qui concerne la substitution de nom ordonnée « par erreur » et

que « l'autorité administrative serait seule compétente pour opérer ». Nous retrouverons cette question tout à l'heure.

Par qui et contre qui peut être exercée l'action en subrogation ? Par l'inventeur, d'abord ; par ses héritiers également ; par ceux auxquels il aurait cédé l'action, à titre onéreux ou gratuit. Les créanciers, ou le syndic, pourront aussi l'intenter mais en mettant l'inventeur en cause, afin de lui permettre de demander, s'il le préfère, la nullité du brevet (voir ci-dessous). L'action en subrogation sera ouverte contre l'usurpateur lui-même ou contre le tiers de mauvaise foi ayant pris le brevet à son nom à la suite de la révélation du premier. Celui qui, de bonne foi, aurait acquis, à titre onéreux, de l'inventeur apparent, le droit de déposer le brevet serait à l'abri de l'action de l'inventeur véritable. La bonne foi est toujours présumée ; il suffit qu'elle existe au moment de l'acquisition. Par contre, l'acheteur de bonne foi à ce moment pourrait demander la nullité de la vente et des dommages-intérêts (art. 1599, C. Civ.). Contre le sous-acquéreur de bonne foi à titre gratuit, la subrogation serait admise pour l'avenir. L'action peut être intentée dans le délai de droit commun de 30 ans à compter de l'usurpation.

b) *Les effets de la subrogation à l'égard des tiers.* — En principe, l'inventeur véritable est réputé titulaire du brevet depuis l'origine, de sorte que l'usurpateur ayant exploité l'invention dans l'intervalle, doit être traité comme un contrefacteur. Quant aux tiers ayant acquis des droits du premier titulaire, leur situation doit être déterminée selon les règles fixées dans la section précédente, en combinaison avec les règles de publicité inscrites dans les lois du 5-7-1844 et du 26-6-1920. Les droits des ayants-cause de mauvaise foi sont résolus comme ceux du premier breveté ; ceux des ayants-cause de bonne foi à titre gratuit s'éteignent pour l'avenir ; mais leurs droits pour le passé, comme ceux des ayants-cause de bonne foi à titre onéreux sont opposables au subrogé sous réserve de l'accomplissement des formalités de publicité que nous allons préciser maintenant.

Le système de publicité des droits portant sur les brevets d'invention est complexe (voir l'ouvrage de M. Simoni). Nous nous contenterons d'envisager les principaux textes : art. 20 et 21

de la loi du 5-7-1844 ; art. 4, § 1 de la loi du 26-6-1920. La subrogation n'a qu'un effet déclaratif ; elle n'est donc pas soumise aux art. 20 et 21 de la loi de 1844 qui ne concernent que les cessions et mutations. Par contre, aux termes de l'art. 4 de la loi de 1920 « aucune transmission de propriété, aucune cession ou concession d'exploitation ou de gage relativement à un brevet ne sera valable à l'égard des tiers qu'après avoir été inscrite sur le Registre spécial des Brevets d'invention, tenu à l'Office National de la Propriété Industrielle, où sont mentionnés les noms et adresses des titulaires, cessionnaires ou concessionnaires des brevets, ainsi que toutes les indications ou notifications relatives aux actes affectant la propriété des brevets ». La subrogation étant, sans aucun doute, un de ces actes, les indications ou notifications y-relatives peuvent être inscrites, elles le doivent donc (on ne comprendrait pas que le législateur autorise l'inscription sans raison) pour être opposables au tiers. Parmi les tiers auxquels s'applique la loi de 1920, figurent ceux qui ont acquis un droit sur le brevet, les créanciers dans certains cas (faillite, saisie) et même les contrefacteurs (Simoni, p. 81 et suiv.), mais ces tiers ne pourront opposer le défaut de publicité de la subrogation s'ils n'ont pas eux-mêmes effectué auparavant la publicité prévue pour l'acte dont ils tirent leur droit. Ainsi, l'inventeur véritable pourra faire inscrire sa demande en subrogation ou le jugement qui l'a prononcée : a) les sous-acquéreurs de mauvaise foi seront soumis à la subrogation et verront leurs droits résolus même s'ils ont publié antérieurement leurs titres (C. Paris 4-7-1856 ci-dessus) ; b) Les sous-acquéreurs de bonne foi à titre gratuit seront dans la même situation pour l'avenir, à partir de la publicité de la subrogation. c) les sous-acquéreurs de bonne foi à titre onéreux ne conserveront leurs droits que s'ils ont été publiés régulièrement avant la publicité de la subrogation, il en sera de même pour les sous-acquéreurs de bonne foi à titre gratuit, en ce qui concerne le passé. On conçoit que l'inventeur véritable aura le plus grand intérêt à publier la demande en subrogation, sans attendre le jugement, afin d'éviter des inscriptions dans l'intervalle.

Quid des contrefacteurs ? Ils sont soumis à l'action en contre-

façon intentée par le titulaire du brevet ou son cessionnaire régulier. Ils ne peuvent leur opposer l'usurpation, l'action étant réservée à l'inventeur lui-même (Voir Titre III, Chapitre 1^{er}, Section 2, Cass. 25-1-1856). Il faut donc les considérer comme libérés pour tous les actes de contrefaçon dont le titulaire du brevet a obtenu réparation en justice : le subrogé pourra poursuivre seulement les actes de contrefaçon accomplis depuis la publicité de la subrogation, et les actes antérieurs non atteints par la prescription de trois ans pourvu qu'ils n'aient pas déjà fait l'objet d'une réparation au profit du titulaire précédent. Il peut se faire qu'un contrefacteur saisi d'une réclamation du breveté ait traité à l'amiable avec lui pour éviter le procès : dans ce cas, il doit être considéré comme un ayant cause.

c) Les effets de la subrogation à l'égard de l'Administration.

— Quels sont les effets de la subrogation à l'égard de l'Administration ? A l'égard des tiers, la subrogation produira ses effets dès qu'elle aura été publiée au Registre spécial des brevets, conformément à la loi du 26-6-1920. Mais cette publicité ne produit aucun effet vis-à-vis de l'Administration elle-même : il faut, comme il suffit, que le jugement définitif prononçant la subrogation, transmis par le tribunal ou notifié par le subrogé à l'Administration, soit suivi d'une requête du subrogé demandant à être traité désormais comme le véritable propriétaire ; cette requête peut être présentée en même temps que les formalités en vue de la publicité au Registre spécial des brevets, mais elle est juridiquement distincte. Certains jugements ordonnent en cas de subrogation la substitution du nom du subrogé à celui de l'usurpateur. Selon nous, il ne doit pas y avoir de substitution proprement dite. En effet, les indications relatives au brevet figurent sur plusieurs registres : registres des procès-verbaux de dépôts dans les Préfectures et à l'Office National ; registre central des demandes à l'Office National ; registres tenus dans les Préfectures et à l'Office National pour la publicité prévue par l'art. 20 de la loi de 1844 ; registre spécial des brevets tenu à l'Office National pour la publicité prévue par la loi de 1920. Il suffirait d'inscrire sur ce dernier le jugement de subrogation. D'autre part, le brevet lui-même est constitué par l'arrêté de délivrance

et le fascicule imprimé : ces deux titres mentionnent qu'à telle date, il a été délivré, à M. X., un brevet d'invention sous tel numéro pour tel objet, étant entendu que la délivrance est faite sans examen et sans garantie. Dans ces conditions, le nom figurant sur l'arrêté et le fascicule n'est jamais que celui de la personne à laquelle le brevet a été délivré et les tiers savent que pour connaître le véritable titulaire, ils doivent, au moins, demander un état des inscriptions portées au Registre spécial des brevets. Il suffirait donc que l'Administration indique à son dossier que, par tel jugement définitif, M. Y. est subrogé aux droits de M. X. Elle le fera sur transmission ou notification à cet effet du jugement. En tout cas ce jugement ne doit pas contenir une injonction à l'Administration de faire le nécessaire mais laisser simplement à l'intéressé le soin de se pourvoir devant elle. Sinon, il y aurait infraction au principe de la séparation des autorités administratives et judiciaires — voir ci-dessus C. Rouen 28-1-1847 ; voir également Cass. civ. 16-2-1937 (S. 37, 1, 43) en matière de radiation de marque : « Si..., par analogie avec les dispositions de l'art. 39 de la loi du 5-7-1844, il appartient aux tribunaux prononçant la nullité d'une marque d'ordonner la transmission du jugement à l'Office National de la Propriété Industrielle aux fins de publication, aucun texte ne les autorise à ordonner la radiation de cette marque sur les registres dudit Office où elle figure ; d'où il suit qu'en ordonnant la radiation sur les registres de l'Office National de la Propriété Industrielle de la marque... la Cour d'appel de Besançon (26-2-1930) a excédé ses pouvoirs » : voir enfin l'étude du Prof. Ghiron dans Ann. 1938, 92.

d) *L'action en nullité.* — L'inventeur victime d'un usurpateur peut ne pas vouloir se réserver le profit de la découverte mais désirer la mettre gratuitement à la disposition du public. Le seul moyen de lui donner satisfaction, c'est de lui donner une action en nullité du brevet pour usurpation d'invention. Sans doute, ce cas de nullité n'est pas inscrit dans l'art. 30 de la loi de 1844, mais il résulte directement de l'art. 1^{er}. « Toute nouvelle découverte ou invention... confère à son auteur... le droit exclusif d'exploiter à son profit ladite découverte ou invention. Ce droit est constaté par des titres délivrés par le gouvernement, sous le nom de brevets d'invention ». Les brevets ne sont donc délivrés valablement qu'à l'auteur

de l'invention, ou à son ayant droit. Il faut, en outre faire respecter, dans toute la mesure du possible, la maîtrise de l'auteur : il convient donc de lui donner une action en nullité du brevet usurpé. Toutefois, pour les mêmes raisons exposées à propos de l'action en subrogation cette action ne devra être admise et produire d'effets que contre les usurpateurs et les tiers de mauvaise foi, ou les sous-acquéreurs de bonne foi à titre gratuit ou onéreux n'ayant pas publié régulièrement leurs titres. Les contrefacteurs bénéficieront naturellement de la nullité, qui ne pourrait être qu'une nullité absolue. La nullité sera portée à la connaissance des tiers par l'inscription, à la diligence du ministère public ou de l'inventeur, du jugement ou de la demande, au registre spécial des Brevets conformément à la loi du 26-6-1920. L'action en nullité du brevet pour usurpation, en vue de mettre l'invention dans le domaine public, est une conséquence de la maîtrise de l'auteur ; elle est donc rigoureusement personnelle et ne pourrait être exercée par les créanciers, pour lesquels elle n'offre pas d'intérêt pécuniaire — au contraire ; les héritiers pourraient intenter l'action dans l'intérêt de la mémoire de l'auteur. La nullité d'un brevet usurpé a été prononcée par un jugement en date du 25-3-1893 du Trib. Civ. de la Seine confirmé en appel et en cassation (Ann. 96, 55) : L'industriel inventeur avait déposé son brevet le 21-7-1891, mais dès le 11-5-1891, un brevet avait été pris pour la même invention par un tiers à la suite d'une communication frauduleuse d'un ouvrier de l'industriel. Le tribunal a déclaré le brevet du tiers « nul et vicié en son ensemble ».

e) *L'usurpation du brevet par erreur.* — Le cas peut se présenter. Supposons que l'agent d'une société effectue le dépôt d'un brevet de sa société. Il arrive qu'il omette d'indiquer sa qualité de représentant de la société ; alors le brevet est délivré à son propre nom. De même le mandataire d'un inventeur effectue parfois le dépôt comme s'il était co-inventeur et le brevet est délivré aux deux noms, ou bien l'un des co-inventeurs dépose à son seul nom. Comment réparer l'erreur ? L'administration procède aux opérations de délivrance en se conformant rigoureusement à la demande et n'admet pas, nous le verrons plus loin, que le nom du déposant soit modifié après coup, à fortiori après la délivrance ; elle craint des erreurs simulées pour opérer de véritables cessions de brevet, en échap-

pant aux prescriptions de la loi de 1844 et à la législation fiscale. Il faudra donc que les intéressés demandent aux tribunaux de constater par exemple que l'invention appartenait à la société, que le brevet devait être pris à son nom et qu'elle doit être subrogée dans les droits du breveté. La subrogation produira ses effets à l'égard des tiers et de l'administration comme nous l'avons exposé ci-dessus. Quid si le déposant reconnaît son erreur dans une convention conclue avec l'inventeur ou le co-inventeur ? Cette convention n'est pas prise en considération par l'administration, mais elle pourrait évidemment être rendue opposable aux tiers si elle était publiée régulièrement. La C. de Cass. a jugé (13-3-1912 — S. 1914, 1, 145) que la co-propriété du brevet pouvait être reconnue par un acte sous-seing privé postérieur à la délivrance du brevet ; cet acte reconnaissant l'existence d'un droit ab initio est déclaratif et non translatif et l'art. 20 de la loi de 1844 est inapplicable « à la justification de la co-propriété d'une invention antérieure à la délivrance de tout brevet ». Une telle convention affectant la propriété du brevet peut cependant être publiée conformément à la loi du 26-6-1920 ; elle doit donc l'être si on veut l'opposer aux tiers.

f) *Le projet de loi.* — Le projet de loi sur les brevets d'invention n° 3721, du 29 juin 1934, actuellement en instance devant la Chambre des Députés comporte à l'art. 5, la disposition suivante :

« Toute demande (de brevet) entachée de fraude ou d'erreur donne ouverture à une action en nullité ou en subrogation du brevet au profit du véritable titulaire, sans préjudice des dommages-intérêts qui pourraient être réclamés par les tiers. Cette action ne pourra être intentée que par l'inventeur ou ses ayants-droit pendant trois ans à partir de la délivrance du brevet ».

Cette disposition prête à un certain nombre de critiques de forme et de fond.

La disposition s'applique à toute « demande » entachée de fraude ou d'erreur. Faut-il en conclure que l'action sera possible même avant la délivrance du brevet ? Nous ne le pensons pas ; il aurait mieux valu, d'abord, ne viser que les brevets, ensuite, placer cette disposition de fond, non pas à l'art. 5 du Titre II qui concerne les formalités, mais dans un article du Titre V relatif aux diverses actions judiciaires.

Elle admet les deux actions, en nullité et en subrogation, au profit du « véritable titulaire ». Titulaire de quoi ? nous préférons « du véritable inventeur ou de ses ayants-droit » comme plus bas.

Elle prévoit la possibilité pour les tiers de réclamer des dommages-intérêts. Il doit s'agir des tiers ayant acquis des droits du titulaire du brevet et qui pourront demander à ce dernier réparation du préjudice subi par eux en raison de l'annulation ou de la subrogation. Mais quels sont ces tiers ? Ne faut-il pas distinguer selon leur bonne ou mauvaise foi et selon leur mode d'acquisition, à titre onéreux ou gratuit ? S'ils sont de bonne foi ils ne doivent pas souffrir de l'annulation ou de la subrogation ; sinon, ils ne doivent pas pouvoir réclamer des dommages-intérêts (voir ci-dessus).

L'action ne peut être intentée que pendant trois ans à partir de la délivrance du brevet. Ce délai est à la fois trop long et trop court. Dans notre système, il ne doit pas y avoir d'action possible contre le breveté acquéreur à titre onéreux et de bonne foi ; par contre, pourquoi fixer un délai à l'égard de l'usurpateur et de ses ayants-cause de mauvaise foi ? l'action doit être possible pendant trente ans.

L'art. 5 de la loi allemande sur les brevets du 5-5-1936 dispose que l'ayant-droit dont l'invention a été déposée par un tiers non autorisé, ou qui a été lésé par une usurpation frauduleuse, pourra exiger du breveté la cession du brevet ; l'action judiciaire ne peut être exercée que pendant l'année suivant la publication de la délivrance du brevet, sauf au cas où le breveté n'aurait pas été de bonne foi lors de l'acquisition du brevet. Ainsi, les usurpateurs de mauvaise foi sont toujours soumis à l'action. Le breveté de bonne foi ou ses ayants-droit ne peuvent être atteints que pendant un court délai : une année.

SECTION II. — Le conflit entre l'inventeur secret et le tiers breveté inventeur

a) *La construction jurisprudentielle de la « possession » antérieure.* — Le breveté peut se trouver en conflit avec un tiers connaissant l'invention ou l'exploitant secrètement avant la prise du brevet. Celui-ci sera-t-il valable ? sera-t-il opposable au tiers ? En l'absence de texte, la jurisprudence a construit

la théorie de la « possession » antérieure secrète. Voici les principes admis par cette jurisprudence.

1° La « possession » antérieure secrète n'est pas une publicité faisant perdre à l'invention son caractère de nouveauté ; le brevet postérieur reste valable (voir notamment : Trib. corr. Seine 24-6-1901 et Paris 19-11-1901 — Ann. 03, 26 ; trib. civ. Seine 14-1-1892 et Paris 5-3-1896 — Ann. 96, 73 ; Cass. 23-2-1856, S. 57, 1, 159).

2° Le brevet ne produit cependant pas d'effet contre le « possesseur » antérieur légitime et celui-ci jouit d'une exception à la poursuite en contrefaçon (voir notamment trib. corr. Seine 24-6-1901 et Paris 19-11-1901 : Cass. Crim. 30-3-1849 — S. 1850, 1, 70 ; Cass. 23-2-1856 — S. 1857, 1, 159 ; Nancy 16-12-1856 — Ann. 57, 272 ; Cass. Req. 22-7-1890 — S. 1893, 1, 474 ; Trib. Civ. Lyon 17-3-1926 et C. Lyon 31-3-1927 — Ann. 29, 167). Voici les attendus de l'arrêt de la Cour Suprême du 30-3-1849 :

Attendu que la loi du 5 juillet 1844, en conférant par son article 1^{er} et sous les conditions qu'elle établit, à l'auteur de toute nouvelle découverte ou invention, le droit exclusif de l'exploiter à son profit, n'a point entendu porter atteinte aux droits acquis à des tiers par une possession antérieure ; que l'exercice d'un procédé préexistant à tout brevet d'invention obtenu plus tard, pour ce même procédé, est placé sous la protection des principes généraux qui consacrent la liberté de l'industrie ; qu'à l'égard de celui qui oppose au trouble apporté à son industrie une possession antérieure non publique, mais susceptible d'être prouvée par les voies de droit, cette possession forme une exception légale contre le trouble et une défense péremptoire contre la poursuite en contrefaçon ; qu'enfin cette exception laisse subsister les effets généraux du brevet, et qu'elle a seulement pour résultat d'établir qu'il est sans valeur relative quant à celui qui pratiquait antérieurement le procédé.

Dans un arrêt du 16-7-1934 (Ann. 34, 372) ; la Cour de Paris donne la définition suivante : « le droit de possession personnelle reconnu à l'usager antérieur au dépôt du brevet constitue une sorte de servitude frappant le brevet à son profit exclusif, laquelle n'empêche pas le propriétaire de disposer de sa chose envers quiconque comme il l'entend, sauf à respecter la servitude établie ». La possession antérieure est parfois qualifiée de licence légale dans les pays où elle est reconnue expressément par la législation (voir Roubier, Licences et exclusivités — Ann. dr^t com. 1936, n° 4).

Un seul auteur (Duvergier, cité par Pouillet) a soutenu que le brevet devait produire ses effets même à l'égard du posses-

seur antérieur. Cela serait admissible si l'on pouvait obliger légalement l'inventeur à prendre un brevet ; or, l'auteur doit être maître de son œuvre. Si le droit de garder l'œuvre secrète lui est reconnu, il faut protéger ce droit dans la mesure compatible avec la récompense due à l'autre inventeur qui, en prenant le brevet, apporte sa découverte à la Société.

3° Il n'est pas nécessaire que le « possesseur » antérieur légitime ait exploité l'invention pour être soustrait aux effets du brevet.

Le Trib. Civ. de la Seine en a décidé ainsi par jugement du 14-1-1892 (confirmé par Paris 5-3-1896 — Ann. 96, 73) : « Attendu,... que la possession antérieure par l'Etat des études et des procédés de son ingénieur lui fournit le moyen d'opposer valablement à la poursuite du demandeur l'exception personnelle qui en dérive à son profit, sans qu'il soit besoin de rechercher si... le système... a reçu une publicité suffisante, au sens de l'art. 31 de la loi du 5 juillet 1844, pour constituer une antériorité ». Il n'y avait donc pas eu « exploitation par l'Etat », mais le jugement avait constaté que les dessins et plans étaient complets, que la description présentait toute la précision requise par la loi pour donner corps à l'invention et faire comprendre l'idée de l'auteur.

Dans le même sens, C. Paris 12-12-1928 infirmant trib. civ. Sens 19-5-1923 — Ann. 29, 193. Le tribunal de Sens s'était refusé à ordonner l'enquête tendant à prouver la possession antérieure sous le prétexte que le défendeur avait seulement établi des plans et des dessins mais n'avait pas construit avant le dépôt du brevet. La Cour a répondu : « Considérant que la possession antérieure invoquée par L. peut être démontrée par tous les moyens de preuve ; qu'elle peut être invoquée si elle est certaine et non équivoque encore qu'il n'y ait eu ni fabrication ni emploi et peut résulter des dessins qui auraient été conçus par L. et exécutés sur ses instructions antérieurement à la prise du brevet V. ; qu'ainsi c'est à tort que les premiers juges ont déclaré non pertinents les faits articulés pour prouver la possession antérieure de L. ».

A plus forte raison, il n'est pas nécessaire de continuer l'exploitation, si elle a été commencée, pour conserver les droits résultant de la possession antérieure. Il n'y a pas d'obligation d'exploiter comme pour le breveté (C. Paris 16-7-1934).

4° La preuve de la « possession » antérieure peut être établie par tous moyens, même par témoins (voir Cass. crim. 30-3-1849; Paris 13-4-1878 ; Paris 12-12-1928). Elle peut être administrée notamment par le dépôt de modèles conformément à la loi du 14-7-1909 (Lyon 31-3-1927 — Ann. 29, 67).

5° Le « possesseur » antérieur illégitime est soumis au brevet ; voir, notamment : Paris 13-4-1878, Ann. 78, 102 ; Caen 17-2-1887, Ann. 87, 31 ; Grenoble 1-8-1887, Ann. 90, 33 ; Trib. Civ. Seine 30-12-1899, Ann. 02, 52 ; Riom 5-4-1900 et Cass. 29-4-1901, Ann. 01, 106 ; trib. corr. Seine 24-6-1901, confirmé par Paris 19-11-1901, Ann. 03, 26. C'est au breveté qu'il incombera de prouver que la possession est illégitime, par exemple qu'elle résulte d'une confiance de sa part ou d'une surprise frauduleuse.

6° La « possession » antérieure ne confère que des droits personnels, non cessibles postérieurement au dépôt du brevet.

Ainsi décidé par Douai 19-7-1859 — Ann. 60, 215, dans une affaire où un associé jouissait d'une « possession » antérieure et n'avait pas cédé ses droits à la société avant le brevet : « Attendu que l'exception de priorité de possession du procédé breveté est particulière à celui qui, antérieurement au brevet, usait de ce procédé ; — qu'elle ne lui confère qu'un droit personnel et ne l'autorise pas à conférer à des tiers, postérieurement au brevet, le droit d'user du procédé breveté, dont il ne jouit lui-même qu'à titre d'exception ».

Le Trib. Civ. de Lyon dans le jugement du 17-3-1926 confirmé par C. Lyon 31-3-1927, a décidé que « J. ayant le droit d'exploiter l'invention dont il est l'auteur avait également celui de s'adjoindre des tiers dans son exploitation », « qu'ainsi R. associé de J., doit profiter de l'exception de possession personnelle antérieure que peut invoquer ce dernier ». Aucune distinction n'a été faite selon la date de l'apport en société, antérieure ou postérieure au dépôt du brevet.

La Cour de Cass. (Req. 22-7-1890 — S. 1893, 1, 474) a validé la cession du droit de possession antérieure avec l'usine elle-même, dans une affaire où cette cession semblait bien opérée après la prise du brevet. Le pourvoi contre l'arrêt de la C. de Paris du 17-2-1888 était basé sur le motif suivant : « Violation ou fausse application des articles 2, 20, 30 § 1, 40 de la loi du 5 juillet 1844... en ce que l'arrêt attaqué, après avoir relaxé des

fins de la poursuite en contrefaçon G. et C^{ie}, à raison d'une exception d'antériorité qui leur était personnelle, a étendu le bénéfice de cette exception à leurs cessionnaires... La possession antérieure au brevet est une exception essentiellement personnelle, dont le bénéfice ne peut être cédé à qui que ce soit après la prise du brevet. Autrement le breveté verrait s'élever en face de son privilège un monopole rival et préjudiciable, contraire à la nature des brevets ». La Cour Suprême a rejeté le pourvoi : « Attendu, en droit, que l'industriel qui a librement employé dans sa fabrication des procédés non encore brevetés, ne peut s'en voir dépouiller par un tiers invoquant contre lui un brevet postérieur, et, par suite, dénué de nouveauté à son égard. Attendu que l'exception péremptoire tirée de cette possession antérieure peut être également invoquée par les cessionnaires de son usine ou de sa maison de commerce ». La circonstance que les droits de « possession antérieure » avaient été cédés en même temps que l'établissement a certainement été déterminante pour la C. de Cassation.

En somme, la jurisprudence peut se rassembler ainsi : La « possession antérieure » rend le brevet inopposable au tiers qui l'a exercée. Par possession, il faut entendre la simple connaissance de l'invention pourvu qu'elle ne soit pas illégitime. Les droits du possesseur sont fixés par la prise du brevet : à partir de ce moment, ils ne peuvent plus être cédés qu'avec l'établissement ; toutefois, le possesseur peut s'adjoindre des associés.

b) *Critique et position exacte du problème.* — Le point de départ de la jurisprudence, la notion de « possession » est inexact. La possession, au sens juridique du mot, ne s'applique qu'aux choses corporelles. Certes, on parle aussi, à tort, de possession de créance, mais il s'agit toujours d'une chose bien définie susceptible de profiter à un seul. En outre, la possession est toujours publique, c'est pourquoi le fait de la possession, s'il est accompagné de certaines circonstances au premier rang desquelles la bonne foi, fait présumer et même acquérir le droit à l'égard des tiers. L'invention, au contraire, est chose immatérielle ; elle peut passer en la possession, disons mieux, en la connaissance d'un tiers, sans cesser d'être à la disposition de l'auteur ; en outre, plusieurs inventeurs peuvent découvrir la même chose séparément. La question se présente donc, non

pas sur le plan de la possession, mais sur celui de l'origine de l'invention : il y a conflit entre l'inventeur breveté, d'une part, et, d'autre part, l'inventeur secret ou le tiers ayant eu connaissance de l'œuvre par l'auteur lui-même (voir Alexandroff, n^{os} 123 et 130). De plus, il s'agit de la connaissance d'une invention secrète non susceptible de faire acquérir un droit vis-à-vis des tiers comme une véritable possession publique. Seul le breveté aura des droits opposables aux tiers ; le « possesseur » antérieur ne pourra avoir que des droits opposables au breveté : et ces droits seront figés en l'état par la prise du brevet. Comment expliquer juridiquement l'interdiction à l'inventeur secret de céder ses droits, après la prise du brevet par un autre inventeur ? C'est que l'invention ne constitue un bien susceptible de droit exclusif que dans deux cas : 1^o elle fait l'objet d'un brevet valable ; 2^o elle est restée secrète. Dans ce deuxième cas, la durée du bien est celle du secret. Or, celui-ci disparaît par la prise du brevet d'un autre inventeur : l'invention n'est donc plus un bien, elle n'est plus cessible, ni transmissible dès ce moment ; il n'y a plus que des droits acquis respectables par raison d'équité. C'est la théorie proposée par Alexandroff (n^o 138) et déjà pressentie par Huard qu'il cite au n^o 136. D'ailleurs, si l'inventeur secret pouvait céder ses droits après la prise du brevet, il jouirait du même monopole que le breveté et il pourrait réduire ce monopole à néant, en concédant à quiconque des licences gratuites.

Il y aurait intérêt à inscrire dans la loi les principes destinés à régler le conflit exposé ci-dessus ; pourtant, le projet de réforme ne contient aucune disposition à ce sujet.

TITRE III

LA FACULTE ET LE DROIT DE DEPOSER

CHAPITRE PREMIER. — GENERALITES

SECTION I. — Distinctions et plan.

La faculté de déposer est un aspect, une restriction de la faculté de divulguer ou non. Comme celle-ci, elle est attachée à la personnalité de l'inventeur, inaliénable et insaisissable. Tant que dure la maîtrise de l'auteur sur son œuvre, dont elle est la conséquence, le dépôt du brevet — acte de divulgation — ne pourra être décidé que par l'inventeur lui-même. Le droit de déposer le brevet naît lorsque la divulgation de l'invention est décidée par l'auteur ou permise par sa mort. Il appartient à l'inventeur, mais est-il cessible ? Dans l'affirmative, l'inventeur peut-il opérer la cession d'avance pour les œuvres futures ? Le droit de déposer est-il transmissible aux héritiers ? comment l'exerceront-ils ? Le droit de déposer est-il saisissable par les créanciers ? Est-il expropriable ? Nous voudrions passer en revue ces diverses questions. Ensuite nous étudierons la capacité d'exercice du droit de déposer.

SECTION II. — La cession du droit de déposer.

Nous examinerons la validité, l'opposabilité aux tiers, la portée de la convention.

SOUS-SECTION A. — LA VALIDITÉ DE LA CONVENTION

—Le législateur de 1844 n'a prévu que la cession du brevet (art. 20 et suivants) et il était logique avec lui-même puisqu'il ne concevait le dépôt du brevet que par l'inventeur. L'art. 1^{er} de la loi de 1844 ne laisse aucun doute à cet égard : Toute nouvelle invention confère à son auteur, sous certaines conditions, et pour

un temps déterminé, le droit exclusif de l'exploiter à son profit. Ce droit est simplement constaté par un titre délivré par le Gouvernement, sous le nom de brevet d'invention. Dans ce système, l'invention et le droit de déposer devaient rester fixés sur la tête de l'inventeur ou de ses héritiers ; le brevet, seul, étant cessible.

Cette conception étroitement juridique ne s'est pas maintenue. Conformément au principe de la liberté des conventions, la doctrine et la jurisprudence ont reconnu à l'auteur la possibilité de céder à un tiers l'invention (Colmar, 13-5-1933 ; Ann. 35, 336) et le droit de prendre le brevet. La convention ne serait pas régie par la loi de 1844 (notamment, les art. 20 et suivants) ni par les lois subséquentes relatives aux brevets (notamment, l'art. 4 de la loi du 26-6-1920) ; elle serait simplement soumise au droit commun. (C. Besançon, 22-2-1899 ; Ann. 99, 206). Il s'agissait d'un litige entre l'inventeur et le cessionnaire de l'invention qui avait pris les brevets à son nom. Selon la Cour, la différence est capitale ; il n'y a aucune relation légale entre la cession de l'invention et la cession du brevet... La loi ne régit que les cessions de brevets et la cession d'une invention échappe à toute réglementation... « les effets de la cession d'une invention n'étant pas régis par une loi spéciale, comme les effets et le mode de cession d'un brevet, se règlent entre le cédant et le concessionnaire, d'après les principes généraux du droit commun ».

SOUS-SECTION B. — L'OPPOSABILITÉ AUX TIERS

La question qui se pose est celle de l'opposabilité de la cession de l'invention aux tiers, surtout aux contrefacteurs. Le cessionnaire, titulaire du brevet, peut-il se voir opposer le défaut de la qualité d'inventeur et doit-il faire la preuve de son droit ? Evidemment, le titulaire du brevet pourra souvent se borner à se déclarer l'inventeur ; il arrive que cette qualité lui manque de toute évidence, par exemple, lorsqu'il s'agit d'une personne morale, et notamment, d'une société commerciale. Dans ce cas, le contrefacteur poursuivi pourra-t-il exiger du titulaire la démonstration de son droit au brevet ?

§ 1^{er}. — L'ARRÊT DE CASSATION DU 25-1-1856. — La Cour de Cassation a répondu par la négative dans un arrêt du 25-1-1856 (Ann. 56, 1 ; S. 1856, 1, 278) rendu sur le rapport du Conseiller

Nouguier et dont nous acceptons pleinement les motifs, reproduits ci-après : « Mais attendu qu'il résulte de l'ensemble des dispositions de la loi précitée (de 1844), et spécialement de la combinaison de ses art. 1, 18 et 40, que tout brevet régulièrement délivré, constitue, au profit du breveté, un titre irréfragable contre la validité et l'exercice duquel les tiers ne peuvent se prévaloir que des causes de nullité ou de déchéance, énumérées par la loi, notamment dans ses art. 30 et 32 ; — Attendu qu'au nombre de ces causes de nullité ou de déchéance ne figure pas la cause admise par voie d'extension par l'arrêt attaqué, et fondée sur ce que la découverte brevetée n'appartiendrait pas, au vrai, au titulaire du brevet ; — Qu'une telle extension est arbitraire puisque, d'un côté, elle n'est point autorisée par la loi de la matière et que, de l'autre, elle ne trouve pas sa raison d'être et sa justification dans les règles générales du droit ; — Attendu, en effet, que si celui auquel revient la propriété de la découverte est fondé à la revendiquer contre celui qui s'en est fait attribuer indûment le titre, ce droit, qui dérive de lui seul, est, par cela même, un droit purement personnel, qui ne peut dès lors être exercé par les tiers, en dehors de lui et sans son intervention par les voies légales ; — Que tant que cette intervention ne se produit pas, le brevet est un titre légal et probant auquel provision est due, au profit du titulaire et contre tous ceux qui voudraient s'en attribuer l'objet ».

Le brevet est à la fois nécessaire et suffisant pour rendre l'invention opposable aux tiers *lato sensu*, y compris les contrefacteurs. Permettre à ceux-ci de contester au breveté la qualité d'inventeur ou d'ayant-cause de l'inventeur n'aurait d'avantage que pour les délinquants. En effet, ou bien il y a vraiment usurpation, alors l'inventeur averti ne manquera pas d'agir ; ou bien le breveté a simplement négligé de se ménager une preuve écrite en bonne forme de son droit à l'égard de l'inventeur, et les contrefacteurs n'ont rien à y voir.

Nous venons d'envisager le cas où le droit de déposer le brevet résulte simplement de l'invention. Faisant une excursion hors du droit interne, nous allons examiner le cas où le droit de déposer le brevet en France est basé sur l'existence d'un brevet à l'étranger, qu'il s'agisse de l'application de l'art. 29 de la loi de 1844 ou du droit de priorité prévu par l'art. 4 de la Convention d'Union, car la solution doit être la même.

§ 2. — L'APPLICATION DE L'ARTICLE 29. — La Cour de Cassation s'est prononcée le 24-3-1860 (Ann. 60, 220).

La Cour Suprême pose d'abord que le droit accordé au breveté à l'étranger de se faire breveter en France « n'est pas tellement personnel au breveté qu'il ne puisse être exercé par ceux qui sont devenus propriétaires de la découverte comme héritiers ou ayants-cause ». En l'espèce, le brevet belge avait été pris par Brunfaut et le brevet français par son gendre Haut. Comment la qualité d'ayant-cause de ce dernier a-t-elle pu être prouvée à l'égard du poursuivi en contrefaçon ? par des actes postérieurs au dépôt du brevet français : « Et attendu qu'il résulte suffisamment des énonciations de l'arrêt attaqué et des faits qu'il emprunte aux actes authentiques passés entre Haut et Brunfaut, postérieurement à la prise des brevets, et qui ont été enregistrés au Secrétariat de la Préfecture le 30 octobre 1855, que Haut, gendre de Brunfaut, quand il a pris un brevet d'invention le 12 février 1845, en France, pour la découverte déjà brevetée en Belgique au profit de ce dernier, le 28 août 1844 était non le mandataire, mais un ayant-cause de Brunfaut ; — que le brevet ainsi délivré n'était donc point par cela seul entaché de nullité... ».

§ 3. — LA PREUVE DE LA CESSION DU DROIT DE PRIORITÉ CONVENTIONNEL. — L'art. 4 de la Convention d'Union accorde le droit de priorité à « celui qui aura régulièrement fait le dépôt d'une demande de brevet d'invention... dans l'un des pays contractants, ou son ayant-cause » ; le dépôt ultérieurement opéré dans un autre pays de l'Union, dans le délai de priorité d'un an à compter du premier dépôt, ne pouvant être invalidé par des faits de publicité ou un autre dépôt effectués dans l'intervalle. Si le dépôt ultérieur n'est pas opéré dans le délai prescrit, il sera annulé par toute publicité ou tout dépôt antérieur à sa propre date. Lorsque le dépôt ultérieur a été opéré dans le délai prescrit, par un autre que le titulaire de la première demande, cet autre devra-t-il faire la preuve de la qualité d'ayant-cause et comment ? Faut-il exiger un acte de cession du droit de priorité ayant date certaine antérieure au dépôt du brevet second, conformément à l'art. 1328 C. civ. ? Dans ce sens, le Tribunal Civil de la Seine (29-12-1927, Ann. 31, 290 ; P. I. de Berne 1933, p. 173, note G. Chabaud) a jugé que le défaut d'une cession ayant date certaine pouvait être péremptoirement opposé par le contrefacteur. Voici d'autres décisions, assez différentes. Le Tribu-

nal Civil de Lille, 23-12-1930 (Ann. 32, 274) a jugé que la cession d'un brevet belge régulièrement opérée en Belgique, entraînait cession du droit de priorité pour le dépôt en France, sans que les formalités de publicité prévues par la loi du 26-6-1920 fussent nécessaires pour rendre la cession opposable aux tiers. Le Tribunal Civil de la Seine (5-7-1933, Ann. 33, 336) a jugé que pour revendiquer le droit de priorité, il fallait justifier d'une cession à son profit régulièrement consentie par le titulaire du brevet étranger, mais sans parler de date certaine. La Cour de Paris (4^e ch. 29-7-1935, Ann. 36, 186) a jugé que le concessionnaire du droit de priorité devait produire les contrats d'où résultait son droit ; sa carence touchant cette production indiquait qu'il n'était pas en droit de demander en France des brevets de priorité faute de justifier qu'il était aux droits réguliers de l'inventeur primitif. La même Cour (4^e Ch. 7-4-1936, Ann. 36, 199 ; voir les conclusions de M. l'Avocat-Général Lamothe) a décidé qu'en ce qui touche la preuve exigible de la cession du droit de priorité, l'art. 20 de la loi de 1844 ne pouvait être invoqué, car cet article s'applique « au titulaire d'un brevet demandé et accordé, alors qu'en l'espèce, il s'agit uniquement de la cession d'une invention sans que le brevet qui s'y réfère soit concédé » ; qu'en ce qui touche l'application de l'art. 1328, il s'agit en l'espèce, « d'actes reçus à l'étranger et devant être considérés, quant à leurs conséquences, même à l'égard des tiers, à leurs modes de preuve et à leurs dates, comme assujettis aux règles de la loi du pays où ils sont intervenus ». Ainsi, il suffit que la date de l'acte puisse être considérée comme prouvée selon la législation du pays où il a été passé ; *locus regit actum*. La Cour de Paris s'est encore prononcée le 11-7-1938 (arrêt cité par Fernand Jacq — La cession du droit de priorité — P. I. n° 10 Oct-1938, p. 189) ; les appelants soutenaient que la preuve du droit de priorité ne pouvait « être rapportée que par des documents opposables aux tiers, c'est-à-dire ayant date certaine, conformément à l'article 1328 du Code Civil, la loi étrangère devant être écartée dans une matière régie en France par la loi du 5 juillet 1844 présentant un caractère d'ordre public ». La Cour a considéré « en ce qui concerne l'application de l'article 1328 du Code Civil et l'obligation pour la Cie T.H. de s'y conformer pour établir sa qualité d'ayant-cause des inventeurs américains, qu'il importe de préciser que le droit de priorité se fonde, non pas sur des contrats par correspondance qui ne seraient deve-

nus parfaits que par l'adhésion en France de la Cie T.H. française, mais sur des actes passés aux Etats-Unis et assujettis, quant à leur forme et à leur mode de preuve, aux prescriptions de la loi du pays où la convention est intervenue, sans qu'il y ait lieu d'ailleurs de distinction à faire entre le cas où le débat s'agit entre les parties et celui où l'acte est opposé aux tiers » — « qu'il apparaît d'un certificat de coutume versé aux débats par la Cie T.H. que, d'après le droit commun en vigueur aux Etats-Unis et en particulier dans l'Etat de New-York où les actes litigieux ont été passés, les actes faits sous seing privé par les personnes physiques ou morales sont obligatoires entre les parties et opposables aux tiers, dès le moment de leur signature, sans aucune formalité d'enregistrement ou autre, telles que celles prévues par l'article 1328 du Code Civil »... « qu'en l'espèce, les actes produits par la Cie T.H. s'analysent en des conventions par lesquelles l'inventeur ou ses ayants-droit cèdent le droit de faire breveter la découverte en pays étranger et de prendre un brevet assorti du droit de priorité ; que de tels actes constituent, non pas des cessions de brevet soumises en France aux prescriptions d'ordre public de l'article 20 de la loi du 5 juillet 1844 et aux Etats-Unis aux formalités d'un acte approprié avec enregistrement au Patent Office, mais des cessions d'inventions échappant, à ce titre, à toute réglementation légale ».

Dans toutes les espèces, les objections touchant l'opposabilité du droit de priorité étaient soulevées par des poursuivis en contrefaçon.

Cette jurisprudence pose deux questions :

1° Le prétendu contrefacteur est-il un tiers au sens de l'art. 1328 ?

2° Peut-il exiger que le breveté fasse la preuve de son droit au brevet ?

1°) La première question ne fait pas de doute (voir les arguments précités de M. Chabaud et de M^e Lamothe — voir aussi Planiol, *Traité Élémentaire de droit civil*, n° 75) : l'art. 1328 ne protège que les ayants-cause à titre particulier. Le bien qu'ils ont acquis doit leur être transmis dans l'état où il se trouvait à la date de leur convention ; seules les conventions portant sur ce bien et possédant date certaine antérieure à la leur, peuvent donc leur être opposées. Or, les contrefacteurs ne

sont pas des ayants-cause à titre particulier ; ils n'ont acquis aucun droit sur l'invention ; ils ne peuvent donc invoquer l'art. 1328. L'avocat général Lamothe conclut dans ce sens, après avoir cité Pouillet n° 624, l'arrêt de la Cour de Cassation du 25-1-1856 ci-dessus, le Traité d'Aubry et Rau, p. 225, note 102, et la jurisprudence selon laquelle, dans une matière comparable « le locataire du droit de chasse qui demande la répression du délit de chasse commis sur le terrain loué n'est pas tenu, à l'égard du délinquant, de justifier d'un bail ayant date certaine, à moins que le délinquant n'entende se prévaloir d'un droit en contradiction avec ceux du locataire ». On peut ajouter que l'art. 1328 ne s'applique pas en matière commerciale, et l'acquisition du droit de déposer peut être commerciale du côté du breveté. La jurisprudence instaurée par le Tribunal de la Seine en 1927 ne paraît donc pas devoir se maintenir sur ce point ; d'ailleurs, les décisions de la Cour de Paris de 1935, 1936 et 1938 ont évité de se prononcer ; la Cour de Cassation est saisie, il faut espérer qu'elle donnera une réponse définitive.

2°) Le contrefacteur, non seulement ne peut invoquer l'art. 1328, mais il ne peut exiger la preuve de la cession du droit de priorité. Le déposant du brevet second doit faire, à l'occasion du dépôt du brevet, une déclaration de priorité (art. 4 de la Convention d'Union) faute de quoi il est privé de son droit de priorité (arrêté du 23-1-1914). Cette déclaration rend le droit de priorité opposable aux tiers lato sensu ; elle est nécessaire mais suffisante à cet effet. Les tiers peuvent sans doute demander que le juge vérifie l'existence, la régularité et le contenu de la demande étrangère qui assure la priorité, par exemple en exigeant une copie officielle de cette demande, mais non pas la transmission du droit de priorité, qui reste affaire entre les parties.

La solution adoptée doit donc être la même que pour le dépôt du brevet par un ayant-cause de l'inventeur. La Cour de Paris, dans sa décision de 1938, a d'ailleurs assimilé la cession du droit de priorité à une cession d'invention. Nous préférons dire que, dans les deux cas, il s'agit d'une cession du droit de déposer le brevet, mais cette réserve quant à l'expression employée ne change rien au fond. La conséquence directe, c'est que la convention est soumise, dans les deux cas, aux mêmes règles de preuve et d'opposabilité. Seul le titulaire de la demande étran-

gère ou son ayant-cause pourrait contester le droit de priorité à l'usurpateur prétendu ; s'il ne le fait pas, c'est que le dépôt du brevet second par le tiers a son agrément. Permettre aux contrefacteurs, qui ne sont pas des ayants-cause à titre particulier, d'exiger la preuve de cette transmission, n'aurait pour résultat que de favoriser l'impunité de leurs délits.

§ 4. — CONCLUSION. — La jurisprudence inaugurée par le Tribunal de la Seine en 1927 en matière de cession de droit de priorité n'a pas été continuée par la Cour de Paris, au contraire, mais il faut attendre la décision de la Cour Suprême. Dans notre opinion et conformément à la jurisprudence antérieure de la Cour de Cassation (25-1-1856 et 24-3-1860), les contrefacteurs ne peuvent contester au titulaire d'un brevet sa qualité d'inventeur ou d'ayant-cause de l'inventeur, ou d'ayant-cause du titulaire de la demande étrangère dont la priorité est revendiquée ; ils ne doivent pas être admis à exiger du titulaire du brevet la preuve de son droit par un moyen quelconque et encore moins par un acte ayant date certaine antérieure au dépôt (art. 1328 C. Civ.). Par contre, cet article s'applique entre ayants-cause à titre particulier de l'inventeur ou du titulaire du brevet étranger, mais le premier déposant du brevet doit être préféré à l'égard des tiers soumis au brevet.

Quid des ayants-cause à titre universel de l'inventeur ou du titulaire du brevet étranger ? Le breveté fera la preuve de son droit à leur égard par les mêmes moyens que contre son auteur ; puisqu'il s'agit d'une convention, il faudra un écrit au-dessus d'une valeur de 500 francs.

Sous-Section C. — LA PORTÉE DE LA CONVENTION

INVENTIONS FUTURES, INVENTIONS D'EMPLOYÉS

Le brevet, titre du droit intellectuel au profit de l'invention, est pris par le cessionnaire qui en recueillera les prérogatives pécuniaires mais le droit à l'honneur de l'invention étant inaliénable, devra être respecté même par le titulaire du brevet, qui ne pourra pas se dire auteur et devra faire le nécessaire, en ce qui le concerne, pour que le nom de l'inventeur soit mentionné sur le brevet, si ce dernier le désire.

Quid des inventions futures ? La cession d'une chose future est possible en droit commun ; elle trouve son application lorsque la chose est créée. La cession d'une invention future ou du

droit de déposer le brevet la concernant sera donc permise en principe, mais elle devra laisser intacte la maîtrise de l'auteur. Elle ne s'appliquera pas à toutes les inventions, mais seulement à celles dont l'auteur décidera la divulgation et le cessionnaire ne pourrait prendre le brevet pour une invention que son auteur estimerait devoir ne pas divulguer. Autrement dit, pour les inventions dont l'objet rentrerait dans le cadre du contrat, le cédant ne pourra pas déposer le brevet à son nom, ni divulguer l'invention pour la faire tomber dans le domaine public. Il devra, s'il en décide la divulgation, le mettre à la disposition du cessionnaire en vue de la prise du brevet. Il ne reprendrait sa liberté qui si le concessionnaire refusait de déposer le brevet ; alors, il pourrait prendre le brevet à son nom, ou divulguer l'invention pour en avoir l'honneur, puisque le droit à l'honneur est inaliénable. Le cessionnaire devra faire connaître sa décision dans un délai raisonnable à partir de la communication et de l'offre de l'invention.

La Cour de Paris a rendu le 29-4-1887 (Ann. 91, 263) une décision intéressante. Le contrat conclu entre l'inventeur et la société cessionnaire comprenait la clause suivante : « M. R. P. (l'inventeur) aura également droit à la moitié des bénéfices nets provenant de toutes celles de ses futures inventions qui entrent dans l'objet de la présente compagnie et qu'il était tenu d'apporter... La Compagnie industrielle aura trois mois pour accepter ou refuser l'apport en question ». P. prétendait avoir communiqué et offert son invention à la Compagnie le 15-12-1884, que celle-ci, n'ayant pas manifesté sa volonté dans les trois mois, était déchue de tout droit sur ladite invention. La Cour a jugé qu'en fait la communication de P. ne constituait pas « une offre suffisante faite dans des conditions de renseignement, d'informations et de délai permettant à la Société d'exercer l'option qu'elle s'était réservée ; qu'en n'offrant pas son invention à la Compagnie Industrielle et en ne la mettant pas à même de l'accepter ou de la refuser en connaissance de cause. P. ne s'est pas conformé aux engagements pris envers elle ; et, qu'en exploitant cette invention à sa guise et en faisant fabriquer de nouvelles machines à produire le froid par son nouveau liquide, il a causé préjudice à la Compagnie ». Cet arrêt met en relief la nécessité de faire une offre en bonne forme, dont le contenu et la date soient incontestables, la preuve pouvant, d'ail-

leurs, être faite par tous les moyens. L'emploi de l'enveloppe Soleau ne suffirait pas toujours, car elle démontre seulement qu'à telle date, telle personne était en possession de l'invention.

Tout cela concerne notamment les salariés inventeurs, liés à l'employeur par un contrat, écrit ou verbal. C'est l'interprétation des clauses de ce contrat qui permettra de savoir quelles inventions doivent être communiquées à l'employeur pour la prise du brevet à son nom en tout ou en partie. La loi est muette, mais une jurisprudence assez abondante existe sur cette question. Les tribunaux ont à déterminer : 1° dans quelle mesure l'invention est réellement due à celui qui s'en prétend l'auteur ; 2° dans quelle mesure elle a pu être valablement cédée, tacitement ou expressément, à l'employeur. Ils attribuent l'invention à ce dernier lorsqu'elle rentre dans l'objet du contrat de l'auteur (Trib. Civ. Lille, 28.5.1897 — Ann. 97, 242 ; Cass. req. 26.11.1912 — Ann. 13, 2, 47 ; Trib. Com. Dunkerque, 11-12-1922 — D. P. 1926, 2, 33. Note Pic) ou lorsqu'elle résulte directement du travail départi à l'inventeur (Paris 11-7-1855 — S. 1855, 2, 578 — Amiens 25-4-1856 — S. 56, 2, 535 ; Lyon 19-5-1886 — Ann. 87, 181 ; Trib. Seine 2-6-1899 — Ann. 1900, 75 ; Trib. corr. Seine, 22-12-1910 — Ann. 11, 2, 30 ; Paris 3-5-1913 — Ann. 14, 1, 33 ; Trib. Civ. Seine, 25-6-1919 — Ann. 1921, 1, 150 ; Riom, 14-4-1924 — Ann. 25, 1, 115). L'invention est considérée comme « propriété » commune de l'inventeur et de l'employeur lorsque le premier, sans se trouver dans l'un des cas précédents, a profité des ressources matérielles et morales mises à sa disposition par l'employeur (Lyon 26-12-1852, Req. 1-12-1858 — S. 1859, 1, 763 ; Paris 2-7-1908 — Ann. 08, 1, 346). Ainsi la jurisprudence admet la cession par l'inventeur salarié de ses découvertes futures, soit par un contrat spécial, soit en conséquence d'un contrat de travail ordinaire ; dans la troisième hypothèse, il y a communauté non pas cession. L'employé qui invente en dehors de ses fonctions et sans avoir reçu de mission spéciale conserve sa découverte (Paris 29-1-1872 — Ann. 72, 198 — Paris 21-7-1874 — Ann. 77, 283 ; Trib. Lyon 17-3-26 — C. Lyon 31-3-1927 — Ann. 29, 167). Les fonctionnaires sont dans la même situation que les salariés privés. Les questions relatives à la propriété de leurs inventions sont de la compétence des tribunaux de droit commun et non du Conseil d'Etat (Cons. d'Etat 26-1-1923, S. 26, 3, 5).

Le projet de loi en instance comprend un art. 33 adopté par le Sénat le 21-6-1934 avec, notamment, les dispositions suivantes : « L'invention due à un employé lui appartient en propre sauf si elle rentre dans l'objet même de son contrat, ou si elle résulte directement du travail qui lui est départi. S'il n'apparaît pas que l'employé ait trouvé dans son salaire ou dans une rémunération spéciale un dédommagement au concours qu'il aura prêté, l'employeur sera tenu de lui attribuer une rémunération supplémentaire en rapport avec la valeur de l'invention et les circonstances dans lesquelles elle aura été réalisée.

La rémunération supplémentaire ne pourra être réclamée que par l'inventeur, son conjoint survivant ou ses ayants droits et cela dans un délai de trois ans au plus à dater de la demande du brevet...

A défaut d'entente entre les parties, les conditions et l'importance de la rémunération seront fixées dans les conditions déterminées à l'art. 46 de la présente loi et révisables, le cas échéant, par périodes de quatre années, jusqu'à l'expiration du brevet, dans les conditions déterminées à l'article 47.

Si pour réaliser son invention, l'employé a utilisé les ressources matérielles et morales mises à sa disposition par l'employeur, leurs droits respectifs seront fixés, à défaut d'entente, dans les conditions déterminées aux articles 46 et 47. En cas de cession par l'employé de son droit, l'employeur jouit d'un droit de préemption ». (Les art. 46 et 47 prévoient une procédure devant le tribunal civil).

SECTION III. — La transmission aux héritiers.

La mort fait disparaître la maîtrise de l'auteur. Si les héritiers trouvent la description de l'invention dans les papiers du défunt, l'invention et le droit de déposer le brevet tomberont dans la succession. Ce brevet ne pourra être déposé au nom du défunt ; il devra l'être au nom collectif des héritiers, à moins que ceux-ci n'attendent les résultats du partage : dans ce cas, le brevet sera pris au nom de l'héritier dans le lot duquel figurera l'invention. Si la succession est vendue avec le droit de déposer, l'acquéreur prendra le brevet. Dans tous les cas, l'honneur de l'invention restera au défunt dont la mémoire devra être respectée par tous et pourra être défendue par les héritiers.

SECTION IV. — **La saisissabilité par les créanciers.**

La faculté de déposer est insaisissable ; le droit de déposer également, tant qu'il est fixé sur la tête de l'inventeur. Les créanciers ne pourront donc pas saisir l'invention. Ils ne pourront pas non plus astreindre le débiteur à prendre le brevet pour qu'il tombe dans leur gage, ni déposer eux-mêmes le brevet au nom du débiteur, car l'art. 1166 C. civ. ne s'applique pas aux droits « exclusivement attachés à la personne ».

La maîtrise de l'auteur disparaissant avec la mort, le droit de déposer qui tombe dans la succession, devient saisissable par les créanciers. Mais alors, le brevet ne peut plus être déposé par eux au nom du défunt ; il devrait l'être en leur nom collectif. On conçoit que les créanciers pourront se trouver en conflit avec les héritiers. Ce conflit sera réglé conformément au droit commun des successions.

SECTION V. — **L'expropriation du droit de déposer.**

La faculté de déposer n'est pas expropriable. Pourtant le décret du 30-10-1935 relatif aux brevets d'invention intéressant la défense nationale permet à l'Etat d'exproprier par décret, en tout ou en partie, moyennant une juste indemnité, les inventions, brevetées ou non intéressant la Défense nationale, en vue de les utiliser ou de les conserver secrètes. Par inventions brevetées, il faut entendre celles pour lesquelles le brevet est délivré. Les inventions non brevetées comprennent celles pour lesquelles le brevet a été demandé ; comprennent-elles également les inventions n'ayant pas encore fait l'objet d'un dépôt de brevet ? A notre sens, on peut répondre par l'affirmative pourvu qu'il s'agisse d'inventions volontairement révélées et offertes par l'auteur à l'Etat, en vue de l'application du décret. Par cette révélation, l'auteur a consacré l'œuvre en tant que bien. Si l'accord amiable n'est pas possible, l'intérêt supérieur de la défense nationale doit permettre l'expropriation. L'Etat ayant ainsi exproprié l'inventeur, l'empêche de déposer le brevet, mais peut-il le faire lui-même ? Le décret accorde à l'Etat la faculté d'exproprier les inventions « en vue de les

utiliser ou de les conserver secrètes ». Or, le brevet, peut-on dire, est une divulgation qui ne doit pas être faite sans accord de l'inventeur. Il est vrai que l'art. 1^{er} du même décret permet à l'Etat d'obtenir la délivrance de brevets sans aucune publicité. L'Etat pourra donc sûrement déposer le brevet à son nom en requérant la délivrance sans publicité. Il pourra même déposer un brevet ordinaire, car, en offrant volontairement sa découverte à l'Etat, l'auteur a cessé d'en être le maître.

CHAPITRE II

LA CAPACITE D'ACQUISITION, D'EXERCICE ET DE CESSION DU DROIT DE DÉPOSER

SECTION I. — **Distinctions.**

La faculté de déposer n'appartient qu'à l'inventeur. Le droit de déposer peut être fixé sur un autre titulaire : cessionnaire, héritier, etc. La capacité de déposer dépend de cette distinction. S'il s'agit de l'inventeur, le dépôt garde son caractère essentiel de divulgation, c'est l'exercice normal de la faculté de divulguer ou non, faculté attachée à la personnalité. Il en résulte qu'aucune capacité spéciale n'est requise. Du moment que l'inventeur a l'âge de raison — aurait-il inventé sans cela ? — il pourra déposer un brevet. Habile à inventer, habile à déposer. Il pourra également confier cette mission à un mandataire. Le dépôt par le mandataire sera un acte conservatoire. Ainsi jugé par C. Paris 9-3-1931 (S. 33,32) : Un ingénieur-conseil revendiquait le bénéfice de l'art. 2102, 3° C. civ pour l'admission comme privilégiée d'une créance contre sa cliente en faillite ; il a été admis que les débours pour demandes et obtentions de brevets français et étrangers constituaient des frais de conservation de la chose dont la créance en remboursement était privilégiée. Lorsque le droit de déposer est acquis, le dépôt, suite logique de l'acquisition, est simplement l'acte par lequel le bénéfice en est consolidé. C'est également un acte de bonne administration, même un acte conservatoire, qui assure la priorité du brevet par rapport à d'autres dépôts possibles. Toute personne ayant pu acquérir valablement le droit, ou s'étant vu confier le mandat de déposer, sera donc apte à effectuer le dépôt pourvu qu'elle puisse faire des actes conservatoires. Or, il en est ainsi même des incapables. En outre, les

représentants légaux des incapables, qui ont pour devoir d'accomplir les actes conservatoires, auront naturellement dans ce cas le pouvoir de prendre des brevets aux noms de leurs pupilles ; lorsque ces derniers n'auront aucune capacité d'exercice (enfants en bas âge, par exemple) le représentant légal seul pourra déposer le brevet. C'est le droit commun qui fixera la capacité d'acquisition ou de cession du droit, selon le mode et compte tenu de la nature mobilière du bien.

SECTION II. — Les personnes physiques.

SOUS-SECTION A. — LES MINEURS

Le mineur est, en principe, totalement incapable. Il doit être représenté dans tous les actes de la vie juridique par son tuteur. Les seules exceptions concernent les actes pour lesquels la représentation est impossible, ou dont le caractère est tout personnel (mariage et contrat de mariage...). Or, la faculté de décider le dépôt est toute personnelle. Si l'inventeur est seul à pouvoir décider le dépôt, pourquoi ne pourrait-il l'effectuer lui-même ? D'autant plus que le législateur voit dans le dépôt du brevet le moyen normal, souhaitable d'apporter l'invention à la société ; l'accomplissement de ce devoir social doit donc être favorisé. Ainsi la faculté de dépôt et l'exercice de cette faculté par l'inventeur mineur ne sont pas soumis aux règles de l'administration légale ou de la tutelle ou de la curatelle : le mineur peut déposer sans aucune autorisation le brevet relatif à son invention.

Par contre si l'inventeur mineur veut céder le droit de déposer à un tiers, il faut observer les règles concernant l'aliénation des biens meubles du mineur. En cas de tutelle, ce sont les prescriptions de la loi du 27-2-1880, modifiée par la loi du 9-7-1931 et qui vise tous les meubles incorporels dans son art. premier. Par conséquent, si le droit de déposer le brevet n'est pas estimé plus de 7.500 frs par le Conseil de famille, la cession à titre onéreux ne peut être faite que par le tuteur, avec l'autorisation du Conseil de famille. Au-dessus de 7.500 frs, il faut, en outre, l'homologation du Tribunal. En cas d'administration légale, c'est-à-dire tant que dure le mariage des parents de l'enfant légitime, l'administrateur « accomplit seul les actes que le tuteur peut faire seul ou autorisé par le conseil de famille et, avec

l'autorisation du tribunal, les actes que le tuteur ne peut accomplir sans une autorisation », (Art. 389 C. Civ. al. 6). La cession sera faite par l'administrateur seul jusqu'à 7.500 frs, avec l'autorisation du tribunal au-dessus. Ajoutons que le mineur ne peut, même avec l'autorisation du conseil de famille, faire une donation entre vifs, sauf dans son contrat de mariage, mais qu'il peut tester à partir de 16 ans pour la moitié de son patrimoine (art. 904 C. civ.).

Le mineur peut-il acquérir le droit de déposer un brevet et sous quelles conditions ?

a) *Acquisition à titre gratuit.* — S'il s'agit d'une donation, l'acceptation est faite soit par les père et mère ou autres ascendants (art. 935, 3^e al.), soit par le tuteur, et subordonnée, dans ce cas, à l'autorisation du conseil de famille (art. 463). Il en est de même, par analogie et sauf controverse, pour le legs à titre particulier. S'il s'agit d'un legs universel ou à titre universel, ou d'une succession tout entière, comprenant une invention, l'acceptation est faite par le tuteur, avec l'autorisation du conseil de famille et sous bénéfice d'inventaire.

b) *Acquisition à titre onéreux.* — Sans aucun doute elle ne pourra être faite valablement par le mineur, car il ne s'agit ni d'un acte conservatoire, ni d'un acte d'administration. Le tuteur lui-même ne pourrait l'accomplir seul. Il semble qu'on puisse assimiler cet acte, sinon à un placement, peut-être à un emploi de capitaux. Selon la jurisprudence, l'intervention du conseil de famille serait donc nécessaire jusqu'à 7.500 frs et, au-dessus, l'homologation du tribunal.

Le mineur émancipé doit être assisté dans la vie juridique par un curateur nommé par le conseil de famille. L'art. 4 de la loi du 27-2-1880 impose l'autorisation du conseil de famille pour l'aliénation à titre onéreux des biens incorporels jusqu'à 7.500 frs et l'homologation du tribunal au-delà. Cette disposition s'applique aux mineurs émancipés au cours de la tutelle, sauf ceux émancipés par le mariage ; l'assistance du curateur suffit à ces derniers, de même qu'aux mineurs émancipés au cours de l'administration légale, c'est-à-dire ayant encore leurs deux parents. Pour les actes de disposition à titre gratuit le mineur émancipé est dans la même situation que le mineur ordinaire. L'acceptation d'une donation ou d'un legs au profit du mineur émancipé est faite, soit par les père et mère ou au-

tres ascendants (art. 935), soit par le mineur avec l'assistance du curateur (art. 463). L'acceptation d'une succession nécessite, outre l'assistance du curateur, l'autorisation du conseil de famille. L'emploi de capitaux peut être opéré avec la simple assistance du curateur (art. 482).

Les sanctions sont les suivantes. Si le mineur, émancipé ou non, ou le tuteur, ou l'administrateur légal a agi seul, sans observer les formalités prescrites (autorisation du conseil de famille ou homologation du tribunal), il y a vice de forme entraînant la nullité relative de l'acte. Si le mineur émancipé accomplit seul un acte pour lequel il doit être assisté du curateur, l'acte est rescindable pour lésion. Dans tous les cas, les engagements des mineurs émancipés sont réductibles.

Un mineur émancipé commerçant peut faire seul les actes relatifs à son commerce. La cession du droit de déposer un brevet pour une invention émanant de lui n'est pas acte de commerce. Il en irait autrement de l'acquisition d'un tel droit pour une invention émanant d'un tiers et en vue de l'exploitation du brevet.

En ce qui concerne les mineurs, il reste un mot à dire de la jouissance légale, usufruit du père ou du survivant des père et mère portant sur les biens de l'enfant légitime ou naturel reconnu jusqu'à 18 ans ou jusqu'à son émancipation. Selon l'art. 387 C. civ., la jouissance légale ne s'applique pas aux biens acquis par l'enfant au moyen d'un travail et d'une industrie séparés. Le droit de déposer et le brevet lui-même en sont donc exclus, ainsi que les produits de leur cession.

Dans tous les cas où le mineur ne peut pas céder seul le droit de déposer à un tiers et où les règles exposées ci-dessus doivent être observées, il faut cependant rappeler que la cession ne pourra être réalisée que selon sa décision souveraine et avec son consentement ; il est maître de l'œuvre.

L'enfant naturel est toujours placé sous le régime de la tutelle, le conseil de famille étant remplacé par le tribunal civil. Quant aux enfants assistés, ils sont sous l'autorité du Directeur de l'Assistance Publique ou du Préfet (L. du 27-6-1904).

SOUS-SECTION B. — LES ALIÉNÉS

Les aliénés ne peuvent accomplir d'acte juridique valable lorsqu'ils se trouvent sous l'empire de leur maladie, mais pour

faire invalider l'acte, il est nécessaire d'apporter la preuve qu'il a été accompli dans un tel moment. L'acte fait dans un intervalle lucide est valable. Comment inventer, sinon dans un intervalle lucide ? De même, effectuer le dépôt régulier d'un brevet, en fournissant notamment la description de l'invention, n'est-il pas la preuve que le déposant possède sa raison, au moins momentanément ? En outre, l'inventeur doit être encouragé à déposer le brevet, dans son intérêt, comme dans celui de la collectivité. Habile à inventer, habile à déposer, avons-nous déjà dit. Le dépôt d'un brevet d'invention par un aliéné sera donc valable.

En ce qui concerne la cession du droit de déposer à un tiers, le droit commun s'applique : elle sera entachée de nullité, relative d'après la jurisprudence, si la preuve de l'aliénation mentale, au moment de son accomplissement, est apportée ; la nullité ne pourra être demandée après le décès de l'inventeur, sauf s'il s'agit d'une cession à titre gratuit (art. 901 C. civ.) ou si l'interdiction a été provoquée du vivant de l'aliéné (art. 504 C. civ.). Il en sera de même pour l'acquisition du droit de déposer.

Les aliénés interdits judiciairement sont placés sous l'autorité d'un tuteur chargé de les représenter. L'interdiction entraîne une présomption absolue d'insanité pour tous les actes accomplis à partir du jugement. La preuve contraire n'est pas possible. La règle ainsi posée s'applique-t-elle même à certains actes extra-patrimoniaux et tout personnels ? L'interdit peut-il, notamment, se marier dans un intervalle lucide ? La question est vivement controversée. Que dire en ce qui concerne le dépôt d'un brevet d'invention ? Nous adoptons la même solution que pour le mineur. L'aliéné interdit prouve sa lucidité en inventant et en déposant le brevet : ce dépôt sera valable. Mais l'acquisition ou la cession à titre onéreux devra être faite par le tuteur, en observant les formalités indiquées ci-dessus pour le mineur. La cession à titre gratuit est interdite même à son tuteur, sauf s'il s'agit de doter les enfants de l'interdit : dans ce cas, il faut l'avis du conseil de famille et l'homologation du tribunal (art. 511 C. civ.). L'aliéné interdit ne peut pas tester (art. 502 C. civ.). Pour l'acquisition à titre gratuit on observe les mêmes formalités que pour le mineur.

Quelle est la situation des aliénés internés, mais non inter-

aits ? Ils peuvent, comme les autres, déposer valablement un brevet. Quant à la cession du droit à un tiers, elle nécessitera l'action, sur leur demande dans un intervalle lucide, de l'administrateur provisoire, ou du notaire, ou du curateur prévus par la loi du 30-6-1938. L'acquisition d'un brevet autrement qu'à titre gratuit, dépassera les pouvoirs de ces administrateurs.

SOUS-SECTION C. — LE FAIBLE D'ESPRIT ET LE PRODIGE

Le faible d'esprit ne pourrait pas, croyons-nous, inventer. Si cette hypothèse invraisemblable se réalise, il déposera valablement le brevet. Pour céder le droit de déposer à titre onéreux, ou à titre gratuit entre vifs, il aura besoin de l'assistance du conseil judiciaire, car il s'agit d'une aliénation de bien (art. 513 C. civ.). Il peut tester librement, accepter seul une donation, ou un legs, ou une succession. Il peut acquérir à titre onéreux, si l'acquisition est acte d'administration ; sinon il faut l'assistance du conseil judiciaire. La situation du prodigue est la même.

SOUS-SECTION D. — L'INTERDIT LÉGAL

Selon l'art. 29 du Code pénal « quiconque aura été condamné à la peine des travaux forcés à temps, de la détention ou de la réclusion sera, de plus, pendant la durée de sa peine, en état d'interdiction légale ; il lui sera nommé un tuteur ou un subrogé-tuteur pour gérer et administrer ses biens dans les formes prescrites pour les nominations des tuteurs et subrogés-tuteurs aux interdits ».

L'interdiction légale est organisée comme l'interdiction judiciaire. Elle en diffère par la nature, elle est une peine, alors que l'interdiction judiciaire n'est qu'une mesure de protection. L'interdit légal est donc dans la même situation que l'interdit judiciaire (voir ci-dessus). Pourtant, sauf controverse, l'interdit légal peut disposer de ses biens par donation entre vifs avec l'autorisation du tuteur et par testament sans autorisation.

SOUS-SECTION E. — LA FEMME MARIÉE

Nous étudierons d'abord la situation de la femme mariée

sous le régime antérieur à la loi du 18-2-1938. Puis, nous examinerons les modifications résultant de cette dernière loi.

§ 1. — RÉGIME ANTÉRIEUR A 1938. — La femme mariée jouit, comme les autres incapables, de la faculté et du droit de déposer le brevet sans autorisation. L'obliger à demander l'autorisation maritale ou de justice serait la priver en fait de la faculté souveraine de décider du dépôt.

En ce qui concerne la cession ou l'acquisition du droit, la femme séparée de corps est pleinement capable (art. 311 modifié par la loi du 6-2-1893). Pour les autres, il faut considérer l'ancien article 217 du C. civ. et la loi du 13-7-1907 sur le libre salaire de la femme mariée. L'art. 217 C. civ. dispose que la femme, même non commune ou séparée de biens, ne peut donner, aliéner, acquérir à titre gratuit ou onéreux sans le concours du mari dans l'acte, ou son consentement par écrit. La femme mariée ne peut donc, sans autorisation de son mari ou de justice, céder à titre onéreux ou gratuit entre vifs le droit de déposer le brevet. Elle peut tester librement (art. 905). La femme mariée ne peut, non plus, sans autorisation du mari ou de justice, acquérir à titre onéreux (art. 217), ni accepter une donation ou un legs (art. 934) ou une succession (art. 776).

La loi du 13 juillet 1907 a donné à la femme, quel que soit le régime matrimonial, le pouvoir d'administration et d'aliénation, sauf à titre gratuit, « sur les produits de son travail personnel et les économies en provenant » constitués en biens réservés.

La femme inventeur, ou la femme exerçant, avec autorisation au moins tacite du mari, une profession qui comporte l'invention (ingénieur, industriel...) pourra donc disposer librement de ses inventions et du droit de déposer les brevets correspondants. Les brevets ou les produits de leur cession tomberont dans le patrimoine réservé de la femme. De même celle-ci pourra acquérir les brevets nécessaires à l'exercice de sa profession.

§ 2. — RÉGIME INSTAURÉ PAR LA LOI DU 18 FÉVRIER 1938. — La loi du 18-2-1938 a modifié ou supprimé notamment les art. 213 à 225 C. civ. relatifs à l'incapacité de la femme mariée. Elle a également modifié la loi du 13-7-1907. Aux termes du nouvel art. 215 : « La femme mariée a le plein exercice de sa capacité civile.

Les restrictions à cet exercice ne peuvent résulter que de limitations légales ou du régime matrimonial qu'elle a adopté ».

Sous le régime antérieur, la situation matrimoniale de la femme importait peut, puisque l'art. 217 la rendait incapable, dans tous les cas, d'aliéner et d'acquérir et puisque la loi de 1907 concernant la seule exception s'appliquait aussi dans tous les cas. Maintenant (et le nouveau régime est applicable aux femmes mariées antérieurement) l'art. 215 nouveau pose le principe de la capacité. Mais cette capacité ne pourra s'exercer sur et engager que les biens soumis aux pouvoirs d'aliénation de la femme et libres des mêmes pouvoirs de la part du mari, et cela dépend du régime matrimonial. Le brevet, le droit de déposer ou le produit de la cession sont des meubles comme les autres. Quels sont donc les régimes donnant à la femme des pouvoirs d'aliénation sur ses meubles propres et quels sont ces propres compte-tenu de la réforme de 1938 ? Nous croyons pouvoir, en nous inspirant d'une étude publiée par M. P. Esmein, dans la Gazette du Palais du 7-3-1938, proposer ces conclusions : a) La femme séparée de biens, pourra céder son invention et le droit de déposer le brevet sans aucune autorisation. L'art. 217 étant supprimé, la jurisprudence qui l'invoquait pour ne donner à la femme séparée, malgré l'art. 1449, al. 2, que des pouvoirs d'aliénation limités à l'administration, ne saurait être maintenue. b) La femme dotale sera dans la même situation, pour les paraphernaux. Les biens meubles dotaux sont, d'après la jurisprudence, inaliénables pour la femme, même autorisée (et même après la séparation de biens) ; seul, le mari peut les aliéner à titre onéreux. Si l'invention fait partie de la dot, la cession du droit de déposer sera donc effectuée par le mari, après que la femme, maître de l'œuvre, aura décidé la divulgation par ce moyen. c) La femme commune et celle mariée sans communauté n'ont, en principe, de pouvoirs que sur la nu-propriété de leurs propres, dont le mari a la jouissance, et elles ne pourraient aliéner la propriété entière que pour l'expiration du mariage ; les biens communs sont soumis aux pouvoirs, même d'aliénation, du mari, seigneur et maître de la communauté et la femme ne peut les engager qu'avec l'autorisation de justice, dans les deux cas prévus par l'art. 1427, pour tirer le mari de prison, ou pour l'établissement de ses enfants en cas d'absence du mari. Or, dans la communauté légale, le brevet et le droit

de déposer le brevet sont toujours communs ; dans la communauté réduite aux acquêts, ils restent propres, s'il s'agit d'une invention antérieure au mariage ; dans le régime sans communauté, chacun conserve ses biens, ils sont toujours propres. Dans les deux cas ci-dessus où l'invention et le droit de déposer sont propres, la femme ne peut donc aliéner que la nu-propriété ; elle devra obtenir l'intervention du mari si elle veut concéder un avantage immédiat à l'acquéreur. Dans les cas où le droit de déposer tombe en communauté, il ne pourra cependant être exercé ou cédé par le mari qu'avec l'assentiment de la femme maîtresse de l'œuvre.

Tout cela suppose que la femme n'exerce pas de profession distincte. Dans cette hypothèse, il faudrait reprendre nos conclusions précédentes. Signalons simplement que la loi du 18-2-1938 a réglé la question de l'autorisation dans le nouvel art. 216 du C. civ. Le mari peut, tant qu'il est chef de famille, s'opposer à ce que la femme exerce une profession séparée. Si l'opposition du mari n'est pas justifiée par l'intérêt du ménage ou de la famille, le tribunal peut, sur la demande de la femme, autoriser celle-ci à passer outre l'opposition.

Nous venons d'indiquer la mesure dans laquelle la femme peut maintenant aliéner le droit de déposer le brevet concernant une invention émanant d'elle, qu'il s'agisse d'une aliénation à titre onéreux ou à titre gratuit, la femme conservant, en outre, la liberté de tester. Ajoutons que la loi de 1938 a donné à la femme toute capacité pour accepter une donation, un legs, une succession en abrogeant les articles du code qui l'interdisaient. Quant à l'acquisition à titre onéreux, elle est également libre, mais la femme ne pourra toujours engager pour le paiement que les biens soumis à ses pouvoirs d'aliénation par le régime matrimonial.

SOUS-SECTION F. — LE FAILLI ET LE LIQUIDÉ JUDICIAIRE

Aux termes de l'art. 443 C. com. « le jugement déclaratif de faillite emporte, de plein droit, à partir de sa date, désaisissement pour le failli de l'administration de tous ses biens... », qui est confiée à un syndic. Le désaisissement ne s'applique pas aux droits extra-patrimoniaux, il n'atteint donc pas la faculté ni le droit de déposer un brevet, qui restent fixés sur la tête de l'inventeur. Le syndic, découvrant dans les papiers du failli la

description d'une invention, ne pourrait pas effectuer le dépôt du brevet, ni à son nom, ni à celui de la masse. La masse, d'ailleurs, à supposer qu'elle possède une certaine personnalité, n'a qu'une existence et une capacité juridique momentanées, limitées à un objet précis : le règlement des intérêts des créanciers et les créanciers ne peuvent saisir une invention pour laquelle le brevet n'a pas été volontairement déposé par l'auteur. Si l'inventeur dépose ou fait déposer le brevet à son nom, le brevet tombe-t-il dans la masse ? La chose est certaine s'il s'agit d'une invention antérieure à la déclaration de faillite. L'invention est un bien en puissance retenu hors du patrimoine par la maîtrise de l'auteur. Lorsque celui-ci dépose le brevet, il consacre simplement l'invention dans sa qualité de bien opposable aux tiers. Le brevet correspond donc à un élément éventuel du gage des créanciers ; il tombe lui-même dans ce gage. En est-il de même si l'invention est postérieure à la déclaration de faillite ? La jurisprudence a admis, à l'opposé de la doctrine et par interprétation restrictive de l'art. 443 du C. com., que le failli conservait l'administration et la disposition des biens acquis par son travail après la déclaration de faillite. Selon cette jurisprudence, le brevet concernant une invention postérieure à la déclaration de faillite échappe à la masse. La difficulté consistera dans la détermination de la date de l'invention, lorsque le brevet aura été déposé après la déclaration de faillite. Le brevet est, sans doute, un titre de pure forme, mais il constitue une preuve a priori du droit. C'est au syndic qu'il appartiendra de revendiquer le brevet au profit de la masse, en prouvant qu'il concerne une invention antérieure à la déclaration de faillite. S'il avait trouvé la description de l'invention lors de l'inventaire, il aura pu s'en ménager la preuve, tout en observant le secret à l'égard des créanciers, de manière à laisser au failli la maîtrise totale de son œuvre. Alors, si ce dernier décide plus tard de déposer le brevet, le syndic le revendiquera. En dehors de cette hypothèse, la preuve sera quasi-impossible, surtout si le failli prend la précaution d'attendre un temps assez long avant de déposer le brevet. Naturellement, le dépôt effectué presque tout de suite après la déclaration de faillite ferait supposer que l'invention est antérieure ; ce serait un commencement de preuve. En tous cas, ce sera une question de fait à élucider par tous moyens que le tribunal appréciera. Le failli qui aurait ainsi soustrait une invention de son actif serait

passible des travaux forcés à temps pour crime de banqueroute frauduleuse (art. 591 C. com.).

Si l'inventeur a cédé à un tiers pendant la période suspecte le droit de déposer le brevet pour une invention antérieure à la faillite, les créanciers représentés par le syndic pourront réclamer les sanctions prévues par les articles 446 et 447 C. com. : la cession gratuite sera, de droit, inopposable à la masse ; en cas de cession à titre onéreux, la nullité à l'égard de la masse devra également être prononcée par le tribunal, si l'acte est postérieur à la cessation des paiements et si la contrepartie a connu l'état de cessation des paiements. Les sanctions prévues par les articles 446 et 447 pourront également être appliquées, par analogie, en cas de cession du droit de déposer postérieure à la faillite, s'il s'agit d'une invention antérieure. Si le droit de déposer a été acquis par un créancier, il pourra s'exposer aux pénalités prévues par l'art. 597 C. com. (amende et prison) et frappant la stipulation d'avantage particulier à raison d'un vote à émettre ou la conclusion d'un traité particulier duquel résulte en sa faveur un avantage à charge de l'actif ; en outre, les traités de ce genre seront nuls, de nullité absolue (art. 598).

Le Trib. corr. de Troyes s'est prononcé par un jugement du 14-12-1871, confirmé par la C. de Paris le 27-4-1872 (S. 1872, 2, 91). Plusieurs créanciers d'une faillite avaient assigné un autre créancier, L. B., pour s'entendre condamner, par application des art. 597 et 598 C. com. : 1° à rapporter à l'actif un brevet pris à son nom, postérieurement à la déclaration et pendant les opérations de faillite, pour une invention qui appartenait à la masse et qu'il s'était fait céder au détriment des autres créanciers, par un traité particulier avec le failli ; 2° à payer aux demandeurs des dommages-intérêts. Le Tribunal a jugé qu'il n'y avait pas eu de traité particulier entraînant un avantage à la charge de l'actif : que l'invention n'ayant eu jusque là aucun résultat commercial « devait être considérée comme restant la propriété intellectuelle, à l'état d'essai, de l'inventeur qui restait maître d'en disposer dans son intérêt personnel ; — qu'ainsi elle ne faisait pas partie de l'actif de la faillite » ; « qu'en l'absence de toute application de la loi pénale, le Tribunal correctionnel n'est point compétent pour statuer sur la demande en restitution de brevet, ni sur la demande en dommages-intérêts ». En somme, ce jugement s'est limité à la ques-

tion de l'application des art. 597 et 598 C. com. Nous persistons à penser qu'en pareille hypothèse, l'invention tombe dans la masse et que le syndic aurait pu intenter victorieusement, d'une part, une action en détournement d'actif (article 591), d'autre part, une action en nullité de la cession à L. B. du droit de prendre le brevet (art. 447).

En cas de faillite après décès, prononcée conformément à l'art. 437 C. com., le syndic pourra-t-il déposer le brevet pour une invention du défunt ? La maîtrise de l'inventeur disparaît avec la mort : l'invention est un bien dans la masse. Le syndic pourra céder l'invention à un tiers avec le droit de déposer le brevet ; alors, pas de difficulté. Mais l'intérêt de la masse peut exiger le dépôt immédiat du brevet. A quel nom sera-t-il opéré ? L'inventeur étant décédé et la masse n'étant pas une personne morale apte à être titulaire d'un brevet, le brevet ne pourra être pris qu'au nom collectif des créanciers qui la composent. Le syndic devra-t-il sauvegarder la mémoire de l'auteur en faisant indiquer sur le brevet le nom de l'inventeur ? Seuls, les héritiers de celui-ci pourraient décider s'il convient ou non de le faire.

En cas de liquidation judiciaire, le débiteur conserve l'administration de ses biens sous la surveillance et avec l'assistance du liquidateur (art. 6 de la loi du 4-3-1889). C'est la différence essentielle par rapport au régime de la faillite, elle ne change rien à nos conclusions : le cas du liquidé judiciaire est, en ce qui concerne la question étudiée, régi par les mêmes règles que celui du failli.

SECTION III. — Les personnes morales.

Les personnes morales n'inventent pas, cela paraît une évidence. Certains, qui attribuent à l'inventeur seul le droit incespible de déposer le brevet, en concluent que les personnes morales ne peuvent prendre de brevet. Nous avons admis la cessibilité du droit de déposer ; d'où, à priori, la possibilité pour une personne morale d'acquérir et d'exercer ce droit à son profit. Mais la capacité des diverses personnes morales s'étend-elle vraiment à l'acquisition d'un brevet ? C'est la question que nous voudrions mettre au point pour les principales d'entre elles, après avoir fixé les prémisses indispensables.

SOUS-SECTION A. — REMARQUES SUR LA CAPACITÉ DES GROUPEMENTS
QUALIFIÉS DE PERSONNES MORALES

La capacité, c'est la faculté d'être sujet de droits, d'en jouir, de les exercer, de les acquérir et de les défendre en justice. Il n'y a pas de droit sans action en justice, et inversement pas d'action sans droit. L'un et l'autre sont d'ailleurs fondés sur un intérêt. Le droit, c'est un intérêt juridiquement protégé à l'aide de l'action en justice ; ainsi pourrions-nous reproduire la fameuse définition d'Ihering sans nous inquiéter de savoir si elle est complète ; elle est au moins partiellement vraie et nous suffit pour conclure que la capacité se mesure en dernière analyse par le droit d'ester en justice.

La capacité est tout naturellement l'apanage des êtres humains, personnes au premier chef. Mais l'individu est-il seul investi d'intérêts et de droits ? Dans la société réelle, n'y a-t-il pas d'autres intérêts et d'autres droits ? C'est un fait qu'il existe dans toute société des groupements d'individus constitués en vue d'intérêts plus ou moins collectifs. Le droit, destiné à régler la vie sociale et non à l'étouffer dans ses manifestations naturelles, doit reconnaître les intérêts collectifs utiles au développement de la société et de l'individu, les classer, et donner aux groupements les droits nécessaires et suffisants pour les défendre. Autrement dit, ces groupements doivent être considérés comme des sujets de droits, comme des personnes. Par opposition aux personnes physiques, on les désigne sous le nom de personnes morales.

La jurisprudence a consacré la théorie de la personnalité morale de certains groupements. La doctrine est divisée. Certains nient la personnalité morale, dans laquelle ils ne voient qu'un patrimoine collectif, ou ils la considèrent comme une pure fiction, une simple explication, un procédé de technique juridique. D'autres voient dans les groupements des personnes réelles. Ce n'est pas le lieu d'exposer les diverses thèses, ni de faire un choix, puisque, sur le point qui nous intéresse, on est unanimement d'accord ; c'est le suivant : En tout cas, les personnes morales diffèrent essentiellement de la personne-individu quant à l'étendue de leur capacité. En principe, l'individu a tous les droits ; sa capacité est sans limite puisque son acti-

tivité peut se diriger librement vers tous les horizons. Pour les personnes morales, le principe est renversé. Elles ont la capacité nécessaire et suffisante pour la défense des intérêts sur lesquels elles sont fondées, pour l'accomplissement du but qui leur a été assigné. C'est le principe de la spécialité. Raymond Saleilles (*De la personnalité juridique*. Arthur Rousseau, Paris 1922, 2^e édition), l'expose très clairement dans ces termes : (page 319) « Voici donc à quels résultats conduira ce principe de spécialité. La personne juridique pourra avoir la pleine capacité, ce qui veut dire qu'elle pourra valablement accomplir un acte quelconque, en tant qu'il s'agit de l'acte pris en soi. Mais si cet acte est caractérisé et conditionné par un but qui ne rentre pas dans l'objet que cette personne juridique a en vue, cet acte devient interdit ». (Page 641) « Cela ne veut pas dire que le système de la réalité doive échapper au principe de la spécialité. Sur ce point, il se rencontrera avec le système de la fiction. Tout ce qu'on peut dire, c'est qu'il y aura lieu d'interpréter ce principe de spécialité d'une façon moins étroite et moins rigoureuse. Mais quant au principe, il s'impose presque. C'est qu'en effet, je n'ai jamais dit que la personnalité juridique appliquée à des institutions collectives ou fonctionnelles doit être identique à ce qu'elle est chez l'homme. La personnalité est une réalité, mais une réalité juridique, donc une relation, et une relation varie d'après la diversité des différents termes auxquels elle s'applique... Ce qui fait la caractéristique de la personnalité, son unité et son individualité, c'est l'unité de but, et par suite la spécialité d'objet à laquelle doit s'adapter, pour s'y conformer, toute l'orientation de la volonté qui se trouve y correspondre, volonté collective ou fonctionnelle ».

En conclusion, la capacité se mesure par le droit d'ester en justice. Pour les personnes morales, elle est limitée ou, mieux, orientée par la spécialité l'objet.

SOUS-SECTION B. — LES PRINCIPALES PERSONNES MORALES

D'abord, à tout seigneur, tout honneur, l'Etat se présente avec sa suite de personnes juridiques de droit public ou personnes administratives : les départements, les communes, les colonies, les établissements publics. Ensuite, la grande variété des personnes morales de droit privé s'offre à notre examen — variété un peu désordonnée, née de la diversité des besoins.

intermédiaires entre les besoins généraux et individuels, et qui mériterait, lors d'une refonte de l'organisation économique et juridique, d'être harmonisée dans un ensemble cohérent. Nous nous occuperons d'abord des sociétés civiles et commerciales (et des coopératives), des syndicats professionnels et des associations, avant de passer aux personnes de droit public.

§ 1. — LES SOCIÉTÉS. — Aux termes de l'art. 1832 du Code civil, la Société est « un contrat par lequel deux ou plusieurs personnes conviennent de mettre quelque chose en commun, dans la vue de partager le bénéfice qui pourra en résulter ». On peut diviser les sociétés en commerciales (par leur objet ou par leur forme) et en civiles. Les unes et les autres ont la personnalité morale. La jurisprudence semble fixée, même pour les sociétés civiles (Cass. 23-2-1891). Les auteurs sont divisés mais tous accordent aux sociétés quelles qu'elles soient une certaine capacité. Il s'agit pour nous de savoir si cette capacité s'étend à l'acquisition du droit de déposer un brevet ou du brevet lui-même.

a) *Les sociétés commerciales.* — Considérons d'abord les sociétés commerciales ou simplement aptes à faire le commerce selon l'art 19 C. com. (anonymes, en commandite, en nom collectif, à responsabilité limitée). L'exploitation et, par conséquent, l'acquisition d'un brevet ou d'une invention, dont l'objet rentre dans celui de la société défini par les statuts, sont certainement permis, sans distinction entre l'acquisition à titre onéreux et l'acquisition à titre gratuit. Dans le deuxième cas, le bénéfice sera plus grand, voilà tout, et la société n'a-t-elle pas en vue la réalisation du bénéfice maximum ? La société pourra naturellement ne pas exploiter seule ces brevets, mais en concéder des licences. Lorsque l'objet du brevet ne rentre pas dans celui de la société, son acquisition à titre onéreux pourra, sauf interdiction des statuts, être considérée comme un emploi des réserves sociales : sans pouvoir l'exploiter elle-même, la société pourra en concéder des licences ou le céder à nouveau. En cas d'acquisition gratuite, que pourrait-on reprocher aux gérants ? la société n'a rien à perdre.

Une société peut avoir pour objet l'achat pour revendre des inventions, brevetées ou non ; elle est évidemment commerciale puisqu'il s'agit de meubles.

En résumé : l'exploitation du brevet n'est permise que dans

la mesure compatible avec l'objet de la société, mais il n'y a pas de limite à son acquisition sous réserve, naturellement, des clauses expresses des statuts.

b) *Les sociétés civiles.* — Abstraction faite des sociétés universelles comprenant tous les biens des associés et pratiquement inexistantes, les sociétés particulières civiles ne s'appliquent « qu'à certaines choses déterminées, ou à leur usage ou aux fruits à en percevoir » (Art. 1842 C. Civ.). Conformément à cet article, les sociétés purement civiles, non aptes à faire le commerce, pourront posséder, donc acquérir des brevets, les utiliser ou en concéder des licences. Elles pourront, par suite, défendre leurs brevets en justice par l'exercice de l'action en contrefaçon. Cela s'applique aux brevets concernant l'objet de la société ; quant aux autres, il faut conclure comme pour les sociétés commerciales. L'achat d'un brevet pour revendre ou en concéder des licences étant un acte de commerce, une société purement civile ne pourrait faire profession de tels actes. En somme, les sociétés civiles auront, sur le point qui nous occupe, la même capacité que les sociétés commerciales, sauf l'interdiction d'exploiter commercialement le brevet.

Le dépôt du brevet au nom de la Société. — Ainsi les sociétés peuvent acquérir le droit de déposer un brevet. Le dépôt n'est ensuite que l'exécution du contrat et l'intérêt de la société consiste à ce qu'il soit effectué sans retard, afin d'éviter l'antériorité d'un autre dépôt pour le même objet. L'acte de dépôt étant, dans ce cas, un acte de bonne administration, même un acte conservatoire, les agents de la société ayant de simples pouvoirs d'administration seront habiles à l'accomplir.

§ 2. — LES SOCIÉTÉS COOPÉRATIVES. — Les sociétés coopératives forment trois catégories principales : les coopératives ouvrières de production régies par la loi fondamentale du 18-12-1915 ; les coopératives de consommation, organisées par la loi du 7-5-1917 ; les coopératives de crédit (banques populaires....) Les coopératives agricoles, régies par la loi du 12-3-1920, sont d'un type complexe.

Les coopératives sont des types spéciaux de sociétés, civiles lorsqu'elles ne traitent qu'avec leurs membres, commerciales lorsqu'elles vendent à d'autres personnes ; les coopératives de production se trouvent dans ce dernier cas.

En conséquence, nos explications concernant les sociétés s'appliquent aux coopératives.

§ 3. — LES SYNDICATS PROFESSIONNELS. — Les syndicats professionnels doivent être étudiés d'abord d'après la loi fondamentale du 21-3-1884, compte tenu de la jurisprudence. Ensuite, il conviendra d'examiner si la loi modificative du 12-3-1920 entraîne un changement aux premières conclusions.

a) *Loi de 1884.* — Les syndicats professionnels régis par la loi du 21-3-1884 doivent être composés, selon l'art. 2 de cette loi, de personnes exerçant la même profession, des métiers similaires ou des professions communes concourant à l'établissement de produits déterminés. Leur mission légale est définie en ces termes par l'art. 3 : « Les syndicats professionnels ont exclusivement pour objet l'étude et la défense des intérêts économiques, industriels, commerciaux et agricoles ». La personnalité leur est implicitement conférée par l'art. 6 qui leur accorde le droit d'ester en justice et la capacité d'acquérir, à titre gratuit ou onéreux, restreinte seulement pour les immeubles à « ceux qui sont nécessaires à leurs réunions, à leurs bibliothèques et à des cours d'instruction professionnelle ». L'art. 9 punit d'amende les dirigeants de syndicats, en cas d'infraction notamment aux art. 2, 3 et 6 ; les tribunaux pourront, en outre, à la diligence du procureur de la République, prononcer la dissolution du syndicat.

En plus de la restriction concernant les immeubles, quelles sont les limites de la capacité syndicale ? La capacité se mesure par le droit d'ester en justice et s'oriente, pour les personnes morales, dans le sens du but spécial en vue duquel elles sont constituées. Voyons donc quel est le droit d'agir en justice des syndicats. Selon Garraud (*Traité d'instruction criminelle* t. 1^{er}, n. 120) « il est bien entendu que le droit d'action en justice est corrélatif de la mission légale des syndicats, et qu'il est enfermé dans les limites de leur capacité juridique ». La mission légale du syndicat est définie par l'art. 3 de la loi de 1884 : c'est l'étude et la défense des intérêts économiques, industriels, commerciaux et agricoles. Il faut entendre par là les intérêts économiques des diverses professions. Entre l'intérêt général dont la sauvegarde est réservée à l'Etat et au ministère public, et l'intérêt individuel pour lequel la loi offre des moyens de défense à chaque particulier, le législateur de 1884 a voulu reconnaître l'intérêt de la profession et il en a confié la défense aux syndicats. La mission légale d'un syndicat composé de membres

d'une même profession ou de professions connexes, consistera donc à défendre l'intérêt de cette profession ou de ces professions. De l'intérêt de la profession, il faut distinguer l'intérêt individuel de chaque syndiqué, pour lequel il jouit d'une action personnelle. Cet intérêt individuel ne pourra être défendu par le syndicat que d'une manière indirecte, dans la mesure où il coïncide avec l'intérêt de la profession tout entière. L'intérêt de la profession, distinct des intérêts particuliers des syndiqués, l'est aussi de leur somme, à moins que le syndicat comprenne tous les membres de la profession. La loi de 1884 est fondée sur la liberté syndicale. Il peut exister plusieurs syndicats dans la même profession, qui se trouve en quelque sorte personnifiée et représentée par chacun d'eux, mais aucun ne saurait se consacrer à des intérêts individuels, en opposition avec l'intérêt de l'ensemble de la profession ou avec d'autres intérêts individuels de membres de la même profession. A défaut de syndicat unique obligatoire, il faut éviter la lutte des syndicats en leur imposant l'émulation.

La thèse exposée ci-dessus a été adoptée par un arrêt de la Cour de Cassation, toutes Chambres réunies, du 5-4-1913 (Sirey, 1920, 1, 49 — Rapport du Conseiller Falcimaigne — Conclusions du Procureur Général Sarrut — Note de M. Mestre). L'arrêt admet l'intervention du syndicat national de défense de la viticulture française en qualité de partie civile dans une poursuite intentée par le ministère public contre un marchand de vins en gros sous l'inculpation de falsification de vin et de vente de vin falsifié, « attendu... que l'action civile, exercée par le syndicat n'avait pas pour but de donner satisfaction aux intérêts individuels d'un ou de plusieurs de ses membres, mais bien d'assurer la protection de l'intérêt collectif de la profession envisagée dans son ensemble et représentée par le syndicat dont la personnalité juridique est distincte de la personne de chacun de ceux qui le composent ». L'opposition est nette entre les intérêts strictement individuels des syndiqués et l'intérêt collectif de la profession. La défense de celui-ci seulement constitue la mission légale du syndicat, qui devra donc posséder la capacité nécessaire et suffisante à cet effet. Nous marquons deux conséquences de ce principe concernant le commerce et l'acquisition des biens. Si le syndicat n'est que le défenseur d'une profession, il ne peut exercer cette profession ni, à plus forte rai-

son, une autre profession ; les syndicats ne peuvent donc pas faire le commerce. (Cass. crim. 29-5-1908, S. 1910, 1, 489, Note E. Naquet et D. 1909, 1, 25, Note Salmon-Legagneur). Quant à l'acquisition des biens et à leur défense en justice, elles seront permises aux syndicats pourvu que ces biens soient utilisables et utilisés au profit de leur mission.

Quid en ce qui concerne les brevets d'invention ? Leur exploitation commerciale est, sans aucun doute, interdite aux syndicats, que l'objet du brevet intéresse ou non la profession représentée ; mais le syndicat pourrait-il prendre ou acquérir un brevet intéressant la profession et dont ses adhérents profiteraient individuellement ? Ce serait, par analogie avec la marque collective, le brevet collectif. La Cour de Cassation Criminelle, dans un arrêt du 19-6-1908 (Ann. 08, 339) a refusé aux syndicats le droit à une marque collective. Voici l'essentiel des attendus de cet arrêt, dont l'argumentation nous paraît irréprochable.

« Attendu qu'aux termes de l'article 3 de la loi du 21 mars 1884, les syndicats professionnels ont exclusivement pour objet l'étude et la défense des intérêts économiques industriels, commerciaux et agricoles ; Attendu que l'activité des syndicats professionnels ne doit s'exercer que pour la défense des intérêts collectifs de la profession qu'ils représentent ; que la capacité juridique des syndicats en ce qui concerne la composition de leur patrimoine mobilier est restreinte dans les limites mêmes assignées à leur mission légale, qu'il en résulte que le patrimoine mobilier des syndicats ne peut comprendre que les éléments susceptibles de concourir à la défense des intérêts collectifs représentés par ces syndicats ; Attendu qu'un syndicat professionnel ne saurait légalement posséder une marque de fabrique ou de commerce ; Attendu en effet qu'un syndicat professionnel à qui il est interdit de se livrer à aucune opération commerciale ou industrielle ne peut faire usage d'une marque de fabrique ou de commerce ; Attendu il est vrai qu'il est prétendu par le pourvoi qu'une marque de fabrique ou de commerce pourrait être possédée par un syndicat professionnel dans l'intérêt collectif des membres de ce syndicat ; Mais attendu que les intérêts individuels des membres qui font partie d'un syndicat sont essentiellement distincts des intérêts collectifs de la profession que représente le syndicat ; que lors même que la totalité des membres d'un syndicat ferait usage d'une même marque de fabrique ou de commerce, cette marque n'en garantirait pas moins les intérêts individuels de chacun des membres du syndicat ; que ces intérêts individuels, si nombreux qu'ils soient, ne sauraient être confondus avec les intérêts collectifs de la profession qui seuls sont représentés par le syndicat ; que l'usage que pourraient éventuellement faire d'une marque de fabrique ou de commerce les membres d'un syndicat ne peut habiliter ce syndicat à comprendre cette marque exclusivement destinée à protéger des intérêts

individuels dans son patrimoine, ni lui conférer le droit de poursuivre la réparation des atteintes qui seraient portées à la propriété de cette marque ; »

Cet arrêt confirme celui de la Cour de Nîmes du 21-11-1907, rendu sur renvoi après cassation pour vice de forme d'un arrêt dans le même sens de la Cour d'Aix du 22-11-1906. Le jugement du 28-7-1906 du Tribunal correctionnel de Marseille confirmé par ce dernier assimilait, d'ailleurs, la prise d'un brevet au dépôt d'une marque, pour les interdire tous deux aux syndicats. En effet, la question est bien la même. Le brevet est un titre de monopole destiné par essence à l'intérêt d'un seul ou de quelques-uns. Les syndiqués bénéficieraient de ce monopole, à l'exclusion naturellement et contre les autres membres de la profession. Le brevet jouerait dans l'intérêt des syndiqués, non pas dans l'intérêt de la profession toute entière. Il faut en conclure que les syndicats ne sauraient être titulaires de brevets collectifs, pas plus que de marques collectives. Nous signalons à l'appui de cette thèse, un attendu d'un arrêt de la C. d'Orléans du 21-11-1918 (Ann. 21, p. 11), ainsi libellé : « Attendu que l'interdiction de se livrer à aucune opération commerciale entraîne pour les syndicats celle d'être propriétaire d'un brevet d'invention ou d'une marque de fabrique » (le même arrêt reconnaît seulement aux syndicats la possibilité de faire usage d'une marque syndicale ou label, protégée, non par la loi de 1857, mais par l'art. 1382 C. civ.). Le syndicat ne pourrait prendre ou acquérir un brevet intéressant la profession qu'en vue de le mettre à la disposition gratuite de la profession tout entière. Alors, ce brevet empêcherait seulement que l'invention soit protégée au profit d'un tiers, mais le but étant atteint par la simple divulgation de l'invention, au moyen d'une publication de date incontestable, à quoi bon faire les frais de dépôt ou d'acquisition d'un brevet ? La chose n'aurait d'intérêt que dans un régime où la profession serait réglementée de manière à exclure certaines personnes, par exemple les étrangers. Naturellement, ce que le syndicat ne peut faire à l'égard de ses membres, il ne peut le faire à l'égard d'autres membres de la profession. Il ne pourrait prendre ou acquérir un brevet intéressant la profession en vue de le céder ou d'en concéder des licences ; comme tout à l'heure, le brevet du syndicat servirait à des intérêts particuliers, non à l'intérêt collectif de la profession.

Le syndicat pourrait-il être titulaire d'un brevet n'intéressant pas la profession ? et le vendre ou en concéder des licences ? Oui, car il s'agit alors pour lui d'un bien ordinaire ; seulement les produits de la vente ou des licences devraient être consacrés uniquement à l'accomplissement de sa mission. A supposer qu'il existe une profession d'inventeur, comme d'auteur, un syndicat d'inventeurs pourrait prendre des brevets pour les inventions de ses membres et en concéder des licences, mais le bénéfice devrait tomber dans la caisse syndicale en vue de la défense de tous les inventeurs, même non syndiqués.

Sauf dans le cas envisagé ci-dessus, les syndicats ne peuvent posséder de brevets. Par contre, ils pourraient agir en justice pour faire prononcer la nullité d'un brevet intéressant leur profession. Il est de l'intérêt collectif de celle-ci que soient levés les obstacles injustifiés à la liberté du commerce et de l'industrie (dans ce sens, Cass. Civ. 19-10-1932 — Ann. 33, 1 ; voir aussi Cass. 9-12-1936 — Ann. 38, 146 dans une affaire de marque). A cela on peut objecter qu'en raison de l'autorité relative de la chose jugée, l'action du syndicat ne peut servir juridiquement l'intérêt de tous les membres de la profession, qui devront toujours agir eux-mêmes (Paris 21-11-1907 — Ann. 08, 7 — Paris 24-1-1930, Ann. 30, 135 — Nancy 8-2-1933, Ann. 36, 132). L'argument est important. On peut admettre, comme la Cour Suprême, l'intérêt de la profession à voir provoquer un précédent jurisprudentiel susceptible d'éclairer les membres sur l'issue de procès futurs intentés par eux. Inversement, s'il s'agit d'un brevet d'invention étranger à la profession, le syndicat ne pourra en demander la nullité.

b) *Loi du 12 mars 1920.* — Cette loi a complété notamment l'art. 5 de la loi du 21-3-1884. Elle consacre en ces termes la personnalité et la capacité des syndicats : « Les syndicats professionnels jouissent de la personnalité civile. Ils ont le droit d'ester en justice et d'acquérir sans autorisation, à titre gratuit ou à titre onéreux, des biens meubles ou immeubles ». Conformément aux déclarations faites lors de la discussion de la loi, les syndicats jouissent donc d'une pleine capacité, la restriction concernant les immeubles ayant, d'autre part, disparu. Pourtant la mission légale des syndicats reste définie par l'art. 3 de la loi de 1884, sans changement. Elle est, en outre, expressément confirmée par le 2^e alinéa du nouvel art. 5, qui reproduit la jurisprudence (notamment Cass. 5-4-1913) : « Ils peuvent,

devant toutes les juridictions, exercer tous les droits réservés à la partie civile relativement aux faits portant un préjudice direct ou indirect à l'intérêt collectif de la profession qu'ils représentent ». Ainsi la capacité des syndicats reste limitée à leur même mission légale. Nos conclusions précédentes ne reçoivent, de ce fait, aucune modification, bien au contraire. Nous voulons, cependant, réfuter une argumentation possible. Le nouvel art. 5 donne aux syndicats un certain nombre de droits et, notamment le droit de « déposer, en remplissant les formalités prévues par l'article 2 de la loi du 23 juin 1857, modifiée par la loi du 3 mai 1890, leurs marques ou labels. Ils peuvent, dès lors, en revendiquer la propriété exclusive dans les conditions de ladite loi ». On pourrait prétendre qu'ainsi se trouve légalisée l'existence de marques collectives, contrairement à la doctrine de la Cour de Cassation. En outre, l'énumération à cet article des actes permis aux syndicats devant être considérée, d'après la discussion au Parlement, comme simplement énonciative et les marques collectives étant valides, par analogie, les brevets collectifs le seraient. A cela il est facile de répondre que l'art. 5 ne vise pas les marques collectives. Il concerne uniquement les marques syndicales ou labels destinés à certifier aux consommateurs que le produit a été fabriqué dans des conditions donnant satisfaction aux syndicats ouvriers ; par ce moyen, les ouvriers demandent aux consommateurs de soutenir leurs revendications sociales en achetant les produits des bons patrons. A l'appui de cette affirmation nous rappelons le rapport présenté par M. Chéron au Sénat le 15-3-1917 et qui explique en ces termes la disposition : « Répondant aux vœux de nombreuses catégories de travailleurs, nous assurons la protection de leurs marques ou labels... » et il invoque tout de suite, et uniquement, l'exemple des labels américains. Nous avons, en outre, un argument tiré du texte même de la loi selon lequel lesdites marques ou labels seront utilisés par « tous individus ou entreprises mettant en vente les produits ». Or, la caractéristique de la marque collective, c'est d'être utilisée par les membres du syndicat titulaire ; le label, par contre, est à la disposition de tous ceux qui vendent les produits fabriqués dans des conditions approuvées par le syndicat propriétaire. C'est si vrai que les marques collectives font l'objet de dispositions spéciales dans le projet de refonte de la loi sur les marques déposé le 14-6-1929, adopté en 1931 par la Chambre, en

1932 par le Sénat, actuellement en instance devant la Chambre. La France s'était, d'ailleurs, engagée par l'art. 7 bis de la Convention d'Union, à protéger, sous certaines conditions, les marques collectives étrangères.

Ainsi la question des marques collectives ne nous paraît pas tranchée par la loi de 1920 — ni, à plus forte raison, celle du brevet collectif. Pourtant, conformément à une doctrine, erronée selon nous (voir Pic, n° 427 et Jurisclasseur Commercial-Markes, 155), la C. de Montpellier (6 et 10-4-1935 — Rev. Int. Prop. Ind. 1935, p. 34 et 39 — Ann. 37, 72) a reconnu, en se basant sur la loi de 1920, le droit de la Confédération Générale des Producteurs de lait de brebis et des Industriels de Roquefort de faire respecter sa marque de fabrique.

c) *La marque corporative.* — Voici les dispositions essentielles du projet de loi sur les marques, concernant la marque collective :

« Les personnes morales, Etat, départements, communes et établissements publics, ainsi que les syndicats, unions de syndicats, associations, groupements ou collectivités de producteurs, d'industriels et de commerçants, pourvus d'une administration légalement constituée et de la capacité juridique » peuvent posséder des marques de fabrique ou de commerce « dans un but d'intérêt général industriel, commercial ou agricole, ou pour favoriser le développement du commerce et de l'industrie de leurs membres ». Sans vouloir insister sur cette question qui dépasse notre sujet (Jurisclasseur Commercial-Markes, nos 173 et s), nous persistons à penser que la mission légale des syndicats leur interdit de posséder une marque dans l'intérêt exclusif de leurs membres. Par contre, on pourrait instituer des marques professionnelles ou corporatives utilisables par tous les membres d'une profession légalement définie et réglementée. La loi du 25-12-1937 a rendu obligatoires les « marques-labels collectives nationales artisanales » sur les produits fabriqués ou transformés par des maîtres-artisans, tels qu'ils sont définis par la loi du 26-7-1925 modifiée par la loi du 27-3-1934. Ces marques devront être déposées par des syndicats ou Unions de syndicats professionnels qui délivreront à leurs adhérents, moyennant une faible redevance annuelle des certificats garantissant le droit à l'usage de la marque. En fait, tous les artisans pourront obtenir un tel certificat en adhérant au syndicat de

leur choix. C'est un essai bien imparfait dans le sens que nous préconisons. La marque nationale artisanale sera au service d'une profession déjà pourvue d'un embryon d'organisation et, par là, de l'économie française. C'est une marque professionnelle ou corporative.

d) *Le brevet corporatif*. — Ayant repoussé le brevet collectif d'un syndicat, nous admettrions de même l'idée d'un brevet corporatif. Certaines branches de notre industrie sont véritablement asservies à des brevets étrangers. La cause profonde en est la stérilité inventive de nos ingénieurs, du fait que les industriels français ne peuvent ou se refusent à les installer dans des laboratoires, bureaux d'études convenables et à leur faire le crédit nécessaire pour qu'ils effectuent des recherches parfois longues, mais finalement fructueuses. Ce que les initiatives privées ne peuvent ou ne veulent réussir, la « profession » pourrait peut-être l'accomplir, stimulée par les pouvoirs publics. Des laboratoires entretenus par la profession donneraient naissance sans aucun doute à des inventions. Pour couvrir ces inventions à l'égard des étrangers, le brevet « corporatif » serait tout indiqué. Cela suppose que le législateur aura d'abord su organiser dans nos codes cette réalité économique, sociale et nationale qu'est la profession...

e) *Conclusion*. — En conclusion, dans l'état actuel de notre législation, les syndicats professionnels ne peuvent exploiter de brevets d'invention, quel qu'en soit l'objet. Ils ne peuvent pas, non plus, être titulaires de brevets collectifs. Ils pourraient seulement posséder, comme des biens ordinaires, des brevets étrangers à la profession qu'ils représentent, et dont les revenus serviraient uniquement au but syndical. Les syndicats peuvent demander la nullité d'un brevet intéressant la profession.

§ 4. — LES ASSOCIATIONS. — Si la société est, aux termes de l'article 1832 du Code civil « un contrat par lequel deux ou plusieurs personnes conviennent de mettre quelque chose en commun, dans la vue de partager le bénéfice qui pourra en résulter » l'art. 1^{er} de la loi du 1^{er}-7-1901 définit l'association « la convention par laquelle deux ou plusieurs personnes mettent en commun leurs connaissances ou leur activité dans un but autre que de partager des bénéfices ». Ces deux textes se complètent. Chaque fois qu'il y a partage de bénéfice, il y a société. Inversement, en l'absence d'un partage de bénéfice, il n'y a qu'une association. D'autre part, dans une association, la mise

de biens en commun n'est pas prévue, elle est, sinon exclue, du moins considérée comme accessoire (voir les travaux préparatoires de la loi).

Comme pour les syndicats, c'est à l'occasion de leur intervention en justice que la capacité juridique des associations peut être définie d'après leur objet. Certains auteurs ne conçoivent l'association qu'avec un but idéal d'intérêt général (Thaller et Percerou — *Traité élémentaire de Droit commercial*). D'autres, et la jurisprudence avec eux, admettent que le but de l'association peut simplement consister à défendre l'intérêt collectif de ses membres. La Cour de Cassation a, par arrêt du 25-11-1929 (Sirey 1933, 1, 1928) reçu l'intervention de la Ligue des Consommateurs du gaz et de l'électricité, dans un procès engagé contre la Compagnie en vue d'obtenir réparation du préjudice causé par une interruption de courant, « attendu que l'arrêt attaqué constate que... son action (de la Ligue) correspond bien au but qui est l'objet de l'association, telle qu'elle est définie par la loi du 1^{er} juillet 1901 ...qu'ainsi, à côté de l'action individuelle exercée par X, la Ligue, représentant l'intérêt collectif des membres de l'association, a pu, à bon droit, réclamer, par voie d'intervention, à la Compagnie du Gaz, la réparation du préjudice causé collectivement aux adhérents par l'interruption du courant ». Retenons cette règle : Tandis que le syndicat, par la volonté même du législateur, représente l'intérêt collectif de la profession, qu'il a mission de défendre même lorsque l'intérêt de ses membres n'est pas atteint, l'association, qui n'a pas reçu de mission légale de ce genre, ne peut agir que si un préjudice est porté à l'intérêt collectif de ses membres. (Notes P. Esmein sous Poitiers 28-12-1925, S, 2, 65 et Nîmes 13-2-1930, S, 2, 177).

Rappelons maintenant les dispositions de la loi de 1901. Les associations non déclarées n'ont aucune personnalité, aucune capacité (art. 5). Les associations simplement déclarées peuvent acquérir, à titre onéreux, mais non à titre gratuit (art. 6 et 11 a contrario). Les associations reconnues d'utilité publique (art. 10) peuvent faire tous les actes de la vie civile non interdits par les statuts ; elles peuvent même recevoir des dons et legs, sous réserve de l'autorisation par décret prévue à l'art. 910 du C. civ.

Une association simplement déclarée ne pourrait donc pas acquérir un brevet à titre gratuit. Il est également certain que l'exploitation commerciale lui en serait interdite, même si les

bénéfices, au lieu d'être partagés, étaient affectés au but social : le législateur a prévu en nombre limité les groupements aptes à faire le commerce et leur a imposé une réglementation d'ordre public ; or, la loi du 1-7-1901 ne contient aucune disposition permettant l'exercice du commerce ou l'accomplissement d'actes de commerce. L'association ne pourrait donc acquérir un brevet à titre onéreux pour l'exploiter commercialement ; de même, s'il s'agissait d'en concéder des licences ou de le revendre car ce serait, dans les deux cas, un achat pour revendre, donc un acte de commerce. Par contre, l'association pourrait acquérir un brevet pour l'utiliser directement, et sans faire le commerce, à la réalisation du but social.

Pour les associations comme pour les syndicats, la question du brevet collectif se pose. Une association peut-elle être titulaire d'un brevet qui serait utilisé, commercialement ou non, par ses membres ? Nous répondons affirmativement puisque, à la différence du syndicat, l'association est apte à se consacrer aux intérêts exclusifs de ses membres. Une analogie se trouve, d'ailleurs, dans les associations de chasseurs, qui acquièrent un droit de chasse sur un certain territoire et le font respecter en justice (Cass. Crim. 3-1-1925 ; Bull. Crim. n. 5) ; de même, l'association titulaire d'un brevet collectif, exercera les actions en contrefaçon pour « réclamer la réparation du préjudice causé collectivement aux adhérents ». Les dommages-intérêts pourront être partagés entre les membres, car ils représentent le remboursement d'une perte, non pas un bénéfice. Pourtant, le brevet collectif devra rentrer dans l'objet de l'association, sinon les contrefacteurs pourraient repousser l'action en contrefaçon intentée par celle-ci.

La capacité des associations reconnues d'utilité publique est plus étendue que celle des associations simplement déclarées, en ce sens qu'elles peuvent acquérir à titre gratuit, moyennant l'autorisation prévue par l'art. 910 C. civ. Elles pourront, dans ce cas, acquérir des brevets, les revendre ou en concéder licence, les produits étant affectés à la réalisation de leur objet. Mais, en contre-partie, ces associations, pour être reconnues, doivent, en fait, accepter les statuts-types du Conseil d'Etat et soumettre leurs actes et leurs comptes au contrôle de l'Etat. Compte tenu de ces deux précisions, ce qui a été dit pour les associations simplement déclarées reste valable ici.

Les congrégations, conformément à la loi du 1^{er}-7-1901, doivent être autorisées par une loi qui fixe leur capacité. Etant donnée l'intention restrictive du législateur de 1901 et la spécialité d'objet des congrégations, il paraît difficile de les autoriser à prendre des brevets.

§ 5. — L'ÉTAT ET LES PERSONNES MORALES DE DROIT PUBLIC. — En théorie, l'Etat n'échappe pas au principe de la spécialité. C'est la question, toujours débattue, jamais résolue, du rôle de l'Etat : « Gendarme ou Providence » ? Admettons simplement que l'Etat ait pour mission d'assurer le bien public et que l'étendue et les modes d'accomplissement de cette mission varient selon les circonstances de temps et de lieu. Ces observations nous inclinent, dès l'abord, à reconnaître à l'Etat le droit de posséder des brevets d'invention, si cela peut être utile à la satisfaction des intérêts collectifs dont il a la charge. Mais l'Etat est multiforme. Il est constitué par l'ensemble des services dont chacun est créé et organisé par une loi en vue d'un but déterminé. Les brevets de l'Etat ne pouvant être déposés que par l'un de ses services et dans les limites de sa compétence, la règle de la spécialité est finalement observée. La création des services publics échappe au contrôle du juge qui ne peut apprécier la constitutionnalité des lois, mais les actes de ces services doivent ne pas s'écarter de leur mission légale : le juge de droit commun pourra donc décider si l'Etat, représenté par tel ou tel service, est apte à posséder un brevet, compte tenu de l'objet du brevet.

La question est nettement réglée en ce qui concerne la défense nationale. La jurisprudence avait déjà admis que, dans ce domaine, les brevets pris pour des inventions de service par des fonctionnaires devraient revenir à l'Etat — (Cass. 25-1-1856 — S. 1856, 1, 278). Le décret du 30-10-1935 relatif aux brevets d'invention intéressant la défense nationale prévoit expressément, dans son article 1^{er}, de tels brevets « pris au nom de l'Etat ». En fait, ces brevets sont pris au nom de l'Etat, représenté par le Chef du Service d'où émane l'invention (le Ministre de la Défense nationale et de la Guerre, le Ministre de l'Air, le Ministre de la Marine...). En outre, il est parfaitement justifié que l'Etat prenne des brevets lorsqu'il fabrique, notamment lorsqu'il exploite ses divers monopoles. En principe, certes, la liberté du commerce et de l'industrie s'oppose à ce que l'Etat use de ses prérogatives dans le domaine économique, mais une

loi peut déroger expressément au principe. Le juge tiendra compte de la loi et de la mission de l'Etat pour valider ou interdire les exploitations de ses services.

Les départements, les communes, les colonies ont, comme l'Etat, certains intérêts collectifs à représenter et à défendre. Dans la mesure nécessaire à cet effet ils pourront posséder et exploiter des brevets. Mais ils seront soumis, d'une part à la tutelle administrative de l'Etat, d'autre part au contrôle du juge. Il faut signaler à ce sujet l'importante jurisprudence du Conseil d'Etat qui, au nom de la liberté du commerce et de l'industrie, s'est toujours efforcée de limiter les exploitations commerciales et industrielles des communes à celles prévues par des lois ou indispensables aux intérêts généraux de la commune. (C. E. 2-2-1906 — S. 1907, 3, 1 ; C. E. 1-2-1901 — S. 1901, 3, 41 ; C. E. 27-2 et 30-5-1931 — S. 31, 3, 73)

Enfin, les établissements publics, qu'ils soient nationaux, départementaux, communaux ou coloniaux sont toujours créés par une loi qui fixe leur spécialité et soumis à la tutelle administrative et au contrôle du juge. Ils pourront également posséder et exploiter des brevets dans les limites de leur spécialité. Nous signalons à titre d'exemples, que l'Office National industriel de l'Azote et l'Office National des Recherches Scientifiques et Industrielles et des Inventions maintenant remplacé par le Centre National de la Recherche Scientifique appliquée, sont titulaires de brevets d'invention.

Il résulte notamment des explications précédentes qu'une personne morale de droit public ne serait pas capable d'acquérir à titre onéreux un brevet d'invention dont l'objet serait tout à fait étranger à sa mission. Quid en cas d'acquisition à titre gratuit ? Le brevet pourrait alors être revendu ou donner lieu à des concessions de licences et les produits pourraient être affectés à la réalisation du but de la personne morale envisagée. A ces conditions, pourquoi ne pas permettre l'acquisition à titre gratuit ?

§ 6. — CONCLUSION SUR L'ACQUISITION DE BREVETS PAR LES PERSONNES MORALES. — Pour apprécier si une personne morale est apte à posséder des brevets, il faut d'abord examiner si l'acquisition d'un brevet n'est pas, en soi, interdite par la nature même de la personne morale ; ensuite si l'objet du brevet rentre dans celui de la personne morale. On conçoit que, dans chaque espèce, la solution puisse être variable et douteuse. En dehors des

textes de loi ou des statuts, des considérations de fait sur l'objet réel de la personne morale et sur l'utilisation possible du brevet seront souvent déterminantes. Certaines personnes morales mériteront une interprétation large, (par exemple, les sociétés commerciales...), d'autres, (par exemple, les syndicats...) une limitation sévère. Quant à l'Etat lui-même, la question sera particulièrement délicate, puisqu'en somme il fixe lui-même les limites de sa compétence.

Lorsque la personne morale considérée aura pris ou acquis un brevet sans en avoir la capacité, ce brevet sera, entre ses mains, un titre inutilisable, notamment à l'égard des contre-facteurs. En outre, les gérants du groupement ayant accompli l'acte seront soumis aux réclamations et aux actions des membres, conformément à la nature du groupement envisagé, à la loi qui le régit et aux statuts qu'il a adoptés. Enfin, la contre-partie pourra souffrir des effets de ces actions si l'objet du groupement et les pouvoirs des gérants étaient connus d'elle. Ces questions dépassent le cadre de notre étude.

TITRE IV

LES FORMALITES, LES SANCTIONS, LE RETRAIT DU DEPOT — LA DEMANDE DE BREVET.

CHAPITRE PREMIER

LES FORMALITES DE DEPOT.

Le dépôt d'un brevet d'invention a un double aspect, juridique et technique. C'est l'acte de volonté par lequel le déposant se place sous le régime de l'institution ; c'est aussi l'acte d'enregistrement et de publicité qui rend l'invention opposable aux tiers. Les pièces du dépôt comprendront donc essentiellement une requête à l'administration tendant à la délivrance, à telle personne, d'un brevet concernant l'invention exposée dans une description technique annexe.

L'art. 5 de la loi du 5-7-1844 modifié par la loi du 26-12-1908 est ainsi libellé : « Quiconque voudra prendre un brevet d'invention devra déposer, sous cachet, au secrétariat de la préfecture, dans le département où il est domicilié, ou dans tout autre département, en y élisant domicile : 1° sa demande au Ministre de l'Agriculture et du Commerce ; 2° une description de la découverte, invention ou application faisant l'objet du brevet demandé ; 3° les dessins ou échantillons qui seraient nécessaires pour l'intelligence de la description ; et 4° un bordereau des pièces déposées.

Dans le département de la Seine, le dépôt des demandes de brevets aura lieu aux bureaux de l'Office National de la Propriété Industrielle ».

Nous étudierons :

1° Les pièces du dépôt : la description (description proprement dite, dessins, échantillons) la demande ou requête au Ministre, le bordereau, l'enveloppe.

2° Les opérations du dépôt ;

3° Le dépôt dans les colonies, pays de protectorat ou sous mandat ;

4° Le dépôt par mandataire ou représentant légal.

SECTION I. — Les pièces du dépôt.

SOUS-SECTION A. — DESCRIPTION DE L'INVENTION

Par le dépôt, l'inventeur divulgue son œuvre en vue d'acquiescer le droit intellectuel assuré par l'institution du brevet. Le dépôt doit comporter une description de l'invention suffisante pour mettre celle-ci à la portée des hommes de l'art ; l'art. 30 de la loi de 1884 déclare nul et de nul effet le brevet délivré, « si la description jointe au brevet n'est pas suffisante pour l'exécution de l'invention, ou si elle n'indique pas d'une manière complète et loyale, les véritables moyens de l'inventeur ». Cette nullité ne pourrait être prononcée que par les tribunaux (art. 34) et l'Administration doit se borner à délivrer, sans examen préalable, le brevet régulièrement demandé (art. 11) ; elle ne pourrait s'ériger en juge de la suffisance de la description, mais elle est fondée à exiger une description. En outre, elle peut imposer certaines formes de présentation pour plusieurs raisons : d'abord, pour la bonne tenue de ses milliers de dossiers ; ensuite pour la publication des brevets. En effet, la loi du 7-4-1902 a complété en ces termes l'art. 24 de la loi de 1844 : « Les descriptions et dessins de tous les brevets d'invention et certificats d'addition seront publiés in extenso, par fascicules séparés, dans leur ordre d'enregistrement. Cette publication, relativement aux descriptions et dessins des brevets, pour la délivrance desquels aura été requis le délai d'un an prévu par l'article 11, n'aura lieu qu'après l'expiration de ce délai. Il sera en outre publié un catalogue des brevets d'invention délivrés.

Un arrêté du Ministre du Commerce et de l'Industrie déterminera : 1° — les conditions de forme, dimensions et rédaction que devront présenter les descriptions et dessins, ainsi que les prix de vente des fascicules imprimés et les conditions de pu-

blication du catalogue ». Ainsi, le Ministre du Commerce, qui avait déjà, sans besoin d'un texte spécial, la faculté de prendre, par arrêté, les mesures d'application de la loi de 1844 (à défaut des ordonnances royales, portant règlement d'administration publique, prévues à l'article 50 de cette loi et jamais rendues), s'est vu confirmer ce pouvoir par l'article 24 en ce qui concerne les conditions de forme, dimensions et rédaction des descriptions et dessins, en vue de la publication des fascicules de brevets. Il importe que cette publication soit uniforme et qu'elle fasse honneur aux inventeurs comme à l'Administration comparée aux publications de l'étranger : d'où la nécessité de conditions générales et relativement sévères de présentation.

Selon le 4^e alinéa de l'art. 6 de la loi de 1844 : « La description ne pourra être écrite en langue étrangère. Elle devra être sans altérations ni surcharges. Les mots rayés comme nuls seront comptés et constatés, les pages et les renvois paraphés. Elle ne devra contenir aucune dénomination de poids ou de mesures autres que celles qui sont portées au tableau annexé à la loi du 4 juillet 1837 ». L'art. 6 dispose également dans ses 3 premiers alinéas que « la demande sera limitée à un seul objet principal, avec les objets de détail qui le constituent et les applications qui auront été indiquées », qu'elle « ne contiendra ni restrictions, ni conditions, ni réserves », et qu'elle « indiquera un titre renfermant la désignation sommaire et précise de l'objet de l'invention ». Littéralement, ces dispositions ne s'appliquent qu'à la demande ou requête au Ministre, mais il a bien fallu considérer qu'elles valaient également pour la demande de brevet, au sens large, y compris la description. Quant aux dessins, ils seront « tracés à l'encre et d'après une échelle métrique ». « Un duplicata de la description et des dessins sera joint à la demande ». « Toutes les pièces seront signées par le demandeur ».

L'arrêté du 11-8-1903 pris en application des art. 6 et 24 sus-visés et modifié les 21-5-1920, 29-12-1927 et 7-10-1935, contient des prescriptions détaillées, reproduites en annexe et auxquelles il suffit en général de se reporter. Nous voudrions seulement approfondir quelques questions concernant la description proprement dite, les dessins et les échantillons.

§ 1. — DESCRIPTION PROPREMENT DITE. — a) *Langue française.* — La loi de 1844 a prohibé les descriptions en langue étrangère et la règle se justifie d'elle-même. Toutefois, il a été entendu lors de la discussion à la Chambre des Députés sur l'observation

de M. Delespaul, que certains mots étrangers pourraient être tolérés lorsqu'il serait difficile de trouver un équivalent français. L'arrêté ministériel a étendu la portée de cette prescription en exigeant que la description soit rédigée en langue française, correcte, aussi brièvement que possible, sans longueurs et répétitions inutiles. Un double souci se manifeste ainsi : celui de publier des brevets bien rédigés ; celui de réduire les frais d'impression au strict nécessaire. Ces préoccupations sont louables et les inventeurs se doivent de les observer dans leur propre intérêt. L'Administration de son côté ne saurait les appliquer avec une rigueur excessive. Dans certains cas, l'inventeur peut estimer qu'une répétition, par exemple, n'est pas inutile, au contraire — et c'est là une question de fond, d'interprétation échappant au contrôle de l'Administration. De même, les tribunaux ont déjà jugé qu'un brevet était valable du moment où la description était claire pour un homme de l'art, sans qu'il faille exiger un morceau de style sans aucune erreur terminologique ou grammaticale (notamment Paris 30-3-1885 — Ann. 85, 110 ; Paris 17, 3, 1887 — Ann. 87, 296). Là encore l'Administration ne pourrait faire œuvre de puriste ni refuser un terme qui ne se trouve pas dans un dictionnaire. Elle doit, dans certains cas, se montrer large, notamment pour l'admission de néologismes techniques ; elle aide, en outre, les inventeurs peu habiles à rédiger, dans la correction de la forme de leurs mémoires.

b) *Poids et mesures étrangers*. — La loi de 1844 oblige à n'utiliser que les dénominations de poids et mesures portés au tableau annexé à la loi du 4-7-1837, maintenant loi du 11-7-1903. Le but de cette disposition était simplement d'empêcher l'emploi des anciennes mesures françaises ; les travaux préparatoires montrent qu'il n'a pas été question des poids et mesures étrangers. L'interdiction d'employer ceux-ci pourrait cependant être tirée de la disposition précédente, puisque les dénominations des poids et mesures font évidemment partie de la langue d'un pays. Toutefois, l'Administration se montre là encore tolérante dans les cas où il est absolument impossible d'utiliser les poids et mesures français, par exemple, lorsqu'il s'agit de machines à calculer destinées à l'Angleterre et naturellement basées sur le système duodécimal.

c) *Composition*. — Le mémoire descriptif n'échappe pas aux règles de la composition. Il lui faut un titre ; il est bon qu'il débute par un préambule précédant la description détaillée et qu'il se termine par un résumé.

1° **TITRE**. — La loi de 1844 le prévoit pour la demande proprement dite et dispose qu'il renfermera « la désignation sommaire et précise de l'invention ». L'arrêté ministériel (art. 2, al. 6, modifié le 29-12-1927) exige le titre pour la description elle-même et il ajoute à la définition légale « sans aucune dénomination de fantaisie ». La prohibition expresse des dénominations de fantaisie dans le titre a été jugée utile du fait que de nombreux inventeurs y faisaient figurer la marque de fabrique destinée à l'objet de l'invention. Cette mention n'avait évidemment rien à faire dans le titre d'un brevet qui ne doit être que la désignation technique de l'invention. Si l'inventeur veut s'assurer un droit privatif sur une dénomination, il peut se borner à l'utiliser dans son commerce ou il doit déposer une marque de fabrique conformément à la loi du 23-6-1857. (Pour le cas où il s'agit de la marque d'autrui, voir ci-après, e) — 2°).

L'Administration doit-elle vérifier que le titre est bien une désignation précise de l'invention ? Si elle voulait effectuer complètement cette vérification, il est évident qu'elle devrait examiner la description quant au fond, l'interpréter et rechercher quel est exactement l'invention nouvelle dans tout ce qui est décrit. Tout cela serait interdit par le principe de non-examen inscrit à l'art. 11 de la loi de 1844 et sur la portée absolue duquel les travaux préparatoires de la loi ne laissent aucun doute. Pourtant, l'Administration s'estime fondée à contrôler la correspondance du titre non pas avec l'invention véritable, mais avec la description dans son ensemble. Elle veille aussi à ce que les titres restent limités raisonnablement. C'est une question de mesure. En cas d'absence de titre, celui-ci pourra être ajouté après le dépôt (Ch. II, Sec. 2, § 1^{er}). « Si le titre sous lequel le brevet a été demandé indique frauduleusement un objet autre que le véritable objet de l'invention », le brevet délivré sera entaché de nullité (art. 30 de la loi de 1844). Le titre frauduleux échappera rarement au contrôle de l'Administration. Le cas peut cependant se présenter lorsque l'invention véritable consiste en un objet restreint noyé dans une description générale à laquelle correspond le titre. Il ne suffit pas, d'ailleurs, que le titre soit inexact ou insuffisant, il faut que cela ait été voulu par

fraude. (Cass. 9-2-1853 — D. 53, 1, 94 ; Paris 28-2-1867. — Ann. 67, 258 ; Paris 30-6-1868 — Ann. 69, 273 ; Lyon 19-7-1872. — Ann. 72, 330 ; Paris 1-7-1870 — S. 1870, 2, 266 ; Bordeaux 26-12-1904 — Ann. 07, 1, 243).

2° PRÉAMBULE. — D'après l'art. 2, al. 7 de l'arrêté, « la description débutera, s'il y a lieu, par un préambule qui sera un exposé aussi clair et concis que possible de ce qui constitue l'invention ». Il n'y a là qu'une indication dont les inventeurs peuvent s'inspirer pour la rédaction de leurs mémoires descriptifs, mais ce n'est pas une obligation proprement dite. Dans les pays à examen préalable, la rédaction des brevets d'invention est devenue une véritable technique atteignant parfois, comme en Allemagne, une quasi-perfection. Nous donnons une traduction partielle des recommandations de l'Administration allemande aux demandeurs en brevets (Merkblatt für Patentanmelder — bl. 1936 S. 133) : « Le mieux est de commencer la description par l'indication du but poursuivi avec l'invention, en donnant complètement et sincèrement l'état de la technique tel qu'il est connu du demandeur. Il faut y relier l'exposé du problème technique que l'invention doit résoudre. La solution du problème doit alors être expliquée en détail, au besoin au moyen de dessins, et autant que possible en considérant la marche du fonctionnement ou le mode d'action de l'objet de l'invention... »

3° CORPS DE LA DESCRIPTION. — L'invention doit être décrite de manière suffisante pour pouvoir être exécutée, à la seule lecture du brevet, par un homme de l'art et l'art. 30 de la loi de 1844 déclare nul tout brevet dont la description ne serait pas suffisante. En outre le droit intellectuel ne portera que sur l'objet décrit (trib. civ. Seine 5-12-1922 — B.O.P.I. 1923, 14). En cas de doute, le brevet rédigé librement par l'intéressé sera interprété restrictivement par les tribunaux (Paris 19-6-1858 — Ann. 58, 305 ; Cass. crim. 26-1-1867 — S. 67, 1, 339 ; Cass. 9-8-1867 — Ann. 67, 340 ; Cass. req. 12-7-1933 — B.O.P.I. 33, 98). Toutefois, le juge ne peut prononcer la nullité du brevet parce que l'idée revendiquée n'est pas expressément indiquée dans la description ; il doit rechercher si cette idée n'y est pas forcément comprise (Cass. 29-7-1891 — S. 95, 1, 407). La description d'un brevet ne peut être complétée par un certificat d'addition (Amiens 1-7-1859 — Ann. 59, 334 ; Paris 2-2-1861 — Ann. 61, 77 ; Paris 3-3-1870 — Ann. 71, 313 ; Lyon 19-7-1872 — Ann. 71, 330).

Voilà l'intérêt de présenter une description complète quant

au fond mais l'Administration ne contrôle que la forme. La deuxième phrase de l'art. 2, al. 7 de l'arrêté n'est donc qu'un rappel de la règle légale aux demandeurs.

4° RÉSUMÉ. — L'art. 2, al. 9, semble imposer l'obligation d'un résumé dans les termes suivants : « Sous le titre de « Résumé » la description sera terminée par un résumé aussi concis que possible des points caractéristiques de l'invention. Ce résumé comportera l'énoncé succinct du principe fondamental de l'invention et, s'il y a lieu, des points secondaires qui le caractérisent. Le résumé sera énonciatif et non descriptif ». Pour des raisons difficiles à apercevoir, l'Administration refuse d'admettre des « revendications » présentées de la manière usitée à l'étranger même dans les pays sans examen (Belgique, Suisse) et par lesquelles l'inventeur exprime ses prétentions. En fait, le résumé pourra en tenir lieu, étant entendu que l'étendue et la portée du brevet doivent être fixées par les tribunaux, compte tenu de l'ensemble de la description et des dessins (Paris 22-6-1936 — Ann. 38, p. 59). Cet arrêt affirme qu'en droit français il n'existe pas de revendications. Le jugement qu'il confirme, du trib. de la Seine (20-2-1935), déclarait que la loi française interdit les expressions « revendications » ou « je revendique » ; où donc le tribunal avait-il vu cela dans un texte législatif ? Le même tribunal, dans un jugement du 16-11-1935 (Ann. 37, 177), dit plus justement : la législation française n'impose pas à l'inventeur l'énoncé de revendications catégoriques ; il suffit qu'elles apparaissent comme la conséquence naturelle de l'invention (voir aussi Paris 1-5-1900 — Ann. 1900, 259). Ce qui n'est pas imposé n'est pas non plus interdit ; pourquoi donc ne pas le permettre ? Enfin, il est parfois impossible, par exemple, s'il s'agit de dispositifs mécaniques, d'établir un résumé qui ne soit pas descriptif. En tous cas, cette prescription de l'arrêté est également d'ordre indicatif, plutôt que vraiment obligatoire.

d) *Signature*. — Seule la signature identifie la description. Tous les feuillets de l'original, comme du duplicata, devront comporter au moins le paraphe du demandeur, le dernier, la signature complète. Cette formalité est indispensable.

e) *Contenu de la description*. — La description doit être limitée à l'explication technique de l'invention (art. 5 de la loi de 1844) : toute autre mention est absolument prohibée sans qu'aucun texte spécial ait besoin de le préciser.

1° **RESTRICTIONS, CONDITIONS, RÉSERVES.** — On applique à la description la disposition de l'art. 6 de la loi de 1844 qui interdit les « restrictions, conditions et réserves » dans la demande proprement dite. Il ne s'agit évidemment pas de restrictions, conditions et réserves d'ordre technique, mais de celles qui affecteraient la délivrance du brevet ; cette disposition sera commentée tout à l'heure, à propos de la requête.

2° **DÉNOMINATIONS DE FANTAISIE.** — L'Administration peut-elle interdire l'emploi dans la description, de marques de fabrique appartenant à autrui ? L'Administration ne doit admettre dans la description que ce qui concerne l'explication technique de l'invention, mais cela peut comporter l'emploi de termes de fantaisie, désignant, par exemple, telle matière connue dans le commerce par cette dénomination (ex. carborundum...) ou tel appareil (Stylomine...) ou telle automobile (Simca...) L'Administration pourra parfois exiger le remplacement de ces termes par les termes chimiques ou scientifiques ou techniques équivalents. Lorsque le remplacement sera difficile (il arrive en effet qu'on ne connaisse pas le nom chimique de certains produits, ou qu'ils ne puissent être désignés autrement) ou lorsqu'il supposerait un examen de fond de sa part, l'Administration laissera au demandeur la responsabilité de son texte du point de vue de la suffisance de la description dont le contrôle échappe aux bureaux. Il sera toujours préférable pour le demandeur de donner dès le dépôt une description ou une définition complète de l'objet ou du produit mentionné.

Si la dénomination de fantaisie est l'objet d'un droit privatif au profit d'un tiers, l'usage par le demandeur pour désigner son propre produit risque de constituer, en cas de marque déposée, un acte de contrefaçon punissable par application de l'art. 7 de la loi du 23-6-1857, ou au moins un acte de concurrence déloyale. De même, la référence à la marque d'autrui, lorsqu'elle n'est pas faite dans des conditions évitant toute confusion sur l'origine des produits peut être qualifiée acte de concurrence déloyale (voir, par analogie, la jurisprudence relative à la référence à la marque d'autrui, dans la fabrication et la vente des pièces détachées, notamment C. Lyon 16-3-1933 — Ann. 35, 355 et C. Paris 20-6-1933 — Ann. 33, 41). Le demandeur qui décrit et critique, dans le brevet, le système d'un concurrent en le désignant par la marque de celui-ci, pourrait également, s'il dépassait les bornes de la critique technique objec-

tive, être passible d'une action en concurrence déloyale pour dénigrement. Quelle doit être l'attitude de l'Administration en cas d'emploi dans une description de brevet, de dénominations de ce genre ? Elle ne saurait se faire juge des questions de savoir : 1°) si telle dénomination est l'objet d'un droit privatif au profit d'un tiers ; 2°) si l'emploi qui en est fait doit être permis ou interdit. Elle pourrait attirer officieusement l'attention des déposants et les autoriser à supprimer les termes litigieux, mais elle doit délivrer les brevets sans examen préalable, aux risques et périls des demandeurs ; elle n'encourt donc aucune responsabilité à l'égard des titulaires de marques, ainsi lésés, auxquels il appartient d'exercer les actions judiciaires qui leur sont réservées.

L'interdiction de dénominations de fantaisie dans les titres, inscrite dans l'arrêté, doit, selon nous, être interprétée de la même manière que pour la description.

3° COMPLEXITÉ. — Le contenu de la description doit être limité à l'explication technique d'une seule invention ; sinon, la demande est dite complexe. Le vice de complexité est un vice de forme : il existe lorsqu'au lieu de faire plusieurs dépôts pour plusieurs inventions, celles-ci ont été groupées dans un seul ; mais ce vice de forme suppose, pour être découvert, un certain examen de fond. La complexité a été prohibée par la loi de 1844 pour la demande proprement dite : « la demande sera limitée à un seul objet principal, avec les objets de détail qui le constituent et les applications qui auront été indiquées ». L'arrêté ministériel (art. 3, modifié le 16-2-1931) a étendu la prohibition à la description elle-même. La sanction du vice de complexité sera étudiée plus tard.

f) *Dimensions*. — La loi impose aux inventeurs une description suffisante ; mais cette question échappant au contrôle de l'Administration, le déposant doit, en principe, pouvoir rédiger sa description en toute liberté, et notamment, lui donner la longueur qu'il estime nécessaire : L'Administration ne pourrait fixer une limite arbitraire aux explications de l'inventeur. Pourtant, ce fut la règle longtemps adoptée, l'Administration se réservant d'accepter exceptionnellement une description qui excéderait la limite fixée, après avis favorable du Comité Technique de la Propriété Industrielle. Cette méthode, outre qu'elle supposait un excès de pouvoir de l'Administration, présentait des inconvénients pratiques lorsque le demandeur se refusait à

réduire son texte ou, sous prétexte de réduction, modifiait celui-ci de fond en comble. Actuellement, aucune limite n'est imposée, mais au-delà d'une certaine longueur, le déposant doit acquitter des taxes supplémentaires dites taxes d'acceptation ou de longueur au profit de l'Office National de la Propriété Industrielle, dont le budget assume la charge de la publication. Ces taxes sont obligatoires et la réduction de la description ne serait pas autorisée. Les descriptions dépassant 250 lignes de 50 lettres sont soumises aux taxes (Art. 2 (2°) de l'arrêté du 11-8-1903 modifié par celui du 7-10-1935). L'arrêté instituant les taxes est basé sur l'art. 24 de la loi de 1844, modifié par la loi de 1902, aux termes duquel « un arrêté du Ministre du Commerce et de l'Industrie déterminera les conditions de forme, dimensions et rédaction que devront présenter les descriptions et les dessins ».

§ 2. — DESSINS. — Les dessins constituent une forme de description. Ils servent, au même titre que les autres parties de la description, à fixer la portée du brevet (Cass. 25-5-1897 — Ann. 97, 333 ; Orléans 13-3-1900 — Ann. 02, 71). Les dessins peuvent-ils suppléer totalement à la description ? Pourquoi pas ? La C. de Cass. (9-8-1867 — Ann. 67, 345) a décidé que les dessins pouvaient suppléer à la description, si l'intention du déposant de faire breveter l'objet représenté était manifestée. L. C. de Paris a jugé le 28-1-1885 (Ann. 86, 257) que, sous réserve de la suffisance, « aucune forme particulière n'est imposée par la loi du 5-7-1844 à la description de l'objet breveté ; que l'indication de cet objet peut avoir lieu, soit par une description analytique, soit par un dessin graphique, soit par la combinaison des deux procédés s'aidant et se complétant l'un par l'autre » ; voilà la règle bien posée. Lorsque la description est claire et précise, peu importe une erreur matérielle dans les dessins (Lyon 1-7-1870 — Ann. 71-72, 35 ; Paris 1-5-1900 — Ann. 1900, 259). Le demandeur doit apprécier si des dessins sont ou non nécessaires. L'Administration ne pourrait les refuser ni les exiger ; elle doit seulement vérifier qu'ils sont conformes aux prescriptions en vigueur quant au format et à l'établissement. Les dessins ne peuvent naturellement être fournis après le dépôt ; l'Administration devrait délivrer le brevet sur la base de la seule description. Le nombre des dessins n'est pas limité, mais lorsqu'il sera supérieur à 6 feuilles de petit format ou à 3 feuilles du grand, une taxe supplémentaire sera due par le déposant (art. 4 (9°) de l'arrêté du 11-8-1903, modifié par l'arrêté du 7-10-1935).

§ 3. — ECHANTILLONS. — La loi elle-même donne au demandeur la possibilité de déposer des échantillons. Cette faculté est inutile : l'invention doit toujours être exposée entièrement dans la description et les dessins. Il suffira au lecteur de procéder selon les indications données pour obtenir un échantillon du produit. Les échantillons ne peuvent servir de complément à la description ; il ne faut pas les assimiler aux dessins ; ils ont une valeur insignifiante. Etant donnée en outre la difficulté pour l'Administration de conserver des échantillons fournis dans toutes les dimensions et sous tous les emballages et l'absence de responsabilité de sa part en cas de perte, on pourrait supprimer la possibilité de produire des échantillons. Cela ne se justifie vraiment que dans les pays à examen préalable et sur la demande de l'Administration désireuse de se rendre compte des résultats de l'invention. La Cour de Douai a jugé le 29-1-1859 — Ann. 60,6, que le brevet est nul si la description ne peut être comprise qu'à l'aide d'échantillons disparus, même si leur perte n'est pas imputable à l'intéressé.

SOUS-SECTION B. — REQUÊTE

Selon l'art. 6 de la loi de 1844 : « La demande sera limitée à un seul objet principal, avec les objets de détail qui le constituent et les applications qui auront été indiquées. Elle mentionnera la durée que les demandeurs entendent assigner à leur brevet dans les limites fixées par l'article 4 et ne contiendra ni restrictions, ni conditions, ni réserves. Elle indiquera un titre renfermant la désignation sommaire et précise de l'objet de l'invention... Toutes les pièces seront signées par le demandeur, ou par un mandataire dont le pouvoir restera annexé à la demande ».

L'art. 11, modifié par la loi de 1902, dispose en outre : «... La délivrance (du brevet) n'aura lieu qu'un an après le jour du dépôt de la demande, si ladite demande renferme une réquisition expresse à cet effet. Le bénéfice de la disposition qui précède ne pourra être réclamé par ceux qui auraient déjà profité des délais de priorité accordés par des traités de réciprocité, notamment par l'article 4 de la Convention Internationale pour la protection de la propriété industrielle du 20 mars 1883 ».

Voilà les prescriptions légales. Il faut y ajouter celles qui figurent aux paragraphes 1 et 2 de l'art. 6 de l'arrêté ministé-

riel du 11-8-1903 modifié par l'arrêté du 29-12-1927 et qui concernent, d'une part, l'indication de la date, du nom ou de la raison sociale, de la nationalité et de l'adresse du demandeur ou du mandataire, d'autre part, la déclaration de priorité.

Le terme « demande » peut être pris au sens restreint de requête au Ministre ou bien comprendre l'ensemble de la requête et de la description. Il faut considérer que le premier alinéa de l'art. 6 de la loi de 1844 concerne la demande au sens large, et en fait, uniquement la description (c'est la question de la complexité). Quant au titre devant figurer sur la requête, il sera naturellement identique à celui placé en tête de la description. La nécessité de la signature s'explique d'elle-même ; elle confère à la demande sa valeur juridique. De même, la nécessité de la date et des indications permettant d'identifier le brevet ne pose pas de question. Nous aurons seulement quelques explications à donner, d'une part sur l'interdiction des restrictions, conditions et réserves, l'ajournement de la délivrance et la déclaration de priorité régis par la loi et l'arrêté et, d'autre part, sur la déclaration de priorité d'un certificat de garantie et la mention du nom de l'inventeur, qu'aucune prescription ne vise.

§ 1^{er}. — INTERDICTION DES RESTRICTIONS, CONDITIONS, RÉSERVES. Cette disposition résulte du caractère de l'institution et de la nature du dépôt du brevet, simple acte-condition : La requête est la manifestation de volonté par laquelle l'impétrant déclare vouloir obtenir un brevet avec les prérogatives et les obligations prévues par l'institution dont il réclame le bénéfice ; cette manifestation de volonté doit donc être pure et simple, sans condition, ni restrictions, ni réserves. Sinon, l'impétrant sera invité par l'Administration, à supprimer ces dernières, faute de quoi le brevet devrait être refusé. La seule exception prévue consiste dans l'ajournement de la délivrance à un an.

§ 2. — AJOURNEMENT DE LA DÉLIVRANCE A UN AN. — L'institution comporte une alternative quant au délai de délivrance du brevet. Si le demandeur dépose purement et simplement la délivrance intervient dans le délai de fait nécessaire aux diverses opérations administratives (ce délai, naguère de 3 mois, a été porté à 6 mois pour donner aux services de la défense nationale le temps d'étudier les inventions et de faire jouer, avant la délivrance, les dispositions du décret du 30-10-1935). Selon l'art. 11 de la loi, le demandeur peut requérir l'ajournement de la

délivrance à un an, ce qui comporte l'inconvénient de retarder le moment où le titre de brevet sera utilisable contre les contrefacteurs (chap. 4, section 4) mais aussi des avantages sérieux : pendant ce temps, la découverte reste secrète, l'inventeur peut la perfectionner en toute sécurité, effectuer des essais, entamer des négociations et, en cas d'échec, retirer sa demande en obtenant le remboursement de la plus grande partie de la taxe versée ; enfin, le délai de 3 ans pour la mise en exploitation court de la délivrance. C'est dans sa requête que l'impétrant doit fixer le mode de délivrance, immédiate ou ajournée ; ensuite, son choix ne peut plus être modifié. L'arrêté du 11-8-1903 indique la manière dont la réquisition d'ajournement doit être présentée sur les diverses pièces. L'interdiction du cumul de l'ajournement de la délivrance et du bénéfice d'une priorité étrangère se justifie parce que, dans ce dernier cas, le déposant a déjà profité d'un délai d'un an. Si, par erreur, la requête réclame l'un et l'autre, l'Administration permet au déposant de choisir la mention à conserver. L'ajournement de la délivrance n'empêche pas l'Administration de procéder immédiatement à l'ouverture de l'enveloppe et à l'examen des pièces. Il faut d'ailleurs observer que la possibilité donnée à l'inventeur de retarder la publication est contraire à l'esprit qui domine l'institution du brevet : porter le plus tôt possible à la connaissance de la société des inventions qui doivent être pratiquement réalisables dès le dépôt. La suppression de l'ajournement a déjà été justement demandée.

§ 3. — DÉCLARATION DE PRIORITÉ. — Les principaux Etats, dont la France, se sont constitués en Union pour la protection de la propriété industrielle par la Convention de Paris du 20-3-1883 modifiée à plusieurs reprises et en dernier lieu à Londres en 1934. Conformément à l'art. 4 de cette Convention, celui qui aura régulièrement fait le dépôt d'une demande de brevet d'invention ou de modèle d'utilité, dans l'un des pays de l'Union, ou son ayant-cause, jouira, pour effectuer le dépôt dans les autres pays, d'un droit de priorité pendant un délai de douze mois à dater du dépôt de la première demande. En conséquence, le dépôt ultérieurement opéré dans ce délai ne pourra être invalidé par des faits accomplis dans l'intervalle, soit notamment par un autre dépôt ou par la divulgation ou l'exploitation de l'invention. Quiconque voudra se prévaloir de la priorité d'un dépôt antérieur sera tenu de faire une déclaration

indiquant la date et le pays de ce dépôt. Chaque pays déterminera à quel moment, au plus tard, cette déclaration devra être effectuée mais aucune autre formalité ne pourra être requise pour la déclaration de priorité au moment du dépôt de la demande. Ultérieurement, d'autres justifications pourront être demandées, notamment une copie conforme de la première demande dans un délai minimum de trois mois à compter du dépôt.

L'application intérieure de la Convention sur ce point a été réglée d'abord par l'arrêté du 23-1-1914, puis par l'arrêté du 29-12-1927 modifiant le paragraphe 2 de l'art. 6 de l'arrêté du 11-8-1903. La déclaration doit indiquer la date du premier dépôt fait à l'étranger et le pays dans lequel il a eu lieu. Il faut naturellement y ajouter la nature du premier dépôt : brevet ou modèle d'utilité. En outre, lorsque, pour une raison quelconque, le dépôt ultérieur n'est pas effectué au même nom que le dépôt primitif, l'Administration accepte l'indication du titulaire de celui-ci, dans la déclaration qui sera publiée sur le fascicule du brevet. Le délai pour effectuer la déclaration a été fixé à 60 jours à partir du dépôt de la demande : elle ne figure donc pas obligatoirement sur la requête ; en outre, la déclaration inscrite sur la requête peut être, pendant le même délai, modifiée ou supprimée. Le défaut de déclaration dans le délai entraîne la perte du droit de priorité. (Cass. 19-10-1932 — Ann. 33,1 ; Lyon 28-6-1929 — Ann. 31,153).

§ 4. — CERTIFICAT DE GARANTIE. — La divulgation de l'invention antérieurement au dépôt, par exemple, son exhibition à une exposition publique, étant une cause de nullité du brevet, la loi du 13-4-1908 et le décret du 17 juillet ont organisé, afin de favoriser la présentation des inventions nouvelles à certaines expositions, la protection temporaire de la propriété industrielle au moyen du certificat de garantie. La protection est prévue pour deux catégories d'expositions :

1°) Expositions organisées en France avec l'autorisation de l'Administration ou avec son patronage (décret du 17 juillet). Le bénéfice de la loi est accordé par arrêté du Ministre du Commerce, sur requête des organisateurs de l'exposition. Le certificat de garantie est délivré par le Directeur de la Propriété Industrielle pour la Seine, le Préfet ou le Sous-Préfet pour la province, à la suite d'une demande accompagnée d'une description de l'objet exposé, certifiée par le Commissaire de l'Exposition.

2°) Expositions internationales étrangères officielles ou officiellement reconnues. Selon l'article 11 de la Convention d'Union : « les pays de l'Union accorderont, conformément à leur législation intérieure, une protection temporaire aux inventions brevetables... pour les produits qui figureront aux expositions internationales officielles ou officiellement reconnues, organisées sur le territoire de l'un d'eux. Cette protection temporaire ne prolongera pas les délais de l'article 4 (délais de priorité)... »

Pour les expositions internationales tenues en France, pas de difficulté (voir 1°). Pour les expositions internationales étrangères, la procédure de délivrance d'un certificat de garantie valable en France est fixée par les art. 2 et 3 de la loi du 13-4-1908. Il faut d'abord qu'un décret spécial soit pris à l'occasion de l'exposition pour déterminer les mesures d'application de la loi. Ensuite, le certificat de garantie devra être délivré par l'autorité chargée de représenter officiellement la France à l'Exposition. Le certificat délivré par l'autorité étrangère dans une exposition non reconnue par un décret français ne produirait aucun effet auprès de l'Administration et des tribunaux français (Trib. civ. Seine, 3^e ch., 20-7-1937, Sihne/Dianor).

Dans tous les cas, les dossiers de certificats de garantie sont transmis à l'Office National de la Propriété Industrielle.

Aucun texte ne prévoit la déclaration de priorité d'un certificat de garantie au moment du dépôt du brevet. On peut donc penser qu'elle n'est pas obligatoire. Cependant, il est préférable de la faire ; l'Administration l'accepte et la publie si le certificat de garantie a été régulièrement délivré (voir ch. 2, section 1, § 1^{er}). Cette déclaration mentionnera le numéro du certificat de garantie, s'il y a lieu, et surtout l'exposition à l'occasion de laquelle il a été obtenu avec sa date d'ouverture officielle ; c'est, en effet, à partir de cette date que court le délai de priorité de douze mois accordé pour déposer régulièrement le brevet.

§ 5. — MENTION DU NOM DE L'INVENTEUR. — L'inventeur ayant divulgué son œuvre, acquiert le droit à l'honneur, droit de la personnalité, purement moral et inaliénable. La sauvegarde de ce droit exige, lorsque le brevet est pris et publié au nom d'un ayant-droit de l'auteur, que le nom de celui-ci soit également publié en même temps que le brevet et sur le fascicule même dudit brevet. Le brevet possède, en somme, deux titulaires, d'un de droit intellectuel, l'autre moral. Le nom du premier doit

toujours être suivi du second. Le titulaire moral n'a, d'ailleurs, aucun droit aux avantages pécuniaires du brevet.

Le droit à l'honneur de l'invention a été consacré par l'art. 4 bis de la Convention d'Union pour la protection de la propriété industrielle révisée à Londres en 1934, dans les termes suivants : « L'inventeur a le droit d'être mentionné comme tel dans le brevet ». La plupart des législations étrangères contiennent depuis longtemps une règle analogue, qui figure également dans le projet de loi sur les brevets d'invention en instance devant le Parlement français, mais seulement à l'art 33 relatif aux inventions d'employés : « Lorsqu'une invention sera due à un employé et que le brevet sera demandé par l'employeur, le nom de l'inventeur devra toujours figurer dans la demande de brevet et être reproduit, après le titre, sur l'exemplaire imprimé de la description ». Il n'y a pas de raison de limiter la règle aux rapports entre employés et employeurs.

L'Administration a devancé le législateur ; elle publie la mention du nom de l'inventeur, du moment que la déclaration lui en est faite et signée par le déposant et par l'inventeur lui-même. Aucun délai n'est fixé pour cette déclaration qui peut donc être produite jusqu'à la délivrance du brevet et même après, mais sans être publiée. Elle trouvera cependant sa place normale dans la requête. De nombreux contrats collectifs entre employeurs et techniciens obligent les premiers à faire mentionner dans leurs brevets les noms de leurs collaborateurs inventeurs.

SOUS-SECTION C. — BORDEREAU ET ENVELOPPE

A la description et aux dessins en double exemplaire, le déposant doit joindre un bordereau indiquant le détail des pièces, la longueur de la description et le nombre de dessins. Le tout doit être inséré dans une enveloppe cachetée, c'est-à-dire simplement collée, sans qu'il soit besoin de véritables cachets de cire. Sur ces points, il suffit de se reporter aux prescriptions de l'arrêté ministériel. La requête est aussi dans l'enveloppe.

SOUS-SECTION D. — DISPENSE DU TIMBRE

C'est une tradition constante que les pièces d'une demande de brevet d'invention ne sont pas soumises aux droits de tim-

bre et d'enregistrement prévus par la loi du 13 Brumaire An VII, art. 12 et la loi du 22 Frimaire An VII, art. 23. Lors de la discussion de la loi de 1844 à la Chambre des Députés, le texte de l'art. 6 proposé par le Gouvernement comprenait un membre de phrase qui soumettait la description au droit de timbre ; ce membre de phrase a été supprimé.

SECTION II. — Les opérations du dépôt.

§ 1. — PAIEMENT PRÉALABLE DE LA TAXE. — Seion l'art. 7 de la loi de 1844, « aucun dépôt ne sera reçu que sur la production d'un récépissé constatant le versement d'une somme de 100 frs à valoir sur le montant de la taxe du brevet ». Actuellement, le montant de la somme à verser à l'occasion du dépôt est fixé à 550 francs par la loi du 19-3-1937 et par l'arrêté du 2-10-1937. Cette somme comprend une taxe de dépôt proprement dite de 100 francs au profit de l'Etat (aucune augmentation par rapport à 1844) et une taxe de publication de 450 francs au profit de l'Office National de la Propriété Industrielle destinée à couvrir les frais de la publication imprimée des brevets instituée en 1902.

Faute par le déposant de produire un récépissé constatant le paiement total des taxes, l'Administration devrait refuser d'accepter le dépôt ; si le dépôt était accepté par erreur, comme il arrive parfois dans certaines préfectures, il devrait être annulé pour être reporté éventuellement à la date de paiement ultérieur de la taxe.

La taxe est acquittée, soit entre les mains de l'Agent-Comptable de l'Office National de la Propriété Industrielle, soit à la Caisse des Trésoriers-Payeurs généraux, ou des receveurs des Finances. Les inventeurs doivent exiger des récépissés en bonne forme et ne pas se contenter de bulletins de versement. Le récépissé régulièrement délivré dans un département est valable pour effectuer le dépôt dans toute la France, soit à l'Office National de la Propriété Industrielle, soit dans une autre Préfecture.

§ 2. — LIEU DE DÉPÔT. — La loi de 1844 (art. 5) pose en principe que le dépôt aura lieu au Secrétariat Général de la Préfecture de chaque département. La loi du 26-12-1908 a prévu, pour la Seine, qu'il serait opéré dans les bureaux de l'Office National de la Propriété Industrielle à Paris. Pour être admis à déposer

un brevet dans une Préfecture ou à l'Office National de la Propriété Industrielle, il suffit d'être domicilié ou de faire élection de domicile en ce qui concerne le brevet, respectivement dans le département de province ou dans la Seine.

La loi n'a pas prévu le dépôt par correspondance ; il doit être réellement opéré par l'intéressé dans les bureaux de l'Administration. Celle-ci dressera immédiatement un procès-verbal indiquant le jour et l'heure (à la minute près) de la remise des pièces et les conditions spéciales du dépôt (priorité étrangère, ajournement de la délivrance, etc...). Ce procès-verbal est établi d'après les déclarations du déposant et il doit être signé par lui.

La loi n'a pas parlé de dépôts simultanés. Le but du dépôt, c'est notamment de fixer le rang légal de l'invention ; les dépôts doivent donc être successifs.

Comment présenter les pièces lors du dépôt ? La description, les dessins, la requête au Ministre et le bordereau se trouvent, nous le savons, dans une enveloppe fermée, sur laquelle est reproduite une copie du bordereau (art. 6, § 5, de l'arrêté du 11-8-1903) ; le récépissé constatant le versement de la taxe est remis en même temps que l'enveloppe. Il serait préférable de laisser la requête en dehors de l'enveloppe : ainsi le procès-verbal serait rédigé conformément à une pièce écrite, ce qui éviterait les divergences parfois constatées après coup avec la requête et faciliterait les vérifications nécessaires.

Le système des lieux de dépôts multiples (un par département) est pratique pour les inventeurs de province, mais il présente un inconvénient : il peut arriver que plusieurs brevets pour la même invention soient pris exactement à la même heure dans plusieurs préfectures par diverses personnes ; alors, il sera impossible d'attribuer la priorité à aucun d'entre eux. Aussi paraîtrait-il préférable d'instituer un lieu unique, Paris, sous réserve de l'admission des dépôts par correspondance ; chaque dépôt, effectué directement ou par correspondance, recevrait un numéro qui déterminerait son rang. C'est le système fonctionnant dans certains pays étrangers.

SECTION III. — Le dépôt dans les colonies, pays de protectorat et sous mandat.

Le brevet d'invention déposé dans la Métropole étend ses effets à l'Algérie et aux territoires des colonies proprement dites

(arrêté du 21-10-1848 relatif aux anciennes colonies — Cass. 25-2-1861, S. 61, 1, 430 ; décrets des 5-7-1850 et 29-6-1906 relatifs à l'Algérie ; décret du 28-10-1902 relatif à Madagascar ; décret du 13-3-1911 relatif à l'Indochine), à l'exclusion, en principe, des pays de protectorat et sous mandat qui possèdent leur législation propre (Tunisie, Maroc, Syrie et Liban) sauf le Togo et le Cameroun ; la législation française a été rendue applicable à ces derniers par des décrets du 22-5-1924 et du 21-4-1937.

Inversement, les dépôts de brevets devaient être organisés en Algérie et dans les colonies et les pays sous mandat africains (Togo, Cameroun). Les formalités à remplir sont les mêmes, mais les pièces exigées (description et dessins) doivent être fournies en trois exemplaires dont l'un est conservé sur place et dont les deux autres, enfermés dans une enveloppe, sont transmis au Ministère du Commerce à Paris, pour la délivrance du brevet ; les dépôts sont reçus dans les Préfectures, en Algérie, ou au Gouvernement de la Colonie ou du pays sous mandat.

Pour le Maroc, la Tunisie, les Etats de Syrie et du Liban, les dépôts sont effectués auprès des administrations de Rabat (Office Marocain de la propriété industrielle), de Tunis (Direction Générale de l'Agriculture, du Commerce et de la Colonisation) et de Beyrouth (Services du Haut-Commissariat).

SECTION IV. — Le dépôt par mandataire ou représentant légal.

Le dépôt d'un brevet d'invention peut être opéré par un mandataire de l'inventeur ou de son ayant-droit. L'art. 6 de la loi de 1844 dispose que « toutes les pièces seront signées par le demandeur, ou par un mandataire dont le pouvoir restera annexé à la demande ». Ainsi le mandataire devra remettre à l'Administration la procuration qui l'habilite. Comme le dépôt doit être effectué dans les conditions prévues à la procuration (par exemple en requérant ou non l'ajournement de la délivrance) il est bon que celle-ci soit produite dès le dépôt. Aucun dépôt au nom d'un tiers ne pourrait être admis sans procuration ; le texte formel précité exclut l'application des principes de la gestion d'affaire et de la ratification ultérieure. Conformément à la pratique suivie depuis l'origine et aux travaux préparatoires de la loi de 1844, la procuration sera établie sur papier libre, sans légalisation. La procuration sera présentée par le mandataire en dehors de l'enveloppe contenant les autres pièces. Si la requête était aussi extérieure, il serait possible de

vérifier immédiatement qu'elle est conforme aux termes de la procuration. Les inventeurs résidant à l'étranger sont tenus d'avoir un mandataire en France qui recevra les communications de l'Administration et retirera le titre du brevet délivré.

Certaines personnes, ingénieurs-conseils en propriété industrielle et agents de brevets, font profession de conseiller les inventeurs, les industriels et les commerçants et de les représenter devant l'Administration pour tout ce qui concerne la propriété industrielle (recherches d'antériorités, dépôts de brevets, marques, dessins ou modèles, expertises, négociation sous forme de cession ou de licence, procès en contrefaçon...). Ces personnes rentrent dans la catégorie des agents d'affaires et la législation commerciale leur est applicable (art. 632, C. com.). A la différence de nombreux pays étrangers, la profession d'ingénieur-conseil n'est pas réglementée en France et on ne peut pas dire que ce soit un bien ; les inventeurs devront choisir avec soin un représentant susceptible d'offrir toutes garanties de compétence et d'honorabilité ; l'Administration ne peut qu'agréer le représentant désigné.

Les incapables inventeurs sont habiles à déposer leurs brevets, mais il peut arriver que des incapables, parfois des enfants n'ayant pas l'âge de raison, acquièrent des inventions non brevetées, notamment par voie de succession. Leur représentant légal ou leur tuteur devra opérer le dépôt, acte conservatoire, au nom de l'incapable. L'Administration ne pourrait évidemment exiger qu'il fournisse une procuration ; il devra simplement indiquer en quelle qualité il agit. De même, en ce qui concerne les personnes morales, le dépôt sera effectué par les soins de leur représentant (Administrateur-Délégué de Société, Président d'Association...) agissant en cette qualité.

CHAPITRE II

SANCTIONS ADMINISTRATIVES DES FORMALITES DU DEPOT

Nous venons d'exposer les conditions indispensables au dépôt d'un brevet d'invention. Les unes empêchent, si elles ne sont pas réalisées, l'acceptation même du dépôt : ce sont le paiement préalable de la taxe, l'élection de domicile dans le département et la procuration, lorsqu'il s'agit d'un dépôt effectué par mandataire. Les autres, qui concernent les pièces enfermées dans l'enveloppe, ne peuvent être vérifiées par l'Administration qu'après réception et enregistrement du dépôt ; en cas d'observation, elles donnent lieu, soit à une correction par l'intéressé, soit au rejet de la demande de brevet. Nous nous proposons de fixer les limites du contrôle administratif et d'examiner l'application des sanctions à la requête et à la description.

SECTION I. — **Limites du contrôle administratif des pièces.**

§ 1^{er}. — **REQUÊTE.** — La requête doit comporter, nous le savons, un certain nombre de mentions relatives au demandeur en brevet (nom, adresse, nationalité, nature de la personne morale), au mode de délivrance, à la priorité revendiquée. L'administration aura pour mission de contrôler la forme de ces déclarations sans devoir, ni pouvoir en vérifier l'exactitude ; c'est le principe de non-examen absolu, inscrit dans l'art 11 de la loi de 1844.

Ainsi, elle ne demandera pas de justifications de l'identité de l'état civil ou de la nationalité du déposant. Elle n'exigera pas de preuves de l'existence légale de la société ou de l'association, ni le texte de l'acte constitutif ou des statuts, ni la justification de la qualité et des pouvoirs de la personne agissant en leur nom. Elle ne demandera pas la production d'une copie officielle

ou d'un certificat de dépôt de la demande de brevet d'invention ou de modèle d'utilité étrangère dont la priorité est revendiquée ; si le dépôt français est effectué par un autre que le titulaire de la demande étrangère, elle ne se préoccupera pas de savoir si le déposant est bien l'ayant-droit de l'étranger, en vertu d'une transmission régulière.

L'Administration accepte donc purement et simplement les déclarations des intéressés pourvu qu'elles rentrent dans le cadre des prescriptions de la loi et des arrêtés d'application. Pourtant, certaines déclarations ne sauraient être admises, lorsque cela supposerait, de la part de l'Administration, l'ignorance de principes juridiques élémentaires ou de faits qu'elle a pour mission de connaître ou de constater. Notamment, la validité des brevets d'invention délivrés à des personnes morales est certaine, mais il est évident que pour être titulaire de brevet, il faut être sujet de droit. L'Administration devra refuser de délivrer le brevet lorsqu'elle ne se trouve pas devant un sujet possible de droit. Par exemple, un brevet a pu être demandé au nom d'une simple enseigne, il a été refusé, après avis conforme du Comité Technique de la Propriété Industrielle (Office Technique Bona Fide, brevet déposé en 1928, refusé en 1929). Il devrait en être de même lorsque le brevet est déposé expressément au nom d'une « société de fait », puisque la caractéristique d'une telle société est d'être dépourvue de toute existence juridique ; le brevet ne pourrait être délivré qu'aux membres de cette prétendue société, à condition qu'ils aient été indiqués lors du dépôt. Une autre hypothèse peut se présenter en matière de certificats de garantie. Ces certificats doivent toujours être délivrés par une autorité française et transmis à l'Office National de la Propriété Industrielle. S'il est revendiqué la priorité d'un certificat de garantie délivré par une autorité étrangère, dans une exposition internationale étrangère à l'occasion de laquelle le décret prévu par l'art. 3 de la loi du 13-4-1908 n'a pas été pris, l'Administration ne pourra admettre et publier cette revendication, manifestement impossible (voir ch. 1, section 1, sous-section B). De même, au cas où serait revendiquée la priorité d'un dépôt effectué dans un pays ne faisant pas partie de l'Union pour la protection de la Propriété Industrielle. Dans ces deux espèces, le déposant pourrait supprimer les mentions inacceptables. Bien entendu, l'Administration devra exercer avec beaucoup de prudence son pouvoir de refus ;

d'ailleurs les intéressés jouissent toujours d'un recours au Conseil d'Etat.

§ 2. — DESCRIPTION. — Sauf les exceptions indiquées à l'art. 3 de la loi de 1844 (les remèdes de toute espèce, plans de finance) et sauf le cas où la publication de l'invention serait contraire à l'ordre public et aux bonnes mœurs, l'administration n'a pas qualité pour examiner le contenu technique de la description. Elle doit simplement en contrôler la forme ou plus exactement la présentation, car la forme de l'exposé touche au fond. Cependant, la pratique s'est établie d'autoriser contre paiement d'une taxe les corrections d'erreurs matérielles portant sur la forme, pourvu que les modifications ne soient pas « de nature à augmenter l'étendue et la portée des inventions » (art. 12, § 2, de l'arrêté du 11-8-1903). Lorsque le déposant demande à remplacer dans le texte de la description, un membre de phrase par un autre, en imputant la faute à la dactylographe, l'administration doit donc juger, à la lumière des explications et justifications techniques de l'intéressé, s'il s'agit d'une modification ne changeant pas le sens du texte, s'il s'agit, en somme, d'une erreur purement matérielle, évidente. Aussi, les corrections de prétendues erreurs matérielles sont-elles difficilement autorisées. D'ailleurs, ou bien l'erreur est évidente et alors le lecteur rectifie de lui-même, à quoi bon la correction ? ou bien l'erreur n'est pas évidente et l'administration ne pouvant apprécier le fond de la question, devrait refuser la modification ; il appartient aux inventeurs ou aux agents de brevets de rédiger avec soin les descriptions.

SECTION II. — Sanctions du vice de forme.

§ 1^{er}. — LES CAS DE REJET OBLIGATOIRE, LA CORRECTION. — Si l'examen de l'administration ainsi limité, fait apparaître la régularité des pièces du dépôt, le brevet doit être délivré, conformément à l'art. 11 de la loi de 1844 ; « Les brevets d'invention dont la demande aura été régulièrement formée seront délivrés sans examen préalable, aux risques et périls des demandeurs, et sans garantie soit de la réalité, de la nouveauté ou du mérite de l'invention, soit de la fidélité ou de l'exactitude de la description ». Par contre, l'art. 12 dispose : « Toute demande dans laquelle n'auraient pas été observées les formalités prescrites par les N^{os} 2 et 3 de l'article 5, et par l'article 6, sera rejetée »

L'art. 5 exige, dans son paragraphe 2 une description et dans son paragraphe 3 les dessins complémentaires. La nécessité d'une description, serait-elle constituée uniquement par un dessin (voir ci-dessus), est tellement fondamentale que le rejet pur et simple s'impose. Quant aux dessins complémentaires de la description proprement dite, le déposant est seul juge de leur utilité. Même si la description se réfère à des dessins non joints, le rejet serait une sanction excessive ; le déposant ne peut être autorisé à les fournir après coup, mais l'administration doit lui laisser le choix entre la délivrance en l'état et le retrait de la demande.

L'art. 6 prohibe tout d'abord les demandes complexes. La question sera examinée séparément. Il fixe encore un certain nombre de formalités concernant la requête, la description et les dessins dont l'inaccomplissement au moment du dépôt est réparable après coup sauf s'il s'agit d'une description en langue étrangère. En dehors de cette hypothèse la sanction du rejet obligatoire serait trop dure et l'observation en a été faite à plusieurs reprises, lors de la discussion de la loi. Il a été bien entendu que toutes les fois où le vice de forme pourra être effacé, l'administration le permettra ; le rejet n'étant prononcé que si le déposant refuse la régularisation. Le Ministre du Commerce promet « d'agir comme on le faisait sous l'empire de la loi de 1791, et de venir en aide à l'ignorance, en offrant aux inventeurs tous les moyens de couvrir les irrégularités ou de les faire disparaître ». (Calmels — De la Propriété et de la Contrefaçon des Œuvres de l'Intelligence — Paris 1856, voir *Moniteur* 1843, p. 607). Le rejet prévu par l'art. 12 ne sera donc prononcé qu'en cas de régularisation impossible ou refusée par le déposant. L'arrêté du 11-8-1903 a, en conséquence, prévu dans son art. 12 la possibilité de fournir, sur l'invitation de l'administration, de nouvelles pièces régulières dans un délai d'un mois, pouvant être prorogé en cas de nécessité justifiée. Les nouvelles pièces ne devront pas comporter de modifications « de nature à augmenter l'étendue et la portée de l'invention ». Les corrections imposées par l'administration sont toutes différentes des corrections d'erreurs matérielles dont il a été question ci-dessus ; elles ne donnent pas lieu à paiement de taxe.

§ 2. — COMPLEXITÉ ET DIVISION. — La complexité étant un vice de forme résultant du groupement de plusieurs objets dans une

seule demande (voir ci-dessus), ce vice peut être réparé en ramenant la demande à un seul objet, les autres étant supprimés ou repris dans des demandes divisionnaires. L'arrêté du 16-2-1931, modifiant l'art 3 de l'arrêté du 11-8-1903 admet, en effet, ces deux solutions. Dans le premier cas, pas de difficulté ; dans le second, il faut régler la présentation et le sort des demandes divisionnaires

Les demandes divisionnaires ne devront contenir que des parties de texte et des dessins figurant dans la demande initiale avec seulement les phrases de liaison, de référence, ou d'explication, absolument nécessaires à la clarté d'exposition de leur objet. Les demandes divisionnaires devront être déposées dans un délai de six mois à dater de l'invitation administrative. Les brevets délivrés à la suite de ces demandes prendront date du jour et de l'heure du dépôt primitif, qui devra être indiqué dans la requête de la demande divisionnaire.

Quid des annuités échues ? Supposons que la demande initiale ait été déposée le 1^{er} février 1936. L'administration oppose le vice de complexité ; la demande est soumise au Comité Technique de la Propriété Industrielle (voir ci-après) ; la discussion se prolonge : la division n'est opérée et les demandes divisionnaires déposées qu'en août 1937, après paiement des taxes de dépôt naturellement ; dans quelles conditions les deuxièmes annuités seront-elles acquittées ? Les demandes divisionnaires prenant date le 1^{er} février 1936, les deuxièmes annuités sont donc venues théoriquement à échéance dès le 1^{er} février 1937, mais elles n'ont pu être réellement dues et payées avant août 1937, c'est-à-dire après expiration du délai fixé par l'art. 32 de la loi de 1844 et l'art. 4 de la loi du 4-4-1931 pour le paiement valable des annuités ; ces brevets divisionnaires seront-ils déchus, morts-nés en quelque sorte ? Cela serait absurde, mais pour éviter toute controverse, l'arrêté du 16-2-1931 aurait dû fixer un délai à compter du dépôt des demandes divisionnaires pour le paiement des annuités échues. Il sera prudent d'acquitter ces annuités dès le dépôt des demandes divisionnaires et même d'y ajouter le montant des surtaxes de retard prévues par la loi du 4-4-1931.

L'administration devra se montrer très libérale dans l'appréciation de la complexité. Le législateur de 1844 a employé une formule large dont le sens a été précisé lors de la discussion de la loi, notamment par l'intervention Arago à la Cham-

bre des Députés : « M. Arago. — Je demande si Watt était venu en France présenter la machine à vapeur avec le régulateur à force centrifuge, s'il aurait été, par le seul fait du brevet de la machine à vapeur, breveté pour le régulateur à force centrifuge appliqué au moulin ? M. le Rapporteur — Sans doute, c'est compris dans les objets de détail qui constituent la machine ». En outre, pour examiner sérieusement l'unité d'objet de l'invention, il faut d'abord déterminer l'invention nouvelle par rapport à l'état de la technique ; il faut extraire de la description le noyau de l'invention ; si l'appréciation de la complexité peut se faire dans les pays à examen préalable, au cours de l'examen sur la nouveauté, l'administration française ne pourrait certes pas se montrer trop sévère.

L'arrêté du 16-2-1931 interdit le retrait de la demande initiale s'il n'est pas renoncé en même temps aux autres demandes divisionnaires. On n'aperçoit pas la raison de cette règle.

§ 3. — LE REJET. — Lorsque la demande de brevet ne comportera pas de description, ou une description en langue étrangère, ou lorsqu'elle sera viciée en la forme, et notamment complexe, sans que l'intéressé ait régularisé dans le délai prescrit par l'administration, le rejet interviendra, après avis conforme du Comité Technique de la Propriété Industrielle (art. 13 de l'arrêté du 11-8-1903), le demandeur ou son mandataire préalablement entendu. Le Comité Technique de la Propriété Industrielle, formé de jurisconsultes, professeurs, magistrats, avocats et fonctionnaires (décret du 22-6-1938), est un corps consultatif dont les membres sont nommés par le Ministre, qui prend seul les décisions. Il est vrai que le Ministre doit, en matière de régularité de forme des demandes de brevets, suivre l'avis du Comité ; c'est une disposition exorbitante.

La décision de rejet consistera, comme la délivrance du brevet, en un arrêté ministériel, notifié à l'intéressé sans délai de rigueur. Ce dernier jouira, à dater de la notification, d'un délai de deux mois pour exercer devant le Conseil d'Etat un recours pour excès de pouvoir (L. du 13-4-1900, art. 24). Si l'arrêté est cassé, le déposant est renvoyé devant le Ministre. (Voir C. E., 5-8-1901 — S. 1904, 3, 87 ; C. E. 12-8-1879 — S. 1881, 3, 10 complexité).

En cas de rejet, la taxe de dépôt de 100 francs reste acquise au Trésor, la taxe de publication de 450 francs peut être remboursée à la suite d'une demande sur timbre de l'intéressé

(Loi du 19-3-1937, art. 2 et loi de Brumaire an VII, art 12). La deuxième phrase de l'art. 12 de la loi de 1844 qui contient des dispositions différentes doit être considérée comme implicitement abrogée par la loi de 1937.

Le rejet, quel qu'en soit le motif, fait perdre la date de la demande, au cas où l'inventeur effectue un nouveau dépôt — sauf en droit international (voir ci-dessous, ch. 3, « Le retrait »).

§ 4. — LE VICE DE FORME EST COUVERT PAR LA DÉLIVRANCE DU BREVET. — Si l'administration laisse passer une description contenant une irrégularité de forme n'affectant pas le fond de l'invention, le brevet délivré est inattaquable pas plus devant le Conseil d'Etat que devant les tribunaux ordinaires. Il en a été ainsi jugé, notamment, en matière de complexité (Cass. crim. 4-5-1855 — S. 55, 1, 682 ; C. Paris 28-2-1867 — Ann. 67, 258 ; C. Amiens 16-3-1882 — Ann. 83, 182) ; de même, en cas de réserves (Amiens 29-5-84 — Ann. 85, 324).

CHAPITRE III

LE RETRAIT

L'inventeur, maître de son œuvre, décide souverainement du dépôt du brevet. Tant qu'il n'y a pas eu publicité réelle, il conserve sa maîtrise ; il peut donc revenir sur sa décision. Le déposant d'une demande de brevet jouit ainsi par une sorte de droit de repentir, de la faculté d'opérer le retrait de la demande tant que l'arrêté de délivrance n'a pas été signé. Le déposant peut, en effet, avoir intérêt à conserver son invention secrète, soit parce qu'elle n'est pas tout à fait au point, soit parce que le marché industriel n'est pas favorable à sa mise en œuvre. Il attendra pour prendre le brevet. Tant que l'irréparable, c'est-à-dire la délivrance qui met l'invention à la disposition du public, n'est pas accompli, la faculté de retrait peut s'exercer.

Le retrait n'est pas prévu par la loi de 1844, mais il est de pratique traditionnelle et il a été consacré par l'art. 8 de l'arrêté ministériel du 11-8-1903, complété par l'arrêté du 3-3-1909. La demande de retrait, sur papier libre, doit être accompagnée du montant de la taxe de 5 francs. Conformément à l'art. 2 de la loi du 19-3-1937, la taxe de dépôt de 100 francs reste acquise au Trésor, mais le remboursement de la taxe de publication de 450 francs peut être obtenu à la suite d'une requête sur timbre. Les dispositions de l'art. 8 de l'arrêté de 1903 concernant le remboursement de la taxe doivent être considérées comme implicitement abrogées par la loi de 1937.

Les pièces sont remises à l'intéressé et le dépôt est pratiquement effacé, au moins en droit interne, car le droit de priorité prévu par l'art. 4 de la Convention d'Union est basé sur la première demande régulière, quel que soit le sort réservé à cette demande (délivrance, rejet ou retrait) ; Cass. 18-7-1934, C. Orléans 15-5-1935 ; Cour de Leipzig 1-7-1933 — Ann. 35, 234. En présence de cette jurisprudence, il serait préférable que l'administration conserve les pièces de la demande, de manière à pouvoir, le cas échéant, en délivrer des copies officielles. L'administration belge a pris des mesures dans ce sens (Circulaire du 3-9-1936 — P.I. 36, 214) donnant par avance satisfaction à un vœu du Congrès de Prague de l'A.I.P.P.I. (juin 1938) cité ci-après et tendant à ce que l'administration de chaque pays prenne toutes mesures pour que l'intéressé puisse justifier de son droit de priorité « quel que soit le sort ultérieur de la

demande » Le Congrès de Prague a, d'ailleurs, adopté un autre vœu en réaction contre la jurisprudence ci-dessus et par suite en contradiction partielle avec le précédent, en vue d'ajouter à l'art. 4 de la Convention une disposition selon laquelle « doit être également considérée comme première demande dont la date de dépôt sera le point de départ des délais de priorité, une demande déposée ultérieurement dans un pays de l'Union si, au moment où l'on revendique un droit de priorité basé sur cette demande ultérieure, la demande originaire ainsi que toute demande intermédiaire éventuelle ont été retirées, abandonnées ou refusées et si aucune de ces demandes n'a encore servi de base pour la revendication du droit de priorité ».

Le retrait peut être opéré par un mandataire, muni d'une procuration spéciale. La procuration de dépôt ne suffirait pas. L'acte de retrait fait disparaître la demande de brevet ; il supprime un bien. Il est donc important que l'administration prenne certaines précautions dans l'intérêt des inventeurs. C'est pourquoi l'arrêté du 3-3-1909 a exigé une procuration « spéciale ». L'administration veille à ce que cette procuration soit de date récente et libellée en vue du retrait de la demande ; il est bon que le mandant fasse précéder sa signature de la mention manuscrite « Bon pour pouvoir de retrait ». En outre, l'administration vérifie que la signature apposée sur la procuration de retrait paraît bien la même que celle figurant sur le pouvoir de dépôt ; sinon, elle réclame une légalisation. Lorsqu'il s'agit d'une société, l'administration peut même exiger, pour éviter toute fraude, la justification par un acte notarié de la qualité et des pouvoirs de la personne qui opère le retrait. La demande peut être retirée par les héritiers du déposant, s'ils fournissent la justification de leurs droits (acte de notoriété, intitulé d'inventaire) et s'ils sont tous d'accord.

En principe, le retrait est possible jusqu'à la délivrance du brevet, sauf deux empêchements : L'un est inscrit dans l'art. 8 de l'arrêté du 11-8-1903, c'est la délivrance antérieure d'une copie officielle ; le motif de cette disposition ne nous apparaît pas. L'autre, sans être imposé par un texte, résulte d'une règle adoptée par l'administration dans l'intérêt des ayants-droit du déposant, c'est l'existence d'une inscription au Registre Spécial des Brevets ; alors le retrait ne peut être obtenu tant que subsiste l'inscription.

CHAPITRE IV

LA DEMANDE DE BREVET EN TANT QUE BIEN ET TITRE

SECTION I. — **Exposé.**

Le législateur de 1844 n'a considéré la demande de brevet que comme l'ensemble des pièces déposées en vue de l'obtention du brevet lui-même ; dans son esprit, la délivrance du brevet devait intervenir très peu de temps après le dépôt, si peu de temps qu'en fait comme en droit, le brevet pourrait être considéré comme prenant vie dès le dépôt (Section 4, § 2). Aussi, la durée du brevet courrait-elle à dater du dépôt (art. 4). Aussi n'envisageait-on que la cession du brevet délivré (art. 20) ; de même les poursuites en contrefaçon étaient réservées aux propriétaires de brevets (art. 40) et la saisie-contrefaçon ne pourrait être permise que sur présentation du brevet (art. 47). A cette époque les brevets n'étaient pas imprimés, le titre officiel pouvait être établi dès la délivrance ; en outre, la délivrance devait avoir lieu rigoureusement sans examen préalable autre que celui des formalités extérieures. L'étude des travaux préparatoires de la loi de 1844 ne laisse aucun doute sur la portée absolue du principe de non examen inscrit dans l'art. 11. Notamment, il a été déclaré que l'art. 3 prohibant la brevetabilité des remèdes et plans de finances ne donnerait pas lieu à examen par l'Administration du fond de la description ; on se contenterait de « l'étiquette » et on ne refuserait le brevet que si la demande concernait expressément, par exemple, un « remède ». Pour toutes ces raisons, la délivrance et la remise du titre officiel avaient lieu dans un bref délai.

Depuis 1844, les choses ont évolué : les demandes de brevets susceptibles de se rapporter à des remèdes ou à des plans de finances sont l'objet d'un véritable examen de fond par l'Administration et sont soumises au Comité Technique de la Propriété Industrielle après discussion avec les intéressés, toute procédure qui exige du temps. L'Administration procède au même examen pour les demandes dont la publication serait contraire à l'ordre public et aux bonnes mœurs et tomberait sous le coup des pénalités prévues par la loi sur la presse de 1881. La publication des brevets délivrés, par fascicules séparés, demande un cer-

tain délai et comme le titre officiel du brevet est constitué par une ampliation de l'arrêté de délivrance à laquelle est annexé un fascicule du brevet, le moment où le breveté est en possession de son titre est encore reculé. La loi de 1902 a donné au déposant la possibilité de requérir l'ajournement à un an de la délivrance. L'application des textes régissant les brevets d'invention intéressant la Défense nationale (décret du 30-10-1935 ; loi du 26-1-1934, modifiée par le décret du 17-6-1938) a obligé l'Administration à augmenter le délai de délivrance non ajournée, afin de permettre aux services de la Défense nationale de consulter et d'étudier les demandes de brevets et de maintenir au secret ou d'exproprier celles qui présentent de l'intérêt. Enfin, le nombre des brevets déposés a considérablement augmenté depuis 1844 ; il était alors de quelques centaines par an ; maintenant il tourne autour de 20.000. Tout cela explique qu'actuellement, le breveté ne reçoive son titre que 9 mois au plus tôt après le dépôt et 16 mois au plus tôt s'il a requis l'ajournement de la délivrance, cette période étant parfois considérablement augmentée. Pendant cette période, il n'y a pas encore de brevet, mais seulement une demande de brevet. Si le législateur de 1844 a pu ignorer la demande de brevet, en tant que bien ou titre de droit, il serait utile maintenant de lui donner un statut conforme à son utilité et à sa durée provisoires. Qu'est-ce donc que la demande de brevet ? Est-elle transmissible ? Confère-t-elle des droits à l'égard des contrefacteurs, et lesquels ?

SECTION II. — Qu'est-ce que la demande de brevet ?

§ 1. — LA DEMANDE, BREVET ÉVENTUEL, BREVET FUTUR. — Nous savons comment elle est formée, par une description technique de l'invention et par un acte de volonté unilatéral requérant le bénéfice de l'institution. Cet acte de volonté est un acte-condition ; du moment qu'il est accompli selon les prescriptions légales, il doit produire son effet, la délivrance du brevet. La demande, lorsqu'elle est régulière et lorsqu'elle ne concerne ni un remède ni un plan de finances, ni un objet dont la publication serait contraire à l'ordre public et aux bonnes mœurs, donne donc, sauf retrait par le titulaire, un droit certain à l'obtention du brevet. L'Administration vérifie la recevabilité de la demande, avec recours possible au Conseil d'Etat. La procédure de délivrance comporte deux phases. Dans la pre-

mière, qui s'ouvre par le dépôt et dure quelques semaines, l'Administration procède à l'examen de la demande pour aboutir à une première décision implicite concernant la régularité de forme et la brevetabilité de l'objet. La délivrance ne peut pas encore intervenir, mais elle est désormais obligatoire pour l'Administration : elle ne pourrait être empêchée ou suspendue que par le retrait du déposant ou par les services de la Défense nationale agissant conformément aux dispositions du décret du 30-10-1935. A partir de ce moment, le droit à la délivrance du brevet, né par le dépôt comme droit éventuel et conditionnel, est un droit déjà reconnu administrativement et dont l'épanouissement complet et définitif est simplement retardé, suspendu par l'existence d'un terme. La demande de brevet peut donc être considérée comme un brevet éventuel dans la première phase de la procédure, comme un brevet à terme, un brevet futur, dans la seconde.

§ 2. — PREUVE DE L'EXISTENCE ET DU CONTENU DE LA DEMANDE DE BREVET. — La matérialité du dépôt est constatée par un procès-verbal dont l'intéressé peut obtenir une expédition, moyennant le simple remboursement des frais de timbre (art. 7, loi de 1844). L'Administration délivre également des attestations de l'existence d'une demande de brevet, contre paiement d'une taxe de 25 frs fixée par décision ministérielle. Enfin, l'art. 24 de la loi de 1844, modifié par la loi de 1902, a prévu la délivrance de copies officielles des documents afférents aux demandes de brevets ; la taxe à verser s'élève à 30 frs, augmentée des frais de dessins, si l'impétrant ne les fournit pas.

Les copies officielles qui, seules, peuvent établir le contenu d'une demande de brevet en instance, ne sont délivrées au titulaire ou à une personne autorisée par lui, que lorsque la demande a été reconnue régulière par l'Administration, au besoin après correction par l'intéressé, et cela est bien normal. La question se pose de savoir si l'Administration peut délivrer une copie officielle d'une demande régulière en la forme, mais en cours de discussion sur la brevetabilité de l'objet (par exemple, un remède). Dans la négative, les intérêts du déposant pourraient être lésés, notamment dans le cas où il envisage le dépôt d'un brevet correspondant dans un pays étranger qui exige la production d'une copie officielle à l'appui de la revendication de priorité ; quel que soit le sort réservé à la demande

française, il se peut que la législation étrangère admette la brevetabilité de l'objet ; il faut donc que la copie officielle puisse être fournie dans le délai fixé par les prescriptions étrangères, même si la discussion devant le Comité Technique de la Propriété Industrielle et l'Administration française n'est pas terminée. Le Congrès de Prague de l'A.I.P.P.I. (juin 1938) s'est préoccupé de la question et il a adopté un vœu tendant à ajouter à l'art. 4 de la Convention d'Union un paragraphe ainsi conçu : « Par dépôt régulièrement fait on doit entendre tout dépôt effectué suivant les règles de forme édictées par les lois ou règlements intérieurs du pays de l'Union dans lequel le dépôt a été fait ou par un traité international conclu entre plusieurs pays de l'Union. L'administration compétente de chaque pays prendra toutes mesures propres à permettre à celui qui voudra se prévaloir de la priorité d'un dépôt répondant à cette condition de justifier de son droit de priorité, quel que soit le sort ultérieur de la demande ».

La délivrance de copies officielles est empêchée par l'art. 12 du décret du 30-10-1935 à partir du moment où l'Etat a notifié son intention d'exproprier la demande de brevet dans l'intérêt de la défense nationale.

L'Administration ne peut plus délivrer de copies officielles après le retrait, puisqu'elle ne conserve pas les pièces (voir ci-dessus).

En somme, le titulaire d'une demande de brevet ne peut faire la preuve du contenu de sa demande avant que celle-ci ait été reconnue régulière en la forme ; cette preuve est établie par la production d'une copie officielle.

SECTION III. **La demande de brevet d'invention est-elle transmissible ?**

§ 1^{er}. — LA QUESTION EN DROIT COMMUN. — Brevet éventuel ou brevet futur, pourquoi la demande de brevet ne serait-elle pas cessible et transmissible avec ses avantages juridiques ? Le législateur de 1844 ne l'avait pas prévu, mais la force des choses l'a imposé. De nombreux contrats sont conclus pour la cession ou la concession de licence de brevets à délivrer. L'Office National de la Propriété Industrielle procède, sur la demande des intéressés, aux formalités de publicité de ces contrats, conformément aux prescriptions de la loi de 1844 et de l'art. 4 de la loi du 26-6-1920, bien que ces textes ne s'appliquent littéra-

lement qu'aux « brevets ». Il faut approuver l'Administration de se montrer large pour l'accomplissement d'une publicité qui n'ajoute ni ne retranche à la validité de l'acte ou de l'objet sur lequel il porte, mais qui a le mérite, et le seul but, de renseigner les tiers, étant évident que contrat et publicité sont faits sous réserve de la délivrance ultérieure du brevet. Le seul texte qui considère sans aucun doute la demande de brevet, en tant que titre, est le décret du 30-10-1935, qui permet à l'Etat d'exproprier les brevets d'invention, délivrés ou non, susceptibles d'intéresser la défense nationale. Si la demande de brevet est un bien expropriable, dans le domaine de la défense nationale, c'est évidemment qu'elle constitue, en général un bien cessible et transmissible.

§ 2. — LE BREVET PEUT-IL ÊTRE DÉLIVRÉ A L'AYANT-DROIT ? En cas de cession complète de la demande de brevet, à qui le brevet doit-il être délivré ?

L'Administration maintient le principe que le brevet doit être délivré au nom du déposant conformément à l'art 11 de la loi de 1844 qui dispose : « les brevets seront délivrés aux risques et périls des demandeurs », donc à leur nom. Elle ne se croit pas qualifiée pour apprécier si tel ou tel acte emporte cession valable, si tel héritier reçoit entièrement la demande de brevet déposée par le défunt ; elle préfère laisser aux tribunaux le soin de juger de ces questions ; elle enregistre et publie les transmissions mais n'en tient pas compte. Si explicable que soit cette attitude, elle peut paraître critiquable du point de vue juridique. Puisque le déposant peut céder et transmettre valablement la demande et le droit à la délivrance du brevet, comment comprendre que la délivrance soit encore prononcée à son nom ? Il suffirait, lorsqu'il s'agit d'une transmission entre vifs, que l'Administration exige une déclaration signée du déposant et du cessionnaire au nom duquel le brevet doit être délivré. En cas de transmission à cause de mort, un acte de notoriété suffirait le plus souvent ; en tout cas, la difficulté ne serait pas plus grande que pour le retrait de la demande, autorisé couramment par l'Administration à la requête des héritiers.

De même, le titre officiel doit être remis aux héritiers, et pour cela, il faut bien que l'Administration vérifie leur qualité.

Dans les cas douteux ou litigieux, l'Administration pourrait, afin de ne pas suspendre trop longtemps la délivrance ou de ne

pas risquer une décision erronée, délivrer, sur la demande déposée par X..., « au compte de qui il appartiendra », selon la formule utilisée notamment par les polices d'assurances.

On pourrait penser qu'actuellement la délivrance du brevet est, au fond, ainsi prononcée dans tous les cas, mais la formule de l'arrêté de délivrance ne correspond pas à cette opinion, puisqu'elle dit : « Il est délivré à (ici le nom du demandeur) un brevet d'invention ». Il faudrait dire : « Vu la demande déposée le..., par..., il est délivré un brevet d'invention ».

En cas de délivrance au nom de l'héritier ou du cessionnaire, le nom de l'inventeur pourrait toujours être mentionné sur le brevet puisque le droit à l'honneur de l'invention survit dans tous les cas.

SECTION IV. — Les effets de la demande de brevet à l'égard des contrefacteurs.

L'exercice des droits attachés aux brevets ne se conçoit qu'à deux conditions réalisées lors de la délivrance : l'existence d'un titre, la publicité de l'invention. C'est la règle posée par la loi de 1844 conformément aux travaux préparatoires ; après en avoir fait la critique et présenté un tableau de la jurisprudence, nous concluerons.

§ 1^{er}. — LA LOI DE 1844. — L'ACTION EN CONTREFAÇON ET LA SAISIE-CONTREFAÇON. — L'art. premier de la loi de 1844 dispose : « Toute nouvelle découverte ou invention dans tous les genres d'industrie confère à son auteur, sous les conditions et pour le temps ci-après déterminés, le droit exclusif d'exploiter à son profit ladite découverte ou invention. Ce droit est constaté par des titres délivrés par le Gouvernement, sous le nom de « brevets d'invention ».

L'article 11 modifié par la loi de 1902, après avoir posé le principe de la délivrance sans examen préalable, des brevets dont la demande aura été régulièrement formée, ajoute : « Un arrêté du Ministre, constatant la régularité de la demande, sera délivré au demandeur et constituera le brevet d'invention. A cet arrêté sera joint un exemplaire imprimé de la description et des dessins... » Le titre V de la loi, concernant la contrefaçon, les poursuites et les peines, parle toujours du breveté. L'art. 40 définit la contrefaçon « toute atteinte portée aux droits du breveté ». L'art. 47 prévoit la possibilité, pour « les propriétaires de brevets » de faire procéder à la saisie-contrefaçon, sur ordon-

nance du président du Tribunal de première instance, rendue « sur la présentation du brevet ». Le rapprochement de tous ces textes ne laisse aucun doute. L'action en contrefaçon et la saisie-contrefaçon ne peuvent être intentée et opérée que par le titulaire d'un brevet délivré conformément à l'art. 11, et en possession du titre officiel, constitué par une ampliation de l'arrêté de délivrance accompagnée d'un fascicule imprimé.

§ 2. — LES TRAVAUX PRÉPARATOIRES — LES ACTES SOUMIS A L'ACTION EN CONTREFAÇON. — En raison du faible intervalle de temps qui séparait alors la délivrance du dépôt, le législateur de 1844 a pu, compte tenu, d'autre part, du temps nécessaire à la mise en œuvre de la contrefaçon, fixer au dépôt lui-même le point de départ de la protection des brevets. Le projet de loi comportait l'art. 8 suivant : « La date du dépôt constituera le point de départ des droits et des obligations du breveté et de la durée de son brevet ». La Commission proposa un autre texte : « La durée des brevets courra du jour de leur signature par le Ministre ; néanmoins, les droits de priorité des brevetés et la faculté de faire tous actes conservatoires leur appartiendront à partir de la date du procès-verbal de dépôt ci-dessus mentionné ». Le texte de la Commission n'était que la reproduction de la pratique antérieure. Le Ministre de l'Agriculture et du Commerce déclara : « Nous n'avons proposé d'y faire un changement que parce que nous avons cru pouvoir nous affranchir de cette double date, au moyen de l'expédition rapide des brevets qui se pratique aujourd'hui... ». « Ces brevets sont expédiés quinze jours, trois semaines ou tout au plus un mois après le dépôt des pièces ». Le Rapporteur répliqua en constatant que les brevets « sont indispensables aux parties pour pouvoir faire des saisies, pour pouvoir poursuivre les contrefacteurs ; dès lors, pourquoi les faire courir du jour de la demande ? » « Dans ce moment-ci, on les délivre rapidement au Ministère ; mais qui est-ce qui répond qu'on les délivrera toujours rapidement ? » Le texte de la Commission fut adopté mais, à la Chambre des Pairs, le texte actuel « La durée du brevet courra du jour du dépôt » lui fut substitué, sur la proposition de M. Bethmont. L'intervention de ce dernier n'est pas claire. Il semble avoir voulu invoquer les arguments suivants : 1) L'inventeur peut exploiter son invention dès le dépôt ; 2) Sans doute, il ne peut pas poursuivre les contrefacteurs, ni faire opérer la saisie, « avant d'avoir son brevet en main », mais a-t-on jamais vu la

contrefaçon « se mettre en mesure d'exploitation le jour même où l'inventeur exploite à peine lui-même ? » ; 3) « Le titre ne fait pas le droit ; il ne fait que le constater, il ne fait que donner une protection plus efficace. Mais le droit a commencé dès que le dépôt a été fait ».

Il est donc certain que la durée du brevet doit partir du dépôt et que les contrefacteurs ne pourront être saisis ni poursuivis sans titre officiel. Le point précis de savoir si les actes accomplis par des tiers entre le dépôt et la délivrance constitueraient des actes de contrefaçon n'a pas été soulevé ; mais il est probable que le législateur de 1844 optait pour l'affirmative, étant donnée, encore une fois, la brièveté de cet espace de temps.

§ 3. — CRITIQUE. LA PROTECTION PROVISOIRE ALLEMANDE. LE PROJET DE RÉFORME. — La règle choque dans les conditions actuelles, du fait que le tiers exploitant avant la délivrance peut, de bonne foi, ignorer la demande de brevet qui ne fait l'objet d'aucune publicité. En Allemagne, les actes d'exploitation accomplis entre le dépôt et la publicité de la demande pour l'appel aux oppositions ne font pas acquérir le droit de possession personnelle, mais ils ne sont pas soumis à l'action en contrefaçon. La durée du brevet court du lendemain du jour du dépôt, mais la protection commence seulement à la date de publicité de la demande ; jusqu'à la délivrance ou le refus du brevet, cette protection est dite provisoire. Le titulaire de la demande peut exercer l'action en cessation et en dommages-intérêts (art. 6 et 47 de la loi du 5-5-1936) ; il peut aussi intenter l'action pénale (art. 49) ; si le brevet est refusé, la protection provisoire est éteinte rétroactivement. La solution allemande est à la fois équitable et juridique. Sans doute, l'inventeur apporte par le dépôt son œuvre à la société ; sans doute, le dépôt est un acte de publicité légale lorsqu'il est suivi de la délivrance du brevet, et cela permet de résoudre le conflit entre déposants successifs, mais les tiers ne sauraient être obligés de respecter le brevet tant qu'ils ne connaissent pas l'invention et la législation de 1844 devrait être modifiée dans ce sens. Selon l'art. 50 du projet de loi en instance, il n'y aurait pas délit si le prétendu contrefacteur administrait la preuve de sa bonne foi autrement qu'en invoquant l'ignorance du brevet publié ; on peut en déduire qu'inversement, la non-publicité du brevet pourrait être invoquée. Le délit étant supprimé en cas de bonne foi, la créance civile en dommages-intérêts subsisterait. En outre, l'art. 58 per-

met les actes conservatoires et la saisie, même réelle, sur présentation d'une copie officielle lorsque le brevet n'est pas délivré. Les dispositions projetées ne sont pas satisfaisantes. Il faudrait s'inspirer de l'art. 11 de la loi du 14-7-1909 sur les dessins et modèles, d'après lequel les faits antérieurs à la publicité ne peuvent donner lieu à une action, même au civil, qu'à la charge par la partie lésée d'établir la mauvaise foi de l'inculpé ; aucune action ne pouvant être intentée avant la publicité.

Le titulaire de la demande de brevet peut toujours constituer le contrefacteur à l'état de mauvaise foi en lui notifiant une copie officielle de sa demande.

§ 4. — LA JURISPRUDENCE. — Nous rappellerons la jurisprudence antérieure à l'arrêt de Cassation du 22-12-1926, nous analyserons cet arrêt, puis les décisions postérieures.

a) *Jurisprudence antérieure à 1926.* — La Cour de Douai avait validé le 10-6-1872 (Ann. 74, 148) une ordonnance de saisie, rendue alors que le brevet était délivré depuis longtemps, mais sans mentionner expressément que la formalité de représentation du brevet avait été remplie. La Cour d'Amiens (2-6-1883 ; Ann. 85, 258), tout en reconnaissant que l'inventeur ne pouvait obtenir jugement contre le contrefacteur avant la délivrance du brevet, ajoutait qu'il pouvait « suivant la doctrine et la jurisprudence, avant d'être breveté, faire des actes conservatoires et sur le vu du procès-verbal constatant le dépôt de la demande, obtenir du président du Tribunal une ordonnance l'autorisant tout au moins, dans l'espèce, à faire saisir les objets contrefaits ». Le Tribunal Civil de la Seine (23-4-1914, La Loi du 13-6-1914) avait décidé (voir l'analyse publiée dans Ann. 1920, 189) que : « Si aux termes de l'article 47 de la loi de 1844, l'ordonnance de saisie-contrefaçon doit être rendue par le président sur la présentation du brevet même, les modifications apportées par la loi de 1902, notamment en ce qui concerne l'art. 41, peuvent justifier l'interprétation nouvelle plus large donnée à l'ancien texte, lorsqu'il s'agit d'un brevet secret. Dans cette hypothèse, on peut admettre que la représentation du brevet soit remplacée par une justification équivalente, telle que le bulletin de dépôt ou la copie officielle de la description obtenue suivant les prescriptions de l'arrêté du 11 août 1903. Néanmoins, le tribunal a le devoir de surseoir au jugement jusqu'à la délivrance du brevet dont l'examen le mettra en possession de tous les éléments d'appréciation nécessaires pour statuer ».

L'argument tiré de l'ajournement de la délivrance prévu par la loi de 1902 est mal choisi. Le déposant n'est pas obligé de requérir l'ajournement ; s'il le fait, en vue de conserver son invention plus longtemps secrète à l'égard des tiers, il doit en supporter les inconvénients.

b) *Arrêt de cassation du 22 décembre 1926.* — (Ann. 27, 89, Note Fernand-Jacq). La Cour Suprême a décidé que « l'ordonnance autorisant la saisie et par suite la saisie elle-même sont nulles si le brevet n'a pas été présenté au président » ; en l'espèce, seul le certificat de dépôt avait été produit.

La Cour Suprême invoque les motifs suivants

1° — « Si le dépôt attribue la priorité, il ne confère pas les droits et privilèges attachés au brevet lui-même, lequel ne sera peut-être jamais délivré ».

Le dépôt n'attribue pas plus la priorité qu'il ne confère les droits attachés au brevet ; il confère, en puissance, tous les droits et avantages résultant d'un brevet, y compris celui de la priorité, à condition d'être régulier et suivi de la délivrance. La demande est, nous l'avons dit, un brevet éventuel, un brevet futur. Or, les intérêts éventuels ou futurs ne peuvent fonder des actions en justice, mais seulement permettre des actes conservatoires. La saisie réelle dépasse certainement un acte de cette nature ; quant à la simple description, elle se trouve interdite par l'art. 47 de la loi de 1844 également invoqué par la Cour Suprême ; en tout cas, le caractère secret de la demande doit empêcher tout acte, même conservatoire, contre les tiers qui l'ignorent de bonne foi (voir § 3).

2° — Cet art. 47 exige que l'ordonnance de saisie ou de simple description soit rendue sur présentation du brevet, ce qui suppose qu'il est délivré.

3° — L'art. 48 oblige le saisissant à introduire l'instance en contrefaçon dans la huitaine de la saisie, ce qui « entraîne nécessairement l'obligation de justifier d'un titre devant le magistrat chargé d'autoriser le premier acte judiciaire atteignant le contrefacteur prétendu ». La Cour Suprême pose donc, en principe, que la poursuite ne peut être intentée sans titre ; comme la saisie doit entraîner l'action en justice dans un très bref délai, cette saisie ne peut être autorisée.

4° — « Les énonciations de ce dernier titre (le brevet) permettent seules à la partie intéressée d'apprécier le bien fondé de la prétention du saisissant ».

Ce motif n'est pas convaincant puisque le déposant peut toujours se faire délivrer par l'administration une copie officielle de la description et des dessins, parfaitement susceptible de suppléer le brevet proprement dit.

c) *Jurisprudence postérieure à 1926.* — La jurisprudence rendue depuis 1926 comprend deux décisions contradictoires : Tribunal correctionnel de la Seine (11-7-1928 ; Gaz-Pal. 1928, II, 562) ; contrairement à l'arrêt de la C. de Douai, il annule une ordonnance de saisie ne mentionnant pas la présentation du brevet, mais il maintient les assignations « attendu... que l'objet de la demande est énoncé dans chacune de ces assignations d'une façon suffisamment claire et complète pour que le défendeur puisse préparer utilement sa défense ». La saisie n'est pas possible, mais l'assignation est recevable. La Cour d'Amiens (16-12-1931) a jugé, (analyse publiée dans Ann. 1933, 69) : « S'il est généralement admis que l'inventeur ne peut intenter de poursuites en contrefaçon avant d'avoir obtenu son brevet, il n'en est pas moins vrai que ses droits remontent au jour de la demande, et il peut, au cours de la période intercalaire, faire tous les actes conservatoires en vue de l'exercice ultérieur de ses droits, et notamment faire procéder à une saisie ayant le caractère conservatoire ». L'assignation ne serait pas recevable, mais la saisie conservatoire est possible.

§ 5. — CONCLUSION SUR LES EFFETS DE LA DEMANDE DE BREVET. — Plusieurs systèmes se trouvent en présence. Celui de la Cour de Cassation : pas d'action, pas de saisie ni même de simple description sans titre de brevet. Celui de la Cour d'Amiens : pas d'action, mais saisie conservatoire possible. Celui du Tribunal correctionnel de la Seine : pas de saisie, mais action recevable. Celui du Tribunal Civil de la Seine : saisie et action possibles, seul le jugement étant suspendu.

En l'état actuel de la législation, le système de la Cour Suprême se justifie par deux arguments : la nature et le secret de la demande de brevet, brevet éventuel, brevet futur, qui interdit toute action avant la délivrance et la publicité du titre ; l'art. 47 de la loi de 1844 qui interdit la saisie et même la simple description sans présentation du brevet. Après la délivrance et l'obtention du titre, le breveté pourra saisir et intenter des poursuites en contrefaçon pour tous les actes accomplis depuis le dépôt, même de bonne foi. Quant au système à instaurer dans une nouvelle législation, nous l'avons ébauché au § 3.

APPENDICE

CHAPITRE I

LA PROTECTION DES PERFECTIONNEMENTS

Nous étudierons d'abord la protection des perfectionnements émanant du breveté ou de ses ayants-droit, puis le droit de préférence accordé au breveté par l'art. 18 de la loi de 1844.

SECTION I. — **Perfectionnement émanant du breveté ou de ses ayants-droit.**

§ 1^{er}. — LE DÉPÔT DES CERTIFICATS D'ADDITION. — Il n'y a pas de différence de nature entre le perfectionnement et l'invention ; la plupart des inventions ne sont-elles pas des perfectionnements apportés à des objets connus ? Si le perfectionnement s'applique à un objet protégé par un brevet du même inventeur, celui-ci pourra donc tout naturellement déposer un nouveau brevet, dans les formes et avec les effets prévus par la loi pour les brevets ordinaires : l'art. 17 de la loi de 1844 consacre cette possibilité. Toutefois, l'art. 16 de la même loi offre une autre voie : « Le breveté ou les ayants-droit au brevet auront, pendant toute la durée du brevet, le droit d'apporter à l'invention des changements, perfectionnements ou additions, en remplissant pour le dépôt de la demande, les formalités déterminées par les articles 5, 6 et 7.

Ces changements, perfectionnements ou additions seront constatés par des certificats délivrés dans la même forme que le brevet principal, et qui produiront, à partir des dates respectives des demandes et de leur expédition, les mêmes effets que ledit brevet principal avec lequel ils prendront fin...

Les certificats d'addition pris par un des ayants-droit, profiteront à tous les autres ».

Ainsi, le certificat d'addition est lié au brevet principal et il expire en même temps que lui ; par contre, il ne donne pas

lieu au paiement d'annuités. Les raisons qui motivent le choix d'un certificat d'addition plutôt que d'un brevet sont les suivantes : Le brevet a encore une durée importante à courir et sa validité ne donne pas d'inquiétude. Si le brevet est près de sa fin, ou peu solide et si le perfectionnement est important, il vaudra mieux prendre un nouveau brevet.

En ce qui concerne le dépôt des certificats d'addition, tout ce que nous avons dit pour les brevets est valable, quant au fond et quant à la forme, sauf l'indication nécessaire sur les pièces, du brevet principal auquel doit se rattacher le certificat d'addition ; naturellement aussi, au moment du dépôt, il conviendra le bien préciser qu'il s'agit d'un certificat d'addition. Notons cependant que le vice de complexité n'atteint pas les certificats d'addition. Il a été déclaré lors de la discussion de la loi de 1844 qu'un seul certificat pouvait contenir plusieurs additions sans qu'il y ait lieu de payer plusieurs taxes.

§ 2. — QUI PEUT PRENDRE VALABLEMENT UN CERTIFICAT D'ADDITION ?
L'art. 16 autorise à prendre des certificats d'addition, pendant la durée du brevet, « le breveté ou les ayants-droit au brevet ». Si la demande de certificat d'addition était formée après l'expiration du brevet, l'Administration pourrait, sans nul doute, la rejeter, mais que faut-il entendre par ayants-droit au brevet ?

Rigoureusement, l'expression « ayants-droit au brevet » ne comprend que ceux ayant acquis un droit direct sur le brevet, au premier plan desquels les cessionnaires ; elle exclut, notamment, les licenciés qui ne possèdent, dans l'opinion commune, qu'une créance personnelle sur le breveté. — Pourtant, nous croyons qu'il faut entendre par là « ceux qui auront acquis d'un breveté ou de ses ayants-droit la faculté d'exploiter la découverte ou invention », aux termes de l'art. 22 dont nous voulons tirer argument. Cet article dispose que les cessionnaires d'un brevet ou ceux qui auront acquis le droit d'exploiter, profiteront, de plein droit, des certificats d'addition ultérieurement délivrés au breveté ou à ses ayants-droit. « Réciproquement, le breveté ou ses ayants-droit profiteront des certificats d'addition qui seront ultérieurement délivrés aux cessionnaires ». Pour que la réciprocité soit vraie, il faut que le breveté ou ses ayants-droit bénéficient des certificats d'addition délivrés à tous ceux qui profiteront des leurs, c'est-à-dire tous les ayants-

droit à l'exploitation du brevet ; ceux-ci doivent donc pouvoir prendre des certificats d'addition. Cette disposition de réciprocité résulte de l'adoption par la Chambre des Députés, d'un amendement Vivien ainsi conçu : « Réciproquement le breveté ou ses ayants-droit profiteront des certificats d'addition qui seront ultérieurement délivrés à ceux qui auront acquis la faculté d'exploiter la découverte ou l'invention ». Sans doute, le texte définitif de la deuxième phrase de l'art. 22 ne mentionne que les cessionnaires, c'est probablement pour éviter une répétition et son interprétation doit être basée sur l'amendement Vivien. Le souci évident du législateur a été d'assurer à tous les ayants-droit à l'exploitation les mêmes privilèges et de faire en quelque sorte masse de tous les perfectionnements nés justement à l'occasion de l'exploitation ; cette raison écarte toute distinction juridique à faire entre les exploitants, selon qu'ils auraient un droit direct sur le brevet, ou seulement une créance sur le breveté. Nous concluons donc que toute personne autorisée à l'exploitation du brevet peut prendre un certificat d'addition. Si ses droits à l'exploitation du brevet sont soumis à un terme ou résolubles (quelle qu'en soit la source, cession ou licence) elle reprendra, le cas échéant, la disposition du certificat d'addition.

§ 3. — L'ATTITUDE DE L'ADMINISTRATION. — L'administration ne saurait se faire juge de la qualité d'ayant-droit. Elle doit se contenter de délivrer le certificat d'addition, au nom de la personne qui déclare posséder cette qualité ; en cas de litige, les tribunaux apprécieront. C'est l'application pure et simple du principe de non-examen. L'Administration vérifie-t-elle que le déposant d'un brevet français basé sur la priorité d'une demande étrangère au nom d'un tiers est bien l'ayant-droit de ce dernier ? Ici, pas davantage. Sans doute, les cessions et tous actes concernant la propriété ou l'exploitation des brevets doivent-ils, pour être opposables aux tiers, être publiés à l'Office National de la Propriété Industrielle conformément aux art. 20 et 21 de la loi de 1844 et à l'art. 4 de la loi du 26-6-1920 ; mais, d'une part, cette publicité opérée par l'Administration, sans examen de la validité des actes, ne saurait constituer une preuve de la qualité d'ayant-droit, l'acte publié pouvant n'avoir aucune valeur juridique, d'autre part, la qualité d'ayant-droit peut résulter d'un acte valable entre les parties, bien que non publié ; enfin, les mesures de publicité sont prévues afin de renseigner les tiers et ne produisent aucun effet à l'égard de

l'Administration, simple intermédiaire entre le breveté et les tiers. L'Administration ne saurait donc exiger, pour accepter le dépôt d'un certificat d'addition et le délivrer au nom d'un ayant-droit, l'inscription préalable au Registre Spécial des Brevets, de l'acte duquel il prétend tirer sa qualité : cette inscription ne prouve rien et l'Administration n'a pas compétence pour examiner et interpréter l'acte lui-même ; elle doit se contenter de la déclaration de l'ayant-droit prétendu et lui délivrer le certificat d'addition « à ses risques et périls » (art. 11 de la loi de 1844).

SECTION II. — Le droit de préférence institué par l'article 18 de la loi de 1844.

L'art. 18 de la loi de 1844 est ainsi libellé : « Nul autre que le breveté ou ses ayants-droit agissant comme il est dit ci-dessus, ne pourra, pendant une année, prendre valablement un brevet pour un changement, perfectionnement ou addition à l'invention qui fait l'objet du brevet primitif.

Néanmoins, toute personne qui voudra prendre un brevet pour changement, addition ou perfectionnement à une découverte déjà brevetée, pourra, dans le cours de ladite année, former une demande qui sera transmise et restera déposée sous cachet, au Ministère de l'Agriculture et du Commerce. L'année expirée, le cachet sera brisé et le brevet délivré. Toutefois, le breveté principal aura la préférence pour les changements, perfectionnements et additions pour lesquels il aurait lui-même, pendant l'année, demandé un certificat d'addition ou un brevet ». L'art. 30, § 7, déclare nul et de nul effet, le brevet « obtenu contrairement aux dispositions de l'article 18 ».

§ 1^{er}. — LES TRAVAUX PRÉPARATOIRES. — Le sens de ces dispositions ne peut être nettement saisi sans rappel des travaux préparatoires de la loi. Le projet présenté par le gouvernement à la discussion de la Chambre des députés comportait seulement le premier alinéa : c'était une interdiction pure et simple pour les tiers de prendre un brevet de perfectionnement dans l'année du premier brevet ; la sanction de la nullité était inscrite à l'art. 30. Le Rapporteur Dupin justifiait cette disposition par deux arguments : 1°) Il est rare qu'une invention apparaisse tout de suite dans sa forme définitive ; sa mise en pratique fera découvrir les

perfectionnements nécessaires ; il faut laisser à l'inventeur un certain délai pour trouver lui-même ces perfectionnements, sans lesquels il ne pourrait tirer profit de son invention primitive : 2°) Sinon, il sera fatalement à la merci des « perfectionneurs » incapables d'inventer, qui se précipitent, dans un but de spéculation, sur les inventions nouvelles. L'objection toute naturelle, c'est que la disposition barrait la route au progrès pendant une année. Aussi, le député Marie présenta-t-il l'amendement qui forme les trois derniers alinéas du texte actuel, en vue de remplacer l'interdiction par l'institution d'un droit de préférence. Le député Marie expliqua son amendement dans les termes suivants : « Tout le monde aurait le droit de faire des perfectionnements, tout autre que le breveté pourrait demander un brevet de perfectionnement, dresser cette demande et la déposer à la préfecture, sous cachet ; elle resterait sous cachet pendant toute l'année ; l'année expirée, on délivrerait le certificat et si pendant cette année le breveté avait trouvé lui-même le perfectionnement, il aurait la priorité sur l'autre perfectionneur ; mais s'il ne l'a pas trouvé, le perfectionneur aura le brevet. Cette disposition ménage les intérêts du breveté et excite le travail ». L'adoption de l'amendement aurait dû entraîner la suppression pure et simple du premier alinéa. Il est incontestable que l'art. 18 a seulement pour but d'instituer un délai et un droit de préférence : si, dans le délai fixé, le breveté primitif trouve le même perfectionnement qu'un tiers, le brevet pris par ce dernier sera nul. D'où la nécessité de prévoir le secret du dépôt du tiers pendant toute la durée du délai ; si le brevet du tiers était délivré et publié avant son expiration, il suffirait au breveté principal de prendre un certificat d'addition pour rendre nul le brevet du tiers, le certificat d'addition étant lui-même annulé par le brevet antérieur du tiers. L'obligation du dépôt sous cachet est donc imposée au tiers, dans son propre intérêt, non dans celui du breveté primitif ou du domaine public. Il en résulte que, dans une saine interprétation, le défaut de cachet ne doit pas entraîner la sanction de la nullité pour le tiers ; cette sanction est limitée au cas où le droit de préférence peut jouer, c'est-à-dire au cas où le breveté primitif a lui-même pris dans le délai un brevet ou un certificat d'addition ; le dernier alinéa de l'art. 18 ne laisse aucun doute à cet égard. Il faut, en somme, considérer les trois derniers alinéas en bloc, comme ils ont été présentés et votés : la nullité ne sera encourue

que s'il y a infraction aux dispositions (au pluriel) de ce bloc. La seule omission du dépôt sous cachet ne doit pas suffire lorsque la condition du dernier alinéa n'est pas remplie.

§ 2. — LA JURISPRUDENCE. — Le délai d'une année, dans l'interprétation dominante et selon la jurisprudence (notamment Aix 3-3-1906, Ann. 1906, 286), part du dépôt du premier brevet, bien qu'une observation de M. Delespaul lors de la discussion puisse faire penser que ce point de départ se trouve au jour de la délivrance (Sirey. lois annotées).

La jurisprudence a mal compris l'art. 18, sous réserve de rares arrêts. L'un (C. Paris 30-3-1855. Ann. 55, 119) a correctement prononcé l'annulation d'un brevet pris par un tiers le 31-10-1848 concernant un perfectionnement à un brevet du 14-8-1848, pour lequel le breveté primitif avait pris un certificat d'addition le 13-8-1849. Mais la Cour de Cassation, à deux reprises, a sanctionné le dépôt à découvert par la nullité, alors même que le breveté primitif n'avait déposé dans le délai aucun brevet ou certificat d'addition. Par un arrêt du 20-4-1920 (S. 1922, 1, 20) la Chambre des Requêtes a confirmé une décision de la Cour de Paris du 8-3-1919 selon laquelle un brevet Blériot n° 374.494 déposé le 9-2-1907 pour un perfectionnement à un brevet Esnault-Pelterie n° 375.763 du 19-1-1907, devait être annulé par application des art. 18 et 30 ; dans cette espèce, le brevet de perfectionnement avait été déposé avant la délivrance du brevet primitif dont le contenu était donc resté secret, de sorte qu'on ne voit pas comment Blériot aurait pu observer la prescription de l'art. 18 (dans le même sens Tribunal Civil de la Seine 2-1-1903. Ann. 1905, 151) ; en outre, Esnault-Pelterie n'avait pas protégé le perfectionnement à son nom. La Cour suprême a décidé de même dans un arrêt du 19-11-1928 (S. 1929, 1, 22) confirmant une décision de la Cour de Paris du 23-12-1926 : « Attendu qu'il résulte des constatations de l'arrêt attaqué et des propres déclarations de G. que son brevet n° 541-142... demandé à la date du 16 septembre 1921 était un perfectionnement au brevet n° 528-370, demandé par la Sté I. le 10-12-1920, c'est-à-dire depuis moins d'un an auparavant ; que ce brevet... n'a été ni demandé, ni pris sous cachet ainsi que l'exige l'art. 18 de la loi précitée du 5 juillet 1844 ; que la nullité totale en a donc été prononcée à bon droit, par application de l'article 30 de la même loi ». Dans le même sens : Paris 18-11-1886. Ann. 87, 11 :

Nîmes 26-3-1889. Ann. 90, 271. La nullité peut être opposée par les contrefacteurs (Paris 12-8-1891. Ann. 92, 50). Si le premier brevet est nul, il n'y a pas lieu d'appliquer l'art. 18 (Lyon 7-3-1906, Ann. 1906, 159) : même solution lorsque le brevet de perfectionnement se rattache à la partie du brevet antérieur appartenant au domaine public (Paris 13-7-1931. La Loi, 13-7-1932).

La jurisprudence affirmée à deux reprises par la Cour de Cassation est d'autant plus critiquable que, comme nous l'avons marqué, le brevet primitif n'est souvent pas publié lors du dépôt du brevet de perfectionnement, surtout si l'ajournement de la délivrance a été requis. La loi impose donc une obligation impossible. L'art. 18 tel qu'il est appliqué par les Tribunaux est devenu insupportable, du fait également que les inventions sont, dans une proportion de plus en plus grande, des perfectionnements à des inventions antérieures. Enfin, par l'ajournement de la délivrance de son brevet, l'inventeur peut s'assurer une période de secret suffisante, alors qu'en 1844, le brevet était délivré dans les 15 jours. Aussi, le projet de loi en instance supprime-t-il purement et simplement l'art. 18. En attendant le vote de ce projet, il faut espérer que les tribunaux, s'ils en ont l'occasion, sauront modifier leur manière de juger sur ce point.

§ 3. LE DÉPÔT SELON L'ART. 18. — Le déposant remet comme d'habitude ses pièces dans une enveloppe fermée, mais il indique qu'il s'agit d'un perfectionnement à tel autre brevet antérieur et qu'il dépose conformément aux dispositions de l'art. 18 de la loi du 5 juillet 1844 ; cette mention doit figurer sur l'enveloppe, sur la requête, et le pouvoir, s'il y a lieu. L'Administration ne doit pas ouvrir l'enveloppe avant l'expiration du délai.

Bien sûr, lorsque le déposant ignore le brevet antérieur, parce que celui-ci n'est pas encore publié, la formalité ne peut être accomplie. En cas de doute, il peut être bon de requérir l'ajournement de la délivrance à un an qui aboutit au même résultat : peut-être la future jurisprudence sera-t-elle plus conforme aux intentions certaines du législateur, au bon sens et à l'équité.

CHAPITRE II

LE DEPOT DE DEMANDES DE BREVETS SUSCEPTIBLES D'INTERESSER LA DEFENSE NATIONALE

Le décret du 30-10-1935 prévoit la possibilité pour l'Etat, représenté par l'un des Ministres de la Défense Nationale, d'exproprier en tout ou partie, ou de se faire conférer une licence des brevets d'invention, délivrés ou non, intéressant la défense nationale. Afin de déceler les inventions qui peuvent donner lieu à l'application du décret, les représentants des services de la défense nationale sont autorisés à prendre connaissance confidentiellement, de toutes les demandes de brevet déposées.

En outre, le décret du 17-6-1938 modifiant l'art. 2 de la loi du 26-1-1934 tendant à réprimer les délits d'espionnage et les agissements délictueux compromettant la sûreté extérieure de l'Etat, soumet à des peines sévères, pouvant aller jusqu'à la peine de mort, tout individu qui aura, sans autorisation préalable des autorités militaires ou maritimes qualifiées, « livré ou communiqué à une personne agissant pour le compte d'une puissance ou d'une entreprise étrangère, soit une invention susceptible d'être expropriée par l'Etat en vertu du décret du 30 octobre 1935, relatif aux inventions intéressant la défense nationale, soit des documents, études ou procédés de fabrication se rapportant à une invention de ce genre ou à une application industrielle intéressant la défense nationale ». Le dépôt du brevet à l'étranger étant une communication à une administration étrangère ne peut donc pas être opéré sans une autorisation qui doit être sollicitée, en principe, du Ministère de la Défense Nationale et de la Guerre.

Les dispositions de ces textes ne changent rien aux formalités de dépôt. Les brevets susceptibles d'intéresser la défense nationale doivent être pris absolument comme les autres et sans que l'Administration de la Propriété Industrielle ait aucune déclaration ou notification à recevoir des inventeurs à ce sujet. Toutefois, il sera bon de requérir l'ajournement de la délivrance à un an et de signaler, dès que possible, l'invention aux Services de la Défense Nationale, en envoyant copie des pièces déposées.

En ce qui concerne la délivrance, on admet qu'elle puisse être momentanément suspendue, pour conserver l'invention secrète, sur demande d'un service de la Défense Nationale d'accord avec l'inventeur. En outre, l'Etat, titulaire d'une demande de brevet, déposée par lui ou expropriée, peut, conformément au décret du 30-10-1935, demander la délivrance du brevet sans publicité. Quelle serait la situation relative du breveté et des tiers contrefacteurs à défaut de délivrance ? et au cas de délivrance sans publicité ? Il faudrait appliquer, en principe, les mêmes règles que pour les brevets ordinaires ; en tout cas la poursuite en contrefaçon ne serait pas possible sans la communication du contenu de l'invention au prétendu contrefacteur d'où perte du secret de l'invention. Ces brevets sans publicité constituent une véritable hérésie ; la question des inventions intéressant la Défense Nationale mériterait d'être remise sur le métier.

VU :

Le Président de la thèse,
J. PERCEROU.

VU :

Le Doyen,
G. RIPERT

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :

Le Recteur de l'Académie de Paris,
G. ROUSSY

ANNEXES

I. — LOI DU 5 JUILLET 1844 SUR LES BREVETS D'INVENTION MODIFIÉE PAR LES LOIS DES 7 AVRIL 1902 ET 26 DECEMBRE 1908

Titre Premier. — Dispositions générales

ARTICLE PREMIER. — Toute nouvelle découverte ou invention dans tous les genres d'industries, confère à son auteur, sous les conditions et pour le temps ci-après déterminés, le droit exclusif d'exploiter à son profit ladite découverte ou invention.

Ce droit est constaté par des titres délivrés par le gouvernement, sous le nom de brevets d'invention.

ART. 2. — Seront considérées comme inventions ou découvertes nouvelles :

L'invention de nouveaux produits industriels ;

L'invention de nouveaux moyens ou l'application nouvelle de moyens connus, pour l'obtention d'un résultat ou d'un produit industriel.

ART. 3. — Ne sont pas susceptibles d'être brevetés :

1° Les compositions pharmaceutiques ou remèdes de toute espèce, lesdits objets demeurant soumis aux lois et règlements spéciaux sur la matière, et notamment au décret du 18 août 1810, relatifs aux remèdes secrets ;

2° Les plans et combinaisons de crédit ou de finances.

ART. 4. — La durée des brevets sera de cinq, dix ou quinze années.

Chaque brevet donnera lieu au paiement d'une taxe...

Cette taxe sera payée par annuités..., sous peine de déchéance si le breveté laisse écouler un terme sans l'acquitter. (1)

Titre II. — Des formalités relatives à la délivrance des brevets

SECTION I. — DES DEMANDES DE BREVETS

ART. 5. — Quiconque voudra prendre un brevet d'invention devra déposer, sous cachet, au secrétariat de la préfecture, dans le département où il est domicilié, ou dans tout autre département, en y élisant domicile :

1° Sa demande au ministre de l'agriculture et du commerce ;

2° Une description de la découverte, invention ou application faisant l'objet du brevet demandé ;

(1) Tarif actuel des annuités : 2°, 3° et 4°, 300 frs ; 5°, 400 frs ; 6° à 10°, 500 frs ; 11° à 15°, 600 frs (décrets du 6 décembre 1926 et du 2 mai 1938).

3° Les dessins ou échantillons qui seraient nécessaires pour l'intelligence de la description ;

Et 4° un bordereau des pièces déposées.

Dans le département de la Seine, le dépôt des demandes de brevets aura lieu aux bureaux de l'Office national de la propriété industrielle.

ART. 6. — La demande sera limitée à un seul objet principal, avec les objets de détail qui le constituent, et les applications qui auront été indiquées.

Elle mentionnera la durée que les demandeurs entendent assigner à leur brevet dans les limites fixées par l'article 4, et ne contiendra ni restrictions, ni conditions, ni réserves.

Elle indiquera un titre renfermant la désignation sommaire et précise de l'objet de l'invention.

La description ne pourra être écrite en langue étrangère. Elle devra être sans altérations ni surcharges. Les mots rayés comme nuls seront comptés et constatés, les pages et les renvois paraphés. Elle ne devra contenir aucune dénomination de poids ou de mesures autre que celles qui sont portées au tableau annexé à la loi du 4 juillet 1837.

Les dessins seront tracés à l'encre et d'après une échelle métrique.

Un duplicata de la description et des dessins sera joint à la demande.

Toutes les pièces seront signées par le demandeur ou par un mandataire, dont le pouvoir restera annexé à la demande.

ART. 7. — Aucun dépôt ne sera reçu que sur la production d'un récépissé constatant le versement d'une somme de cent francs à valoir sur le montant de la taxe du brevet. (2)

Un procès-verbal, dressé sans frais par le secrétaire général de la préfecture dans les départements et à Paris par le directeur de l'Office national de la propriété industrielle, constatera chaque dépôt, en énonçant le jour et l'heure de la remise des pièces.

Une expédition dudit procès-verbal sera remise au déposant, moyennant le remboursement des frais de timbre.

ART. 8. — La durée du brevet courra du jour du dépôt prescrit par l'article 5.

SECTION II. — DE LA DÉLIVRANCE DES BREVETS

ART 9. — Aussitôt après l'enregistrement des demandes, et dans les cinq jours de la date du dépôt, les préfets transmettront les pièces, sous le cachet de l'inventeur, au ministre de l'agriculture et du commerce, en y joignant une copie certifiée du procès-verbal de dépôt, le récépissé constatant le versement de la taxe, et, s'il y a lieu, le pouvoir mentionné dans l'article 6.

ART. 10. — A l'arrivée des pièces au ministère de l'agriculture et du commerce, il sera procédé à l'ouverture, à l'enregistrement des demandes et à l'expédition des brevets, dans l'ordre de la réception desdites demandes.

(2) Actuellement, la taxe de dépôt s'élève à 550 frs, dont 450 frs à titre de taxe de publication (Loi du 19 mars 1937 et arrêté du 2 octobre 1937).

ART. 11. — Les brevets dont la demande aura été régulièrement formée seront délivrés sans examen préalable, aux risques et périls des demandeurs et sans garantie, soit de la réalité, de la nouveauté ou du mérite de l'invention, soit de la fidélité ou de l'exactitude de la description.

Un arrêté du ministre, constatant la régularité de la demande, sera délivré au demandeur et constituera le brevet d'invention.

A cet arrêté sera joint un exemplaire imprimé de la description et des dessins mentionnés dans l'article 24, après que la conformité avec l'expédition originale en aura été reconnue et établie au besoin.

La première expédition des brevets sera délivrée sans frais.

Toute expédition ultérieure, demandée par le breveté ou ses ayants cause, donnera lieu au paiement d'une taxe de 25 francs.

Les frais de dessin, s'il y a lieu, demeureront à la charge de l'impétrant.

La délivrance n'aura lieu qu'un an après le jour du dépôt de la demande, si ladite demande renferme une réquisition expresse à cet effet.

Le bénéfice de la disposition qui précède ne pourra être réclamé par ceux qui auraient déjà profité des délais de priorité accordés par des traités de réciprocité, notamment par l'article 4 de la Convention internationale pour la protection de la propriété industrielle, du 20 mars 1883.

ART. 12. — Toute demande dans laquelle n'auraient pas été observées les formalités prescrites par les numéros 2 et 3 de l'article 5, et par l'article 6, sera rejetée.

La moitié de la somme versée restera acquise au Trésor, mais il sera tenu compte de la totalité de cette somme au demandeur s'il reproduit sa demande dans un délai de trois mois, à compter de la date de la notification du rejet de sa requête.

ART. 13. — Lorsque, par application de l'article 3, il n'y aura pas lieu de délivrer un brevet, la taxe sera restituée.

ART. 14. — Une ordonnance royale, insérée au *Bulletin des Lois*, proclamera, tous les trois mois, les brevets délivrés.

ART. 15. — La durée des brevets ne pourra être prolongée que par une loi.

SECTION III. — DES CERTIFICATS D'ADDITION

ART. 16. — Le breveté ou les ayants droit au brevet, auront, pendant toute la durée du brevet, le droit d'apporter à l'invention des changements, perfectionnements ou additions, en remplissant, pour le dépôt de la demande, les formalités déterminées par les articles 5, 6 et 7.

Ces changements, perfectionnements ou additions seront constatés par des certificats délivrés dans la même forme que le brevet principal, et qui produiront, à partir des dates respectives des demandes et de leur expédition, les mêmes effets que ledit brevet principal, avec lequel il prendront fin.

Chaque demande de certificat d'addition donnera lieu au paiement d'une taxe de vingt francs (actuellement 550 francs).

Les certificats d'addition pris par un des ayants droit profiteront à tous les autres.

ART. 17. — Tout breveté qui, pour un changement, perfectionnement ou addition, voudra prendre un brevet principal de cinq, dix ou quinze années, au lieu d'un certificat d'addition expirant avec le brevet primitif, devra remplir les formalités prescrites par les articles 5, 6 et 7, et acquitter la taxe mentionnée dans l'article 4.

ART. 18. — Nul autre que le breveté ou ses ayants droit, agissant comme il est dit ci-dessus, ne pourra, pendant une année, prendre valablement un brevet pour un changement, perfectionnement ou addition à l'invention qui fait l'objet du brevet primitif.

Néanmoins, toute personne qui voudra prendre un brevet pour changement, addition ou perfectionnement à une découverte déjà brevetée, pourra, dans le cours de ladite année, former une demande qui sera transmise, et restera déposée sous cachet, au ministère de l'agriculture et du commerce.

L'année expirée, le cachet sera brisé et le brevet délivré.

Toutefois, le breveté principal aura la préférence pour les changements, perfectionnements et additions pour lesquels il aurait lui-même, pendant l'année, demandé un certificat d'addition ou un brevet.

ART. 19. — Quiconque aura pris un brevet pour une découverte, invention ou application se rattachant à l'objet d'un autre brevet, n'aura aucun droit d'exploiter l'invention déjà brevetée, et réciproquement le titulaire du brevet primitif ne pourra exploiter l'invention objet du nouveau brevet.

SECTION IV. — DE LA TRANSMISSION ET DE LA CESSIION DES BREVETS

ART. 20. — Tout breveté pourra céder la totalité ou partie de la propriété de son brevet.

La cession totale ou partielle d'un brevet, soit à titre gratuit, soit à titre onéreux, ne pourra être faite que par acte notarié et après le payement de la totalité de la taxe déterminée par l'article 4.

Aucune cession ne sera valable, à l'égard des tiers, qu'après avoir été enregistrée au secrétariat de la préfecture du département dans lequel l'acte aura été passé.

L'enregistrement des cessions et de tous autres actes emportant mutation, sera fait sur la production et le dépôt d'un extrait authentique de l'acte de cession ou de mutation.

Une expédition de chaque procès-verbal d'enregistrement accompagnée de l'extrait de l'acte ci-dessus mentionné, sera transmise par les préfets au ministre de l'agriculture et du commerce, dans les cinq jours de la date du procès-verbal.

ART. 21. — Il sera tenu, au ministère de l'agriculture et du commerce, un registre sur lequel seront inscrites les mutations intervenues sur chaque brevet, et tous les trois mois, une ordonnance royale proclamera, dans la forme déterminée par l'article 14, les mutations enregistrées pendant le trimestre expiré.

ART. 22. — Les cessionnaires d'un brevet, et ceux qui auront acquis d'un breveté ou de ses ayants droit la faculté d'exploiter la découverte

où l'invention, profiteront, de plein droit, des certificats d'addition qui seront ultérieurement délivrés au breveté ou à ses ayants droit. Réciproquement, le breveté ou ses ayants droit profiteront des certificats d'addition qui seront ultérieurement délivrés aux cessionnaires.

Tous ceux qui auront droit de profiter des certificats d'addition pourront en lever une expédition au ministère de l'agriculture et du commerce, moyennant un droit de vingt francs.

SECTION V. — DE LA COMMUNICATION ET DE LA PUBLICATION DES DESCRIPTIONS ET DESSINS DE BREVETS

ART. 23. — Les descriptions, dessins, échantillons et modèles des brevets délivrés, resteront, jusqu'à l'expiration des brevets, déposés au ministère de l'agriculture et du commerce, où ils seront communiqués, sans frais, à toute réquisition.

Toute personne pourra obtenir, à ses frais, copie desdites descriptions et dessins, suivant les formes qui seront déterminées dans le règlement rendu en exécution de l'article 50.

ART. 24. — Les descriptions et dessins de tous les brevets d'invention et certificats d'addition seront publiés *in extenso*, par fascicules séparés, dans leur ordre d'enregistrement.

Cette publication, relativement aux descriptions et dessins des brevets pour la délivrance desquels aura été requis le délai d'un an prévu par l'article 11, n'aura lieu qu'après l'expiration de ce délai.

Il sera, en outre, publié un catalogue des brevets d'invention délivrés.

Un arrêté du ministre du commerce et de l'industrie déterminera : 1° les conditions de forme, dimensions et rédaction que devront présenter les descriptions et dessins, ainsi que les prix de vente des fascicules imprimés et les conditions de publication du catalogue ; 2° les conditions à remplir par ceux qui, ayant déposé une demande de brevet en France et désirant déposer à l'étranger des demandes analogues avant la délivrance du brevet français, voudront obtenir une copie officielle des documents afférents à leur demande en France. Toute expédition de cette nature donnera lieu au paiement d'une taxe de 25 francs ; les frais de dessin, s'il y a lieu, seront à la charge de l'impétrant.

Seront publiés, conformément aux prescriptions du présent article, les descriptions et les dessins des brevets d'invention et certificats d'addition qui auront été demandés depuis le 1^{er} janvier 1902.

ART. 25. — Le recueil des descriptions et dessins et le catalogue publiés en exécution de l'article précédent seront déposés au ministère de l'agriculture et du commerce, et au secrétariat de la préfecture de chaque département, où ils pourront être consultés sans frais.

ART. 26. — A l'expiration des brevets, les originaux des descriptions et dessins seront déposés au Conservatoire royal des arts et métiers.

Titre III. — Des droits des étrangers

ART. 27. — Les étrangers pourront obtenir en France des brevets d'invention.

ART. 28. — Les formalités et conditions déterminées par la présente loi

seront applicables aux brevets demandés ou délivrés en exécution de l'article précédent.

ART. 29. — L'auteur d'une invention ou découverte déjà brevetée à l'étranger pourra obtenir un brevet en France ; mais la durée de ce brevet ne pourra excéder celle des brevets antérieurement pris à l'étranger.

Titre IV. — Des nullités et déchéances, et des actions y relatives

SECTION I. — DES NULLITÉS ET DÉCHÉANCES

ART. 30. — Seront nuls, et de nul effet, les brevets délivrés dans les cas suivants, savoir :

1° Si la découverte, invention ou application n'est pas nouvelle ;
2° Si la découverte, invention ou application n'est pas, aux termes de l'article 3, susceptible d'être brevetée ;

3° Si les brevets portent sur des principes, méthodes, systèmes, découvertes et conceptions théoriques ou purement scientifiques, dont on n'a pas indiqué les applications industrielles ;

4° Si la découverte, invention ou application est reconnue contraire à l'ordre ou à la sûreté publique, aux bonnes mœurs ou aux lois du royaume, sans préjudice, dans ce cas et dans celui du paragraphe précédent, des peines qui pourraient être encourues pour la fabrication ou le débit d'objets prohibés ;

5° Si le titre sous lequel le brevet a été demandé indique frauduleusement un objet autre que le véritable objet de l'invention ;

6° Si la description jointe au brevet n'est pas suffisante pour l'exécution de l'invention, ou si elle n'indique pas, d'une manière complète et loyale, les véritables moyens de l'inventeur ;

7° Si le brevet a été obtenu contrairement aux dispositions de l'article 18.

Seront également nuls, et de nul effet, les certificats comprenant des changements, perfectionnements ou additions qui ne se rattacheraient pas au brevet principal.

ART. 31. — Ne sera pas réputée nouvelle toute découverte, invention ou application qui, en France ou à l'étranger, et antérieurement à la date du dépôt de la demande, aura reçu une publicité suffisante pour pouvoir être exécutée.

ART. 32. — Sera déchu de tous ses droits :

1° Le breveté qui n'aura pas acquitté son annuité, avant le commencement de chacune des années de la durée de son brevet.

L'intéressé aura toutefois un délai de trois mois au plus pour effectuer valablement le paiement de son annuité, mais il devra verser en outre une taxe supplémentaire de 5 francs, s'il effectue le paiement dans le premier mois ; de 10 francs, s'il effectue le paiement dans le second mois, et de 15 francs, s'il effectue le paiement dans le troisième mois (3).

(3) Le délai de grâce a été porté à 6 mois par la loi du 4 avril 1931 et la taxe supplémentaire à 10 frs par mois de retard commencé.

Cette taxe supplémentaire devra être acquittée en même temps que l'annuité en retard ;

2° Le breveté qui n'aura pas mis en exploitation sa découverte ou invention en France dans le délai de deux ans, à dater du jour de la signature du brevet, ou qui aura cessé de l'exploiter pendant deux années consécutives, à moins que, dans l'un ou l'autre cas, il ne justifie des causes de son inaction ;

3° Le breveté qui aura introduit en France des objets fabriqués en pays étranger et semblables à ceux qui sont garantis par son brevet.

Néanmoins, le ministre du commerce et de l'industrie pourra autoriser l'introduction ;

1° Des modèles de machines ;

2° Des objets fabriqués à l'étranger, destinés à des expositions publiques ou à des essais faits avec l'assentiment du gouvernement.

ART. 33. — Quiconque, dans des enseignes, annonces, prospectus, affiches, marques ou estampilles, prendra la qualité de breveté sans posséder un brevet délivré conformément aux lois, ou après l'expiration d'un brevet antérieur ; ou qui, étant breveté, mentionnera sa qualité de breveté ou son brevet sans y ajouter ces mots : sans garantie du gouvernement, sera puni d'une amende de cinquante à mille francs.

En cas de récidive, l'amende pourra être portée au double.

SECTION II. — DES ACTIONS EN NULLITÉ ET EN DÉCHÉANCE

ART. 34. — L'action en nullité et l'action en déchéance pourront être exercées par toute personne y ayant intérêt.

Ces actions, ainsi que toutes contestations relatives à la propriété des brevets, seront portées devant les tribunaux civils de première instance.

ART. 35. — Si la demande est dirigée en même temps contre le titulaire du brevet et contre un ou plusieurs cessionnaires partiels, elle sera portée devant le tribunal du domicile du titulaire du brevet.

ART. 36. — L'affaire sera instruite et jugée dans la forme prescrite pour les matières sommaires par les articles 405 et suivants du Code de procédure civile. Elle sera communiquée au procureur du roi.

ART. 37. — Dans toute instance tendant à faire prononcer la nullité ou la déchéance d'un brevet, le ministère public pourra se rendre partie intervenante et prendre des réquisitions pour faire prononcer la nullité ou la déchéance absolue du brevet.

Il pourra même se pourvoir directement par action principale pour faire prononcer la nullité, dans les cas prévus aux nos 2, 4 et 5 de l'article 30.

ART. 38. — Dans les cas prévus par l'article 37, tous les ayants droit au brevet dont les titres auront été enregistrés au ministère de l'agriculture et du commerce, conformément à l'article 21, devront être mis en cause.

ART. 39. — Lorsque la nullité ou la déchéance absolue d'un brevet aura été prononcée par jugement ou arrêt ayant acquis force de chose jugée, il en sera donné avis au ministre de l'agriculture et du commerce, et la nullité ou la déchéance sera publiée dans la forme déterminée par l'article 14 pour la proclamation des brevets.

Titre V. — De la contrefaçon, des poursuites et des peines.

ART. 40. — Toute atteinte portée aux droits du breveté, soit par la fabrication de produits, soit par l'emploi de moyens faisant l'objet de son brevet, constitue le délit de contrefaçon.

Ce délit sera puni d'une amende de cent à deux mille francs.

ART. 41. — Ceux qui auront sciemment recélé, vendu ou exposé en vente, ou introduit sur le territoire français, un ou plusieurs objets contrefaits, seront punis des mêmes peines que les contrefacteurs.

ART. 42. — Les peines établies par la présente loi ne pourront être cumulées.

La peine la plus forte sera seule prononcée pour tous les faits antérieurs au premier acte de poursuite.

ART. 43. — Dans le cas de récidive, il sera prononcé, outre l'amende portée aux articles 40 et 41, un emprisonnement d'un mois à six mois.

Il y a récidive lorsqu'il a été rendu contre le prévenu, dans les cinq années antérieures, une première condamnation pour un des délits prévus par la présente loi.

Un emprisonnement d'un mois à six mois pourra aussi être prononcé, si le contrefacteur est un ouvrier ou un employé ayant travaillé dans les ateliers ou dans l'établissement du breveté, ou si le contrefacteur, s'étant associé avec un ouvrier ou un employé du breveté, a eu connaissance, par ce dernier, des procédés décrits au brevet.

Dans ce dernier cas, l'ouvrier ou l'employé pourra être poursuivi comme complice.

ART. 44. — L'article 463 du Code pénal pourra être appliqué aux délits prévus par les dispositions qui précèdent.

ART. 45. — L'action correctionnelle, pour l'application des peines ci-dessus, ne pourra être exercée par le ministère public que sur la plainte de la partie lésée.

ART. 46. — Le tribunal correctionnel, saisi d'une action pour délit de contrefaçon, statuera sur les exceptions qui seraient tirées par le prévenu, soit de la nullité ou de la déchéance du brevet, soit des questions relatives à la propriété dudit brevet.

ART. 47. — Les propriétaires de brevets pourront, en vertu d'une ordonnance du président du tribunal de première instance, faire procéder, par tous huissiers, à la désignation et description détaillées, avec ou sans saisie, des objets prétendus contrefaits.

L'ordonnance sera rendue sur simple requête, et sur la représentation du brevet ; elle contiendra, s'il y a lieu, la nomination d'un expert pour aider l'huissier dans sa description.

Lorsqu'il y aura lieu à la saisie, ladite ordonnance pourra imposer au requérant un cautionnement qu'il sera tenu de consigner avant d'y faire procéder.

Le cautionnement sera toujours imposé à l'étranger breveté qui requerra la saisie.

Il sera laissé copie au détenteur des objets décrits ou saisis, tant de l'ordonnance que de l'acte constatant le dépôt du cautionnement, le cas échéant ; le tout, à peine de nullité et de dommages-intérêts contre l'huissier.

ART. 48. — A défaut, par le requérant, de s'être pourvu, soit par la voie civile, soit par la voie correctionnelle, dans le délai de huitaine, outre un jour par trois myriamètres de distance entre le lieu où se trouvent les objets saisis ou décrits, et le domicile du contrefacteur, recéleur, introducteur ou débitant, la saisie ou description sera nulle de plein droit, sans préjudice des dommages-intérêts qui pourront être réclamés, s'il y a lieu, dans la forme prescrite par l'article 36.

ART. 49. — La confiscation des objets reconnus contrefaits, et, le cas échéant, celle des instruments ou ustensiles destinés spécialement à leur fabrication, seront, même en cas d'acquiescement, prononcées contre le contrefacteur, le recéleur, l'introducteur ou le débitant.

Les objets confisqués seront remis au propriétaire du brevet, sans préjudice de plus amples dommages-intérêts et de l'affiche du jugement, s'il y a lieu.

II. — ARRETE MINISTERIEL DU 11 AOUT 1903, MODIFIE PAR
LES ARRETES DES 3 MARS 1909, 23 JANVIER 1914, 21 MAI 1920,
29 DECEMBRE 1927, 16 FEVRIER 1931 ET 7 OCTOBRE 1935.

ARTICLE PREMIER. — Les descriptions et les dessins annexés aux demandes de brevets d'invention et de certificats d'addition, conformément aux articles 5, 6 et 16 de la loi du 5 juillet 1844, seront fournis en double exemplaire, dont l'un constituera l'original, l'autre le duplicata.

ART. 2. — 1^o Les descriptions seront rédigées correctement en langue française, aussi brièvement que possible, sans longueurs ni répétitions inutiles. Elles devront avoir le caractère d'une notice impersonnelle. Elles seront faites à la main ou à la machine, lithographiées ou imprimées ; elles seront bien lisibles ; l'encre ou la couleur sera foncée ou inaltérable. Le papier employé sera fort et blanc de format uniforme de 29 à 34 centimètres de hauteur sur 20 à 22 centimètres de largeur. Les descriptions ne seront écrites ou imprimées (original ou duplicata) que sur le recto de la feuille, une marge d'environ 3 à 4 centimètres devra toujours être réservée sur le côté gauche de la feuille, ainsi qu'un espace d'environ 8 centimètres en haut de la première page et en bas de la dernière ; un espace suffisant devra être laissé entre les lignes qui seront numérotées par cinq.

Les descriptions ne se référeront qu'aux figures du dessin sans jamais mentionner les planches.

2^o Les descriptions ne dépasseront pas normalement 250 lignes de 50 lettres chacune ; toutefois les descriptions d'une longueur supérieure seront admises moyennant l'acquiescement, au profit de l'Office national de la propriété industrielle, et avant la délivrance du brevet, des taxes ci-après fixées, suivant la longueur de la description, savoir :

De 251 à 500 lignes de 50 lettres, 15 fr.

De 501 à 750 lignes de 50 lettres, 50 fr.

De 751 à 1.000 lignes de 50 lettres, 75 fr.

De 1.001 à 1.250 lignes de 50 lettres, 100 fr.

De 1.251 à 1.500 lignes de 50 lettres, 125 fr.

De 1.501 à 1.750 lignes de 50 lettres, 175 fr.

De 1.751 à 2.000 lignes de 50 lettres, 225 fr.

De 2.001 à 2.250 lignes de 50 lettres, 275 fr.

et ainsi de suite à raison de 50 fr. d'augmentation par fraction de 250 lignes de 50 lettres.

3° Afin d'en assurer l'authenticité, les divers feuillets de la description, solidement réunis par le côté gauche, seront numérotés dans le haut, en chiffres arabes, du premier au dernier inclusivement, et chacun d'eux sera paraphé dans le bas. Le nombre de feuillets dont elle se compose sera mentionné et certifié à la fin de la description. Les renvois en marge devront être également paraphés. Leur nombre ainsi que celui des mots rayés comme nuls sera certifié à la fin de la description.

4° Aucun dessin ne devra figurer dans le texte ni en marge des descriptions.

5° L'en-tête de la description sera libellé conformément au tableau A annexé au présent arrêté.

6° Le titre de l'invention doit être exactement reproduit sur la requête, le pouvoir s'il y en a un, la description et le récépissé de la recette. Il sera une désignation sommaire et précise de l'objet de l'invention sans aucune dénomination de fantaisie.

7° La description débutera, s'il y a lieu, par un préambule qui sera un exposé aussi clair et concis que possible de ce qui constitue l'invention. Elle doit être suffisante pour l'exécution de l'invention et indiquer, d'une manière complète et loyale, les véritables moyens de l'inventeur.

8° Les lettres ou chiffres de référence devront, dans la description, se suivre dans leur ordre normal. Les figures des dessins devront être indiquées dans leur ordre normal.

9° Sous le titre de *Résumé*, la description sera terminée par un résumé aussi concis que possible des points caractéristiques de l'invention. Ce résumé comportera l'énoncé succinct du principe fondamental de l'invention, et, s'il y a lieu, des points secondaires qui le caractérisent. Le résumé sera énonciatif et non descriptif.

10° Si au cours de la description, il est fait mention des brevets antérieurs français ou étrangers, ils seront désignés par leur date de dépôt, par leur numéro et le pays d'origine. Si lesdits brevets ne sont pas encore délivrés, ils seront désignés par leur date de dépôt, par le titre de l'invention et le pays d'origine.

Les indications de poids et mesures seront données d'après le système métrique, les indications de température en degrés centigrades ; la densité des corps sera donnée à l'exclusion du poids spécifique ; pour les unités électriques on observera les prescriptions admises dans le régime international et pour les formules chimiques on se servira des symboles des éléments, des poids atomiques et des formules moléculaires généralement en usage.

ART. 3. — La description de l'invention devra être limitée à un seul objet principal avec les objets de détail qui le constituent et les applications qui auront été indiquées.

S'il est reconnu qu'une description n'est pas limitée à une seule invention, le demandeur sera autorisé par l'administration et, éventuel-

lement après avis du comité technique de la propriété industrielle, à diviser la demande initiale en autant de demandes divisionnaires qu'elle comportera d'objets principaux : le dossier de la première de ces demandes sera constitué par le dossier primitif après suppression de toutes les parties étrangères au seul objet qu'elle doit concerner ; les corrections des dessins et du mémoire descriptif devront être effectuées par des suppressions de figures et des suppressions de phrases sans autre modification ou adjonction que celles qui découleront de la limitation même ou des nécessités de liaison du style.

Le demandeur sera en outre invité à déposer dans le délai de 6 mois, une ou plusieurs demandes divisionnaires pour les autres objets, en remplissant les formalités déterminées par les articles 5, 6 et 7 de la loi du 5 juillet 1844. La requête annexée à chacune de ces demandes divisionnaires mentionnera qu'il s'agit de la division d'une demande primitive désignée par sa date de dépôt et son numéro de procès-verbal. Le mémoire descriptif et les dessins ne devront contenir, outre les parties du texte et les figures extraites du mémoire descriptif et du dessin annexé à la demande initiale, que les dessins et phrases de référence, de liaison et d'explication qui seront nécessaires à la clarté d'exposition de l'objet de la demande.

Les brevets délivrés pour les demandes divisionnaires prendront date du jour et de l'heure du dépôt primitif.

Le demandeur ne pourra renoncer à la demande initiale transformée en première demande divisionnaire que si, en même temps, il renonce à toutes les autres demandes divisionnaires qu'il aurait déposées.

Dans le cas où il serait donné suite à la procédure de délivrance, le mémoire initial et les dessins annexés devront être conservés et pourront en tout temps donner lieu à l'établissement de copies certifiées conformes, suivant les prescriptions en vigueur.

ART. 4. — 1^o Les dessins seront exécutés selon les règles du dessin linéaire, sans grattage ni surcharge, sur des feuilles de papier ayant les dimensions suivantes : 33 centimètres de hauteur sur 21 centimètres de largeur ou 42 centimètres de largeur dans le cas où cette dimension serait absolument nécessaire, avec une marge intérieure de 2 centimètres de sorte que le dessin soit compris dans un cadre de 29 centimètres sur 17 centimètres ou 29 centimètres sur 38 centimètres. Ce cadre devra être constitué par un trait unique d'un demi-millimètre d'épaisseur environ.

2^o Dans le cas où il serait impossible de représenter l'objet de l'invention par des figures pouvant tenir dans un cadre de 19 sur 38 centimètres, le demandeur aura la faculté de subdiviser une même figure en plusieurs parties dont chacune sera dessinée sur une feuille ayant les dimensions ci-dessus déterminées ; la section des figures sera indiquée par des lignes de raccordement munies de lettres ou chiffres de référence. Lorsque le demandeur usera de cette faculté, il devra fournir (dans un cadre de dimensions réglementaires) une figure d'ensemble de l'objet de l'invention où seront tracées les lignes de raccordement des figures partielles.

3^o Les figures seront numérotées, sans interruption, de la première à

la dernière, à l'aide de chiffres arabes très correctement dessinés, précédés des lettres Fig.

4° Les planches seront numérotées en chiffres romains. Les chiffres seront placés en dehors du cadre. Exemple : Pl. I. S'il n'y a qu'une planche, on indiquera « Planche unique ».

5° On inscrira très lisiblement, en tête de chaque planche en dehors du cadre, savoir : à gauche, la mention Brevet n° ... ; au milieu, le nom de l'inventeur ; à droite, le numéro d'ordre de chaque planche, et le nombre de planches en chiffres arabes. Exemple : Pl. IV. 5.

6° Le duplicata sera tracé à l'encre en traits réguliers pleins continus ou pointillés et parfaitement noirs et durables sans lavis et couleurs, sur papier bristol ou autre papier complètement blanc, fort et lisse, permettant la reproduction par un procédé dérivé de la photographie. Les coupes seront indiquées par des hachures obliques très régulières, suffisamment espacées et accentuées, pour se prêter à la réduction visée par l'alinéa 10 ci-après.

Les surfaces convexes et concaves pourront être ombrées au moyen de traits horizontaux ou verticaux parallèles plus ou moins espacés ;

7° L'original pourra être exécuté sur toile ou sur papier suivant les mêmes prescriptions que pour le duplicata.

8° Les lettres de référence et le mot Fig. placé avant le numéro de chaque figure devront être du type des caractères latins d'imprimerie. Les mêmes pièces seront désignées par les mêmes lettres ou chiffres dans toutes les figures. Une même lettre ou un même chiffre ne pourra pas désigner des pièces différentes.

9° Les dessins annexés à une demande de brevet ou de certificat d'addition ne comprendront pas normalement plus de six feuilles du petit format ou trois feuilles du grand format. Toutefois, les feuilles en excédent seront admises moyennant l'acquittement, au profit de l'Office national de la propriété industrielle et avant la délivrance du brevet, d'une taxe spéciale fixée à 25 fr. par feuille supplémentaire du petit format et à 50 fr. par feuille supplémentaire du grand format.

Lorsque le nombre des dessins sera supérieur à 30 feuilles du petit format ou à 15 feuilles du grand format, les feuilles supplémentaires entraîneront une taxe de 50 fr. par feuille supplémentaire du petit format et de 100 fr. par feuille supplémentaire du grand format.

10° L'échelle employée sera suffisamment grande pour qu'il soit possible de reconnaître exactement l'objet de l'invention et les dessins dans tous leurs détails sur une reproduction réduite aux deux tiers de leur grandeur. Si l'échelle est portée sur le dessin elle sera dessinée mais non écrite.

11° Les dessins ne contiendront aucune légende ou indication, timbre, signature ou mention d'aucune sorte autre que le numéro des figures et les lettres ou chiffres de référence, dont la hauteur sera de 3 à 8 millimètres. On ne devra employer que des caractères latins. Les lettres ou chiffres de référence, qui devront être de dimensions uniformes et très correctement dessinés, pourront être pourvus d'un exposant, dans des cas exceptionnels. Ils seront rejetés en dehors des figures et des

lignes, auxquelles on les raccordera par des attaches. Les lignes de coupe et de raccordement seront indiquées par des lettres ou chiffres semblables :

A A. B B. a a. b b. 1 1. 2 2.

Les caractères grecs pourront être employés pour désigner des angles.

12° Les diverses figures, séparées les unes des autres par un espace de 1 centimètre environ, devront être disposées de façon que le dessin puisse toujours être lu dans le sens de la hauteur de 33 centimètres, ainsi que les lettres, chiffres et indications des figures.

Lorsqu'une figure se composera de plusieurs parties détachées, elles devront être réunies par une accolade.

13° Les légendes reconnues nécessaires par les demandeurs pour l'intelligence de leurs dessins, seront placés dans le corps de la description. A titre d'exception, il est néanmoins permis de faire figurer certaines mentions sur les dessins, quand elles sont indispensables pour en faciliter la compréhension (telles que eau, gaz, vapeur, ouvert, fermé, ligne de terre, etc.), mais aucune indication ne devra être écrite en langue étrangère.

14° Les dessins seront remis, lors du dépôt, à plat, entre deux feuilles de carton fort, de manière à être exempts de plis ou de cassures.

ART. 5. — L'original et le duplicata de la description et des dessins seront signés par le demandeur ou son mandataire. En ce qui concerne les dessins, la signature sera placée au dos des planches. Il en sera de même des désignations « original » et de « duplicata ». Le nom du demandeur et de son mandataire, s'il y a lieu, devra y être mentionné d'une façon très lisible après la signature. Le duplicata sera, en outre, sous la responsabilité du signataire, certifié conforme à l'original. La description et les dessins ne porteront aucune date. Le mandataire fera précéder sa signature de l'indication « par procuration de M.... » ou de « par procuration de la Société..... ».

ART. 6. — 1° La demande de brevet d'invention ou de certificat d'addition devra être datée et indiquer outre leurs noms et prénoms, ou raison sociale, la nationalité des demandeurs et le pays dans lequel ils résident au moment du dépôt. Le nom patronymique devra se distinguer nettement des autres indications.

Si la demande est formulée par une femme mariée, le nom de son mari et son nom patronymique devront être indiqués sous la forme : Madame X..., née Y...

Il doit être facile de constater si le brevet est demandé par une ou plusieurs personnes physiques ou morales y compris toute espèce de société.

Le demandeur devra indiquer son adresse exacte ; s'il a constitué un mandataire, il fera élection de domicile chez son mandataire ; toutefois l'adresse exacte du demandeur sera indiquée dans la demande. S'il y a plusieurs déposants et s'il n'y a pas de mandataire, la désignation de la personne à laquelle doivent être envoyées les communications officielles devra être mentionnée.

S'il s'agit d'une demande de certificat d'addition, le numéro, la date de dépôt et le titulaire du brevet principal devront être indiqués.

2° La demande devra indiquer la date du premier dépôt fait à l'étranger et le pays dans lequel il a eu lieu lorsque le demandeur voudra être au bénéfice de ce dépôt. Cette indication devra être reportée sur le pouvoir. Lorsque la déclaration de priorité n'aura pas été mentionnée sur la requête et le pouvoir, elle pourra être valablement fournie dans un délai maximum de 60 jours à partir du dépôt de la demande.

3° Le bordereau des pièces annexées à la demande devra mentionner le nombre des pages de la description et le nombre des planches de dessin déposées.

4° La demande et le bordereau seront établis sur une feuille de papier de 33 centimètres sur 21 centimètres, conformément au tableau B annexé au présent arrêté.

5° La description, les dessins annexés, la demande et le bordereau des pièces seront déposés dans une enveloppe fermée ; une copie du bordereau sera reproduite sur l'enveloppe.

ART. 7. — Quand le demandeur voudra que la délivrance de son brevet d'invention ou de son certificat d'addition n'ait lieu qu'un an après le jour du dépôt de sa demande, conformément au paragraphe 7 de l'article 11 de la loi du 5 juillet 1844, modifiée par la loi du 7 avril 1902, cette réquisition devra être formulée d'une façon expresse et formelle et à l'encre rouge dans la demande ; elle devra, en outre, être reproduite sur la face et au dos de l'enveloppe et signée par le demandeur ou son mandataire.

ART. 8. — Avant la délivrance, toute demande de brevet ou de certificat d'addition pourra être retirée par son auteur, s'il le réclame par écrit. Les pièces déposées lui seront restituées. S'il présente cette requête dans un délai de deux mois à partir du dépôt, la taxe versée lui sera remboursée. Ce délai expiré, la taxe restera acquise au Trésor.

La demande de retrait d'un brevet formulée par un mandataire doit être accompagnée d'un pouvoir spécial émanant du demandeur en brevet ou de ses ayants-droit.

Toutefois, celui qui, en vertu des dispositions de l'article 10 ci-après, aura réclamé une copie officielle des pièces déposées à l'appui de sa demande, ne pourra plus retirer celle-ci.

ART. 9. — 1° Lorsque la demande d'un brevet aura été reconnue régulière, ce brevet sera délivré par un arrêté du ministre du commerce et de l'industrie, constatant la régularité de ladite demande. Dès que l'arrêté aura été rendu, il en sera donné avis au demandeur ou à son mandataire, par l'Office national de la propriété industrielle, qui transmettra en même temps les pièces à l'Imprimerie nationale, pour qu'elles soient imprimées, conformément à l'article 24 de la loi du 5 juillet 1844, modifiée par la loi du 7 avril 1902. Cet avis contiendra l'indication de la date de l'arrêté, du numéro donné au brevet, et du titre de l'invention. Il sera procédé de même pour les certificats d'addition.

2° Lorsque la description et les dessins du brevet ou certificat d'addition seront imprimés, une ampliation de l'arrêté ministériel précité, à laquelle sera annexé un exemplaire imprimé de la description et des dessins déposés, sera expédiée au demandeur ; à partir du jour de cette expédition, la description et les dessins imprimés pourront être consultés

sans frais à l'Office national de la propriété industrielle et dans les préfectures.

3° Le titulaire du brevet aura un délai de trois mois, à dater de la remise de cette ampliation, pour signaler à l'Office national de la propriété industrielle les erreurs ou inexactitudes qui auraient pu se produire dans l'impression de sa description ou de ses dessins ; passé ce délai, aucune réclamation ne sera admise.

ART. 10. — Si, avant l'impression de son brevet ou certificat d'addition, le demandeur désire obtenir une copie officielle de la description déposée par lui, il devra en faire la demande et produire en même temps un récépissé constatant le versement dans une Recette des finances d'une taxe de 25 francs s'il s'agit d'un brevet d'invention, et de 20 francs s'il s'agit d'un certificat d'addition (1).

Les frais de dessin, s'il y a lieu, seront à la charge de l'impétrant.

ART. 11. — Le prix maximum de vente de chaque fascicule imprimé des descriptions et des dessins des brevets d'invention ou certificats d'addition est fixé à 1 franc (2).

ART. 12. — 1° Les descriptions et les dessins qui ne seraient point exécutés dans les conditions prescrites par le présent arrêté seront renvoyés au demandeur avec invitation d'avoir à fournir de nouvelles pièces régulières dans le délai d'un mois.

2° Il ne pourra être apporté aux descriptions et dessins, sous peine de rejet, aucune modification qui serait de nature à augmenter l'étendue et la portée des inventions.

3° Un exemplaire, conservé par l'Office national de la propriété industrielle, servira à vérifier la concordance entre les documents successivement produits.

4° Dans le cas où le déposant ne répondrait pas audit avis dans le délai imparti, la demande de brevet d'invention ou de certificat d'addition sera rejetée conformément à l'article 12 de la loi du 5 juillet 1844.

5° En cas de nécessité justifiée, le délai accordé au déposant pourra être augmenté sur sa demande.

ART. 13. — Aucune demande de brevet d'invention ou de certificat d'addition ne pourra être rejetée comme irrégulière pour infraction aux prescriptions du présent arrêté, notamment au point de vue de la rédaction de la description et de l'établissement des dessins, qu'après un avis conforme de la Commission technique de l'Office national de la propriété industrielle, le demandeur ou son mandataire préalablement entendu en ses explications ou dûment appelé devant ladite Commission.

(Cette Commission est remplacée par le Comité Technique de la Propriété Industrielle).

N. B. — *L'Office National de la Propriété Industrielle, 26 bis, rue de Pétrograd, Paris (8°) a édité une notice relative à l'application de la loi et de l'arrêté précités. Cette notice est vendue 1 franc l'exemplaire, accompagnée de modèles pour la requête, l'en-tête de la description et les dessins.*

(1) 30 et 24 francs, compte tenu du double décime de 1926.

(2) Ce prix est actuellement fixé à 10 frs (arrêté du 20 avril 1938).

BIBLIOGRAPHIE

I. — OUVRAGES GÉNÉRAUX ET DIVERS

- AUBRY et RAU. — *Cours de Droit Civil français*.
BOISTEL. — *Cours de Philosophie du Droit*. Paris, 1899.
COLIN et CAPITANT. — *Cours Élémentaire de Droit civil français*. Dalloz.
JOSSEMAND. — *Cours de Droit Civil Positif français*. Sirey.
PIC. — *Traité élémentaire de Législation industrielle*. Rousseau et Cie, Paris.
PLANIOL et RIPERT. — *Traité élémentaire de Droit Civil*.
SALEILLES. — *De la Personnalité Juridique*. Rousseau et Cie, Paris, 1922.
THALLER et PERCEROU. — *Traité Élémentaire de Droit Commercial*. Rousseau et Cie, Paris.

II. — OUVRAGES DE PROPRIÉTÉ INDUSTRIELLE, LITTÉRAIRE ET ARTISTIQUE

A) Auteurs Français.

- ALEXANDROFF. — *Contrefaçon des brevets d'invention*, (Extrait du *Juris-Classeur Commercial*), Paris 1937.
ALLART. — *Traité théorique et pratique des brevets d'invention*. Rousseau, 1911.
ALLEZARD. — *Considérations économiques et juridiques sur la propriété intellectuelle*. Pedone-Lauriel, Paris, 1881.
BÉRARD. — *Du caractère personnel de certains droits et notamment du droit d'auteur sous les régimes de communauté*. Thèse, Paris, 1902.
BLANC. — *L'inventeur breveté*, Cosse, Paris, 1852.
BONNET. — *Etude de la législation allemande sur les brevets d'invention*. Chevalier-Marescq, Paris, 1902.
BONNET et THIRION. — *De la législation française sur les brevets d'invention*, Paris, 1906.
BRY. — *La propriété industrielle, littéraire et artistique*, 1914.
CALMELS. — *De la propriété et de la contrefaçon des œuvres de l'intelligence*, Cosse, Paris, 1856.
COUHIN. — *La propriété industrielle, artistique et littéraire*, Paris, 1894-8.
ESCARRA, RAULT, HEPP. — *La doctrine française du droit d'auteur*. Grasset, 1937.
HUARD (A.). — *Répertoire de Législation et de Jurisprudence en matière de brevets d'invention*. Cosse et Marchal, Paris, 1863.
HUARD (G.). — *Traité de la Propriété Intellectuelle*, Marchal et Billard, 1903-1906.
JURISCLASSEUR COMMERCIAL. — *Brevets d'invention. Marques de fabrique*.

- L. LE GRAND. — *Etude économique de la Propriété Industrielle*. Sirey, 1937.
- NOUGUIER. — *Des brevets d'invention et de la contrefaçon*, 1858.
- PALMADE. — *La propriété littéraire et artistique et les régimes matrimoniaux*. Thèse, Bordeaux, 1909.
- PERCEROU. — *Cours de Droit Commercial Complémentaire à la Faculté de Paris*.
- PLAISANT et FERNAND-JACQ. — *Répertoire des Brevets d'invention en droit international*. 1931.
- POUILLET. — *Traité des Brevets d'invention réédité par Taillefer et Claro*. Marchal et Godde, Paris, 1915.
- RENOUARD. — *Traité des Brevets d'invention*. Guillaumin, Paris, 1865.
- SIMONI (P.). — *De la publicité des transmissions des marques de fabrique ou de commerce et des brevets d'invention*. Paris, 1937.
- VIALLETON (H.). — *Du rôle juridique du dépôt dans les diverses branches de la Propriété industrielle*. Thèse, Montpellier, 1914.

B) Auteurs Allemands.

- BUSSE. — *Patentgesetz vom 5.5.1936 und Gebrauchsmustergesetz vom 5.5.1936*. Berlin, 1937.
- DAMME. — *Das Deutsche Patentrecht*, Berlin, 1906.
- ISAY. — *Patentgesetz und Gesetz betreffend den Schutz von Gebrauchsmustern*. Berlin, 1903.
- KOHLER. — *Handbuch des deutschen Patentrecht* (Mannheim, 1900-1901).
- G. KLAUER, P. MÖHRING. — *Patentgesetz vom 5.5.1936*, Berlin, 1937.
- SELIGSOHN. — *Patentgesetz und Gesetz betreffend den Schutz von Gebrauchsmustern*, Berlin, 1906.

III. — PÉRIODIQUES

- Annales de la Propriété Industrielle, Artistique et Littéraire*.
- Bulletin Officiel de la Propriété Industrielle*.
- Daalloz. Jurisprudence Générale. Recueil Périodique et Critique*.
- La Gazette du Palais*.
- La Propriété Industrielle*. Organe mensuel de l'Union pour la protection de la propriété industrielle, Berne.
- Sirey. Recueil général des Lois et Arrêts*.
-

TABLE DES MATIÈRES

PREMIERE PARTIE

LES DROITS DE L'INVENTEUR ET L'INSTITUTION DU BREVET D'INVENTION

INTRODUCTION	5
I. — L'idée générale d'invention. L'invention dans les domaines de l'art et de la littérature. L'invention technique.....	5
II. — La récompense de l'inventeur, justifiée par l'intérêt de la Société au progrès.....	6
III. — Tableau sommaire des droits de l'inventeur.....	8

TITRE I. — Les Droits de l'Inventeur

CHAPITRE PREMIER. — Le droit à l'honneur.....	10
CHAPITRE II. — Le droit au profit.	
<i>Section 1 : Le contenu du droit.....</i>	12
<i>Section 2 : Le caractère temporaire du droit.....</i>	13
<i>Section 3 : La nature du droit.....</i>	19
§ 1. La théorie de la propriété	19
§ 2. La théorie des biens immatériels	20
§ 3. La théorie de la propriété incorporelle.....	21
§ 4. La théorie des droits intellectuels.....	22
§ 5. La théorie des droits de clientèle.....	24
§ 6. Premières Conclusions.....	26
<i>Section 4 : La doctrine du droit d'auteur, faculté personnelle..</i>	27
§ 1. Exposé	27
§ 2. Critique	30
§ 3. Conclusions complémentaires	32
CHAPITRE III. — La maîtrise de l'œuvre,	33

TITRE II. — L'Institution du Brevet d'invention

CHAPITRE PREMIER. — La théorie du contrat.....	36
CHAPITRE II. — L'institution d'ordre public.....	39

DEUXIEME PARTIE

LE DEPOT DES BREVETS D'INVENTION

TITRE I. — Généralités

<i>Section 1 : La nécessité et le contenu essentiel du dépôt en matière de brevet d'invention</i>	43
<i>Section 2 : La réception du dépôt par l'Administration, la délivrance et la publication du brevet.....</i>	46
<i>Plan</i>	48

TITRE II. — Le dépôt, acte d'enregistrement et de publicité légale

CHAPITRE PREMIER. — L'antériorité et la preuve de sa date.....	50
CHAPITRE II. — Le brevet antérieur.....	53
CHAPITRE III. — La divulgation antérieure au dépôt.	
<i>Section 1 : L'art. 31 de la loi de 1844</i>	58
<i>Section 2 : La jurisprudence de la Cour de Cassation.....</i>	59
<i>Section 3 : La jurisprudence des Cours d'Appel</i>	62
<i>Section 4 : Essai d'un système.....</i>	67
<i>Section 5 : L'évolution de la doctrine internationale.....</i>	69
<i>Section 6 : Cas particuliers.....</i>	73
§ 1. Exposition	73
§ 2. Publicité du brevet étranger antérieur.....	74
<i>Section 7 : Conclusion</i>	76
CHAPITRE IV. — La protection de l'invention secrète.	
<i>Section 1 : La protection du secret de l'invention.....</i>	77
<i>Sous-Section A : La confidence.....</i>	77
§ 1. Protection de droit commun.....	77
a) La confidence est une convention.....	77
b) La violation de la confidence donne droit à des dommages-intérêts	78
c) La divulgation pure et simple par le confident.....	79
d) Les actions en concurrence déloyale, en interdiction, en contrefaçon	80
e) La preuve de la violation de la confidence.....	81
§ 2. Protection pénale de la confidence.....	81
a) Secret professionnel	82
b) Abus de confiance	83
c) Escroquerie	85
<i>Sous-Section B : L'Exploitation</i>	85
§ 1. Protection de droit commun	85
§ 2. Protection pénale du secret de fabrique.....	87

<i>Sous-Section C : La surprise frauduleuse.....</i>	89
<i>Sous-Section D : La situation des ayants-cause de l'inventeur apparent</i>	90
<i>a) Généralités</i>	90
<i>b) La doctrine de la validité des actes de l'inventeur apparent à l'égard des tiers de bonne foi.....</i>	92
<i>c) La doctrine et la jurisprudence actuelles.....</i>	93
<i>Sous-Section E : La prise du brevet par l'usurpateur.....</i>	94
<i>a) L'action en dommages-intérêts et l'action en subrogation</i>	94
<i>b) Les effets de la subrogation à l'égard des tiers.....</i>	97
<i>c) Les effets de la subrogation à l'égard de l'Administration</i>	99
<i>d) L'action en nullité.....</i>	100
<i>e) L'usurpation du brevet par erreur.....</i>	101
<i>f) Le projet de loi</i>	102
<i>Section 2 : Le conflit entre l'inventeur secret et le tiers inventeur breveté</i>	103
<i>a) La construction jurisprudentielle de la « possession » antérieure</i>	103
<i>b) Critique et position exacte du problème.....</i>	107

TITRE III. — La Faculté et le Droit de déposer

CHAPITRE PREMIER. — Généralités.

<i>Section 1 : Distinctions et Plan</i>	109
<i>Section 2 : La cession du droit de déposer.....</i>	109
<i>Sous-Section A : La validité de la convention.....</i>	109
<i>Sous-Section B : L'opposabilité aux tiers</i>	110
§ 1. L'Arrêt de Cassation du 25 janvier 1856.....	110
§ 2. L'application de l'art. 29 de la loi de 1844.....	111
§ 3. La cession du droit de priorité conventionnel.....	112
§ 4. Conclusion	116
<i>Sous-Section C : La portée de la convention. Inventions futures. Inventions d'employés.....</i>	116
<i>Section 3 : La transmission aux héritiers</i>	119
<i>Section 4 : La saisissabilité par les créanciers</i>	119
<i>Section 5 : L'expropriation</i>	120

CHAPITRE II. — La capacité d'acquisition, d'exercice et de cession du droit de déposer.

<i>Section 1 : Distinctions</i>	123
<i>Section 2 : Les personnes physiques</i>	124
<i>Sous-Section A : Les mineurs</i>	124

<i>Sous-Section B</i> : Les aliénés	126
<i>Sous-Section C</i> : Le faible d'esprit et le prodigue.....	128
<i>Sous-Section D</i> : L'interdit légal	128
<i>Sous-Section E</i> : La femme mariée.....	128
§ 1. Le régime antérieur à 1938.....	128
§ 2. Le régime instauré par la loi du 18 février 1938.....	129
<i>Sous-Section F</i> : Le failli et le liquidé judiciaire.....	131
<i>Section 3</i> : Les personnes morales	134
<i>Sous-Section A</i> : Remarques sur la capacité des groupements qualifiés de personnes morales.....	135
<i>Sous-Section B</i> : Les principales personnes morales.....	136
§ 1. Les Sociétés	137
a) Les sociétés commerciales	137
b) Les sociétés civiles	137
§ 2. Les Sociétés coopératives	138
§ 3. Les Syndicats professionnels.....	139
a) La loi de 1884	139
b) La loi de 1920	143
c) La marque corporative	145
d) Le brevet corporatif	145
e) Conclusion	146
§ 4. Les Associations	146
§ 5. L'Etat et les personnes morales de droit public.....	149
§ 6. Conclusion	150

TITRE IV. — Les Formalités, les Sanctions, le Retrait du dépôt, La Demande de Brevet

CHAPITRE PREMIER. — Les Formalités de Dépôt.

<i>Section 1</i> : Les pièces du dépôt	153
<i>Sous-Section A</i> : Description de l'invention	153
§ 1. Description proprement dite.....	154
a) Langue française	154
b) Poids et mesures étrangers	155
c) Composition	156
1° Titre	156
2° Préambule	157
3° Corps de la description	157
4° Résumé	158
d) Signature	158
e) Contenu de la description	158
1° Restrictions, Conditions, Réserves	159
2° Dénominations de fantaisie	159

3° Complexité	160
f) Dimensions	160
§ 2. Dessins	161
§ 3. Echantillons	162
<i>Sous-Section B : Requête</i>	162
§ 1. Interdiction des restrictions, conditions, réserves	163
§ 2. Ajournement de la délivrance à un an	163
§ 3. Déclaration de priorité	164
§ 4. Certificat de garantie	165
§ 5. Mention du nom de l'inventeur	166
<i>Sous-Section C : Bordereau et enveloppe</i>	167
<i>Sous-Section D : Dispense de timbre</i>	167
<i>Section 2 : Les opérations du dépôt</i>	168
§ 1. Paiement préalable de la taxe.....	168
§ 2. Lieu du dépôt	168
<i>Section 3 : Le dépôt dans les colonies, pays de protectorat et sous mandat</i>	169
<i>Section 4 : Le dépôt par mandataire ou représentant légal.....</i>	170
CHAPITRE II. — Sanctions administratives des formalités de dépôt.	
<i>Section 1 : Limites du contrôle administratif</i>	172
§ 1. Requête	172
§ 2. Description	174
<i>Section 2 : Sanctions du vice de forme</i>	174
§ 1. Les cas de rejet obligatoire, la correction	174
§ 2. Complexité et division	175
§ 3. Le Rejet	177
§ 4. Le vice de forme est couvert par la délivrance du brevet	178
CHAPITRE III. — Le Retrait.....	179
CHAPITRE IV. — La demande de brevet en tant que bien et titre.	
<i>Section 1 : Exposé</i>	181
<i>Section 2 : Qu'est-ce que la demande de brevet ?</i>	182
§ 1. La demande, brevet éventuel, brevet futur	182
§ 2. Preuve de l'existence et du contenu de la demande.....	183
<i>Section 3 : La demande de brevet est-elle transmissible ?</i>	184
§ 1. La question en droit commun	184
§ 2. Le brevet peut-il être délivré à l'ayant-droit ?	185
<i>Section 4 : Les effets de la demande de brevet à l'égard des contrefacteurs</i>	186
§ 1. La loi de 1844. L'action en contrefaçon et la saisie-contrefaçon	186
§ 2. Les travaux préparatoires. Les actes soumis à l'action en contrefaçon	187

§ 3. Critique. La protection provisoire allemande. Le projet de réforme	188
§ 4. La Jurisprudence	189
a) Jurisprudence antérieure à 1926	189
b) Arrêt de cassation du 22 décembre 1926	190
c) Jurisprudence postérieure à 1926	191
§ 5. Conclusion	191

APPENDICE

CHAPITRE PREMIER. — La protection des perfectionnements.

Section 1 : Perfectionnement émanant du breveté ou de ses ayants-droit.

§ 1. Le dépôt des certificats d'addition	193
§ 2. Qui peut prendre valablement un certificat d'addition	193
§ 3. L'attitude de l'Administration	194

Section 2 : Le droit de préférence institué par l'article 18 de la loi de 1844

§ 1. Les travaux préparatoires	196
§ 2. La jurisprudence	198
§ 3. Le dépôt selon l'article 18	199

CHAPITRE II. — Le dépôt des demandes de brevet susceptibles d'intéresser la défense nationale.....

ANNEXES

I. Loi du 5 juillet 1844 sur les brevets d'invention, modifiée par les lois des 7 avril 1902 et 26 décembre 1908	203
II. Arrêté ministériel du 11 août 1903, modifié par les arrêts des 3 mars 1909, 23 janvier 1914, 21 mai 1920, 29 décembre 1927, 16 février 1931 et 7 octobre 1935	211

